



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

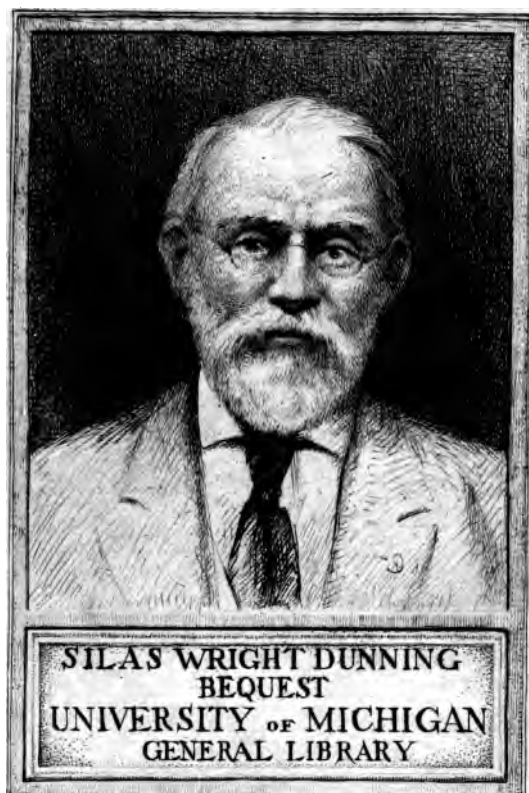
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

A 492587







SOCIÉTÉ DES PYRÉNÉES-ORIENTALES.

VII.

La Société n'entend approuver ni improuver les opinions émises dans les travaux qu'elle publie ; elles appartiennent à leurs auteurs, qui en sont seuls garants.

Les lettres, mémoires, etc., doivent être adressés (*franc de port*) à M. J. CARCASSONNE-FRIGOLA, secrétaire de la Société, et les objets d'histoire naturelle à M. COMPANTO, conservateur du cabinet, à Perpignan.

SOCIÉTÉ
AGRICOLE, SCIENTIFIQUE
ET LITTÉRAIRE
DES PYRÉNÉES-ORIENTALES.



Septième Volume.

« Faisons tous nos efforts pour qu'on puisse dire un
« jour: il y eut à Perpignan une société d'hommes à
« intentions généreuses, dont les travaux furent utiles
« à leur pays. »

(JAURET DE RÉANT, premier Bulletin, page 4.)

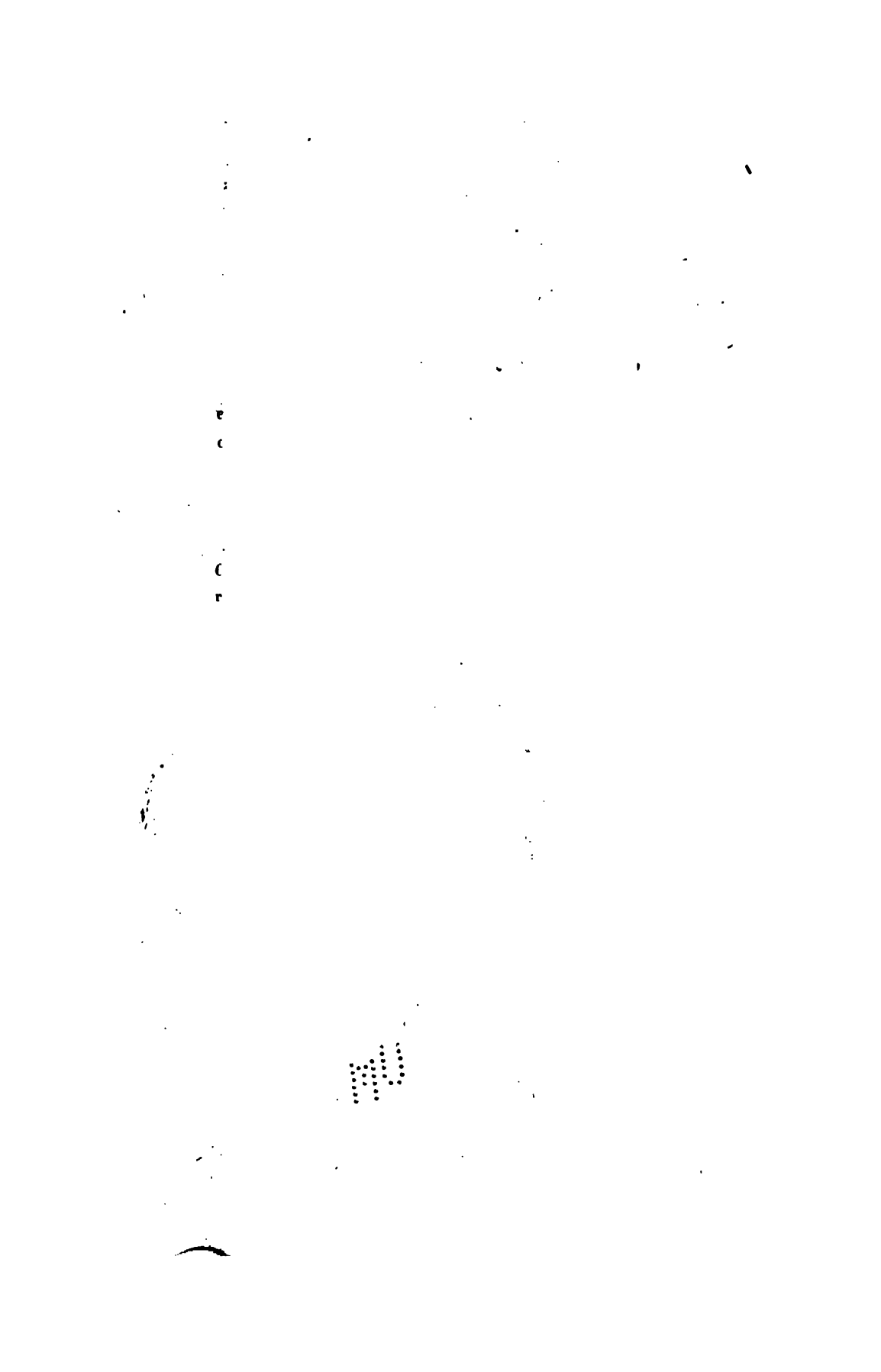


PERPIGNAN.
IMPRIMERIE DE J.-B. ALZINE,
Rue des Trois-Journées, 1.



1848.





Fungeling
12-11-31
24339

APERÇU DES TRAVAUX.

DE LA SOCIÉTÉ AGRICOLE, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
DES PYRÉNÉES-ORIENTALES,

1845-1846-1847.

La dernière publication de la Société des Pyrénées-Orientales remonte aux premiers jours de l'année 1845. Diverses causes, sur lesquelles il est inutile de s'appesantir¹, nous ont empêchés jusqu'en 1848 de rompre un silence, qui a pu paraître inexplicable à nos correspondants, particulièrement à ces comices agricoles, dont les remarquables travaux nous parviennent avec tant de régularité. Nous avons à cœur aujourd'hui de dire bien haut que cette lacune, indépendante de notre volonté, n'est due ni à notre indifférence, ni à notre incurie. Si notre zèle avait eu besoin d'excitation, quel aliment n'eût-il pas trouvé dans ce concours d'hommes distingués qui, sur tous les points de la France, associent leur expérience et leurs lumières, et, appelant à leur secours l'industrie et la science unies, tendent à augmenter la masse des produits alimentaires, problème dont la solution intéresse notre époque à un si haut degré!... Nos efforts vers le même but, pour n'avoir pas eu de retentissement, n'en ont pas moins été constans et dévoués.

Les rapports de nos commissions, qui visitent chaque année divers points du département, nous

¹ Voir le discours de M. Guiraud-de-St-Marsal, président, page 177.

ont fait de plus en plus apprécier tout ce qu'il y a de ressources dans les instincts intelligents et dans l'activité bien dirigée des habitants de notre sol. Nous avons encouragé leurs tentatives, en les entretenant des essais multipliés que le génie industriel et agricole ne cesse de proposer, ou d'accomplir. L'hiver désastreux de 1847 a été particulièrement l'occasion d'une multitude de projets, dont nous avons cherché le côté praticable. Le Président actuel donnant, dans chaque séance, un résumé des ouvrages adressés à la Société, cette étude nous était rendue facile, et nous a mis en état de développer parmi nous l'esprit novateur, qui, tôt ou tard, conduit au succès. De la graine de pommes de terre, envoyée par M. le Ministre de l'agriculture, a été distribuée et semée en sillons, à la volée et sur couches. Plusieurs agriculteurs, appartenant à notre association, auraient obtenu d'excellents résultats, sans le double fléau de la taupégrillon et des inondations. Toutefois M. Guiraud-de St-Marsal a pu exposer, en 1847, des tubercules parfaitement sains, pesant de cent à cent cinquante grammes, et a distingué quatre variétés bien prononcées : *blanche*, *rouge*, *rose* et *violette*. M. Fraisse aîné n'a pas été moins heureux dans ses semis.

La maladie de la pomme de terre, quoique n'ayant pas exercé de grands ravages dans nos champs, n'en a pas moins été soigneusement observée, et une notice, remarquable à tous égards, a été adressée par la Société à M. le Ministre de l'agriculture. L'auteur de cet écrit (v. page 225) est M. Vilaséca d'Arles, naturaliste et agronome distingué, dont nous déplore la perte récente. Un autre de nos collègues, M. Eychenne aîné, cherchait à propager, en

même temps, la culture de la patate, et le riz était essayé sur les terrains marécageux de Salses, dans un but combiné de production et d'assainissement. Auteur de cette louable tentative, M. A. Lloubes a voulu prouver à la Société que la culture du riz n'était pas nouvelle dans le Roussillon. Il nous a communiqué un mémoire, remontant à l'année 1743, et déposé par l'auteur, M. Barrère, médecin à Perpignan, dans les archives de la Société des sciences de Montpellier.

Le riz du Roussillon était d'un beau grain, et le peuple en faisait du pain, en temps de disette. Les terres appelées *Solsuras* étaient dessalées après cinq années de culture du riz, et le blé, y venant ensuite en abondance, éloignait toute crainte de famine. Le riz du Roussillon s'était acquis, chez les Espagnols, une réputation telle, qu'ils venaient l'acheter à Perpignan, et donnaient en échange du sel des mines de Cardone. Il est désirable que cette culture, entreprise avec succès près de Narbonne, (à Mandirac), et dans le delta du Rhône, soit rétablie dans notre pays.

M. Vimort-Maux préconisait, de son côté, l'introduction sur notre sol de la plante du Sésame, dont l'huile inodore peut être substituée à l'huile d'olive dans certains emplois.

Nous ne pouvons entrer dans d'autres détails sur les diverses branches de l'agriculture, dont aucune n'est négligée par la Société. Nous ajouterons seulement que nous avons pris part aux travaux du congrès central d'agriculture depuis sa fondation, et que nous y avons été représentés par

M. FRANÇOIS ARAGO, de l'Institut,

M. ANTOINE PAGÈS, maître des requêtes au conseil-d'état,

M. CÔME ROUFFIA, chef d'institution, à Paris,
M. THOMAS, directeur du *Moniteur des Eaux et Forêts*.

Nos délégués ont posé les questions de perfectionnement et d'amélioration dont cette assemblée est le juge compétent, et notre intervention n'est point passée inaperçue¹. Enfin des récompenses, qui sont décernées tous les ans en séance publique dans la grande salle du Musée, ont entretenu des sentiments d'émulation dans un pays privilégié par la nature, et qui ne voudra pas rester en arrière dans la marche progressive de la société française.

Si le gouvernement et le département même ne nous ont pas soutenus par des subventions en rapport avec nos besoins, du moins les témoignages les plus flatteurs sont venus parfois nous dédommager et honorer notre mission. Ainsi le mémoire sur la culture du mûrier et sur l'éducation des vers-à-soie, publié en 1843, parut d'une si haute utilité au Ministre de la guerre, qu'il en demanda plusieurs exemplaires pour les colons de l'Algérie. C'est par notre entremise que sont décernées les primes, ayant pour but d'encourager les plantations et l'élevage du bétail. En 1848, le Ministre de l'agriculture a décidé que la Société serait également chargée de distribuer les primes accordées pour le concours des taureaux et des génisses, et a mis à notre disposition une somme de 4.200 fr. dont auparavant M. le Préfet était chargé de faire l'emploi.

Ces deux faits suffisent pour prouver que l'importance de notre association est chaque jour mieux sentie. Nous ne pouvons, en outre, nous empêcher

¹ Voir les procès-verbaux des séances du congrès aux articles arrosages, — reboisement, — régime hypothécaire, etc., etc.

de constater ici que la sollicitude toute particulière de M. Victor Rendu , inspecteur-général de l'agriculture , garantit à notre contrée une protection de plus en plus efficace. Frappé de la variété des productions que le département des Pyrénées-Orientales est susceptible de fournir , cet éminent agronome a pensé qu'il était temps d'y créer une pépinière d'élèves , et de les initier aux idées les plus rationnelles et aux modernes innovations. La création d'une ferme-école sera un immense bienfait , dont nous sommes à la veille de jouir. Nos travaux en acquerront une force toute nouvelle. Nous sortirons du vague des théories , même quand il s'agira de cultures jusqu'ici étrangères à nos habitudes , et désormais un vaste champ ouvert à nos expérimentations nous offrira des observations d'autant plus fructueuses , qu'elles auront toujours un fait pour point d'appui.

Voilà pour l'avenir. Nos gages au passé sont renfermés dans ce volume , qui n'a pu donner place à toutes les observations , à toutes les œuvres dans leur intégrité. L'agriculture n'y fournit pas seule son contingent. De curieuses recherches d'archéologie , qui jettent un nouveau jour sur l'histoire locale et sur les éléments de prospérité de la vieille industrie roussillonnaise , des explorations et des mémoires scientifiques , des expériences et des découvertes nouvelles , des rapports sur les exploitations minières , sur des procédés de fabrication récemment importés , et sur l'emploi de la vapeur dans deux établissements industriels , s'y trouvent consignés , ou du moins indiqués de manière à n'omettre aucune idée utile , aucun fait digne d'attention.

Les bornes qui nous sont prescrites nous obligent ,

en effet, à ne publier que par extrait ceux de nos documents, qui n'ont pu entrer dans ce volume, et qui ont eu les honneurs de la séance publique. On pourra les consulter dans nos archives.

Concours de 1845.

INDUSTRIE AGRICOLE — HORTICULTURE.

M. Fraisse aîné, rapporteur.

— « Le fouloir-égrappoir de M. Vilesèque est une machine nouvelle, qui, avec une diminution de frais, assure aux propriétaires de vignobles une récolte plus abondante. En égrappant avec soin la vendange, on pourrait, à l'exemple de nos ancêtres, obtenir du vin blanc avec des raisins noirs, et récolter cette excellente liqueur, connue sous le nom de vin grec. »

— « M. Eychenne aîné s'est livré à divers essais de culture maraîchère : c'est lui qui, dans le désir d'introduire sur notre sol des produits nouveaux, a tenté d'y naturaliser l'ananas, et qui, depuis dix ans, cultive la patate, précieux tubercule, originaire des Antilles, et qui peut remplacer au besoin la pomme de terre. M. Eychenne a un procédé particulier pour la préparation des fruits, qu'il conserve avec toute leur saveur. »

ART CÉRAMIQUE. — PUIITS ARTÉSIENS.

M. Falip, rapporteur.

— « Divers objets en terre cuite, tels que statues, urnes, chapiteaux, cruches d'un genre gracieux ont été déposés au Musée par M. G. Oliva, potier à Sail-lagouse. « Ces ouvrages révèlent beaucoup de goût ; ils sont ornés de différents reliefs admirablement dis-

posés et exécutés avec une précision d'autant plus surprenante, que l'artiste ne possède aucune notion dans l'art du dessin. »

— « M. Fauvelle est l'inventeur d'un système de forage, dont le premier essai a eu lieu à la place St-Dominique. La reconnaissance des habitants de Perpignan a nommé la source découverte par cet habile ingénieur : la Fontaine-Fauvelle. Cette source jaillit au moment où celles qui alimentaient la ville venaient de tarir : elle pourvut aux besoins d'une nombreuse population. »

CONCOURS LITTÉRAIRE.

M. Mattes, rapporteur.

— « Les œuvres déposées n'ont pu obtenir les suffrages du jury, qui a cependant remarqué de bonnes inspirations. Rigaud et dom Brial sont bien dignes des Muses, et la sévérité de la commission est un hommage rendu à leur mémoire¹. »

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE.

M. Falip, rapporteur.

— « L'introduction dans notre département du métier à la Jacquart est due à M. Vimort-Maux, fabricant. On sait que le génie d'un simple ouvrier a changé la face de l'industrie lyonnaise, et lui a donné le moyen d'étendre de plus en plus ses produits dans les étoffes brochées, qu'enrichit l'art du dessinateur ; genre dans lequel la France ne craint pas de rivaux. M. Vimort-Maux a voulu faire sortir son pays d'adoption du cercle étroit dans lequel il est enfermé. Il l'a doté d'un mé-

¹ D'après les recherches de M. Puiggari dans les registres de l'église de la Réal, le célèbre bénédictin Dom Brial est né à Perpignan, et non à Baixas, comme l'impriment les biographes.

tier à la Jacquart, à l'aide duquel un ouvrier seul peut exécuter les dessins les plus riches et les plus variés sur draps, couvertures, tentures d'église, etc. Si le conseil-municipal consentait à rétribuer un contre-maître capable de diriger nos jeunes ouvriers, M. Vimort-Maux s'empresserait de mettre à la disposition de la ville ses métiers, qui peuvent devenir une source de richesses pour le pays.»

Concours de 1846.

ENDIGUEMENT DES RIVIÈRES. — REBOISEMENT DES MONTAGNES.

M. Soucaille, rapporteur.

« La première question, pour être bien traitée, nécessitait une étude approfondie des lieux et l'observation judicieuse des phénomènes, qui tendent à modifier la forme et la direction du lit de nos rivières. Les deux mémoires déposés sont incomplets à cet égard. C'est en vain que votre Commission y a cherché les indications essentielles qui auraient permis de proposer, pour chaque cas, les moyens les plus efficaces de régulariser le régime des eaux. La question doit donc être remise au concours. Celui des deux concurrents qui a pris pour devise :

« Le temps qui donne à tout le mouvement et l'être... »

a traité avec distinction la question connexe du reboisement des terrains en pente; c'est encore lui qui a fourni les meilleurs détails sur les cours d'eau. »

ÉDUCATION DU BÉTAIL.

M. Auguste Lloubes, rapporteur

« M. Victor Rendu, inspecteur-général de l'agriculture, ayant obtenu de M. le ministre que le chiffre des primes accordées au département fût accru,

et qu'une somme de 1000 fr. fût distribuée directement par la Société, nous avons eu pour mission d'appliquer, d'après le programme, aux plantations de mûriers et d'oliviers dans le 1^{er} arrondissement, aux prairies naturelles et artificielles irriguées élevant le plus grand nombre de bestiaux bien tenus, et au perfectionnement des instruments aratoires, les nouvelles primes, qui sont dues au zèle constant et à la protection éclairée de M. l'inspecteur-général. »

« Parmi les nombreux concurrents pour l'élève des bestiaux, M. Lazerme et M^{me} Duston sont ceux qui se trouvent le mieux placés dans les conditions du programme. Le premier réunit au *Mas Lazerme*, près d'Elne, dans des écuries spacieuses et bien aérées, 54 veaux de 1 à 4 ans, et de nouvelles constructions lui permettront d'en placer jusqu'à 65 devant les râteliers. Ces animaux séjournent, pendant les trois mois d'été, en Cerdagne; à leur retour ils sont nourris avec des tiges de maïs, aliment rafraîchissant. Leur nourriture d'hiver se compose principalement d'herbe de pré, de trèfle rouge et du regain des prairies. A l'âge de 4 ans, les animaux provenant de cette éducation sont vendus et remplacés par des bouvillons, de manière à ce que l'effectif soit toujours de 60 à 65 têtes. M. Lazerme a l'intention de choisir ses nouveaux sujets dans la meilleure race d'Auvergne. Il entretient en outre, sur son domaine, un troupeau considérable de bêtes à laine, et compte 19 h. 29 c. de prairies artificielles irriguées, 35 h. 31 c. de prairies naturelles, dont les $\frac{2}{3}$ sont irriguées. En tout 54 h. 60 c. »

« L'exploitation de M^{me} Duston au *Mas Bonet*, près d'Alenya, est conduite par M. Félip. Le lieu est des

plus favorables pour une éducation. Isolée des terres arables, la ferme, sur une grande étendue de terrain, jouit de l'avantage inappréciable du parcours. Le bétail peut pacager toute l'année dans le voisinage de l'étang de St-Nazaire et de la mer; les propriétés sont contiguës; le fourrage y est d'excellente qualité, et il contient en quantité du sel, qui forme la base du sol de cette contrée. Aussi les bestiaux y sont-ils pleins de vigueur et de santé. De très vastes locaux, qui vont être agrandis, pourront loger jusqu'à 80 bœufs. Toutes les ressources qu'offre le domaine seront mises à profit par l'entretien d'un si grand nombre de sujets, auxquels se joindront encore une vingtaine de poulains et les bêtes à laine.»

« M. Félip espère n'avoir plus à payer tribut à l'industrie d'un département voisin. Il lui reste vingt bœufs de forte constitution, provenant de l'Ariège. Désormais il tirera ces sujets de la ferme même; il a déjà quatorze vaches de race agenaise et un taureau de race indigène de la plus belle conformation. Un choix sera fait parmi les produits obtenus. Les veaux propres au labour seront conservés, et les autres engraisés pour la boucherie. On peut prévoir les avantages de ce mode d'éducation, que permet la situation exceptionnelle des lieux. »

« Il y a dans le domaine 51 hectares de prairies arrosables et 66 h. de prairies naturelles non irriguées; en tout 117 h. L'extirpation des joncs et l'écoulement des eaux augmentera encore la production des prairies. L'exemple donné par deux de nos grands propriétaires a été suivi par des hommes intelligents : MM. J. Clémens et And. Fontaneil de Pézilla, éleveurs, sont mentionnés honorablement par la Commission. »

PERFECTIONNEMENT DES INSTRUMENTS ARATOIRES.

M. Fraisse, rapporteur, conclut en proposant à la Société de demander à M. le ministre de l'agriculture un dynamomètre et des modèles d'instruments aratoires, et d'accorder la prime à M. Saturnin Llanta, dont les essais ont été mis au grand jour dans notre 6^e volume. Nous y renvoyons nos lecteurs.

CONCOURS DE PEINTURE.

M. Auguste Lloubes, rapporteur.

« La ville de Perpignan, à laquelle le Conseil général du département s'est associé, a établi un bon précédent en envoyant de jeunes artistes étudier à Paris, et s'inspirer de la vue des chefs-d'œuvre. La Société a pour but de découvrir les vocations réelles et de signaler par une première distinction le mérite naissant. MM. Michel Puig et Jacques Quès sont les exposants de cette année; ils ont l'un et l'autre les meilleures dispositions. Plus tard, nous serons en droit d'être plus exigeants; nous ne les jugeons aujourd'hui qu'en comparant leurs œuvres. Il y a une nuance à établir en faveur de M. Michel Puig. »

« Thomas Oljati, âgé de 14 ans, a exposé une copie, et tout annonce qu'il sera peintre un jour. »

RÉCOMPENSES

décernées par la Société, en 1845 et 1846.

Séance publique du 28 septembre 1845.

Fabrication de dentelles. Médaille d'argent. — Madame Madelaine Comès, de Collioure, 1^{re} classe; M. Lafabregue, de Thuir, 2^e classe; M^{me} Anne Danjou, de Perpignan. id., petit module.

Art céramique. Médaille d'argent. — M. G. Oliva, potier à Saillagouse.

Instruction publique : médaille d'argent. — M. Béguin, directeur de l'Ecole normale; M. Mattes, sous-directeur de l'Ecole normale. id.

Horticulture. Médaille de bronze. — M. Jean Eychenne, de Perpignan.
Industrie agricole. Médaille de bronze. — M. Vilaséca, naturaliste, à Arles.

Industrie minière. Médaille de bronze. — M. Thullier de Préville, à Ségure.

Peinture. Médaille de bronze. — M. Michel Puig, de Perpignan.

Séance publique du 25 octobre 1846.

Industrie manufacturière. Médaille d'argent. — M. Vimort-Maux, fabricant, à Perpignan.

Sondages artésiens : nouveau système. Médaille d'argent décernée en 1847. — M. Fauvelle, agent-voyer en chef, à Perpignan.

Agriculture : plantations. Médaille d'argent. — M. Barthe, régisseur des biens de M. de Ginestous.

Mention honorable. — M. Bonaventure Farines de Perpignan.

Peinture. Médaille d'argent. — M. Michel Puig de Perpignan.

Élève des bestiaux. Médaille de bronze et prime de 30 fr. — M. Julien Durand, berger de M. Azéma.

Mention honorable. — MM. Joseph Clémens et André Fontanell de Pézilla.

Endiguement des rivières. Médaille de bronze. — M. Titus Falip, ingénieur-géomètre, à Perpignan.

Éducation de vers-à-soie trévoltini. Médaille de bronze. — M. Augé, éducateur et filateur, à Perpignan.

Plantations. — M. Jean Tardieu de Belric, prime de 50 fr.

M. Louis Monné, de Latour 50

M. Louis Pla, id. 50

M. Raymond Ribes, id. 50

Primes accordées par le Gouvernement pour 1846.

Prairies. Éducation du bétail.

M. Joseph Lazermé, propriétaire à Perpignan ; 150

M. Antoine Félip, régisseur des biens de M^{me} Duston. 150

Plantations de mûriers et d'oliviers.

M. de Ginestous, propriétaire, à Caladroy, 250

M. Azéma, propriétaire, à Belric. 250

Perfectionnement des instruments aratoires.

M. Saturnin Llanta, de Perpignan. 200

Concours de 1847.

ESSAI DE CHARRUES.

M. Titus Falip, rapporteur.

« Un concours ouvert pour le perfectionnement des instruments aratoires a prouvé que nos agriculteurs, jaloux de ne pas rester indifférents ou étrangers au mouvement progressif de l'art, s'occupaient, avec tout l'intérêt qu'il mérite, des modifications propres à rendre d'un effet supérieur à l'état actuel les charrues en usage dans le Roussillon. C'est principalement sur l'aire perfectionnée que les essais ont eu lieu. Des trois charrues présentées au concours, deux destinées aux terres profondes et de nature résistante par sa densité, avaient des versoirs en fonte à surface courbe, d'une action moins favorable que celui de la charrue Rouquet : une partie des terres soulevées restant stationnaire. »

« Dans l'une, présentée par un anonyme, l'angle du versoir avec le sep trop obtus, produisait un accroissement notable de résistance; dans l'autre, offerte par M. Estirach, maréchal serrurier à Torreilles, une articulation du soc devait, par la modification de l'angle, s'éloigner plus ou moins de l'horizontale, et par conséquent faire varier l'enfoncement et l'action de la charrue. Cette disposition a l'inconvénient d'amener une décomposition de forces, et par conséquent une perte d'action. On peut en dire autant d'un mouvement circulaire du coùtre, qui ne saurait avoir une meilleure position que celle de la direction de la charrue. »

« L'aire légère de M. Bachès, serrurier à Perpignan, munie de deux petits versoirs en fonte, ne peut qu'être fort utile pour les vignes et les cultures sar-

clées. Il convient que le soc soit aiguisé à ses deux bords pour extirper les mauvaises herbes.»

La prime de 200 fr. a été répartie entre les deux derniers concurrents.

FABRICATION DU CHOCOLAT.

M. Alexis Tastu-Jaubert, rapporteur.

«L'importation d'une machine à vapeur, de la force de six chevaux, pour la fabrication du chocolat, est due à M. A. Vallarino fils. La réduction de prix, qui résulte de l'emploi d'un si puissant moteur, (sans que l'économie de temps et de forces nuise à la perfection des produits), a permis à ce fabricant d'étendre ses relations jusqu'en Espagne; de sorte que la Catalogne, qui fournissait le chocolat à une partie de la France, est aujourd'hui, pour ainsi dire, tributaire du Roussillon. L'effet de ce nouveau procédé doit être de propager l'usage d'une substance alimentaire, essentiellement hygiénique, et, sous ce rapport encore, l'importateur doit être l'objet d'une distinction.»

Une autre machine à vapeur, de moindre puissance, est appliquée à Perpignan à la filature de la soie. Cette heureuse innovation, dont M. Augé est l'auteur, permet de contrôler immédiatement la qualité des cocons : elle est de nature à donner une impulsion nouvelle aux petites éducations, que la Société ne cesse d'encourager¹. Disons, en passant, que l'influence climaterique a paralysé, en 1847, les efforts des hommes intelligents, qui sont à la tête de l'industrie sétifère. M. Bresson cependant s'est distingué par un meilleur résultat, dû, sans doute, à

¹ Le 2^{me} arrondissement s'est surtout distingué à cet égard. La contrée des Albères paraît être dans les meilleures conditions pour cette industrie. La soie qui en provient se fait remarquer chaque année par sa supériorité.

l'excellente organisation de sa magnanerie-modèle. Dans le 10^e volume des annales de la Société séricicole, M. Bresson est cité comme ayant obtenu une mention honorable.

Nous sommes dispensés de donner ici l'énumération des primes du Gouvernement et des récompenses décernées par la Société, en 1847. On les trouvera dans ce volume (pages 220 et 221), précédées des rapports de nos diverses commissions.

Parmi les mémoires adressés à la Société par les membres correspondants, nous devons mentionner celui de M. Chapsal, curé d'Ille, sur les effets de la foudre. M. François Arago a donné lecture de ce travail à l'Académie des Sciences qui en a voté l'impression.

Il nous reste à dire un mot des travaux littéraires.

Ce n'est guère qu'aux jours de solennité que la poésie nous fait entendre sa voix, afin de varier, suivant le précepte du bon Lafontaine, les sujets sur lesquels nous appelons l'attention du public. Les derniers accents de la Muse roussillonnaise ont été graves et religieux. C'est que notre mission est élevée, et que, parmi nous, même d'un sujet frivole doit sortir quelque enseignement, ou quelque moralité.

On nous a demandé quelquefois : *A quoi bon les belles-lettres dans votre association ?* Leur intervention peut être facilement justifiée. Le succès des idées dépend le plus souvent de la forme qu'elles ont revêtue. Aujourd'hui, plus que jamais, pour que les procédés des arts se simplifient en se perfectionnant, il faut que les données de la science, fécondes en applications, soient mises à la portée de chacun, et pénètrent dans l'intelligence la moins cultivée. Cette lucidité, dont les leçons de l'illustre Arago, notre

Président honoraire, offrent l'inimitable modèle, doit être recherchée de tous ceux qui écrivent pour les classes vouées au travail : elle est le fruit des études littéraires. Et qu'il nous soit permis d'ajouter que certains rapports de nos commissions, par la méthode, et l'agrément jeté sur des matières bien souvent arides, portent, avec bonheur, le cachet des belles-lettres.

Le tableau, par ordre de sections, des derniers ouvrages reçus par la Société aurait pu clôre ce simple aperçu ; mais l'espace nous manque. Qu'il suffise de reconnaître que les dons successifs des divers ministères, ceux dont M. Fr. Arago nous a gratifiés, et les envois des nombreuses Sociétés, avec lesquelles nous sommes en correspondance, ont, dans une période de quinze années, enrichi nos archives d'une collection de documents de toute nature, qui leur assignent une véritable importance. Pour les classer convenablement, l'administration municipale nous a permis de disposer d'un appartement, à l'Université. La Société se réunit dans un local attenant, qui peut paraître exigü ; mais nous dirons de la salle de nos séances, comme de la maison de Socrate : *Plût au ciel qu'elle fût remplie de véritables amis du travail et du progrès !* Espérons que ce vœu sera bientôt réalisé, et que chacun sera jaloux de nous apporter son concours, sous le régime que la France vient de conquérir, et qui, plus que tout autre, doit placer les arts et les institutions utiles sous un efficace et puissant patronnage.

LE SECRÉTAIRE.

Nota. — Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que la famille de M. Vilaséca d'Arles met à la disposition de la Société le précieux herbier de ce naturaliste, de regrettable mémoire. C'est une richesse pour notre Muséum, qui comptera un bienfaiteur de plus.

SOCIÉTÉ
AGRICOLE, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
des Pyrénées-Orientales.

Séance publique du 28 Septembre 1845.

DISCOURS

de M. Companyo , président.

MESSIEURS ,

La séance publique à laquelle vous nous faites l'honneur d'assister, est consacrée à décerner les médailles mises au concours pour l'année 1845.

Vous connaissez, Messieurs, la grave responsabilité que la Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales s'est imposée, en encourageant tous les genres de productions, qui s'adressent autant à l'intelligence qu'aux intérêts matériels. Votre empressement à vous rendre à la solennité qui nous réunit est un éclatant témoignage des vives sympathies qui entourent nos modestes travaux.

L'agriculture et l'industrie sont, dans le passé, Messieurs, les principales sources de la richesse et du bonheur des nations. Tout ce qui tend à leur déve-

loppement, tout ce qui contribue à les perfectionner, est l'objet constant de nos études et de nos travaux.

En proposant des primes et des médailles d'encouragement, la Société a voulu réveiller une louable émulation et triompher de cette coupable inertie qui étouffe tout progrès moral et industriel. Nous éprouvons avec regret que la population dont le bien être repose sur le travail, ne soit pas assez pénétrée de ces vérités. Il n'est pas aujourd'hui une industrie, un art, un procédé mécanique qui ne se perfectionne; et lorsque l'on voit le prix de rendement baisser constamment par l'emploi d'une force plus intelligente, on a à déplorer la persistance mise à repousser les progrès qui sont signalés dans les départements voisins, et qui établissent une concurrence que l'on ne pourra plus aborder avec les moyens ordinaires de production employés dans ce département.

La Société agricole des Pyrénées-Orientales, convaincue de l'importance de la solution des questions qui s'adressent directement à l'agriculture, a posé dans les prix mis au concours, un programme auquel les concurrents n'ont pas donné tout le développement qu'il comportait.

La question relative à la culture de la vigne a été traitée d'une manière trop circonscrite. En engageant les auteurs des mémoires présentés sur cette question, à les retirer, nous nous permettrons quelques observations générales, qui pourront les guider vers le but que la Société désire atteindre. La culture de la vigne ne comporte pas seulement et la plantation et la taille, il faut y joindre la qualité du

cépage, en comparer le rendement avec d'autres produits ; il faut encore étudier les ennemis redoutables qui attaquent la vigne, les causes climatiques qui en favorisent la multiplication ou l'émigration. La question d'économie politique ne peut être passée sous silence ; et si la baisse des tarifs étrangers sur nos vins exportés, n'est pas fictive par de nouveaux droits de circulation perçus à l'entrée de chaque ville, ne faut-il pas éclairer le gouvernement sur les obstacles que rencontre l'écoulement de nos produits territoriaux, alors que d'autres avantages ont pu être concédés ?

Sans doute, Messieurs, la récompense que la Société offre pour une question aussi importante, n'est pas proportionnée au développement d'un mémoire qui tient à l'agriculture et au rapport de notre commerce avec l'étranger ; mais la présence dans cette enceinte des premières autorités civiles et militaires de la ville, et de l'élite de la population, ne témoigne-t-elle pas que de plus dignes récompenses seraient ajoutées à nos médailles d'encouragement en faveur de celui qui présenterait le travail que nous sollicitons au nom d'une population agricole, dont la culture de la vigne est un des moyens d'existence ?

Les instruments aratoires perfectionnés ont également fixé l'attention de la Société ; la charrue ordinaire du pays, celle à versoir, exigeaient d'être améliorées ; plusieurs charrues perfectionnées sont, depuis quelque temps, employées. En ajournant le prix offert en 1845, la Société espère que le concours sera plus brillant et que ses ressources lui permettront de faire l'acquisition d'un dynamomètre exact, afin d'établir une comparaison plus appré-

cialable entre tous les instruments appelés à concourir pour la médaille qui sera décernée en 1846.

Si j'entre dans ces détails, Messieurs, c'est pour prouver la réserve extrême apportée dans les encouragements que la Société accorde; mais cette réserve, toute rigoureuse qu'elle est, doit tendre à exciter une louable émulation et à faire disparaître, conséquemment, cette force d'inertie contre laquelle nous nous élevons, et qui nous a fait dire que la classe laborieuse n'est pas assez pénétrée des besoins de l'époque où nous vivons. Rester stationnaire, ne pas se mettre au niveau de la science, rejeter les innovations utiles, moins coûteuses que les anciens procédés, c'est perpétuer une cause incessante de malaise, c'est proscrire aveuglément tout perfectionnement utile.

Les sociétés agricoles, scientifiques et littéraires de département sont appelées à rendre de grands services dans la zone où elles sont établies; elles connaissent les besoins et les ressources des localités; elles peuvent imprimer, conséquemment, une direction convenable à la production, sans attendre l'impulsion de Paris, dont les sociétés agricoles ou scientifiques sont toujours dominées par les conditions d'un élément qui n'est pas le nôtre, et par cet esprit d'association des intelligences et des capitaux, bien plus actifs et qui nous sont inconnus. Je suis loin, toutefois, de méconnaître les avantages d'une centralisation modérée, résultant de notre grande unité nationale; mais, ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire, chaque département a des besoins qui sont mieux appréciés par les hommes qui l'habitent que par des commissions centrales créées à la capitale, dominées par les intérêts immédiats qui s'agitent autour d'elles.

La Société des Pyrénées-Orientales, qui compte onze années d'existence, a satisfait, dans son infime sphère, à tout ce qu'on pouvait espérer des faibles ressources dont elle dispose : elle a contribué à féconder tous les genres de prospérité inhérents au sol, et ceux que l'intelligence, la culture des lettres et des arts ont pu offrir.

C'est la Société des Pyrénées-Orientales qui a signalé l'importance de Port-Vendres et les avantages que procurera à la marine militaire ce second boulevard de la Méditerranée, appelé à un immense avenir ¹.

La possibilité des barrages dans les parties supérieures des bassins pyrénéens, pour alimenter constamment nos cours d'eau a été signalée par elle; il est aisé d'en apprécier toute l'importance ².

L'embranchement d'un chemin de fer se reliant à celui de Bordeaux, à Cette, n'a-t-il pas été indiqué par un de nos collègues? ³

¹ Voir le Mémoire sur le Port-Vendres, par M. Aymérich, 2^e Bulletin de la Société *Phylomathique* de Perpignan, année 1856, page 133. — *Notices sur le Port-Vendres*, par M. Henry, bibliothécaire, 3^e Bulletin, 4^{re} partie.

² Mémoire de M. Aymérich, sur les barrages, lu à la Société, en 1840. M. Jaubert de Passa, dans une série d'articles publiés dans le *Journal du Département des Pyrénées-Orientales*, a signalé tous les avantages qu'on pouvait retirer des barrages établis dans les parties supérieures de nos bassins; il fait connaître l'immense quantité des terres qu'on mettrait à l'arrasage, et les produits que l'agriculture pourrait en retirer.

³ M. Adrien Paillette, dans la séance du 22 décembre 1841, développa avec intelligence les lignes qu'auraient à parcourir les chemins de fer pour relier le Port-Vendres à la grande artère qui sillonnera la France, depuis la partie extrême au Nord, jusqu'aux régions les plus reculées du Midi. Voyez : *Compte-Rendu des Travaux de la Société*, page 36, 6^e vol., 1841.

DISCOURS DE M. A LLOUBES,

Sur les objets relatifs à l'Agriculture, qu'il importe le plus d'encourager.

Séance publique de 1845.

MESSIEURS,

Il y a déjà un an que nous étions rassemblés pour un motif pareil à celui qui nous réunit aujourd'hui. Nous devons nous en féliciter, car cela prouve que les bonnes intentions de la Société ont été senties ; que son appel, adressé aux hommes industriels du pays, n'est pas resté sans écho. Pussions-nous, chaque année, dire à un homme utile, en lui offrant une médaille, voilà notre monnaie intellectuelle ; appréciez-là d'autant plus qu'elle ne circule pas.

La Société des Pyrénées-Orientales, sans avoir la prétention de se donner pour un centre commun vers lequel les rayons de lumière doivent converger, se présente comme un moyen. Ses allures permettent à tous ceux qui croient avoir quelque chose d'avantageux à faire connaître, de s'adresser à elle, sans craindre d'être traités de présomptueux. Les agriculteurs et les agronomes seront utiles à eux-mêmes et aux autres en leur faisant leurs confidences ; nous leurs promettons, cependant, au rebours des choses d'ici-bas, que plus le secret sera important, plus il sera divulgué. Le congrès des comices agricoles, qui vient de se réunir pour la deuxième fois à Paris, et dans lequel nous avons eu l'hon

neur d'être représentés par M. F. Arago, Pagès et Rouffia, a prouvé tout le fruit que l'agriculture et l'industrie, sa sœur aînée, devaient retirer de la lumière qui jaillissait de cet ensemble d'observations, produites dans un but commun, mais faites dans des conditions différentes.

L'hiver de 1845 a été remarquable par sa rigueur et sa durée. Ce phénomène physique doit avoir nécessairement amené quelques modifications dans les faits ordinaires qui se rattachent à l'agriculture dans notre département. Les oliviers, la vigne, sont communément attaqués par des insectes qui trompent l'espoir de l'agriculteur en dévorant les fruits et en donnant une maladie à la plante. Nous apprendrons, avec intérêt, si l'on a remarqué, cette année, quelque diminution dans les ravages de ce fléau, des migrations d'une contrée dans une autre; ou s'il a entièrement disparu, et si l'on pense que l'intensité du froid puisse être un agent destructeur efficace.

Nous demanderons aussi des observations sur l'influence que l'état de l'atmosphère, pendant l'hiver et le printemps, peut avoir exercé sur les récoltes de toute nature, la feuille des mûriers et l'éducation des vers à soie; sur l'effet utile ou nuisible que les pluies produisent, à une époque donnée de l'année, sur la vigne, l'olivier, les plantes légumineuses que l'on cultive en grand dans notre département; sur la qualité des fourrages, et, par suite, sur la santé des animaux des races bovine, ovine, chevaline. Ceci ressort un peu de la pathologie vétérinaire; mais les observations que l'on produira sur ce sujet, et tout ce qui s'y rattache, seront d'autant plus précieuses pour nous qu'elles sont fort rares et qu'elles traiteront d'un

objet qui est la vie de l'agriculture. Les trois races d'animaux que je viens de nommer lui fournissent en effet leur travail , leurs engrais , leurs produits , livrent au commerce leurs cuirs , leurs peaux et la laine ; deux d'entre elles donnent à l'homme la meilleure viande dont il puisse se nourrir.

Nous ne saurions assez appeler l'attention sur tout ce qui a trait à l'élevage et à l'engraissement des bestiaux ; cette branche de l'industrie agricole est d'autant plus importante pour notre département, qu'elle n'y est pas exploitée comme elle devrait l'être, et que nous sommes tributaires , chaque année , des départements voisins pour des sommes considérables.

Un enfant des rives du Nil aborde , depuis peu d'années , sur nos plages de la Méditerranée ; il y prend pied ; il dit à notre olivier , emblème de la paix : prépare-toi à la guerre ; il crie à l'œillet , ce pavot du nord : réveille-toi , me voici ! Il fait parler de lui bien plus qu'on n'a parlé des Pyramides de Ghiseit. Il se pose en ennemi ; il est d'autant plus redoutable qu'il vit sur une terre toujours fertile , sous un ciel toujours pur , et qu'il est un prodige de fécondité. De toutes parts , en France , on se ligue contre lui , comme on le ferait , pour repousser une invasion étrangère , et cependant il n'obéit qu'au souffle de Dieu qui l'a poussé sur la terre en lui disant : tu vivras !

Je n'ai pas besoin de nommer le sésame pour vous désigner cet ennemi de notre agriculture ; il est effectivement à craindre , et , à ce titre , il importe de le connaître à fond et de voir si l'on ne pourrait pas s'en faire un allié. Nous engagerons les agriculteurs à tenter des essais de culture de cette plante

en observant soigneusement tous les phénomènes qui se rattacheront à sa croissance, sa floraison et sa grenaison, et à nous communiquer le résultat de leurs expériences. Le programme de nos prix a prévu ce que j'ai l'honneur de proposer, et une médaille d'argent est promise à celui qui aura cultivé, sur cent cinquante ares de terrain, une plante oléagineuse ou tinctoriale, inconnue dans le département. Une maladie épidémique, la clavelée, a sévi cette année sur les bêtes à laine, dans certaines contrées du département; nous apprenons qu'à l'heure où nous parlons, elle est aux portes de notre ville.

La maladie de sang a étendu sa contagion et fait aussi de nombreuses victimes. Il est de l'intérêt des agriculteurs et des industriels d'être éclairés sur tout ce qui tient à la conservation des précieux animaux de la race ovine; nous faisons un appel au bon vouloir de ceux qui ont recueilli des observations sur ce sujet important, et principalement aux vétérinaires. Le *Manuel du Berger*, pour lequel une médaille d'argent est réservée par le programme de nos prix, offre le moyen de rendre un service éminent à l'agriculture, en traitant des deux maladies énoncées plus haut, telles qu'elles se montrent dans notre département, en développant les meilleurs moyens d'éducation des bêtes à laine, mis en pratique tant dans la plaine que sur nos montagnes, et en joignant à ce précieux travail une nomenclature complète des plantes vénéneuses qui croissent dans nos prés, dans nos champs, sur le bord de nos cours d'eau, et qui ne porteraient pas la mort dans un troupeau, si elles étaient mieux connues du propriétaire et du berger. L'indication des époques auxquelles ces

plantes naissent, fleurissent, fructifient et sont plus redoutables, sera indispensable, de même que l'énoncé de leurs noms dans l'idiôme catalan, afin d'en faciliter la recherche à ceux qui ne sont pas versés dans la botanique, et qui auront des renseignements à demander dans les campagnes. L'œuvre sera complète si l'auteur y comprend la description des champignons vénéneux qui viennent sur certaines plantes, principalement dans les terres humides. Ces cryptogames, aussi nuisibles à l'homme qu'aux végétaux et aux animaux, font essentiellement partie du cadre d'un pareil ouvrage.

Une grande question est agitée dans ce moment-ci, celle des arrosages ; elle est vitale pour notre département, que couvre ce vaste réseau liquide tracé par l'industrie de nos pères. On parle de l'étendre davantage, de rendre ses effets salutaires plus certains en lui assurant une alimentation continuelle. La société ne peut rester inactive au milieu de ce mouvement qui s'opère autour d'elle ; elle a déjà traité ce sujet à l'époque où il n'était pas pris au sérieux ; aujourd'hui qu'il occupe tous les esprits, que l'autorité lui accorde son haut patronnage, ce n'est pas seulement pour elle une question d'opportunité, c'est un devoir de rentrer dans la lice.

Le déboisement de nos montagnes fait descendre dans la plaine, à la suite des alluvions, des torrents dont l'impétuosité ne connaît d'autre limite que les vagues de la mer ; on dirait que nos monts, jaloux de voir leur terre végétale entraînée par les pluies, veulent nous l'enlever en vomissant sur nous leurs ondes courroucées, leurs blocs de granit et leurs sables stériles. Il est du plus haut intérêt de connaître les

meilleurs moyens de se préserver des effets destructeurs des pluies diluviennes qui font déborder nos rivières à des époques presque périodiques.

Comme j'ai eu l'honneur de le dire en débutant , le champ qui est ouvert par le programme de nos prix est très vaste. S'il est parcouru, comme nous l'espérons, avec le temps, la société aura rempli sa plus belle mission en donnant l'impulsion à ce qui est utile et avantageux pour tous. De quelque part que lui arrivent les communications de mémoires, elles seront les bienvenues; on les examinera avec toute l'impartialité qu'on a le droit d'attendre de nous. Les époques fixées pour le concours ne sont pas absolues; les délais ne prescrivent pas, et on peut les anticiper; il est même loisible de concourir pour des objets qui ne figureraient pas nominativement dans notre programme, mais qui rentreraient dans l'esprit qui l'a dicté.



RAPPORT

de la Commission sur l'Éducation des vers à soie trévoltini.

—

M. Companyo, rapporteur.

Encourager l'industrie séricicole, c'est rendre un grand service à la classe ouvrière et ouvrir, dans le département, une source de richesses. La France paie des sommes considérables pour l'importation des soies grèges de la Chine. Se soustraire à cet énorme tribut serait un bien immense. Il faut, pour y parvenir, qu'on s'adonne à la culture du mûrier, par-

tout où cet arbre peut prospérer. On multipliera ainsi les éducations des vers à soie et étendra le bien-être qu'elles procurent aux populations qui s'en occupent.

Il n'est certes pas de contrée où la culture du mûrier offre de plus beaux résultats; aussi est elle en progrès très-sensible. Le moment est venu où le feuillage commence à payer les avances pour plantations. Les encouragements accordés par la Société contribueront à soutenir le zèle des planteurs et des éducateurs.

Le mûrier se prête à toutes les cultures et s'accommode de tous les terrains. Sa végétation est sans égale. Les peupliers, les platanes, dont on fait des avenues ou des bordures, restent long-temps improductifs. Les mûriers peuvent les remplacer avantageusement : leur feuillage ne sert pas seulement à nourrir les vers à soie, il est aussi du goût de tous les bestiaux. Son bois est bon pour la menuiserie; cet arbre est donc utile, sous tous les rapports.

Mais il existe une espèce de mûrier dont il serait utile de multiplier la culture : nous voulons parler du multicaule, qui se plaît dans les terrains humides. Les bords de nos cours d'eau, des fossés, et les bordures des champs devraient être plantés en mûriers de cette espèce. Il serait d'une très-haute importance pour avoir des vers à soie avec lesquels on ferait trois éducations dans l'année, savoir : en mai, juillet, septembre; on voit qu'il s'agit ici du trévoltini. On rendrait ainsi l'industrie de la soie permanente dans cette contrée, car les trois éducations auraient lieu sans autres dépenses de matériel que celles qu'aurait nécessité la première.

M^{me} Augé s'occupe, depuis plusieurs années, de l'éducation du trévoltini, avec le plus grand succès et toute la facilité possible. Celle de juillet s'est faite, cette année, presque en plein vent; car, dans le jour, les croisées de l'établissement restaient constamment ouvertes. Celle de septembre n'a exigé d'allumer les poêles de l'établissement que pendant quatre à cinq jours; les résultats n'ont pas été moins avantageux.

L'éducation de juillet se composait d'une once et un quart de graine. Elle a duré vingt-huit jours. Les vers étaient beaux, forts, bien nourris; ils ont monté avec la plus grande aisance. Cette éducation a donné 40 kil. de cocon. 39 kil. ont été mis à la filature: ils ont produit 2 kil. 08 hect. de soie, première qualité; on a gardé le reste pour graine. L'éducation du mois de septembre se composait d'une once de graine; sa durée a été de trente-un jours; elle a donné 36 kil. de cocon: 30 kil., livrés à la filature, ont produit 2 kil. 180 grammes de soie, première qualité. Chose bien essentielle à remarquer, la soie provenant de l'éducation du trévoltini, a été supérieure en qualité aux autres espèces, même à celle des cocons des magnaneries les mieux conditionnées. Généralement, les cocons ont été mous cette année; les éducations n'ont pas bien réussi; les soies se sont ressenties de l'état où se trouvait le ver qui n'avait pas formé le cocon d'une manière complète. Il est donc de la plus grande importance pour le département de voir multiplier l'éducation du trévoltini; et quoique M^{me} Augé n'ait pas rempli toutes les conditions voulues par le programme, votre Commission propose d'accorder à cette dame la médaille que la

société a mise au concours, en récompense des soins assidus qu'elle a donnés, pendant quatre ans, à la triple éducation du trévoltini. C'est à M^{me} Auger seule que le département sera redevable d'avoir conservé cette espèce de ver à soie, et cette persévérance et les résultats obtenus bien constatés donneront, nous osons l'espérer, à d'autres particuliers, l'idée de se livrer à l'éducation du trévoltini, ce qui augmentera, nécessairement, l'industrie sétifère, qu'on ne saurait trop propager dans le département. Les mûriers y sont déjà en assez grand nombre pour suffire au surcroît nécessaire.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer, en conséquence, de maintenir, pour l'année prochaine, le prix destiné à l'éducation du trévoltini, et à demander à M. le Ministre de l'agriculture, ou au Conseil-général du département, la somme de 300 fr., pour être divisée en six primes de 50 fr. chacune, à distribuer aux petites éducations des vers à soie.

CONCOURS

POUR LA FABRICATION DES DENTELLES

A la Société des Pyrénées-Orientales.

ANNÉES 1845—1847.

Année 1845. **M. E. DURAND**, Rapporteur.

Messieurs,

La fabrication des dentelles à la main ne peut pas, à proprement parler, être classée parmi les *arts industriels* ; cependant, la valeur que le luxe attache à ses produits délicats, l'adresse, le goût, la patience,

la propreté qu'elle exige et qui la font rester exclusivement l'apanage des femmes, les ressources de divers genres qu'elle leur procure, font que l'attention de la Société des Pyrénées-Orientales a été appelée sur ce genre d'industrie, qu'elle a tenu à encourager.

On a fabriqué, de tout temps, des dentelles dans ce département; anciennement, la mode favorisait beaucoup leur emploi comme un des plus gracieux ornements du costume national. Lorsque cette puissance capricieuse a fait préférer un luxe plus apparent que réel à une riche simplicité, les dentelles roussillonnaises ont perdu de leur prix; mais aujourd'hui leur mérite est généralement apprécié par toutes les classes de la société, et leur débouché serait assurément plus considérable que la production.

La société des Pyrénées-Orientales, en ouvrant un concours pour les dentelles, a eu en vue d'exciter l'émulation des ouvrières, de propager un genre de travail qui convient à tous les âges, qui peut s'allier, sans leur nuire, aux soins du ménage et de la famille, tout en procurant d'honnêtes bénéfices. La Commission dont j'ai l'honneur d'être l'organe, a eu à examiner divers échantillons de dentelles. Voici, Messieurs, le résultat de son appréciation :

1^o Le paquet n^o 1 renferme une pièce de dentelle, genre valencienne, d'un même fil et d'un seul réseau. Sa disposition imite la *guipure*; il a huit centimètres et trois millimètres de largeur.

La difficulté d'exécution de ce genre de dentelle, très estimé, la bonne façon de l'échantillon présenté, ont déterminé votre Commission à vous proposer de lui adjuger la première médaille d'argent;

2^o Le paquet n^o 2 contient une dentelle de même largeur que la précédente, d'un genre mixte, moins caractérisé et moins difficile d'exécution, mais indiquant aussi une main très-habile : votre Commission vous propose de lui accorder une médaille de deuxième classe ;

3^o De plus, Messieurs, M. Lafabrègue, de Thuir, vous a présenté divers échantillons de dentelles, genre roussillonnais, à points réguliers, de diverses combinaisons, toutes de bon goût et d'une exécution parfaite. Deux de ces échantillons ont la largeur peu ordinaire de dix-huit centimètres. Ces dentelles ont été faites par des ouvrières de Thuir, que M. Lafabrègue fait travailler en leur fournissant des patrons qu'il invente et qu'il pique. M. Lafabrègue peut contribuer aux progrès de la fabrication en continuant à créer de bons patrons. La Commission pense qu'il mérite un encouragement, et elle vous propose de lui décerner une médaille d'argent.

Année 1847.

Une Commission, dont M. Augé a été le rapporteur, a eu à examiner deux échantillons de dentelles :

Celui sous le n^o 1000 a été remarqué par son fini, semblable à celui des dentelles du Nord. Ce genre de dentelles pouvant être vendu avec profit à 6 fr. le mètre, sa fabrication doit être encouragée.

L'échantillon n^o 1.700, imitant le tulle, a été signalé pour sa largeur et l'extrême régularité de son fond, mais son prix de revient étant sept ou huit fois plus élevé que celui des tulles faits au métier, il n'y

aurait aucun profit à se livrer à cette fabrication ; cependant, l'exécution du modèle soumis à la Commission étant parfait, elle a été d'avis :

1° De donner une médaille d'argent à la personne qui a présenté l'échantillon n° 1000 ;

2° D'une mention honorable à celle qui a présenté l'échantillon n° 1.700 ;

3° De recommander l'introduction de la fabrication des dentelles dans les établissements de bienfaisance pour les filles.

RAPPORT

sur le concours de peinture.

—
Séance publique de 1845.
—

M. Lloubes, rapporteur.

Messieurs,

Il y a eu un siècle en 1843 que notre célèbre compatriote, Hyacinthe Rigaud, est mort ; mais ses œuvres, inspiration de son âme, étincelle de son génie, vivent encore, et la dent corrosive du temps les a respectées.

Nous pouvons admirer, dans cette enceinte, une de ses plus belles créations, et la retrouver aussi fraîche, aussi admirable que si elle sortait de son pinceau. Sublime privilège du génie que de vivre après la mort, et souvent d'une vie plus glorieuse que la vie matérielle ! C'est à Paris, au Louvre, dans sa royale demeure que Rigaud doit être fier de se trouver au milieu de ses égaux ; et si son ombre tres-

saïlle de joie en étant parmi nous dans sa ville natale, elle doit regretter que le cortège qu'on lui a fait ne soit pas au niveau de son talent; il brillerait, en effet, d'un plus bel éclat, s'il avait autour de lui des noms qui pussent soutenir la comparaison avec le sien.

Le Musée, depuis sa fondation, ne s'est pas enrichi de toiles remarquables, à quelques exceptions près; et les amis des arts doivent déplorer qu'un fonds particulier ne soit pas affecté à l'acquisition de nouveaux tableaux, et que, lorsque toutes les villes du royaume, et principalement les chefs-lieux de département, participent aux distributions que le gouvernement fait annuellement des produits de la peinture, Perpignan soit frappé d'une espèce d'exclusion. Il est juste de payer un tribut de reconnaissance aux citoyens dont le zèle a doté le Musée de la belle toile due au pinceau de M. Ingres, et qui représente les traits de ce prince infortuné, fleur coupée avant d'être éclos.

La Société, qui a contribué puissamment à la création du Musée, et qui l'a conservé sous son patronage, n'a pas besoin de donner des preuves de l'intérêt qu'elle porte aux beaux-arts, et particulièrement à la peinture; elle sait que la prospérité d'un état, la civilisation d'un peuple, se mesurent à la manière dont les beaux-arts y fleurissent, et que la France, sous ce rapport, n'a rien à envier à personne.

La Société sait aussi que les vocations les plus heureuses avortent quelquefois, faute de moyens de se satisfaire, faute d'encouragements. Elle a vu avec un vif plaisir la ville envoyer à Paris quelques-uns de ses jeunes citoyens étudier les arts dans leur majes-

tueux sanctuaire , dans leur plus haute perfection. C'est un précédent qui portera ses fruits et qui se perpétuera , nous osons l'espérer.

La Société a senti qu'elle pouvait, dans son humble sphère , donner la main à ceux qui commençaient à percer dans l'étude de la peinture , et leur dire en leur offrant un encouragement honorifique : Nos vœux vous suivront, travaillez et vous réussirez. En effet , Messieurs , beaucoup de jeunes gens annoncent d'heureuses dispositions pour la peinture , et c'est leur rendre un éminent service que de les encourager à cultiver leur art. Le moyen le plus direct pour y parvenir , à cet âge où les impressions sont si vives , les sentiments si généreux , c'est une distinction accordée publiquement.

Nous avons reconnu que M. Michel Pouig méritait à tous égards de fixer le choix de la Société. A peine âgé de 21 ans, il a prouvé, par ses productions exposées sous vos yeux , et qui sont composées principalement de portraits, qu'il réunissait à de grandes dispositions, l'entente des premiers procédés de son art, le désir de se perfectionner, et l'amour du travail nécessaire pour y parvenir. En décidant de lui donner une médaille en bronze de grand module , la Société récompense son zèle et ses louables efforts; elle encourage ses bonnes dispositions, et rend hommage, dans sa personne , aux autres jeunes gens qui marchent sur ses traces, et mériteront à leur tour, il faut bien l'espérer, un honneur pareil.

Monsieur Pouig, ce n'est pas parce que, scrupuleux et habile copiste, vous pourriez avoir reproduit sur la toile l'œuvre d'un autre, que la Société vous accorde une médaille; mais c'est parce que, livré à vous-même,

n'ayant d'autre guide que vos inspirations, vous avez, sur votre chevalet, fait sortir de votre pinceau la ressemblance et la vie. C'est un mérite, que la Société, juge équitable, a su apprécier. Il ne faut pas cependant que vous pensiez votre tâche finie : vous avez posé le pied sur le premier échelon, il faut aspirer à arriver au faite. N'oubliez pas que la peinture, comme tout sur la terre, est soumise à des lois; vous les apprendrez dans l'étude persévérante et approfondie du dessin, de l'anatomie et de la perspective. Toute œuvre du peintre, pour être parfaite, doit subir cette triple étreinte, et le meilleur coloriste qui voudrait s'en affranchir, ne ferait que des enluminures.

DISCOURS

de M. Paul Massot, président.

Messieurs,

Appelé à la présidence de la Société des Pyrénées-Orientales, je me sens fier et reconnaissant d'être aujourd'hui son organe, aujourd'hui, qu'elle décerne pour la troisième fois aux plus dignes, les médailles et les primes destinées à récompenser leurs constants efforts. Il nous avait été permis d'espérer que la présence de notre illustre président honoraire, aurait donné à cette séance solennelle un intérêt inaccoutumé. Son approbation, formulée avec sa parole brillante et persuasive, aurait été pour nous tous un puissant motif d'encouragement et d'émulation. Si le but de la Société lui impose l'obligation de placer l'agriculture en première ligne, parce que les be-

soins de l'homme doivent passer avant ses plaisirs , son zèle plus que son titre lui impose d'autres devoirs qu'elle croit avoir dignement remplis.

Ses vœux, à peine exprimés, ont souvent été réalisés par une administration paternelle ; ainsi , nous avons vu se former des Salles d'Asile pour la première enfance, institution si utile à la classe ouvrière, qui produit et devra toujours produire de grands bienfaits, sous le triple rapport physique, moral et intellectuel. Peut-être même, serons-nous assez heureux, pour voir bientôt l'établissement des crèches, amener encore une plus grande amélioration dans l'état physique des enfants au berceau, qui trop souvent, sont fatalement les victimes de la misère de leurs parents, que les soins qu'ils réclament accroissent encore.

Les sciences, les arts et l'industrie, compagnes inséparables de l'agriculture, ont été l'objet de votre sollicitude. Vous avez encouragé les travaux sur l'endiguement des rivières, le perfectionnement des instruments aratoires, l'éducation des bestiaux, la culture de l'olivier, du mûrier, du châtaignier, l'importation d'un nouveau métier ou d'une nouvelle industrie. Le défrichement des montagnes a été surtout le sujet de vos méditations ; vous l'avez considéré avec raison, comme la cause la plus imminente de la destruction qui menace nos vallées. La nudité de nos côtes rapides, l'aspect stérile de nos montagnes, nous rappelaient sans cesse ces paroles prophétiques de M. de Humboldt : « Si vous abattez les arbres qui couvrent la cime et le flanc des montagnes, vous préparez aux générations futures, deux calamités à la fois, une disette d'eau, un manque de combustible. »

Nos constants efforts auront toujours pour but, de faire connaître à la France entière, une contrée digne d'un immense intérêt, soit par sa position géographique, soit par les ressources qu'elle peut offrir à la science, à l'industrie et à l'agriculture.

Voulant concourir aux améliorations que réclame le département, nous n'avons point failli à la mission que nous nous étions imposée. Avec des ressources bien modiques, aucun sacrifice ne nous a coûté, pour encourager les études sérieuses et les travaux utiles. Si, luttant autrefois avec persévérance contre les préventions et les obstacles, nous les avons surmontés, hâtons-nous de le dire, chaque jour notre tâche est devenue plus facile. Le sentiment instinctif qui agite tous les esprits, et les dirige vers des améliorations intellectuelles et matérielles, est d'un heureux présage pour l'avenir. Loin de se reposer aveuglément sur les avantages que la nature lui a prodigués, l'agriculteur roussillonnais suit aujourd'hui, avec une intelligente ardeur, le développement progressif de la science agricole, et s'étonne de voir l'art et l'industrie rivaliser avec la nature. Bientôt, j'en ai la ferme conviction, on ne se permettra plus d'énoncer avec justice, devant nous, cet humiliant reproche : le Roussillon est resté stationnaire. Le temps d'arrêt ne devait être que l'avant-coureur d'un élan plus rapide.

Nos concitoyens apprendront, avec un sentiment de satisfaction et d'orgueil, que l'heureuse invention de notre savant et modeste compatriote de cœur, Monsieur Fauvelle, est appelée peut-être à changer le système d'agriculture d'une grande partie de la France. Bientôt, l'agriculteur comprendra, par quels

procédés, l'industrie agricole, sous un ciel brumeux, sous un soleil sans chaleur, produit ce que la nature nous donne presque sans travail ; l'expérience lui prouvera ce que la théorie a déjà proclamé : que si l'aisance provient de l'agriculture, le luxe provient de l'industrie.

Rendons grâce aux citoyens qui ont répondu à notre appel, aux magistrats de la cité qui nous ont secondé de tout leur pouvoir ; rendons grâce à M. le ministre de l'agriculture qui a bien voulu, en notre faveur, enfreindre la règle qu'il s'est tracée, en nous accordant, à la demande de M. Rendu, une somme que nos modiques ressources nous forcent de trouver considérable. Espérons en sa promesse, pour un avenir meilleur encore, pourvu que le Conseil-Général veuille bien être plus généreux à notre égard, que M. le Préfet joindra ses efforts aux nôtres, pour obtenir du Conseil-Général, auquel la Société, par mon organe, paye aujourd'hui un tribut de reconnaissance, une allocation plus forte que celle des années précédentes. Il suffira pour cela de lui rappeler, que c'est l'unique moyen d'assurer au département, une part plus large dans la répartition des encouragements pécuniaires, que la France généreuse distribue chaque année à l'agriculture et à l'industrie nationale. Si j'osais exprimer nos vœux, je demanderais au Conseil-Général de faire concourir la Société à la distribution des primes qu'il a instituées ; et, si à l'exemple d'un grand nombre de départements, cette marque de confiance nous était accordée, elle aurait le double bienfait d'augmenter l'influence de la Société, de faire naître une nouvelle émulation, et de remplir ainsi les justes espé-

rauces de tous , en ajoutant un plus grand éclat à la publicité des récompenses.

Le programme des primes , qui seront accordées pour les années qui vont suivre, vous fera connaître les questions mises au concours ; vous y trouverez une prime pour les meilleurs soins hygiéniques habituellement mis en pratique , et spécialement appliqués au personnel des métairies ; car on ne doit pas uniquement s'occuper de l'amélioration agricole et des locaux pour les animaux si utiles à l'agriculture, il faut aussi avoir en vue la santé et le bien-être physique de l'agriculteur , appelé par la nature des travaux auxquels il est attaché dès son enfance, à vivre presque constamment au milieu de causes nombreuses d'insalubrité ; trop souvent son incurie vient en augmenter la fatale influence.

Mais si plus tard , secondés par le premier magistrat de notre département , nous parvenions , avec l'appui d'un gouvernement protecteur , à la création d'une ferme-modèle , nous pourrions , sans être regardés comme des novateurs dangereux , répandre avec plus de succès au milieu des campagnes , la connaissance des méthodes nouvelles, des instrumens perfectionnés , donner un plus grand essor à l'instruction agricole , au reboisement des montagnes , aux irrigations pour lesquelles le Roussillon peut rivaliser avec les contrées où elles sont depuis longtemps pratiquées. Nous pourrions , enfin , imprimer une impulsion féconde à toutes les richesses naturelles de notre département , et venir en aide pour notre part , d'une manière efficace , à la première comme à la plus noble de toutes les industries.

ÉTUDE

SUR LE REBOISEMENT DES TERRAINS EN PENTE

DES PYRÉNÉES-ORIENTALES.

Par M. Titus FALIP, ingénieur-géomètre.

Le temps, qui donne à tout le mouvement et l'être,
Produit, accroît, détruit, fait mourir, fait renaître.

Sur une superficie de 412,167 hectares 76 ares 13 centiares, renfermée par les limites du département des Pyrénées-Orientales, 340,000 hectares environ, représentent la quantité de terrains en pente qui s'élèvent insensiblement au-dessus du niveau de la mer, jusqu'à la hauteur de 2,900 mètres; la violence des courants n'étant plus retenue comme autrefois par les bois, ces courants se dirigent avec impétuosité des points culminants dans la plaine, avec une impulsion d'autant plus rapide et dévastatrice, que la pente qu'ils parcourent est plus inclinée. Les matières qui se détachent de la cime des montagnes, rongent leurs flancs; des cours d'eau s'établissent sur les fonds affouillables où s'opère le développement de la corrosion, alors les terres végétales, les arbres, les arbustes, les rochers roulent avec le torrent et deviennent, en cette occa-

sion, un élément terrible de destruction. Les terrains environnant les cours d'eau s'ébranlent ; certaines parties minées par la base s'affaissent en masse, d'autres glissent, d'autres se fendent ou se crevassent le long des rives. Ces affaissements, ces fentes, ces ébranlements communiqués de proche en proche, se propagent ainsi sur des longueurs considérables, et déposent une quantité de matières qui se dégorgent dans le lit de nos rivières.

Les matières dégorgées sont entraînées par la force des courants dans la plaine, s'y amassent en si grande quantité à certains endroits, qu'elles forcent ces mêmes courants à creuser, à corroder et à dévier de leur cours, malgré des travaux de conservation exécutés à grands frais.

C'est ainsi que les matières qui se détachent des points culminants, viennent se déposer dans nos rivières et en exhaussent le lit¹.

Le déboisement et les défrichements sur nos montagnes sont les principales causes qui provoquent les inondations. L'invasion torrentielle dans la plaine

¹ Dans le Mémoire sur les cours d'eau qui précède celui du reboisement, j'ai signalé l'impuissance des travaux d'art exécutés à grands frais jusqu'à ce jour, pour s'opposer à l'invasion torrentielle des matières dans la plaine, les causes insensibles et continues qui facilitent l'exhaussement du sol de nos rivières ; l'accumulation des matières qui provoquent la corrosion des rives et les débordements ; la négligence des travaux d'entretien, très coûteux, qui peuvent se prévenir par des dépenses moindres ; l'inconvénient de confier nos cours d'eau aux ingénieurs des ponts et chaussées. J'ai démontré par une analyse succincte basée sur les études approfondies des ingénieurs Fabre, Delaistres, Béliador, Surel, Delbergue Cormont, Montgazon et Rabourdin, les systèmes applicables à nos torrents ; j'ai terminé en indiquant les moyens à suivre par les syndicats, pour vérifier périodiquement les améliorations obtenues par les travaux et connaître, en tout temps, les dépenses résultant des opérations.

peut aisément s'expliquer. Un observateur qui a étudié les effets produits par les pluies d'orages, M. le colonel Dusaussay, a observé que, sur deux terrains semblables, contigus, ayant même inclinaison, l'eau pluviale, qui mettait *trente heures* à parcourir le sol boisé, n'en employait *qu'une* pour faire le même trajet sur le sol cultivé; ce qui revient à dire que, dans la plupart des cas, le bois absorbera l'eau déversée par l'atmosphère, tandis que le champ découvert laissera cette eau atteindre le pays plat et y creuser des ravins.

Les défrichements datent, dans les Pyrénées-Orientales, du seizième siècle, époque où il a été observé quelques modifications dans le climat; ils ont continué en 1768, malgré la célèbre ordonnance de 1669, dernier acte de l'ancienne monarchie sur la conservation de la richesse forestière. Les défrichements ont sensiblement augmenté lors du décret de la Constituante, au 4 août 1789, par la loi du 15 septembre 1791, qui a accordé le droit d'user et d'abuser de la propriété forestière, sur 150,000 hectares, qui disparurent bientôt; par l'Assemblée nationale et les décrets du 28 août 1792 et du 10 juin 1793; par la restauration et par l'aliénation des forêts de l'Etat, sous Louis-Philippe, sur une surface de 110,000 hectares. Les défrichements sur nos terrains inclinés se maintiennent, en grande partie, par la nécessité de conserver une même exploitation annuelle et de même rapport.

Ce moyen s'effectue dans les domaines de nos montagnes, par l'abandon des terres épuisées qui se remplacent à des époques périodiques, par des terrains susceptibles de plus de produits. Cet état continuel

de défrichement dans les Pyrénées Orientales, sur une surface d'environ 35.000 hectares, ne peut qu'augmenter sur nos terrains en pente à cause de l'exploitation indispensable qui résulte de l'augmentation de la population.

Le déboisement permanent sur nos montagnes, exerce la plus funeste influence sur le régime de nos torrents. Il importe que ces digues, construites par la nature, ne soient pas totalement arrachées du sol, pour qu'elles puissent offrir leurs obstacles aux torrents; et que des mesures législatives, adaptées aux localités, puissent circonscrire la frénésie du déboisement, afin d'éviter la funeste position qui, non seulement, pèse sur le présent, mais encore qui compromet de plus en plus l'avenir.

Nous observons, de toutes parts, que le propriétaire, pressé de jouir, poussé souvent par la disette de capitaux, spéculé sur une forêt qui lui donne chaque année un certain revenu. Il voit, en la détruisant, l'occasion de réaliser d'un seul coup, à peu de frais, une somme assez considérable, et il n'hésite pas à l'abattre; faites-lui observer qu'il se dépouille d'une source de revenus, il vous répondra que sur ce sol ainsi dénudé, il sèmera des céréales, et que son terrain ne restera pas improductif.

Le vice capital de notre organisation provient, ainsi que nous l'avons observé, tout autant du défrichement de nos terrains en pente que du morcellement indéfini de la propriété; car l'anéantissement des grands domaines est non seulement très nuisible à la reproduction des bestiaux, mais présente encore de fâcheux résultats pour effectuer le reboisement.

Le déboisement sur nos montagnes a fait éprouver

à notre climat une funeste révolution; nos vallées deviennent de plus en plus stériles, parce qu'elles ne recueillent plus comme autrefois la même quantité de vapeurs.

Les bois attiraient et retenaient les nuages qui se résolvaient en rosée; les eaux, pénétrant jusqu'aux réservoirs intérieurs, alimentaient les sources et tenaient les rivières à un niveau presque constant.

L'effet du déboisement a été de détruire la double attraction des forêts et des sommets; la première attraction n'existant plus, la dernière seule ne suffit pas pour retenir les nuages : ils obéissent aux vents et portent ailleurs le tribut de leurs eaux.

C'est ainsi que l'on passe dans notre département les deux ou trois mois entiers sans recevoir de pluie; mais tout-à-coup les nuages arrivent de tous les points de l'horizon, ils se compriment et se resserrent par des vents opposés, et fondent en torrents entraînant avec force et simultanément des masses qui ne peuvent être contenues par les berges de nos rivières.

Ainsi, diminution graduelle des eaux à la suite des défrichements et de la grande culture; mouvement ascensionnel, aussitôt que les forêts ont repris leurs domaines.

Sur les plateaux de la Nouvelle Grenade, à 2 ou 300^m au-dessus du niveau de l'Océan, le lac de Fuquené comptait, il y a deux siècles environ, dix lieues sur trois d'étendue; il est aujourd'hui réduit aux moindres proportions d'une lieue et demie sur une de longueur, ayant diminué graduellement à mesure que s'accomplissait le déboisement presque complet des montagnes couronnant cette vallée.

M. de Humboldt a constaté de semblables phéno-

mènes de diminution des eaux, à la suite du déboisement, en traversant la steppe de Barbara, pour aller de Tobolsk à Baraoul; il en mentionne plusieurs exemples dans ses fragments asiatiques.

La cause du mal est connue depuis long-temps; une importante question s'agite pour y remédier; il faut couvrir de bois et de pâturages les flancs de nos montagnes; il faut restituer à celles-ci leur rôle primitif qui est de devenir le grand entrepôt des bois et des bestiaux; alors l'aspect d'un terrain si aride changera; alors ces torrents dévastateurs deviendront des cours d'eau réguliers, et fourniront des moyens d'irrigation pour les terres et de forces motrices pour l'industrie. Mais le reboisement des montagnes dans notre département, sur une superficie au moins de 100.000 hectares, est une œuvre de longue haleine, qui ne peut améliorer avec assez de rapidité, les effets produits par le déboisement et les défrichements; le sol dénudé sur une très grande partie de terre végétale, ne peut se raffermir pour absorber l'humidité au moyen de nouvelles plantations que dans l'avenir : entre l'espoir et l'envahissement continu de nos torrents, on trouvera la ruine de notre sol le plus précieux.

Notre département est divisé en six vallées principales, traversées par des rivières dont elles tirent leur nom, ce sont : le Sègre, l'Aude, la Tet, le Tech, l'Agly et le Réart.

Le département des Pyrénées-Orientales, ne saurait être comparé aux autres départements, qui possèdent une agriculture florissante, des manufactures animées, des canaux navigables qui les vivifient par un commerce actif. Ce département, placé sous

un ciel brûlant, a obtenu, à l'aide de grands travaux, une industrie que l'on s'efforce d'imiter dans plusieurs autres. Sur des terrains élevés, arides et de peu de rapport, l'on a conduit un grand nombre de canaux d'arrosage au nombre desquels on compte environ deux cent cinquante associations territoriales, organisées en syndicats.

L'agriculture est devenue à peu près la seule richesse du pays; son importance a peu augmenté, à cause de l'abandon de la moitié du sol, qui est demeuré improductif; en second lieu, par des dépenses vinicoles dont les résultats n'ont pas toujours été avantageux.

Si nous estimons les travaux indispensables pour obtenir la vigne sur nos côteaux, soit en extrayant les pierres pour les établir et retenir les terrains, soit en faisant jouer la mine pour conquérir quelques pouces de terre sur les rochers, les capitaux avancés pour frais de défrichement, les frais de plantations, de culture; si nous considérons que la plupart de nos agriculteurs ne doivent leurs propriétés qu'à des emprunts hypothécaires qui grèvent leurs terrains sans compenser leurs travaux; si nous ajoutons à ces premières dépenses celles provenant de l'impôt qui d'abord très faible, s'est élevé ensuite au niveau des terres les plus fertiles, nous concevrons aisément, dans la circonstance actuelle, que notre département, quoique très industriel, ne peut prospérer.

Le chiffre des hypothèques qui grèvent la propriété foncière en offre un témoignage que l'on ne saurait récuser.

Ce chiffre approche de douze milliards; il était,

en 1840, de onze milliards deux cent trente-trois millions (Rapport à la chambre sur le budget des recettes 1840, pages 11 et 12), et depuis, il s'est accru d'une somme dont nous n'avons pas la valeur précise, mais que nous savons n'être pas inférieure à six cents millions. Les intérêts des capitaux dûs par la propriété foncière, vont certainement de cinq cents à six cents millions. A ce chiffre ajoutons cent trente-trois millions de droits d'enregistrement et d'hypothèques; vingt-quatre millions de plus pour droit de timbre et de greffe s'appliquant aux transactions immobilières, et on trouvera que cette partie de la propriété foncière qui recourt aux emprunts hypothécaires supporte, en dehors des contributions, une charge annuelle de sept cent sept millions, c'est à presque le triple de la contribution tout entière.

L'industrie vinicole embrasse une grande partie de notre sol, que l'on peut évaluer à la dixième partie de notre territoire, ou à la cinquantième partie du vignoble de la France. Cette culture, qui devrait être encouragée, est imposée foncièrement, non seulement comme les meilleurs terrains, mais encore au double et triple des terres les plus productives.

La fixité de l'impôt, adoptée par une mesure favorable à l'agriculture, est encore préjudiciable à notre pays vinicole, en ce que l'on maintient le rapport proportionnel qui existait il y a trente ans, malgré le changement des produits qui s'est opéré; l'inégalité de la répartition qui en résulte frappe, aujourd'hui, des terrains devenus improductifs, en faveur des propriétés dont la fertilité a augmenté, de telle sorte que ces dernières, aujourd'hui d'un grand rapport, sont imposées bien au-dessous des ter-

rains qui étaient autrefois cultivés en vigne et dont il ne reste aujourd'hui qu'une vaine pâture.

Ajoutons encore que quinze ou seize taxes différentes poursuivent, traquent, écrasent ce chef-d'œuvre de notre industrie rurale, par cent cinquante-trois millions de contributions foncières, de droit de circulation, de droit de consommation et d'octroi ! Quelle industrie au monde serait capable de supporter un pareil fardeau sans y succomber ?

Que l'impôt devienne proportionnel ; que les droits réunis ou de consommation ne présentent plus le quart de la valeur de la production générale ; que la moitié de la production ne soit pas atteinte par l'impôt ; que la libre circulation ne gêne plus la liberté des échanges ; qu'un embranchement à la ligne du chemin de fer, ou un canal navigable facilite notre industrie avec l'intérieur, alors seulement notre département sera florissant, soit sous le rapport vinicole, soit sous celui de nos primeurs, qui nous seront enviées de tous les points de la France ; mais, pour obtenir ces derniers avantages, il faut encore que nous conservions notre belle plaine, et, à cet effet, il nous convient d'établir, par des moyens actifs et prompts, des barrières à nos torrents dévastateurs.

Les principales vallées qui nous procurent nos richesses vinicoles se dirigent de l'Ouest à l'Est ; elles sont traversées, dans le même sens, par trois rivières ou torrents : L'Agly, la Tet et le Tech.

La rivière de L'Agly prend naissance sous le pic de Bugarach. Ce pic se trouve élevé, au-dessus du niveau de la mer, d'une hauteur de 1,416 mètr. 95 cent. L'Agly traverse le canton de Couiza entre les communes de Cubières et de Camps, département de l'Aude, pé-

nêtre dans les Pyrénées-Orientales, à travers les Corbières, reçoit le torrent de la Boulzane, le Desix, la rivière de Maury et le Verdoble, et opère sa jonction avec la mer Méditerranée, entre Saint-Laurent et Torreilles.

L'étendue qui déverse dans la rivière de L'Agly, est de 81,479 hectares 52 ares 84 centiares. Sur cette surface, peu de territoires sont boisés; sur le nombre, l'on ne remarque que Rabouillet, Bélesta, le Vivier, Trilla, Caramany, Cassagnes et Raziguères. La superficie boisée ne présente qu'une surface de 1,530 hectares 27 ares 98 centiares, la cinquante-quatrième partie de la surface de la vallée.

Les diverses essences que l'on remarque dans la vallée de L'Agly sont le hêtre, quelques bouquets résineux, le chêne vert et blanc, le saule et le peuplier. Le combustible se compose, principalement, du buis, du genévre, du genêt épineux, du nerprun, du romarin et des chênes pédoncules.

La principale culture de la vallée consiste en terres labourables, en vignes, en oliviers.

Les terres s'étendent sur une superficie de
 Les vignes, sur
 Les oliviers, sur
 Les terrains non cultivés que nous dési-
 gnerons sous la dénomination de pâ-
 tures, ou terres vaines, forment en-
 semble.
 Les bois
 L'étendue de l'étang de Salces
 Plus les prés, les jardins, les propriétés
 bâties, les ravins, les rivières, les
 ruisseaux, les chemins, les rues et
 les places.

Total pareil.

17,869 h.	54 a.	82 c.
14,532	42	85
1,630	33	61
38,300	83	25
1,530	27	98
3,336	38	10
4,279	72	22
81,479 h.	52 a.	84 c.

D'après ces chiffres, l'on peut remarquer que la vallée de L'Agly est ainsi divisée :

$\frac{1}{2}$ moitié de sa surface en pâture ou terre vaine et étang ;

$\frac{1}{5}$ en vignes et oliviers ;

$\frac{1}{5}$ en terres labourables ;

$\frac{1}{10}$ en prés, bois, ravins, rivières, jardins, propriétés bâties et rues.

La source de la rivière de la Tet commence au sud du pic Péric, point presque aussi élevé que le mont Canigou, d'une hauteur, au-dessus du niveau de la mer, de 2,781 mètres.

La cime de ce pic, situé sur la ligne divisoire entre le département de l'Ariège et celui des Pyrénées-Orientales, domine un plateau très élevé, d'une grande étendue, qui est connu sous la désignation de Pasquiers du camp dels Reys. Ce plateau est le rendez-vous des troupeaux de la Cerdagne française, du Capcir, de l'ancien Conflent et du Languedoc. Dans la belle saison, ce lieu est des plus animés, par le parcours de nombreux troupeaux de bêtes à laine, des chevaux, des mulets et des vaches, qui paissent ses nombreux pâturages. La nuit, tous ces troupeaux se réunissent autour de deux grands étangs, qui ne sont pas poissonneux à cause des urines qui se mélangent avec les eaux ; mais, à peu de distance, il en existe un troisième où abondent de très belles truites saumonées. Le pic Péric partage les eaux qui coulent du faite entre l'Océan et la Méditerranée ; le versant ouest les dirige vers la rivière de l'Ariège ; celui de l'est, vers l'Aude, et le versant sud vers la Tet ; cette dernière s'ouvre un passage à travers des rochers hérissés de quelques essences résineuses ; la

même direction du nord au sud se maintient jusqu'au-dessous du Mont-Louis, où elle prend la direction de l'ouest à l'est, jusqu'à son embouchure dans la Méditerranée, qui a lieu entre les communes de Canet et de Sainte-Marie.

D'après Marca, l'embouchure de la Tet était située, autrefois, près de Torrellas, où existait un petit port. Le motif de cette déviation aurait été d'enlever aux pirates du Nord un point de débarquement favorable à leurs ravages en Roussillon. ¹

La rivière de La Tet, la plus considérable en longueur, s'accroît de nombreux affluents, dont les principaux sont :

Ceux de Cabrils, d'Evol, d'Espinoza, de Castellane, de Montalba, de Prats-Balaguer, de Py, de Vernet, de Lentilla ou de Valmanya, du Boulés et de la Coumelade.

Quelques versants de ceux qui alimentent les affluents de la rivière de la Tet, proviennent des points les plus élevés du département, et descendent presque directement du faite, en suivant la ligne de plus grande pente, sur une distance de deux ou trois mille mètres, pour communiquer à de grands réservoirs situés sur le flanc des montagnes. Parmi les versants qui alimentent la Tet, on en distingue de très élevés ; les principaux sont :

1° Le col de Nou-Fonts, dont le versant forme le torrent de Prats Balaguer. Ce col est élevé de 2,898 mètres au-dessus du niveau de la mer ;

2° Le col de la Jegane, qui alimente le torrent de Carança, élevé, de 2,878 mètres au-dessus du niveau de la mer ;

¹ Histoire du Roussillon, par Henry.

3° Le mont Canigou, qui alimente la rivière de Vernet, à l'ouest, et celle de Valmanya ou de Llentilla, à l'est : la partie culminante du pic est élevée à 2,789 mètres au-dessus du niveau de la mer ;

4° Le pic Péric, d'une élévation de 2,781 mètres.

Indépendamment de ces hauteurs, il en existe encore une dans le département, beaucoup plus élevée le Puig-mal-de-Llo, dont le versant alimente la rivière de Sègre, est élevé au-dessus du niveau de la mer, de 2,909 mètres. Le Puig-mal-de-Llo, est le point le plus élevé du département ; il dépasse le Mont-Canigou d'une hauteur de cent-vingt mètres.

La vallée de la Tet, prise ainsi que l'indiquent les versants qui déversent dans la rivière du même nom, s'étend sur une superficie de 149,039 hect. 26 ares 75 cent., presque la moitié de sa surface, et est comme celle de la vallée de L'Agly, composée de terres vaines, rochers ou pâtures.

Les différentes cultures de la vallée y sont représentées par les surfaces, comme ci-après, savoir :

Les pâtures, terres vaines ou rochers,
par
Les bois
Les vignes
Les oliviers
Les terres labourables
Les prés
Les propriétés bâties, les jardins, les
rivières, les ravins, les routes, etc.

Total.

	h.	a.	m.
61,722	h.	a.	m.
18,993	h.	»	»
16,019	h.	»	»
2,079	h.	»	»
37,657	h.	»	»
3,310	h.	»	»
9,259	h.	»	»
149,039	h.	»	»

La répartition des cultures de la vallée est ainsi faite :

- $\frac{3}{8}$ en pâtures, terres vaines ou rochers ;
- $\frac{1}{4}$ en terres labourables ;
- $\frac{1}{8}$ en vignes et oliviers ;
- $\frac{1}{8}$ en bois ;
- $\frac{1}{8}$ en prés, jardins, propriétés bâties, rivières, routes, ravins, etc.

Les diverses essences boisées que l'on remarque dans la vallée de la Tet, réparties sur une surface de 18,993 hectares, peuvent se diviser en trois zones, comme ci-après :

- 1^o La zone supérieure ;
- 2^o La zone intermédiaire ;
- 3^o la zone inférieure ou de la plaine.

Sur la première zone, l'on remarque le pin, le sapin et le hêtre ;

Sur la deuxième ou l'intermédiaire, le hêtre, le chêne vert, le chêne blanc et le châtaignier.

Sur la troisième, le chêne vert, le chêne blanc, l'aulne, le saule, le peuplier et le micocoulier.

Indépendamment de ces essences, l'on en remarque encore d'autres, sur les deux dernières zones, qui sont éparses ou qui bordent les propriétés ; parmi ces dernières, l'on remarque le fayard, le bouleau, l'orme, le frêne, le marronnier, le noyer, le mûrier, le tilleul et l'acacia.

La vallée possède pour combustible le genêt épineux, le genièvre, le buis, le nerprun, le romarin et les chênes pédoncules.

La vallée du Tech est située au sud de la vallée de la Tet ; sa principale rivière désignée du même nom, la traverse diagonalement sur la longueur.

La source de la rivière du Tech, commence, au nord ouest, du pic de Costa-Bonne, à l'est de Roque-Colomb, point extrême d'une chaîne de rochers connus dans le pays sous le nom de *las Esquerdes-de Roja*. Le pic de Costa-Bonne divise le royaume d'Espagne de la France; il est élevé au dessus du niveau de la mer d'une hauteur de 2.423 m.

La rivière du Tech se dirige de l'ouest à l'est, à travers de nombreuses cascades, jusques au sud du hameau de la Preste. L'impulsion du torrent, depuis la Preste jusqu'à Arles, suit un passage étroit sur une pente moyenne de 0^m 02^c par mètre. Le cours du Tech ne se développe qu'après le pont de Céret sur un lit de déjection, composé de galets et de graviers; ce torrent est contenu, depuis Céret jusques au dessous du Boulou, par des berges d'une très grande élévation entre lesquelles l'on remarque des terrains arrosables, qui diminuent sensiblement, par suite de la négligence des syndicats de cette rivière.

La réunion du Tech avec la mer s'effectue entre Elne et Argelès; ses principaux affluents, sont: la Persigola, la Coumalade, le Riu-Ferrer, la rivière ample, le Gau, la Cave, la Quera, le Mondony, la rivière de Rome ou de Maureillas et celle de Laroque.

Les autres torrents de la vallée, tels que la Mouga, la Massanne, le Rabaner et celui de Banyuls, poussent leurs eaux dans d'autres directions pour se rendre séparément à la mer.

L'étendue de la vallée du Tech, en y comprenant les versants qui alimentent les quatre derniers torrents, comprend une surface de 88.405 hect. 33 ares 76 cent. Elle est divisée ainsi qu'il suit :

En pâtures, rochers ou terres vaines . .	43,122 h.	a.	m.
En terres labourables	15,193	»	»
En terrains planté en vignes	1,266	»	»
En olivets et prés.	1,164	»	»
En bois de chênes verts, blancs et liéges, aulnes, micocouliers, houx et quelques bouquets résineux.			
Noisetiers, saules et condriers.	18,230	»	»
En jardins, rivières, ravins, ruisseaux, propriétés bâties, rues, chemins, etc..	9,430	»	»
Total égal.	88,405	»	»

La répartition des cultures de cette vallée se trouve dans les proportions suivantes :

La $\frac{1}{2}$ en pâtures terres vaines et rochers ;

$\frac{1}{5}$ à peu près en bois de diverses essences ;

$\frac{1}{16}$ en vignes ;

$\frac{3}{16}$ en terres labourables ;

$\frac{1}{20}$ en oliviers, prés, jardins et propriétés bâties.

Indépendamment des parties boisées, indiquées sur une surface de 18.230 hectares, il existe encore diverses essences éparses ou qui bordent les propriétés, telles que le chêne vert et blanc, le chêne-liège, le châtaignier, l'amandier, le saule, l'aulne, le houx, le frêne, le bouleau, l'orme, l'érable, le tremble, le noyer, le tilleul, le platane, le micocoulier, le coudrier, et quelques bouquets résineux.

D'après la comparaison des diverses cultures des vallées entr'elles, il résulte :

1° Que chaque vallée présente la moitié de sa surface sans culture.

2° Que les terres labourables ont une superficie proportionnelle dans les trois vallées ;

3° Que la vallée de l'Agly possède en vignoble une surface double à la vallée de la Tet, et près de deux tiers de plus que celle du Tech;

4° Que les terrains complantés en oliviers, sont en plus grand nombre dans les vallées de l'Agly et du Tech, que dans celle de la Tet;

5° Que la partie boisée de la vallée du Tech a le double de surface proportionnelle que la vallée de la Tet, et quinze fois plus de surface que la vallée de l'Agly.

Nous avons dit que le département des Pyrénées-Orientales possédait une superficie totale de 412.167 hect. 67 ares 13 cent.; sur cette surface, les pâtures, les terres vaines ou vagues, les rochers s'étendent sur 200.000 hect., dont la moitié au moins serait susceptible de pouvoir être repeuplée de diverses essences appropriées à diverses températures et à la nature variée du sol.

Le boisement sur nos montagnes pourrait s'effectuer, en commençant d'opérer sur plusieurs zones à la fois, de manière à se rapprocher d'abord des terrains les plus rapprochés des vallées, et en s'élevant ensuite graduellement vers les points culminants.

Par ce moyen, chaque zone présenterait une barrière aux terrains qui se détacheraient des parties supérieures, et n'envahiraient plus avec la même intensité le sol de nos torrents. Les terres, en s'établissant sur la limite de chaque zone, se disposeraient en bandes longitudinales et se mélangeraient avec les décompositions des feuilles, de manière à couvrir insensiblement les aspérités du sol et à préparer les parties supérieures pour recevoir les diverses essences.

Tandis que si le boisement commence par les par-

ties les plus élevées, il s'en suivra que les terrains défrichés se détacheront toujours pour envahir nos rivières ; que nos pentes se refuseront à toute espèce de plantations, et que le découragement résultera de la difficulté et des lenteurs de la végétation.

Pour faciliter la végétation des essences, il serait utile d'utiliser toutes les sources ou cours d'eau, ainsi que les eaux pluviales, en établissant des séries de fossés horizontaux sans ouvertures aux extrémités, destinés à recevoir et à arrêter les eaux ; ces fossés d'une largeur de 0^m 60^c sur autant de profondeur, pourraient être disposés de telle sorte qu'ils diviseraient la montagne en zones horizontales, ayant une moyenne de 20 à 25^m de largeur ; les eaux des pluies viendraient s'y réunir en pénétrant plus ou moins lentement dans le sol ; de cette manière, toute l'eau qui s'écoulerait dans ce fossé supérieur, profiterait à celui qui lui serait immédiatement inférieur, ainsi de suite.

Ce moyen aurait le triple avantage d'activer la végétation des bois, de favoriser la multiplication des bestiaux par une plus grande abondance de pâturages, et d'opposer en même temps une barrière aux matières qui se détachent des points culminants.

Pour arriver à la régénération des forêts dans le département des Pyrénées-Orientales, et l'effectuer en même temps sur différents points, particulièrement sur les petites propriétés, il conviendrait de faire connaître aux habitants de chaque vallée, les avantages qu'ils pourraient obtenir, en convertissant leurs terrains de peu de rapport et ceux improductifs en terrains boisés, en établissant la comparaison de la force productive des terrains semblables, et par les produits correspondants.

La fertilité du sol de certaines contrées du département pourrait engager des propriétaires, conjointement avec des capitalistes, à effectuer le boisement des communaux ou des grandes propriétés; ce moyen atténuerait les difficultés qui pourraient résulter de l'apathie des habitants, ou du manque de moyens.

Les compagnies ou les propriétaires qui boiserait nos terrains inclinés avec des taillis de certaines essences, particulièrement avec le châtaignier, seraient incontestablement favorisés par de forts bénéfices, surtout si l'Etat les secondait, en leur fournissant le plant nécessaire pour effectuer le reboisement sur les terrains des tiers; et si ces derniers, en retour des frais de plantations, leur abandonnaient, soit en propriété, soit en numéraire, une part proportionnelle des bénéfices effectués, laquelle serait calculée, après un temps déterminé, sur la plus value.

Les taillis qui seraient plantés par les propriétaires ou les compagnies, ne coûteraient d'autres dépenses que celles qui résulteraient de la plantation; l'entretien des essences serait aussitôt abandonné aux soins des cultivateurs les plus nécessaires des communes, qui retireraient les produits des récoltes successives, pendant tout le temps que le permettrait la végétation des plants, à la charge par eux de renouveler annuellement les sujets qui n'auraient pas réussi; par ce moyen, le boisement deviendrait utile et productif, non seulement aux propriétaires et aux capitalistes, mais encore à l'Etat et aux cultivateurs laborieux, qui trouveraient par ce mode une organisation plus stable, et compteraient alors avec l'avenir.

Le cultivateur laborieux, n'ayant manqué de tra-

vail ni de force pendant sa vie, trouverait aux jours d'infirmité, de vieillesse, une position plus heureuse qui le mettrait à l'abri du besoin.

Pour favoriser complètement le repeuplement de nos forêts et en même temps les capitalistes, il serait nécessaire d'établir dans chaque arrondissement une *vaste pépinière*, où l'on cultiverait toute sorte d'essences particulières aux différents terrains et à la température des localités ; les dépenses nécessaires pour l'entretien de ces pépinières devraient être supportées entre l'Etat et le département dans la proportion qui a été fixée par M. le préfet Dugied dans les Hautes-Alpes : l'Etat devrait fournir les $\frac{3}{4}$ et le département $\frac{1}{4}$.

« Les forêts une fois créées et mises en coupes réglées seraient, (d'après l'opinion de MM. Surell et Dugied), la source d'un bon revenu qui pourrait être partagé entre les communes qui auraient fourni le sol, et l'Etat qui, en quelque sorte, aurait fait les avances des fonds, ce qui ferait rentrer le trésor public dans une partie de ses déboursés, et même pourrait le défrayer complètement.

« Ce point de vue est si peu à négliger, qu'il a servi de base au travail de M. Dugied.

« Les choses y sont ainsi disposées, que l'Etat, au bout d'un certain nombre d'années, rentre clairement dans tous ses fonds. »

Plusieurs écrivains distingués ont fait connaître leurs opinions sur l'impuissance matérielle de plusieurs départements, pour effectuer avec leurs ressources ordinaires le boisement des montagnes. Les Hautes et Basses-Alpes, ainsi que les Pyrénées-Orientales, se trouvent dans les mêmes conditions. A cet

effet, je citerai textuellement l'opinion de M. Dugied et celle de l'ingénieur Surell.

« L'Etat fournirait les $\frac{3}{4}$ et le département $\frac{1}{4}$. Ainsi, dans la supposition de l'ensemencement de 2000 hect. par année, le département débourserait, chaque année, en primes 10.000 fr., et le trésor public 30.000 fr.

« Les motifs de M. Surell, pour que le département des Hautes-Alpes ne donne pas plus de dix mille francs par an, sont, que le susdit département est très loin d'être riche; qu'il ne rentrera pas dans les sommes qu'il fournira, tandis que le gouvernement récupérera toutes ses avances, et que, *pour tout dire, sans de pareilles avances de la part de ce dernier, il n'y a pas à espérer que l'opération s'exécute jamais.*

« Sans doute, le département retirera de très grands avantages; mais les sacrifices qu'il fera pour aider au succès n'en seront pas moins de véritables sacrifices.

(Ce qui était une puissante raison au temps où M. Dugied écrivait ces lignes, est devenu, depuis la loi du 10 mai, une nécessité absolue.)

« Le second mode d'intervention consisterait dans la fourniture gratuite des graines qui seraient entièrement à la charge de l'Etat, admettant que l'on sème 2,000 hectares par année et que l'on distribue les essences de la manière suivante :

600	hectares en glands.
600	— en hêtres;
800	— en pins ou sapins.

2000 hectares. »

La dépense totale des graines, transport compris, serait de 23,400 fr. ¹ L'administration les livrant gratuitement, tiendrait aussi la main à ce que les essences fussent distribuées avec intelligence, et que chaque terrain ne reçût que celles qui conviennent à sa nature. Les pentes trop abruptes seraient ensemencées en buis et en genêts, etc. »

Nous avons déterminé qu'une surface au moins de 100,000 hectares serait susceptible d'être boisée dans notre département; nous ajouterons que ce boisement pourrait s'effectuer proportionnellement à la quantité des terrains que possède chaque vallée.

Dans ce cas, les 100,000 hectares à boiser devraient se répartir ainsi qu'il suit :

INDICATION DES vallées.	CONTENANCE PAR vallée.			CONTENANCE A boiser.		
	hectares.	ares.	cent.	hectares.	ares.	cent.
L'Agly,	81,479	52	84	19,800	»	»
La Tet,	149,039	26	75	36,200	»	»
Le Tech,	88,405	33	76	21,500	»	»
Le Sègre,	52,823	05	67	12,800	»	»
L'Aude,	15,465	22	94	3,700	»	»
Le Réart,	24,955	34	17	6,000	»	»
TOTAL....	412,167	76	13	100,000	»	»

Ainsi, les trois premières vallées boiserait à peu près la moitié de leurs terres aujourd'hui sans culture : le Sègre en boiserait un tiers, l'Aude et le Réart les trois quarts.

Un espace de cinquante années suffirait pour boiser le département des Pyrénées-Orientales, en ense-

¹ Cette dépense pourrait se réduire de plus d'un quart.

mençant ou en plantant 2,000 hectares toutes les années, la répartition des terrains susceptibles d'être ensemencés ou plantés serait faite dans les six vallées à la fois, proportionnellement à la contenance de chaque vallée, de la manière suivante :

INDICATION DES vallées.	CONTENANCE TOTALE A boiser dans chaque vallée.	CONTENANCE PROPORTIONNELLE à boiser toutes les années.
L'Agly,	19,800 hectares.	396 hectares.
La Tet,	36,200	724
Le Tech,	21,500	430
Le Sègre,	12,800	256
L'Aude,	3,700	74
Le Réart,	6,000	120
TOTAL.....	100,000 hectares.	2,000 hectares.

On peut employer deux modes pour régénérer nos forêts : l'un en favorisant l'opération au moyen de primes aux propriétaires qui se distingueraient, l'autre en leur accordant le semis ainsi que les jeunes plants.

Le premier mode présente des difficultés; elles résultent de la division des territoires en une multitude de parcelles de si peu de contenance qu'il y aurait impossibilité d'opérer le reboisement sur de grandes masses.

La division des propriétés est devenue telle dans notre département, que les héritages qui étaient formés antrefois de vastes surfaces, ne présentent aujourd'hui que des propriétés subdivisées et éparses, de telle sorte qu'il serait difficile de trouver, dans chaque commune, des domaines réunissant chacun, en propriétés contiguës, cinquante hectares à reboiser;

et, en admettant même que cette condition pût exister, il est aisé de démontrer que le reboisement de ces 250 hectares par commune ne suffirait pas pour opérer sur le quart de la surface de nos montagnes.

Dans cette supposition, soit par exemple, cent communes renfermant chacune cinq propriétaires pouvant opérer sur les 250 hectares, à planter ou à semer toutes les années, nous aurons les chiffres $100 + 250 : 50 = 500$, ci. 500 h.

Ajoutons à ce chiffre les terrains domaniaux ou communaux d'une surface de 10,000 hect. : $50 = ...$ 200

Total de la surface qui pourrait se boiser	700
---	-----

Différence sur les 2,000 hectares. . .	1,300
--	-------

Si, au lieu de compter sur quelques propriétaires par commune, pour opérer le reboisement et de dépenser les fonds de l'État en primes, on employait ces sommes à former des pépinières dans chaque vallée; si l'on s'adressait ensuite aux habitants auxquels on démontrerait l'avantage de boiser des terres incultes pour les rendre productives; si on les aidait dans le travail du repeuplement des montagnes en leur fournissant les graines ou les essences; si on les contraignait à exécuter la loi de 1669 sur les défrichements, ¹ nous arriverions plus facilement et plus promptement à réaliser l'opération.

¹ Les défrichements ne devraient être permis que dans le cas où des murs en pierre pourraient retenir les terres, ou que des bandes boisées, d'une largeur de 40^m, remplaceraient les murs de soutènement.

Prenons un exemple : soit un nombre de parcelles égal à celui des hectares : 100.000 hectares non cultivés, et 100.000 parcelles cultivées. La surface en hectares réclame un minimum de 40.000.000, ou 800.000 par année; les parcelles cultivées, suivant la loi de 1669, exigent 10,000.000 de plants, ou 200.000 par année, soit en tout, 50.000.000 d'essences diverses, ou un million par année : ce dernier chiffre, divisé par les 100.000 hectares à reboiser, donne dix plants par hectare.

Quel est le propriétaire d'une commune qui, dans un but d'intérêt général, ne pourrait semer ou planter dix arbres par hectare, en admettant que les graines ou les essences seraient fournies par chaque département? La supériorité de ce système sur celui de régénérer nos forêts par des primes, offrirait encore un avantage que l'on ne peut contester, en ce que les parties boisées toutes les années réclameraient peu de soins et que la végétation s'opérerait avec beaucoup plus d'avantage que si l'opération n'était exécutée que sur de grandes étendues.

Le reboisement organisé ainsi que nous venons de le dire, garantirait les cultures de la montagne. La plaine bénéficierait encore de cet avantage, se trouvant moins exposée au ravage des eaux.

Si nous estimons la dépense nécessaire pour repeupler de forêts notre département d'après les données connues, en prenant particulièrement celle indiquée par M. Dugied, et en admettant que les essences seront réparties de la manière suivante :

300 hectares en glands, chênes verts et blancs et
chênes-lièges;

300 en hêtres ;

- 600 en châtaigniers et diverses autres essences à
feuilles caduques ;
600 en pins et sapins ;
200 en buis, genêts, coudriers, chênes pédon-
cules, etc.

2000 hectares.

La dépense de 2.000 hectares en achat de graines,
transport compris, serait de 6.000 fr., ci 6.000 fr. ¹

Plus, pour l'entretien de six vastes
pépinières dans chaque vallée . . 12.000

Travaux pour essarter les jeunes
plants dans les bois communaux ou
domaniaux 2.000

Total général de la dépense, toutes
les années. 20.000 fr.

ou 10 fr. par hectare.

L'on s'accorde généralement à ne considérer la
possibilité de repeupler nos forêts, qu'autant que
l'onensemencera des terrains préalablement prépa-
rés, par des labours ou par la bêche.

Le semis en place présente dans son exécution
plus de facilité de réussite que la transplantation
d'un lieu à un autre ; mais il présente aussi de très
grands inconvénients, si l'on considère la dépense et
les funestes résultats qu'entraînent des défrichements.

Pour pouvoir apprécier la dépense que nécessite

¹ Le chiffre de 6,000 fr. a été calculé d'après un essai qui a été fait au
Jardin du Luxembourg, par M. Thomas, membre de la commission de
Silviculture, et dont il est résulté que, 12,000 plants provenant de glands,
châtaignes, faînes et pourrettes de Bouleau, n'ont coûté d'achat que 8 fr. ;
— en admettant ce chiffre, le million d'essence à planter toutes les années
ne coûterait que 666 fr. 66 c., il resterait encore pour transport des graines
et non réussie, la somme de 3,553 fr. 54 c.

ce travail, il convient d'en développer les opérations successives comme il suit :

1° Pour opérer l'ensemencement sur nos montagnes élevées, la première opération à exécuter serait d'opérer l'arrachement d'un gazon très épais qui recouvre le sol, puis d'opérer l'écobuage ;

2° De défricher les terrains à ensemençer, soit par le moyen de la charrue, soit par celui de la bêche ;

3° D'empêcher que l'entraînement des terres défrichées n'ait lieu, en établissant de distance en distance des murs en pierre sèche ou des fossés horizontaux ;

4° D'opérer l'ensemencement des graines avec un mélange d'orge ou d'avoine ;

5° De herser et rouler les semis.

D'après ces conditions, l'on peut approximativement calculer ce que viendrait à coûter l'ensemencement d'un hectare. Mais ce chiffre est tellement élevé, qu'il nous paraît impossible de pouvoir atteindre aux dépenses pour effectuer le repeuplement des 100 000 hectares, à moins d'employer d'autres moyens que ceux ci-dessus indiqués, lesquels présenteraient les mêmes résultats et seraient moins dispendieux.

Parmi les divers modes à employer, le plus économique serait de conserver la plus grande partie des gazons qui couvrent nos terrains inclinés, de ne les arracher, autant que possible, que partiellement, sur des lignes parallèles et sur de petites surfaces d'un mètre carré, le centre de ces carrés disposés à quatre mètres de distance ; par ce mode, l'on obtiendrait sur les dépenses pour l'ensemencement, les améliorations ci-après :

1° L'écobuage qui devait se faire sur 10,000 mètres carrés, n'aurait plus lieu que sur 2.500 mètres; différence 0 75 % de dépense en moins sur cet article;

2° Même économie pour la surface des terres à défricher;

3° Les terrains n'étant défrichés que sur des surfaces d'un mètre carré, il ne serait pas nécessaire de retenir les terres par des murs en pierre sèche ou par des fossés;

4° Il y aurait encore 75 % de bénéfice sur la dépense concernant les graines, pour les répandre et pour les recouvrir.

Donc, si dans le premier cas il faut quinze millions pour reboiser nos montagnes, dans le second cas, il ne se dépensera que 3.750.000 fr. Cette dépense diminuerait encore, en donnant les graines et les essences au propriétaire, au lieu de dépenser les fonds en primes.

Les plantations pourraient être réparties sur 3 zones à la fois; chacune d'elles serait appropriée aux essences, d'après la température du lieu et la nature du sol.

La première zone comprendrait les arbres qui conviennent à la plaine; cette zone pourrait se limiter à la hauteur de 300 mètres au-dessus du niveau de la mer.

La deuxième zone pourrait se composer de châtaigniers, de chênes, de hêtres, de noyers, de bouleaux, de frênes, d'érables, d'acacias, etc.

Ce rayon pourrait s'élever, depuis la limite des arbres de la plaine, jusqu'à mille mètres au-dessus du niveau de la mer.

La troisième zone se formerait d'arbres résineux, en remontant depuis la hauteur de 1000 mètres,

jusqu'à 1.800 pour les résineux du pays, et jusqu'à 2.500 mètres pour les résineux exotiques, observant les diverses températures et les qualités du sol, en commençant par le pin *laricio*, et en finissant par le pin *cembro*.

Le boisement dans nos hautes montagnes pourrait s'effectuer avec des arbres résineux exotiques, tels que le *pinus cembro*, qui croît dans les régions les plus élevées des Amériques; après lui, en descendant, viennent le mieux à une certaine hauteur, le *mélèze*, puis l'*épicéa* avec le *sapin argenté* et les pins *sylvestre*, le pin *laricio* ou *de Corse*, et le pin *pignon*, qui se plairaient encore dans les parties basses, parmi les arbres à feuilles caduques. Les *frênes*, les *érables*, peuvent être plantés aux rayons inférieurs; les *hêtres*, les *chênes*, les *ormes*, les *châtaigniers* et les *noyers*, seraient mêlés aux essences supérieures.

Dans les plus basses régions des vallées, croîtraient avec facilité, soit au pied des côteaux, où l'aridité se trouve diminuée par des suintements d'eau de pluie, et particulièrement sur les bords des ruisseaux, diverses essences, telles que l'*aulne*, le *mérisier*, le *saule*, le *rhamnus*, le *bouleau*, l'*orme*, le *chêne*, le *frêne*, le *noyer*, le *marronnier*, le *hêtre*, l'*érable*, le *peuplier*, le *platane*, le *tremble*, le *charme*, le *tilleul*, l'*ypreau*, le *mûrier*, le *cérisier*, etc. L'on pourrait encore y joindre des arbres qui attirent le gibier, tels que les *sorbiers*, les *aliziers*, les *cormiers*, les *coudriers*.

Pour boiser avec efficacité nos pâtures, il serait indispensable de bien approprier les diverses essences aux terrains et à la température, car, si ces conditions n'étaient pas observées, les plantations ne pourraient prospérer.

La naturalisation des arbres exotiques doit être essayée dans le département ; cette amélioration devrait être encouragée dans un pays , où tous les climats sont représentés.

Le pin maritime pourrait couvrir une grande partie de nos landes, border nos prairies de la Salanque et boiser nos côteaux. Quelques essais ont été faits par des propriétaires, sans résultats bien avantageux.

Ainsi que le *pin marime*, le pin *laricio*, ou de Corse, doit être considéré dans notre département, comme l'essence résineuse la plus favorable au climat, et comme la plus avantageuse pour boiser nos landes sableuses sur les bords de la Méditerranée.

La culture du pin *laricio* est connue ; elle a été insérée dans le *Moniteur* du 11 avril 1848 , par ordre du ministre de l'agriculture.

Le peuplement des pins est obtenu de deux manières : par le semis sur place et par la plantation. Le premier s'exécute avec succès dans des terrains sablonneux exempts de mauvaises herbes, de broussailles, et surtout sous un climat frais et pluvieux.

L'on peut semer en toute saison, excepté en hiver ; mais le moment le plus favorable dans ce département, est l'automne. On doit observer d'ameublir la terre à la profondeur de quinze centimètres au plus, afin que les racines latérales aient la facilité de se développer.

Les semis doivent s'abriter, autant que possible, des vents d'ouest ; on sème épais, dans la proportion d'un litre par mètre carré.

Parmi les essences favorables au département des Pyrénées-Orientales, il faut particulièrement distinguer l'acacia, d'une végétation très rapide ; son

bois, dur et très productif, supporte sans rompre tous les genres de torsions auxquels on veut le soumettre. Les branches servent à confectionner des cerceaux, en tout préférables à ceux du châtaignier, attendu qu'ils ne périssent point par la sécheresse ou par l'humidité.

Le recepage de l'acacia peut avoir lieu tous les 3 ou 4 ans; son bois est recherché pour confectionner les meubles et les outils aratoires; on le substitue même au fer dans la confection des essieux. Son emploi devrait être plus général, notamment pour construire les charpentes des chemins de fer.

Cette essence servira encore à planter avec avantage tout le long de nos rivières.

Les terrains calcaires de la vallée de l'Agly sont généralement composés de débris de roches où domine la chaux; ces terres sont peu fertiles, l'eau y pénètre trop facilement et s'en dégage de même. Le sol calcaire, par sa couleur blanche, réfléchit les rayons du soleil et demeure froid; mais d'un autre côté, il présente aux racines des couches poreuses, friables, très perméables, bien préférables aux terrains siliceux.

La couleur blanche des terrains calcaires peut facilement s'améliorer par le mélange des matières qui s'identifient avec l'humidité. En employant ce moyen, on obtiendrait le reboisement de cette vallée; il pourrait avoir lieu si on préparait d'avance ces terrains dénudés avec une couche végétale que l'on obtiendrait de la décomposition des débris des plantes qui y croissent facilement, ou préparer les terrains à l'avance en y semant du romarin, du buis,

du genêt, etc. ; on disposerait ainsi le sol à recevoir une végétation plus robuste.

Parmi les mesures qui ont été émises contre les défrichements pour faciliter le reboisement et s'opposer à la dévastation des torrents, il en est qui ont déjà été généralisées par les anciennes lois, et d'autres qui ne paraissent ne pouvoir être pratiquées par leur excessif rigorisme.

L'ordonnance de 1669 défendait les défrichements sur les terrains en pente non boisés ; mais cette partie de l'ordonnance n'est jamais appliquée par les tribunaux. Ils s'appuient sur la loi du 9 floréal an xi, laquelle ne prévoit et ne punit que les défrichements des terrains boisés ; ce qui est tout autre chose.

L'ingénieur Fabre, dans son *Traité sur les torrents*, prétend que les défrichements ne doivent être permis que par lisières en bandes transversales ou horizontales, ou de niveau, à peu de chose près. Dans ce cas, les bandes défrichées seraient séparées entre elles par d'autres bandes pareillement horizontales, ou de niveau, qu'on laisserait incultes et sur lesquelles on permettrait au bois de croître.

Ces bandes incultes seraient destinées à remplacer les murs de soutènement prescrits par la loi ; elles auraient au moins dix mètres de largeur.

L'ingénieur Surel, dans son *Mémoire sur les torrents des Hautes-Alpes*, publié en 1841, prétend que, « pour régler les cultures sur les montagnes, il faudrait d'abord faire une distinction essentielle sur les défrichements : les unes, qui ne détruisent pas la consistance du sol, pourraient être tolérées sans restriction ; telles seraient les prairies naturelles ou artificielles ; les autres, qui rendent le sol meuble, ne

seraient plus tolérées dans certains quartiers, qu'à la condition d'être assises sur un talus déterminé.

« Quel serait ce talus ? On admet généralement que celui des terres coulantes est de trois de base sur deux de hauteur. Or, une pareille inclinaison serait déjà trop forte ; car, si les terres coulent jusqu'à cette limite, par la seule action de leur pesanteur et de leur incohésion, elles ne s'y tiendront plus lorsque les eaux, d'une part, et les araires, de l'autre, auront augmenté chacune des deux actions. On peut, d'après cette considération, fixer la limite cherchée au talus, qui aurait trois de base pour un de hauteur, bien entendu que c'est là une limite extrême qui ne pourrait jamais être dépassée.

« Ce règlement ne s'appliquerait pas seulement aux terrains qui seraient défrichés à l'avenir ; il atteindrait aussi les défrichements déjà effectués, partout où ces défrichements auraient été suivis d'effets nuisibles bien constatés. Pour réparer les abus du passé, il ne suffirait pas de prévenir les abus futurs ; car le mal qui reste à faire sera toujours peu de chose, à côté de celui qui est déjà fait.

« On rendra aux terres défrichées leur adhérence primitive, a dit M. Dugied, en forçant les propriétaires à les convertir en prairies artificielles, soit par l'autorité judiciaire, soit par l'action administrative. On permettra les défrichements en remettant en vigueur l'ordonnance de 1669, laquelle prononce une amende de 3000 fr. contre tous ceux qui défricheraient les terrains en pente non boisés. »

Le gouvernement n'userait que de son droit, en défendant, sous les peines les plus sévères, tout dé-

frichement à l'avenir ; mais, devrait-il forcer les propriétaires qui jouissent depuis long-temps des terrains qui ont été défrichés, à les convertir en prairies artificielles ? Cette mesure serait très avantageuse au reboisement, parce qu'elle promettrait aux troupeaux de pouvoir se maintenir en abandonnant les terrains susceptibles de se boiser ; mais elle semble trop rigoureuse, et ne paraît pouvoir être généralisée dans tous les départements, particulièrement dans le nôtre, sans porter les plus grands préjudices aux habitants de la montagne. Cette question devrait être examinée attentivement par nos Conseils généraux, afin de présenter, le cas échéant, les modifications convenables, exigées par les diverses localités.

L'on a déjà objecté que les surfaces converties en prairies artificielles ou en plantations, seraient remplacées, pour dédommager les propriétaires, par des terrains de contenance égale, que l'on prendrait dans les propriétés domaniales ou communales ; mais il est à observer que, si de semblables terrains se rencontrent dans quelques localités, la plupart des communes ne possèdent ni communaux, ni biens domaniaux, et que, quand même cette possession aurait lieu, il y aurait encore impossibilité d'effectuer souvent de semblables compensations, parce que les terrains communaux ou domaniaux sont ordinairement situés sur les points les plus éloignés des habitations et disposés sur des parties très élevées, où la végétation de céréales est impuissante, ou de peu de rapport.

Ainsi, le projet de M. Dugied ne paraît pas pouvoir s'exécuter, en général, sur tous les terrains qui ont été défrichés, encore moins dans les divers domaines particuliers ; car, dans ce cas, les proprié-

taires devraient renoncer à la possibilité de cultiver avec fruit, suivant le mode adopté, à cause de la difficulté de remplacer les terres épuisées par d'autres plus productives.

L'étranger qui entre dans le Capcir est étonné de voir une plaine très productive en céréales et en fourrages, dépouillée de son plus bel ornement : aucun arbre ne borde les terrains cultivés depuis la magnifique forêt de la Matte jusqu'à Puyvalador; c'est en vain que quelques habitants ont essayé de border leurs propriétés de saules ou hêtres; la malveillance les a toujours détruits, au fur et à mesure de leur apparition. Parmi les mesures à prendre pour faciliter le reboisement, il conviendrait d'en émettre de très sévères contre cette manie de destruction qui s'exerce continuellement pour le seul plaisir de faire le mal.

Le boisement dans le Capcir pourrait s'effectuer facilement, si l'on mettait en réserve la forêt de la Galbe, où le hêtre se renouvelle tous les ans, par les semis qui se répandent naturellement sur le terrain; après leur belle venue, les sujets pourraient être distribués aux habitants pour être transplantés en grand nombre à la fois, sur les terrains improductifs et sur les bords des propriétés en culture.

Pour faciliter le reboisement sur tous nos terrains inclinés, il est encore une mesure à prendre, la plus essentielle de toutes celles qui sont en usage; cette mesure consiste à mettre en réserve tous les troupeaux, et comme tels, de les soumettre au régime forestier : Sans cette condition, il est impossible de fixer la végétation de quelque essence que ce soit.

Perpignan, le 1^{er} juin 1846.

RAPPORT DE LA COMMISSION

chargée, par la société, d'inspecter les plantations d'oliviers et de mûriers
du premier arrondissement des Pyrénées-Orientales,

COMPOSÉE

de MM. Llanta, Jaubert de Passa et Companyo rapporteur.

Messieurs,

La commission que vous avez nommée pour vous faire un rapport sur les plantations d'oliviers et de mûriers doit vous rendre compte de ses investigations.

Comme rapporteur, vous me permettrez de jeter un regard rétrospectif sur l'état de l'agriculture dans le département pour mieux faire ressortir les résultats obtenus par les propriétaires qui ont concouru pour les primes.

Parmi les départements du midi, il en est peu dont l'agriculture soit aussi avancée que celle des Pyrénées-Orientales.

Dans les terres d'arrosage, la jachère est inconnue; au blé succèdent les légumineuses, les prairies hivernales ou *faratges*, et les luzernes.

Dans la Salanque, elle existe à peine par l'exploitation successive des céréales, du maïs, des haricots, des pommes de terre, des orges mangés en vert, et des luzernes.

Mais, tout ce qui tient aux plantations des montagnes et de certaines parties de la plaine, avait été

négligé jusqu'ici. Cette ère nouvelle de revenu n'a été ouverte que dans ces derniers temps, et le gouvernement, hâtons-nous de le déclarer, a secondé l'heureuse impulsion donnée par plusieurs propriétaires.

Au nombre des domaines qui ont été visités par votre commission, nous vous signalerons celui d'Avalri, appartenant à M. Azéma, vice-consul d'Espagne. Cet intelligent agronome a fait des plantations qui ne laissent rien à désirer.

Il a commencé par établir des pépinières assez vastes pour suffire à ses besoins. Vous nous permettrez de vous soumettre un tableau synoptique, indiquant la *rotation* de la pépinière avant de mettre le sujet en place. Tous les détails de ce tableau ont été puisés dans les notes recueillies par M. Azéma.

Tableau synoptique. — Pépinière d'oliviers de M. Azéma.

DATE DE LA MISE EN PÉPI- NIÈRE.	NATURE DES PLANTS.	ORIGINE DES PLANTS.	NOMBRE DES PLANTS.	Date de la Plantation à demeure.	NOMS DES PROPRIÉTÉS COM- PLANTÉES.	NOMBRE des sujets en plants à demeure. pépi- nière.	OBSERVATIONS.	
1833	Sauvageons.	Corneilla de la rivière.	500	»	»	»	Greffés huit jours avant la mise en pépinière.	
1835	Id.	Id.	204	1835	La Désabuit.	86	Qualité d'olivier qui résiste au froid. Cet arbre a l'aspect d'un olivier sauvage, bien qu'il donne des fruits abondants et nourris. Il sera publié plus tard notice sur cet oli- vier, qui devrait être propagé en France.	
1842	Id.	Id.	517	1841	Id.	196		Greffés pépinière.
Id.	Souchets.	Arbequine.	60	»	»	»		Arrachés des franc-bords des propriétés.
1843	Id.	près Cerbère.	100	1843	La Désabuit.	150	Les plants en pépinière se- ront successivement plantés.	
Id.	Sauvageons.	Cospervons.	200	»	»	»		
Id.	Rejets.	Avalri.	28	»	»	»		
1844	Rejets.	Figuères.	239	1844	La Désabuit.	141		
1845	Sauvageons.	Corneilla-de-la-Riv.	253	»	»	»		
Id.	Souchets avec rejets.	Id.	100	»	»	»		
»	»	»	»	1846	La Désabuit.	54		
			2551			631		
						1920		
						2551		

Après vous avoir fait connaître la marche adoptée par M. Azéma, soit pour établir sa pépinière, soit pour ses plantations, nous avons à vous signaler la manière de planter les oliviers, ainsi que la taille de ces arbres, suivant la pratique de M. Azéma.

Si rien n'est à dédaigner dans les arts ; si les perfectionnements résultent quelquefois du hasard, de certains faits isolés qui finissent par se grouper et se servir mutuellement de preuves, on peut en dire autant de l'agriculture, science d'observation persévérante et de pratique : sous ces deux rapports, nous sommes heureux de publier tous ces documents, que nous devons à l'obligeance de M. Azéma.

Les oliviers dans sa propriété, sont espacés de 15 mètres en carré; ainsi l'arbre n'est pas gêné dans son développement, et la terre peut recevoir des récoltes intercalaires.

Les plants sont choisis parmi les sujets qui ont déjà cinq ans de pépinière. Les fosses disposées pour recevoir les jeunes oliviers, ont deux mètres de superficie carrée et une profondeur de soixante-quinze centimètres, environ. Une couche de terre meuble est placée au fond de la fosse; les racines de l'arbre reposent sur cette couche de terre, qui varie selon le tronçon qui forme sa base, de manière que ce tronçon ne soit qu'à dix centimètres. M. Azéma place ensuite une couche de terre et de la balle de blé; la fosse est enfin comblée avec la terre arable.

Les oliviers étant mis en place, reçoivent quatre travaux de binage dans le courant de l'année; aussi les jeunes sujets ont-ils des pousses vigoureuses, et un très grand nombre porte déjà des fruits en abondance.

La taille employée par M. Azéma est tout à fait différente de celle qui est en usage dans le département ; elle consiste à élaguer les branches, à conserver avec le plus grand soin tout ce qui est susceptible de porter du fruit, et à proscrire la coupe des branches principales.

Nous ne saurions trop appeler l'attention des agriculteurs du département sur la taille de l'olivier qui, telle qu'elle est pratiquée, nuit au développement de l'arbre et ajourne ses produits. Ce qui nous fortifie dans l'opinion que nous émettons, c'est que nos voisins trans-pyrénéens ont des récoltes d'olives plus fréquentes et plus abondantes que le Roussillon ; et cependant, c'est le même climat, c'est la même nature de terrain : la taille seule de l'arbre diffère, dans les deux pays.

Outre l'avantage d'avoir établi, avec beaucoup d'intelligence, sa pépinière d'oliviers et d'avoir naturalisé dans le département l'olivier dit *Arbequines*, M. Azéma a le mérite d'avoir vaincu les préventions qui existaient contre tout développement de plantations dans sa propriété. L'exemple de M. Azéma a eu déjà des imitateurs, et quelques années suffiront pour créer des produits nombreux là où il n'y avait, trop souvent, que des mécomptes à constater par la culture exclusive des céréales sur un terrain généreux, sans doute, mais soumis aux influences climatiques des *Aspres*.

Parmi les plantations d'oliviers, nous citerons celles de M. Maria Delhom, de Thuir : son domaine de *Belle-Viste* a des oliviers qui remontent déjà à sept, huit et dix ans. Il a également planté deux côteaux en amandiers et en chênes-liège. Malgré la beauté

de ces plantations, M. Maria Delhom ne se trouvant pas dans les conditions du programme, la Commission a eu le regret de ne pouvoir l'admettre à concourir pour les primes à décerner.

Nous avons ici à vous entretenir des plantations faites par M. Carcassonne à sa métairie, située à Cabestany. Ce propriétaire intelligent a organisé des pépinières qui lui ont fourni plus de trois cents oliviers mis en place. Les environs de Cabestany étaient anciennement plantés d'oliviers; il est donc à croire que l'exemple de M. Carcassonne aura des imitateurs. Cet agronome, dont nous signalons les louables efforts, a prouvé qu'avec une culture simple, facile et de la persistance dans les travaux entrepris, on peut changer, dans quelques années, l'aspect d'une localité, et y créer des produits nouveaux.

D'après cet examen des domaines visités, la Commission a l'honneur de vous proposer d'accorder 1^o à M. Azéma, la prime destinée par le gouvernement aux plantations d'oliviers;

2^o Une somme de 50 francs, à titre de récompense, au sieur Jean Tardieu, homme d'affaires de M. Azéma; c'est aux soins assidus et bien dirigés de cet agent qu'est due la prospérité de ces plantations;

3^o Au sieur Julien Durand, berger de M. Azéma, une médaille de bronze et la somme de 25 fr. Cet ancien serviteur n'a eu, dans sa longue carrière, que deux maîtres : entré chez M. Azéma en 1811, il compte aujourd'hui trente-cinq années de service, et, pendant une si longue période, jamais une plainte fondée ne s'est élevée contre lui de la part des propriétaires qui avoisinent le domaine d'Avalri.

Plantations de Mûriers.

La Commission a visité le vaste domaine de Caladroy, situé sur les escarpements de *Força-Réal*. Cette propriété de *M. le marquis de Ginestoux* reçoit, tous les ans, des améliorations.

Au domaine de Caladroy est annexé celui de Latour, qui n'a pas moins d'importance. Ces deux établissements agricoles, dirigés par M. Barthe, habile intendant de M. de Ginestoux, sont très bien tenus. Il est facile de voir qu'ils dépendent d'un agriculteur originaire des Cevennes, où il a puisé les idées de prospérité qui arrachent à un sol ingrat tout ce qui n'est pas contraire à sa nature.

M. de Ginestoux a voulu, de plus, que ces améliorations tournassent au profit de la classe agricole de cette contrée. Ainsi, il veut forcer, en quelque sorte, l'introduction de la culture des Cevennes dans le canton de Latour. A cet effet, une pépinière est établie dans les terres arrosables, et 25,000 mûriers la composent.

Les plantations de M. de Ginestoux ont commencé dans les champs à l'arrosage de la plaine de Latour; nous y avons constaté plus de 1,500 mûriers, d'une belle venue, très bien soignés, et qui sont déjà en plein rapport.

La pépinière actuelle se compose encore de 15,000 sujets. Une grande partie est déjà disposée à être mise en place l'hiver prochain.

Les résultats obtenus par M. de Ginestoux l'ont porté à étendre encore ses plantations sur les terres les plus ingrates, sur les flancs des rochers

où le pic creusait le fossé destiné à un arbre. Tous ces essais ont parfaitement réussi. Aussi, le domaine de Caladroy est sillonné de plantations de mûriers. De la porte du château à la jonction de la route départementale de *Millus* à *Estagell*, une allée de mûriers traverse Caladroy en droite ligne. Plus de six cents sujets la composent, distants de 8 mètres l'un de l'autre. Plusieurs autres allées partent de ce point et traversent le domaine soit pour aboutir aux villages voisins, soit pour faciliter le parcours des propriétés.

Caladroy a 2,000 mûriers déjà en place; que sera-ce lorsque tous les ravins et d'autres propriétés, déjà convenablement appropriées, auront reçu de nouvelles plantations!....

Si la plantation des mûriers, à Latour, a été facile, que de difficultés n'a-t-il pas fallu surmonter pour faire réussir ces plantations à Caladroy, sur une colline qui donne dans beaucoup d'endroits une pente de 30 à 35 centimètres par mètre? Ce domaine est, en effet, sur le roc; le granit en constitue la partie supérieure; le schiste, avec toutes ses variétés, compose la base de la montagne; ainsi, Messieurs, il n'est pas d'obstacle qui n'ait été vaincu. Si M. de Ginestoux n'avait été habitué aux difficultés qu'on rencontre dans son pays natal, il n'aurait pas planté à Caladroy.

M. de Ginestoux a introduit dans le canton de Latour l'industrie qui fait prospérer la Lozère, en intéressant la population dans l'élève du ver à soie. Il ne plante pas le mûrier pour monopoliser, en quelque sorte, le produit de ces arbres; il veut que chacun y trouve le fruit de son travail et de ses soins éclair-

rés. A cet effet, il associe la population à l'industrie séricicole, et complète l'œuvre, en offrant une éducation de 250 grammes, faite dans son château.

M. de Ginestoux distribue de la graine, donne le nombre de mûriers nécessaire pour l'alimentation des chenilles, et les résultats obtenus sont partagés entre le propriétaire et celui qui a fait l'éducation. Le tableau des produits de cette année, que nous extrayons des livres de M. Barthe, intendant de M. de Ginestoux, vous fera juger de l'importance qu'acquerra l'industrie sétifère au fur et à mesure que l'expérience sera acquise, et que les arbres arriveront à un prompt développement.

Cinquante grammes d'œufs de vers à soie ont donné 63 kilogrammes de cocons au sieur Étienne Chiffre de Latour; au sieur Brunet, 35 grammes de graine ont donné 45 kilog. de cocon; au sieur Baptiste Conte, 50 gr. ont donné 43 kil. de cocon; 200 gr. n'ont, au contraire, produit que 43 kilogrammes. Reconnaissons que les petites éducations réussissent toujours; qu'on ne saurait trop les encourager par le bien être qu'elles procurent en occupant des bras que l'âge, ou les infirmités rendent impropres aux travaux des champs.

Bientôt Caladroy donnera les mêmes avantages aux villages qui l'avoisinent, car rien n'est plus favorable à la propagation d'une industrie que les bons résultats obtenus. M. de Ginestoux ne borne point l'amélioration de ses terres aux seules plantations de mûriers; ses vignobles sont en plein rapport.

Des vacants immenses couverts de chênes-yeuse sont parsemés d'oliviers sauvages; les sujets qui présentent un bel aspect sont greffés de bonnes

espèces; une étendue considérable de ces vacants est travaillée partiellement, et à mesure que les greffes en oliviers s'étendent, le bois de chêne disparaît; bientôt une grande partie de ces terres qui produisaient peu sera rendue à la culture, et couverte d'oliviers qui donneront de très beaux produits. Nous avons vu déjà, sur ces jeunes plants, greffés depuis cinq à six ans, beaucoup de fruits. Ces greffes donnent encore à M. de Ginestoux la faculté de planter des oliviers partout où le besoin de ses terres l'exige, et de pouvoir fournir une très grande quantité de plants aux agriculteurs du département.

Bien que la Commission ait été unanime pour décerner à M. de Ginestoux la prime accordée par le gouvernement, nous devons vous signaler également les belles plantations de M. *Bonaventure Farines*, à la métairie dite *Mas Roma*. Sur un sol ingrat, sec et aride, elles ont parfaitement réussi. Elles se composent de trois mille sujets, savoir :

En 1838, mûriers-nains;	2,000
1840, mûriers haute-tige,	500
1841, id. id.	100
1842, id. id.	400
Total,	3,000

Le produit des feuilles de ces arbres suffit pour une éducation de 250 grammes d'œufs. Tous les mûriers sont greffés et d'une belle espèce. (*la Milanaise*.)

Votre Commission, Messieurs, regrettant que les fonds alloués ne nous permettent pas d'étendre nos encouragements, a l'honneur de vous proposer :

1° D'accorder la prime destinée aux plantations de mûriers à M. le marquis de Ginestoux;

2° D'accorder une mention honorable à M. Bonaventure Farines, pour ses belles plantations d'arbres de même nature ;

3° De décerner une médaille d'argent à M. Simon Barthe, intendant de M. de Ginestoux ;

4° Au sieur Louis Monné, résidant à Latour, pour les soins qu'il porte aux plantations, ainsi qu'aux pépinières et à la taille des oliviers, une prime de 30 francs ;

5° Au sieur Louis Pla de Latour, pour les plantations qui lui sont confiées, la somme de 30 fr., à titre de récompense ;

6° A Raymond Ribes, âgé de 44 ans, marié, résidant à Caladroy, maître valet de M. de Ginestoux, pour sa bonne conduite, le zèle intelligent qu'il met à le servir, la somme de 30 francs.

Tel est le rapport de votre Commission.

COMPANYO, rapporteur.

NOTICE

SUR LE

COMMERCE CATALAN

DE LA CÔTE DE BARBARIE.

Programme de la Notice.

INTRODUCTION.

Sommaire. Exposé du sujet. — Premiers établissements catalans. — Politique arabe. — Échelles catalanes.

MAROC.

Sommaire. Relations commerciales. — Relations politiques. — Prise de Ceuta. — Ville d'Arzilla. — Nuages sous Pierre IV. — Reprise d'harmonie.

TLEMSEN.

Sommaire. Colonie catalane. — Ligue de Barcelone et de Valence. — Personnel catalan. — Traité de 1519.

TUNIS ET BOUGIE.

Sommaire. Traité de 1270. — Prorogation de 1278. — Traité de 1285. — Emprunt de Jacques II. — Réclamation. — Prorogation de paix, ou traité de 1515. — Deux incidents. — Seconde prorogation de paix, ou traité de 1525. — Relations jusqu'en 1475. — Incidents de cette période.

BOUGIE.

Sommaire. Bougie État à part. — Traité de 1509. — Traité de 1515. — Fidélité d'exécution. — Secours de Barcelone. — Consul catalan.

L'ÎLE DE GERBES.

Sommaire. Conquête. — Raimond Montaner. — L'île devient tributaire.

ÉCHELLES ROUSSILLONNAISES D'AFRIQUE.

Sommaire. Traité de 1278. — Traité de 1512. — Traité de 1559. — Tunis, Alger, Tedeliz. — Importations, exportations.

LES COLONIES MILITAIRES D'AFRIQUE.

Sommaire. Les Maures chassés d'Espagne. — Colonies militaires d'Afrique. — Commerce catalan et roussillonnais.

Introduction.

Sommaire. Exposé du sujet. — Premier établissement catalan. — Politique arabe. — Échelles catalanes.

Des précieux renseignements recueillis pendant une mission officielle dans l'Italie septentrionale, M. Louis de Maslatrie, ancien élève de l'École des Chartes, a résumé l'aperçu des relations commerciales de la haute péninsule des Appennins, avec les États Musulmans qui ont formé la Régence d'Alger, depuis l'expulsion des Almohades et l'élévation des dynasties indigènes, jusqu'à la domination turque.

Exposé du sujet.

Présenter en un cadre analogue les fréquentations simultanées des Catalans au littoral du *Maghreb*, tel est le but de cette Notice, dont Zurita, les documents diplomatiques de Capmany et nos archives fourniront le canevas.

Mais le docte Capmany, qui colligea sans se déplacer du pays natal, n'avait point tout vu, ainsi qu'il résulte d'une récente publication de M. Champolion-Figeac.

Il ne put non plus, trop stationnaire, remonter aussi près des sources que l'a fait heureusement M. de Maslatrie.

Premier établissement catalan.

Nous emprunterons donc à nos deux explorateurs de France, et nous dirons, d'abord, d'après ce dernier, que dès le *xii^e* siècle, les Catalans prenaient part, comme les Pisans établis en l'île de Tabarque,

à l'exploitation des gisemens sous-marins de corail de Mers el-Djoun, producteur d'une qualité supérieure aux autres de la Méditerranée.

S'ils filtraient furtivement à travers l'Archipel Ba-léare, poste naturel de piraterie, échu de nouveau à l'infidèle, depuis Raimond-Bérenger III, comte de Barcelone, à l'abord des rives barbaresques, où nulle part de réaction contre les Chrétiens d'Orient n'avait surexcité l'antipathie religieuse, où même la croisade franco-sicilienne de 1270 ne laissa d'autre souvenir que la consolidation du tribut antérieurement consenti à Roger-le-Jeune; ils trouvaient des peuples bien différents de ceux que nous y jugeons aujourd'hui d'après la physionomie qu'ils ont reçue de la suzeraineté ottomane.

Chassés des deux péninsules et des îles intermédiaires, contenus à leur lisière maritime par la supériorité de la politique et des forces navales de la Chrétienté, ces riverains de Barbarie regrettaient bien encore leurs beaux jours, les mosquées et les champs délicieux de Cordoue; mais, n'ayant plus à craindre de guerres d'invasion, ils tournaient toute leur activité vers le commerce.

Or, à voir dans leur géographe Édrisi l'énumération des villes florissantes de ces parages, on dirait que le génie de Carthage, fille de Tyr, perçant à travers le réseau de racines vivaces de quelques restes de civilisation latine, rafraîchie aux siècles d'Averoës et d'Avicène, avait rétabli l'ancien cordon des colonies puniques. C'était avec la renaissance de l'industrie agricole, féconde nourrice de l'industrie manufacturière, avec les marchés des produits du sol, les entrepôts et les bazars qu'alimentaient les cara-

vanes de l'Afrique centrale, établissements qui n'attendaient plus que les débouchés étrangers.

Cet intérêt matériel valut, sans doute, à nos premiers navigateurs la bien-venue, et des relations faciles. Si, d'ailleurs, des traditions sur l'ancienne communauté de foi chez la vieille population numide ne fécondaient point à leur profit quelque genre d'affinité et de confiance, toujours est-il, quant à ce merveilleux, qu'on vit des Émirs locaux rechercher l'amitié du Saint-Siège, tolérer l'exercice public du culte chrétien, et permettre des fondations monastiques, au XIII^e siècle ¹; non qu'ils autorisassent la propagande évangélique, mais ils n'en repoussaient point l'influence. Le fameux Raimond Lull, Mayorquin, avait argumenté, dans Tunis, contre les docteurs musulmans, et prêché publiquement l'Évangile dans Bougie, à deux époques distinctes. S'il est vrai qu'emporté trop loin par son zèle, il y fut lapidé, l'an 1314 ², il ne l'est pas moins que la répression n'eut point d'autre suite. Nous ne trouvons point, d'ailleurs, que les interdictions pontificales de commerce s'étendissent à cette côte, comme au littoral du Soudan. Il n'y eut jamais lieu non plus d'y aborder, ainsi que chez ce prince, sur navires à bombardes. Vu la stricte et loyale exécution des traités, une simple yole aurait pu s'y rendre sans inconvénient.

Politique arabe.

En contact avec les Pisans, les Catalans suivirent si bien les mêmes errements, que le premier traité

¹ *Aperçu de Maslatrie*, page 13 de l'épreuve.

² *Recuerdos y Bellezas de España*, volume de Mayorque.

conclu (1230) entre leurs habiles maîtres et les naturels du pays, fut le type de ceux qu'ils obtinrent alors ou plus tard ¹. C'est ce que démontre la collection des documents diplomatiques.

Les Pisans auraient volontiers aspiré au monopole des échanges, si les Émirs n'avaient compris que de la multiplicité des arrivages européens dépendait le développement du commerce local. Aussi adoptèrent-ils le principe fixe de bon accueil à tous les pavillons exotiques. S'il y eut faveur, ce fut, comme d'usage, à raison de leur force, ou de l'importance de leurs négociations.

La troque se partagea donc assez la rive africaine, selon le rayon de proximité. Gênes, Pise et plus tard Florence, Naples, la Sicile et Venise expédièrent, de préférence, vers la partie orientale; les Catalans, vers le moyen Maghreb, sans négliger l'extrémité d'Ouest, jusqu'au-delà du détroit, et c'est entre ces limites qu'apparaît aussi le sillage des nef^s roussillonnaises.

Mais ces directions principales n'exclurent pas un peu de promiscuité de provenance aux mêmes débarcadères d'Afrique; heureux concours qui manqua rarement d'harmonie.

Echelles catalanes.

Il est temps de passer en revue les différentes échelles affectées de convenance à notre ancienne nationalité historique. Il n'y aurait point eu, à cet égard, de guide plus sûr que la carte catalane manuscrite de la rive africaine, que l'on croit rédigée au ^{xv}^e siècle. A défaut de ce document, qui fut

¹ *Aperçu de Maslatrie*, p. 6 de l'épreuve.

détruit à Majorque par M^{me} George Sand, nous dirons, d'après les monuments écrits, que nos principaux *emporium* du pays, c'étaient Maroc, Tlemcen, Tunis et Bougie, l'île de Gerbes, de Djerra ou de Gerbah, Tripoli et les colonies quasi-militaires que fonda la puissance espagnole résultant du faisceau d'Aragon, de Castille, de Léon et de Navarre.

Tel sera notre jallonnement, car, inutile d'aborder le dédale des variations territoriales des régences, ni celui des successions dynastiques, là où rien n'émane que de la force brutale.

Maroc.

Sommaire. Relations commerciales.—Relations politiques.—Prise de Ceuta. Ville d'Arzilla.—Nuages sous Pierre IV.—Reprise d'harmonie.

D'après ce qui précède, il ne serait point exact de penser avec Capmany ¹ que les ports marocains soient les premiers d'Afrique où se présentèrent les Catalans.

Relations commerciales.

Néanmoins ce fut la capture opérée par les Sarrasins baléares d'une nef barcelonaise expédiée, l'an 1227, vers Ceuta qui, constituant un second cas de *trêve enfreinte*, détermina Jacques le conquérant à débayer de son mauvais colonnage l'horizon mayorquin ². Or, il est à remarquer que, dans le conseil tenu à ce sujet par le prince, Nunyo Sanchez, ce sire apanagé des comtés de Roussillon et de Cerdagne, se déclara très fortement, vû l'intérêt du com-

¹ Capmany, tome 3, 2^e partie, page 199.

² *Ibid.*, tome 1, 2^e partie, page 80.

merce, pour la nécessité de l'entreprise, dont il fut du reste un des plus vaillants champions ¹.

Relations politiques.

Sur la fin de son règne (1274), le même roi Jacques reçut à Barcelone Aben-Jucef, émir de Maroc, de Fez, de Sugulmesse et des Beni-Marins, venant solliciter un secours de 50 voiles, 10 galères du nombre et tout autant de nefes armées, avec 1500 chevaliers, qu'il devait monter à ses frais.

C'était à l'effet d'enlever aux Grenadins la place de Ceuta. Il offrit 200.000 besans d'argent pour l'équipement et l'entretien des forces de terre et de mer, outre la solde des Génetaires à raison de deux besans la journée, et de 100 au chef Banneret ².

Jacques ne vit-il là qu'un aveu d'impuissance bon à exploiter par temporisation, afin de ménager en attendant la continuité de quelques débouchés à l'industrie du vasselage? C'eût été prudence, car la demande, renouvelée en 1285, passe aux yeux de Zurita ³ pour un simple moyen d'intimidation du Marocain contre son adversaire.

Mais la feinte n'aboutissant à ces fins, l'Emir convoita telle étroite alliance qui lui facilitât la conquête si diversement méditée.

C'était Abou-Thabet qui envoya, l'an 1309, Aboulabas et Bernard Ségui, marchand catalan établi à Fez, proposer au roi Jacques II de lui accorder un renfort de galères.

L'Aragonais eût volontiers accédé, s'il ne se fût

¹ *Recuerdos y bellezas de España*, vol. de Mayorque.

² Capmany, tome 3, 2^e partie, page 199.

³ Zurita, tome 1, f^o 225.

antérieurement interdit toute hostilité envers le roi de Grenade, vassal de Castille, par traité consenti à Ferdinand IV, roi de ce dernier pays.

Arrivée à Barcelone, l'ambassade marocaine y trouva la nouvelle de la mort d'Abou-Thabet, et de l'élévation de son frère Abou-el-Rabi.

Si la promotion de ce prince fut, comme on le dit, l'œuvre des chrétiens établis dans l'Emirat, il fallait que ce prosélytisme y formât une masse bien imposante, ou compacte, dont le contingent de Catalogne ne devait point être le moindre élément, vû que de l'historique seul de la négociation qui nous occupe, surgissent les noms de Pierre et de Bernard Segui, de Martin d'Orta et de Raimond Toro, habitués de Maroc ¹.

Quoi qu'il en soit, tranchant la difficulté, ou prenant un biais qui calmât ses scrupules, Jacques II renvoya les négociateurs avec un projet de convention qu'Abou el-Rabi accepta. Cet Emir en fit aussitôt retour sous même pli qu'une dépêche contenant offres, promesses bienveillantes, et demande d'un accrédité diplomatique pour conclure.

Les porteurs la remirent au moment où le roi d'Aragon venait d'obtenir que celui de Castille se relâchât sur l'engagement relatif à son vassal de Grenade.

Pendant ces préparatifs, Jacques II eut à expédier (voie de mer) à Fez, Artal d'Azlor, Chevalier, qui, sur l'apparition des croiseurs de Grenade, subit relâche forcée à Cartagène. Cet empêchement inattendu, signalé au roi, fit presser l'armement de seize fortes galères, dont le commandement échut à Jaz-

¹ Capmany, tome 3, 2^e partie, page 200.

pert, notre vicomte de Castelnau, investi à la fois du caractère diplomatique. Comme amiral, il lui était prescrit de disperser l'escadre grenadine pour passer au blocus de Ceuta. En l'autre qualité, il devait simultanément aviser à la rectification du pacte d'alliance, offensive et défensive, objet également au gré des contractants, parce qu'il importait également à leur politique ¹.

Or, le traité se résumait aux trois chefs suivants, savoir :

« Que le roi d'Aragon et l'émir de Maroc seraient, « contre tous les Sarrazins du monde, les amis de leurs amis respectifs, et les ennemis de leurs ennemis « réciproques;

« Qu'Abou-el-Rabi subventionnerait la manutention de la flotte aragonaise, et de 1000 Génetaires « fournis jusqu'à la reddition de Ceuta;

« Et que la place gagnée serait à lui, mais le butin « à l'armée de Jacques. »

Subsidiairement, l'infidèle avait à coopérer de son trésor et de sa marine à l'abaissement de Grenade;

Plus, à jurer, selon sa loi, de ne faire ni paix ni trêve avec cette puissance, sans l'assentiment de son allié ²

Ceuta, conquis (1309), Castelnou y laissa garnison, et Bernard Segui pour Alcayt de l'Alcazar ³. Entourée de l'enceinte dite l'*Almadayna*, cette partie centrale et culminante des places arabes, appelée aussi *Zuda* ou *Alcazaba*, en était réellement le donjon ⁴.

¹ Capmany, tome 3, 2^e partie, page 200-204.

² *Ibid.*, tome 4, page 42.

³ *Ibid.*, tome 3, 2^e partie, page 204 et note.

⁴ *Recuerdos y bellezas de España*, vol. de Mayorque.

C'est ce qu'on voyait à Palma, Yviça, Tortose, Calatayud et autres villes.

Abou-el-Rabi ne régna que deux ans.

Sous-Abou-Saïd, son fils et successeur, les conditions indemnitaires de l'alliance n'étant pas encore soldées, Jacques II, pressé d'argent pour son armement de Sardaigne (1323), envoya Romeu de Corbera réclamer à Maroc 40,000 doubles, montant de la liquidation, offrant, toutefois, de nouveaux secours maritimes, au besoin ¹.

Ville d'Arzilla.

Ici, d'après le marchand et voyageur italien Balducci Pegolotti, s'encadre ce renseignement mercantile, savoir : que, vers 1340, les Catalans franchissaient le détroit, et que leur trafic d'économie et de commerce, consistant à gagner peu, mais souvent, avait obtenu d'un quart en sus l'augmentation du quintal de la cire, ce qui n'eut point lieu pour d'autres marchandises, telles que les cuirs de toute espèce, l'ivoire, la graine d'écarlate, l'alun et l'indigo qu'ils importaient de Fez, de Mequinez, de Salé, de Zafi ².

Douterait-on de leurs tâtonnements océaniques? Les peaux maroquinées portent encore, chez eux, le nom de *Tafilet*.

Nuages sous Pierre IV.

L'aurore du règne de Pierre IV fut troublée de sinistres annonces, provenant des échos de Maroc. Aussi brave qu'entreprenant, l'Émir ne parlait que

¹ Capmany, tome 3, 2^e partie, page 202.

² Capmany, tome 3, 2^e partie, page 147-149.

d'envahir l'Espagne par le royaume de Valence, où lui tendait les bras la vieille et nombreuse race morisque, dont les auteurs furent précisément vassaux des Beni-Marins, possesseurs de l'émirat de Maroc, et même vassaux de Cassète. Rien de plus certain que le concours de Grenade à la tentative. D'ailleurs, le nouveau Tarick avait déjà pris pied à Gibraltar et à Algézira, récemment conquis (1338) tout exprès.

Loin de trembler devant la menace, Pierre fit appel à l'esprit religieux des rois contemporains de Majorque, de Portugal et de Castille. Comme chef naturel de la croisade, il recourut au Saint-Siège, en obtint le décime ecclésiastique, organisa sur grandes proportions l'armée navale, la distribua stratégiquement aux points vulnérables, et les projets marocains d'attaque s'évanouirent devant l'appareil de la défensive aragonaise. Mais inopinément, l'orage se détourna sur le roi de Castille qui, heureusement renforcé par celui de Portugal, renouvela pour l'infidèle, aux bords du Salado (1340), l'horrible boucherie de Navas de Tolosa.

Leur victoire consommant la sûreté de Pierre, ce prince s'empressa de les féliciter ¹.

Toutefois, en 1345, il gardait encore rancune au vaincu, qu'il traitait de *perfide Marocain*, officiellement parlant ².

Finalement, la raison d'état lui porta conseil. Le roi de Castille ayant coalisé contre l'Aragon nombre de princes de l'une et de l'autre croyance, force fut de recourir à l'alliance de Maroc (1357). Il y éprouva cependant moins de répugnance, car l'Émir était

¹ Zurita, tome 2, f° 130-145.

² Rég. des Monnaies de Perpignan, f° 17.

alors Abou-Henun, beaucoup mieux disposé à des relations de bon voisinage, comme usurpateur des états de son père aux doubles bords du Détroit.

Pierre IV renoua donc, par l'entremise de son ambassadeur Pierre Boyl, qui stipula dans un traité valable pour cinq ans, (1357) :

« Que la guerre survenant entre Maroc et la Castille, l'Aragon ne donnerait aide à cette dernière, « à toute puissance hostile, ni à des vassaux rebelles; « que le gouvernement aragonais, accueillerait avec « faveur les affluences marocaines; s'interdirait envers elle le droit de *bris* et de *nauffrage*, et même « leur porterait secours en cas de pareil sinistre ¹. »

Cette convention était à peine en cours d'activité, que l'Émir en obtint une prorogation de cinq ans, au moyen d'un négociateur africain, qui regagna Fez à bord du *Mayorquin François Portel* ².

Il était temps que le Maghrébin de l'Ouest, le plus fervent zéléateur de l'Islamisme et de son intolérance, s'engageât enfin, d'après des stipulations réciproquement obligatoires, à prendre sous sa main tutélaire hommes et biens jetés par la tempête sur la côte. Jacques-le-Conquérant (1230), avait établi dans l'île de Majorque, l'empire de ces articles du droit des gens ³. Alfonse III l'étendit (1286) à tous ses états ⁴. Mais des Barbaresques avaient précédé l'un et l'autre prince dans cette voie de civilisation ⁵;

¹ Zurita, tome 2, f° 287 v° et Capmany, tome 3, 2^e partie, page 202.

² Capmany, tome 3, 2^e partie, page 203.

³ *Coutume de Majorque*, Dameto, *Recuerdos y bellezas de España*, vol. de Majorque.

⁴ *Livre vert mineur*, de Perpignan, f° 93.

⁵ *Traité Génois*, de 1250, dans l'*Aperçu* de Maslatrie, page 10 de l'épreuve.

et combien de peuples de l'Europe chrétienne étaient encore en arrière!

Ombrageux de l'accord qui précède, le roi de Castille forma le projet de le rompre. Il osa donc proposer à l'Émir (1358) de lui fournir un contingent auxiliaire pour parvenir à recouvrer, comme enclave de son royaume, les états que possédait, dans celui de Murcie, l'infant aragonais Don Ferdinand, marquis de Tortose. A la justification de ses vues, il alléguait que le prince dont il méditait la spoliation ne se trouvait point à couvert d'un certain pacte conclu en 1357, n'étant, à cette époque, obligé, ni vassal de Pierre IV, et croisant, au contraire, le fer avec lui, à la tête de ses féaux ¹.

Pierre déjoua la sourde menée, et l'harmonie fut maintenue.

Mais ici tarit la source des renseignements.

De ceux que nous venons de compulsuer résulte que l'accès de Ceuta, principal marché du Magreb de l'Ouest, était ouvert aux Catalans, et qu'ils jouissaient de la même liberté de trafic dans l'intérieur des contrées marocaines, dont ils contournaient le limbe maritime, même au-delà du Détroit, tout le long de ces plages appelées alors *Espagnoles*, ou du *Ponent*, confusément avec celles de Grenade et d'Andalousie ².

Tlemcen.

Sommaire. Colonie catalane. — Ligue de Barcelone et de Valence. — Personnel catalan.

Colonie catalane.

La barrière Baléaire et le canal de Valence une fois libres, grâce à Jacques-le-Conquérant, les nef

¹ Capmany, tome 3, 2^e partie, page 203.

² Capmany, tome 3, 2^e partie, page 146.

catalanes se lancèrent à pleines voiles , et l'aperçu précité nous apprend ¹ :

Qu'elles abordèrent en nombre à la côte de Tlemcen ; que, vers 1247 , une colonie chrétienne , dont les migrations catalanes formaient la principale consistance , avait obtenu faculté de s'y grouper à domicile ; qu'elle y possédait des maisons , des magasins , de bains , des oratoires ou chapelles , et que , par le port d'Oran et de Mers-el-Kébir , elle y concourait pour bonne part au commerce du pays avec les marchés littoraux de la Méditerranée.

C'était à peu près un établissement complet , qu'une administration forte et sage avait attiré , ou acquis , afin de réparer les brèches de la fortune publique par l'industrie mercantile ².

Ligue de Barcelone et de Valence.

La colonie eut de mauvais jours à passer , lorsque Barcelone et Valence secoururent d'une armée navale (1315) l'Émir de Bougie contre celui de Tlemcen. Dans ce conflit , le dernier perdit toute sa marine ³.

A Tlemcen , précédemment , tenait l'Émirat , depuis 1268 , la dynastie de Beni-Zaïn , ennemie mortelle et incommutable des Beni-Marin , de Fez , que vainquit et asservit Hamou-Mousa , l'allié d'Aragon ⁴.

Malheureusement , cet Émir fut supplanté (1319) par son fils Tachfin.

Impossible que la révolution ne trouvât quelque

¹ Aperçu de Maslatrie , page 13 de l'épreuve.

² Aperçu de Maslatrie , page 16 de l'épreuve.

³ Capmany , tome 3 , page 72.

⁴ *Ibid.* , tome 3 , 2^e partie , page 216.

victime parmi nos colons reconnaissants au précédent règne, ou qu'elle n'en menaçât les concessions gracieuses.

Attentif à l'événement, Jacques II d'Aragon sonde le terrain; et le nouvel Émir n'étant qu'ardent et belliqueux, mais point personnellement hostile, Bernard Despuig, chevalier, avec Bernard Zapila, bourgeois de Barcelone, reçurent mission royale d'aller renouer les vieux liens d'amitié, sous la recommandation de l'inaltérable bonne foi qui en avait cimenté la durée ¹.

Personnel catalan à Tlemcen.

Or, du fond des instructions officielles données à ces délégués, ressort le tissu d'adresse et de courtoisie la plus propre à capter la faveur du Barbaresque au profit du commerce, alors d'une telle importance, qu'ils s'agissait d'obtenir la délivrance d'un personnel de trois cents Aragonais à la chaîne ².

Après l'expression du vœu royal pour l'harmonie et la paix sur terre et sur mer, pour une égale facilité aux vasseaux respectifs d'aller et de venir, de résider et de négocier chez les deux puissances, moyennant l'acquit des droits imposés, la partie officielle donnait faculté :

« De conclure une trêve de dix ans; d'accorder à « l'étranger, s'il le demandait, quelques galères à « construire, toutefois de ses deniers, aux chantiers « d'Aragon qui seraient à sa convenance; de lui laisser le choix du capitaine, sauf l'approbation du « gouvernement aragonais, seul compétent à l'éclair-

¹ Capmany, tome 5, 2^e partie, page 216.

² *Ibid.*, pag. 217.

« rer; enfin de lui fournir aussi nombre de chevaux, ainsi que l'*Amiral de la Mer* ».

Les recommandations secrètes prescrivaient d'exiger un gage de cordialité qui représentât le tribut annuel de 2.000 doubles, pour équivalent d'une redevance précédemment fournie ; l'abolition du droit de *bris et naufrage* ; le rétablissement de l'ancien tarif des donanes; plus, en cas de guerre avec Grenade, qu'il fût loisible à l'Aragonais de s'approvisionner, au comptant, à Tlemcen, et que Tlemcen fît alors à Maroc telle diversion qui empêchât l'Émir de se porter au secours du Grenadin ¹.

C'était être bien sûr de son ascendant que de rechercher, accompagnée de tant d'exigences, une trêve avec son voisin.

Nous ignorons la suite des négociations. Mais en fait, il n'est pas un Émir qui repousse les propositions de la diplomatie aragonaise. Celui de Tlemcen, surtout, devait être le moins difficile, sans cesse menacé par la dynastie de Tunis, et par sa rivale de Maroc, à laquelle il succomba l'an 1337 ².

Or, son infériorité relative à ces deux ennemies, se déduit des offres de secours de terre et de mer que le roi d'Aragon prend l'initiative de lui faire.

Plus de faiblesse encore se révèle vis à vis de l'Aragon qui, loin de lui louer sa marine, comme à d'autres, ne lui prête que ses chantiers pour lui débiter son matériel, sous réserve de la main d'œuvre au pays.

Jacques II entendait fort bien qu'un débouché catalan à Tlemcen faisait heureuse concurrence aux

¹ Capmany, tome 4, page 67.

² Aperçu de Maslatrie, page 18 de l'épreuve.

marchands de Portugal et de Castille ¹. Nous verrons plus tard que Jacques II de Majorque fixait avec le même intérêt ce marché du Maghreb.

Tunis et Bougie.

Sommaire. Traité de 1270. — Prorogation de 1278. — Traité de 1285. — Emprunt de Jacques II. — Réclamation. — Prorogation de paix, ou traité de 1315. — Deux incidents. — Seconde prorogation de paix, ou traité de 1323. — Relations jusqu'en 1475. — Incidents de cette période.

Au commencement du XII^e siècle, comme nous l'avons vu, les navigateurs catalans fréquentaient les ports septentrionaux d'Afrique.

La capture par les Sarrazins Baléares d'une de leurs nefes, revenant de Bougie, en 1227, fut un des motifs de la croisade aragonaise contre l'île de Majorque ².

Les Catalans ne discontinuèrent point à la suite, conste d'un règlement de l'an 1243, relatif à la perception du péage provincial, dit Leude de Tamarit ³, plus d'une ordonnance de police, datée de 1258, concernant l'embarcadère de Barcelone, et du code maritime, connu sous le nom de *Consulat de Mer* ³.

Mais point encore de traité connu et de forme à garantir leur commerce de Barbarie ; tandis que les Pisans, dès 1230 et 1265, les Génois, dès 1230, 1234, 1250, les Vénitiens, dès 1250 et 1260 étaient en possession d'exploiter commercialement les mêmes plages, sous la garantie de conventions diplomatiques, de sauf-conduits et *assurements* ⁴.

Cependant le roi d'Aragon qui, déjà, l'an 1267,

¹ Capmany, tome 4, 2^e partie, page 80.

² *Ibid.* et page 84.

³ *Ibid.*

⁴ Aperçu de Maslatrie, pages 6, 8, 40, 44, 45 de l'épreuve.

avait obtenu accès et faveur aux terres du Soudan de Babylone ¹, ne pouvait laisser l'activité catalane dans ce provisoire vis-à-vis de ses plus voisines parties d'Afrique; et quoiqu'ait dit Capmany ², qu'il est douteux qu'avant 1285 aucun traité eût assuré le commerce de la navigation dans ces pays, voici qui justifie ce grand prince.

Traité de 1270.

C'est M. Champolion-Figeac, par la découverte qu'il a faite à la Bibliothèque Royale, de la Convention du 14 février 1270 ³. Dans cet acte, daté de Valence, Jacques-le-Conquérant traite pour ses états d'Aragon, de Majorque et de Montpellier, avec l'Émir de Tunis Abou-Abdilla, que combattit Saint-Louis, et c'est sur même pied de réciprocité que le Barbaresque pour les possessions et dépendances de son Émirat. Or, comme l'observe avec une admirable sagacité M. Champolion-Figeac, les concessions mutuelles sont si justement stipulées qu'en tirant une ligne de Montpellier à Zinetha, et de Denia à Beni-Acchor, d'après le pacte, on obtient un parallélogramme inscrivant les Baléares, dont les deux petits côtés, sur les rives opposées de la Méditerranée, sont égaux, ce qui donne, dit l'auteur, la traduction topographique de cette idée dominante, savoir, libre pratique d'une étendue des côtes d'Europe, équivalente à libre pratique d'une pareille étendue de côtes en Afrique.

Nous ne nous étendrons pas davantage au sujet

¹ Capmany, tome 4, pages 6 et 7.

² Capmany, tome 4, 2^e partie, page 204.

³ *Recueil de documents inédits*, tome 2, page 74.

d'un document si parfaitement analysé par un maître de l'art; mais, en bon provincial, nous ne pouvons nous abstenir de signaler *Collioure et Canet* parmi les embarcadères à qui les dispositions s'en appliquent.

Ajoutons encore que ce traité précéda de cinq à six mois le désastre de la croisade de Saint-Louis, qui n'eut pour résultat que le traité Franco-Angevin et Tunisien, de novembre même année, fruit amer comme éclos s'il est permis de le dire, sur le cerueil du meilleur des rois.

Abou-Abdilla mourut en 1277 ¹.

A Jacques-le-Conquérant, qui l'avait précédé au tombeau dès le 5 juillet 1276, avait succédé son fils, de même nom, quant aux états des Baléares, de Roussillon, de Cerdagne et de Montpellier.

Prorogation de 1278.

Ce prince crut devoir faire proroger de cinq ans le traité de 1270, ce qu'il obtint d'Yahya-Abouzakaria, fils et héritier d'Abou-Abdilla, le 13 juin, 1278 ².

C'est encore M. Champolion-Figeac qui nous l'apprend, d'après un document exhumé aussi de la Bibliothèque Royale, rectifiant avec celui qui précède, ou plutôt complétant la leçon du docte Capmany.

Traité de 1285.

Plus fort et plus redoutable que son frère puîné, l'héritier d'Aragon ne se borna point à cette demi-mesure.

Si le succès éclatant d'une flotte vénitienne à Saint-

¹ *Recueil de documents inédits*, page 100.

² *Ibid.*, page 87.

Jean-d'Acre donna pied à Venise d'obtenir à Tunis, en 1260, l'amélioration d'un traité de l'an 1250, qui, mieux que Pierre III, par son insigne amiral Conrad de Lança, avait établi auprès du gouvernement tunisien le prestige de sa puissance ? Qui, mieux que ce prince, à Constantine, où les razzia de ses Almugavares arrivèrent à l'appui des négociations qu'ouvrirent, de sa part, des industriels catalans ? Qui, mieux encore, à Collo, ce port de Constantine même, qui le vit dans tout l'appareil de ses armes, en expectation du tocsin sicilien ¹ ?

Au col de Panissars, enfin, le 4 des Nones, de juin 1285, ce même roi d'Aragon conclut, avec le plénipotentiaire de l'émir de Tunis, la convention dont suit la substance ² :

« Admission et sauvegarde dans les ports aragonais à tous les Tunisiens, ainsi qu'à leurs marchandes, et défense absolue d'hostilités à leur égard, sous peine de réparation pécuniaire.

« Défense encore de prêter main-forte aux fins de nuire à leurs propriétés quelconques d'Afrique.

« Le vasselage aragonais devait secours et protection au navire et au Tunisien naufragé.

« Nef de Tunis en partance des ports d'Aragon, ou toute autre portant des Tunisiens à bord, devait jouir des mêmes franchises que celles des nationaux.

Il y avait là reconnaissance du droit des neutres.

« Nefs aragonaises armées ne pouvaient être admises aux ports de Tunis.

Et ces ports, nous dit-on ³, s'étendaient par La

¹ Zurita, tome 1, fo 239 v° 243 v°, Montanes et Dejelose.

² Capmany, tome 2, page 9.

³ Aperçu de Maslatrie, page 45 de l'épreuve, Zurita, tome 1, fo 246.

Calle, Bone, Djidjelli et Dellys, jusqu'au-delà de Cherchel. Collo même appartient à Tunis, ou à Bougie.

« Prohibition au vassal aragonais d'acheter des
« objets dérobés aux Tunisiens, ou à leurs esclaves.

« Interdiction encore à l'Aragonais de porter se-
« cours au navire chrétien qui, serré de près par un
« vaisseau de guerre tunisien, chercherait sauveté
« vers la plage Aragonaise. Mais le navire poursuivi
« qui aurait gagné terre devenait inviolable, car il n'y
« avait de bonne prise qu'en haute mer.

« Corsaires tunisiens en chasse d'ennemis pou-
« vaient faire l'aiguade et des vivres aux ports d'A-
« ragon.

« Bonne et prompte justice au Tunisien qui se
« plaindrait d'un Aragonais.

Ces obligations furent réciproques chez l'Émir ;
mais le roi d'Aragon eut soin de réserver à ses vas-
saux, dans les états de Tunis :

« Le libre exercice du culte catholique avec église
« et sings, aussi bien que sépulture et terre sainte ;

« Qu'ils ne paieraient que dix pour cent des den-
« rées d'importation, les céréales exceptées, qu'ils
« pourraient introduire en franchise ;

« Que l'or, l'argent et la pacotille du patron, faite
« du produit de ses Nolis, ne seraient passibles que
« d'un droit de cinq pour cent ;

« Que la marchandise invendue dans les ports de
« Tunis, ne devrait rien à sa sortie ;

« Que du montant de toute vente à crédit constatée
« à la Douane sous l'intervention du courtier, la
« Douane fournirait solidarité de créance ;

« Que les Aragonais auraient consul, chancelier,

« Fondique et fours à cuire le pain , en toute ville où
« ils voudraient négocier.

Or, le chancelier, ou écrivain, recevait à la Douane la déclaration des compatriotes. Le Fondique, Loge ou Bourse, comprenait dans son enceinte des magasins que, sans cet établissement, il fallait louer ¹,

« Que tous les mois le consul serait admis à l'audience de l'Émir, avec les doléances de ses nationaux; car, ces Hautesses africaines, aux mœurs « princières d'Orient, ne se montraient en public « que sous une escorte qui ne permettait point d'aborder leur personne ²;

« Que la gabelle serait affermée de préférence à « des Catalans;

« Que le roi d'Aragon tiendrait au château de « Tunis, et autres de l'Émirat, garnison chrétienne « relevant de lui, sous serment, mais à la solde de « l'Émir, et au même taux qu'au temps de Guillaume de Montcade, gouverneur imposé par Conrad de Lança, lors de la restauration d'Abou-Hafs, « en 1280 ou 1281 ³.

Aux droits de sa femme Constance, fille de Mainfroi, Pierre III exigea encore le tribut annuel de 33.333 besans dus à la couronne de Sicile, dont trois annuités échues depuis l'expulsion de Charles d'Anjou, furent payées comptant avec l'arriéré acquis à ce même Charles, à partir de 1276, en vertu d'un titre nouvel de reconnaissance consenti par suite de l'obligation qu'imposa Roger-le-Jeune, l'an 1185 ⁴.

¹ Aperçu de Maslatrie, pages 9-10 de l'épreuve.

² *Ibid.*, page 7.

³ Zurita, t. 2, f° 233. Capmany, tom. 3, 2^e part., pag. 203 et note.

⁴ Selon Capmany, tome 3, 2^e partie, page 206, note; mais *l'Art de Vérifier les Dates* ne mentionne pas ce fait.

L'accord était pour quinze ans.

Toute difficulté émanant de son texte devait être résolue dans le trimestre après l'acceptation.

La souscription royale et des infants est accompagnée de celle des témoins, parmi lesquels figure le prévôt de l'église de Solsona. Successivement viennent les seings des plénipotentiaires de Tunis.

Emprunt de Jacques II.

La recette ne suffisant pas au trésor d'Aragon, le 15 des calendes de juin 1292, Jacques II envoya faire un emprunt à l'Émir de Tunis ¹.

Réclamations.

Ce ne fut point gratuitement qu'il lui adressa, l'an 1305, plusieurs Tunisiens qu'avait capturés quelque nef de Barcelone, sans en connaître la nationalité. Pierre de Hoces, délégué à la remise, était bien chargé des plus intimes protestations d'entente cordiale, mais l'objet principal de sa mission était de réclamer demi-valeur des droits catalans, ou même leur valeur intégrale, à l'acquit de certaines créances.

Plus, franchise égale à celle des Génois.

De solliciter de l'Émir refus formel d'un consulat aux Mayorquins, vû qu'en leur qualité de vassaux d'Aragon, ils se trouvaient déjà suffisamment à couvert de la bannière suzeraine. Sur ce chef, il ne fut point fait droit, sans doute, car un traité de 1317 concédant aux Vénitiens participation aux caravanes

¹ Capmany, tome 4, page 79.

arabes d'Afrique, eut pour témoins le consul des Catalans et le consul des Mayorquins, entre autres ¹.

Enfin Jacques II réclamait encore restitution aux Catalans de quelques prérogatives dont le Tunisien avait interrompu l'exercice en revanche d'hostilités commises par le vicomte de Castelnou contre le pavillon de l'Émir, à Tripoli. Alléguait-il sérieusement que le capitaine inculpé avait armé et désarmé en Sicile, fief du Saint-Siège, c'est-à-dire étranger, tandis que, de son côté, le gouvernement d'Aragon avait fidèlement veillé à ce qu'il ne sortît de ses ports aucune expédition nuisible à Tunis? Mais le vicomte de Castelnou, natif du Roussillon, n'était pas moins vassal aragonais.

Comme il y eut lenteur d'exécution sur toutes ces exigences, Jacques II envoya, l'an 1307, Pierre Busot presser l'Émir tunisien, et lui demander, subsidiairement :

Qu'il fût fait honneur à de vieilles créances et donné satisfaction pour dommages portés à des vaisseaux aragonais, au mépris de la foi jurée ².

Première prorogation de paix. — Traité de 1313.

L'année suivante la paix fut prolongée de cinq ans, par négociation de Bernard de Sarria ³.

Plus tard (1313), au titre d'agent diplomatique d'Aragon, Guillaume Olomar obtint une continuation de dix ans à l'expiration de la trêve courante ⁴.

¹ Aperçu de Maslatrie, page 19 de l'épreuve.

² Capmany, tome 3, 2^e partie, page 207 ; tome 4, page 53.

³ *Ibid.*, tome 3, 2^e partie, page 208 ; tome 4, page 53.

⁴ *Ibid.*, tome 3, 2^e partie, page 208 ; tome page 53.

Ce fut l'objet d'un pacte formel apportant à celui de 1285 ¹ les modifications suivantes ².

« Explicitement, point de course sur quelque navire que ce fût, chrétien ou infidèle, sorti des ports de l'une ou de l'autre puissance. C'eût été piraterie.

« Prompte réparation de la part de tout coupable de dommage.

« Acquittement des droits catalans aux consuls catalans mêmes, qui devaient être juges de leurs compatriotes, leur gardant le for du pays natal, habitant leur quartier réservé, où seront à l'usage d'eux seuls, four et loge.

« Faculté au gouvernement tunisien de requérir à loyer le tiers des navires catalans, si le nombre en dépasse dix.

« Aux Catalans, faculté d'exporter à leur gré, franche de droit, toute marchandise invendue.

« Quitte du droit de cinq pour cent sur la monnaie d'importation, l'Aragonais n'avait rien à payer pour la partie restée sans emploi.

« Il devait être pourvu au salaire du factage.

« Les marchandises introduites sans déclaration n'étaient passibles que du droit ordinaire, et point soumises aux avanies et visites insolites des magasins.

« Abolition du droit de pesage fixé à un pour cent.

« Interdiction à l'acheteur de remettre capricieusement au tas la denrée une fois livrée et acceptée.

¹ Capmany, tome 5, 2^e partie, page 208; tome 4, page 9.

² *Ibid.*, tome 5, 2^e partie, page 208; tome 4, page 35.

Au nombre des témoins de l'acte diplomatique passé à Tunis même, sont deux religieux des frères Mineurs, dont l'un qualifié de Gardien. Y avait-il donc à cette résidence quelque maison de l'ordre ?

Vient ensuite Bernard Fons, prenant qualité d'Alcayt des chevaliers chrétiens à la cour de Tunis. Tel était probablement le gouverneur de l'Alcazar, où tenaient garnison, depuis 1281, les Aragonais intervenus à la restauration de la dynastie régnante. C'est, du moins, ce qu'un siècle plus tard, avance l'historien Louis de Marmol, qui désigne le même capitaine d'armes pour lieutenant de Guillaume de Montcade, en tête de la milice chrétienne qu'avait à sa solde l'émir de Tunis, sous double bannière aragonaise et sicilienne. Or, tant s'en faut que cette garde-noble croupît, stationnaire d'une vieille bi-coque. Tunis, grand marché du Maghreb de l'Est comme Ceuta dans celui de l'Ouest ¹, était une cité florissante; car, au siècle d'après, elle comptait cent mille habitants, nombre de mosquées et de maisons fortes, un alcazar élevé sur un mamelon, comme dit Pero-Niño, dominant l'horizon d'une immense *Huerta*, ou masse de jardins, et de trente mille fermes rurales ².

Deux Incidents.

Le respect et la protection accordés aux naufragés présente un cas d'*enfreinte*, puisque, le 28 avril 1315, le vice-consul catalan, à Tunis, fut chargé de faire rendre à un patron de Barcelone la cargaison de son

¹ Aperçu de Maslatrie, page 4 de l'épreuve.

² Capmany, tome 3, 2^e partie, page 240.

navire, échoué à la côte de Tripoli, et la demande en fut faite sous menace de représailles ¹.

La proscription de la piraterie fut mieux observée, vû qu'il n'apparaît point d'exemple du contraire. En effet, quelqu'armement en course que prescrive le roi d'Aragon, ou le commerce de Barcelone, c'est contre *la Morisma*, généralement parlant, sans jamais articuler un grief contre les intéressés au traité de paix et d'alliance. Il résulte même d'une lettre des conseillers de Barcelone, datée du 6 novembre 1315, que les galères de cette ville, de Valence et de Séville, en communauté de croisière aux côtes d'Afrique, capturèrent une nef d'où se sauva le frère de l'Émir de Tlemcen, qui l'avait frétée à une compagnie de Bougie, de Tunis et autres barbaresques. Or l'Aragon ayant paix avec ces deux villes, les amiraux de Barcelone et de Valence en exceptèrent de part de prise ² tous les sujets. Du côté des Catalans, l'observance est d'autant plus remarquable que tant leur marine marchande, que leur marine royale ne se gênaient guère de courre sus, même aux nationaux.

Seconde prorogation de paix. — Traité de 1323.

Cependant l'état de paix s'écoula si bien à la satisfaction de Jacques II et de l'Émir, qu'ils le prolongèrent volontiers de quatre ans encore, le 1^{er} mai 1323 ³. Suivent les articles principaux du traité de commerce qui assura cette seconde reprise d'harmonie :

¹ Capmany, tome 2, page 74.

² Capmany, tome 2, page 75.

³ Capmany, tome 4, pages 81-82.

« Garantie aux Aragonais et aux Tunisiens de
 « voyager à leur gré dans les états respectifs, ceux
 « de Tunis comprenant alors Bougie ; d'aller et de
 « venir, d'y résider et d'y négocier, moyennant ac-
 « quit des droits établis ; mais ils devaient prévenir
 « de leurs voyages, afin qu'il fût pourvu à leur sau-
 « vegarde par le pouvoir qui, faute d'avis préalable,
 « n'assumait pas la moindre responsabilité.

« De l'argent et des marchandises dont une fois
 « aura été acquitté le droit d'entrée, il ne sera plus
 « payé de droit, quelque part qu'on les fasse circuler,
 « chez l'une et l'autre puissance.

« Libre au marchand de transborder sa cargaison.

« Toute marchandise d'introduction furtive ne
 « paiera que le droit ordinaire.

« Nul agent de la gabelle, Chrétien ou Musulman,
 « n'exercera de visite fiscale à bord des navires. Le
 « consul, ou son délégué, pourra seul la faire après
 « quelque plainte, et assisté de l'alcaït des Douanes,
 « ou de son lieutenant.

« Mainteneur des Fondiques à Tunis et à Bougie,
 « de leurs coutumes et franchises ; concession même,
 « de plus avantageuses, s'il en est accordé de telles au
 « pavillon génois, ou à tout autre.

Or, les pays favorisés étaient Pise, Gênes et Ve-
 nise. Par traité de l'an 1250, l'émir de Tunis avait
 réduit à cinq pour cent les droits sur importation
 génoise ¹ ; et de plus, les Génois obtinrent la faculté
 de vendre dans Tunis à des Chrétiens en franchise
 de droit ². Par le traité de l'an 1250 encore, les im-

¹ Aperçu de Maslatrie, page 40 de l'épreuve.

² *Ibid*, page 45.

portations vénitiennes d'or, d'argent, de perles et de pierres gemmes ; furent aussi affranchies du tarif ¹.

Reprenons le traité de 1323.

« Comme précédemment à Bougie, le consul recevra, tous les mois, de la Gabelle, vingt besans, « et à Tunis, il recevra de la Douane cinquante « besans tous les mois aussi; plus, du trésor de l'Émir, « l'ancienne redevance.

« Les Fondiques pourvus de fours à cuire le pain « restaient sous la juridiction consulaire; nul employé musulman à la Douane, ou à la Gabelle, ne « pouvait s'y introduire que de l'agrément du consul. « De ce magistrat relevait la justice à rendre, soit « aux Aragonais, soit aux indigènes qui auraient « à leur reprocher quelque dommage.

« Le marchand n'était comptable à la Douane que « fin du mois, et pour ce qu'il aurait débité.

Le Pisan, plus favorisé, ne payait les droits à Tunis qu'à son retour en Italie, et que tous les trois ans seulement s'il était domicilié.

« Tout prêt, toute avance exigés à la Douane, « étaient remboursables au gré du prêteur ou du « créancier.

« Point de *paix enfreinte* pour délits de course, vu « que le croiseur était tenu des dommages, pourvu « qu'il en fût requis dans le délai de trois mois. Point « de responsabilité non plus imposée aux compatriotes « du coupable, établis dans le pays du plaignant ; car, « s'y étant rendu sous la foi du prince, ils ne pou- « vaient y être solidaires du fait d'autrui.

Chez nous, au contraire, tout navire exotique

¹ Aperçu de Maslatrie, page 41.

étranger au présent traité, répondait du délit de fraude ou d'hostilité provenant d'un autre de même origine.

« A l'expiration de la paix, six mois de délai étaient
« donnés pour la liquidation d'intérêts entre vassaux
« respectifs, et pour l'évacuation du pays, de part et
« d'autre.

« Capture ou butin sur navire aragonais ne pou-
« vaient se vendre à l'encan chez l'Émir. En cas
« contraire, une protestation du consul rendait
« le prince passible d'indemnité, s'il avait été pro-
« cédé de son agrément. L'article était, bien entendu,
« d'exécution réciproque. Il n'y avait pas lieu à l'em-
« bargo des navires pour retard dans l'acquittement
« des droits, pourvu qu'il y eût promesse d'acquit-
« tement donnée par l'agent consulaire.

« Le gouvernement répondait de toute soustrac-
« tion de marchandises aux débarcadères. Aussi les
« navires ne devaient-ils être déchargés qu'en pré-
« sence du consul, ou de son délégué, du proprié-
« taire de la cargaison, ou de son commissionnaire.

« Les consuls catalans donnant suffisante garantie
« d'*ester à droit*, n'étaient point sujets au cas d'arresta-
tion sous prétexte quelconque.

« Nul sujet aragonais, passible d'extradition hors
« du quartier concédé à sa nation. Que ce fût pour
« dettes, pour cause civile ou criminelle, le consul
« devait le retenir en promettant pour lui d'*ester à*
« *droit*, et, à défaut, l'alcaït de la Douane, comme
« d'usage.

« Point de visite permise sur les équipages et
« bahuts nautiques des marchands en partance.

« Les droits accoutumés de courtage, d'ancrage,

« etc., étaient payables à la Douane de Tunis et de
« Bougie, sans augmentation de l'ancien tarif.

« Jusqu'à cent jarres, le vin était admis en fran-
« chise; au-delà, il en devait une pour cent, comme
« de coutume.

Ici donc, le Musulman était moins scrupuleux qu'en Égypte et qu'en Syrie, où l'on ne pouvait rien supporter en futailles pour ne point éveiller le soupçon du contact de la marchandise avec un ancien vase vinaire.

Les Gênois chargeaient aussi du vin pour Tunis ¹, et l'on ne peut penser que ce fût à l'unique usage des Européens, lorsqu'on y voit, au commencement du xiv^e siècle, le droit afférent s'élever à 34,000 besans par an ².

« Les quartiers catalans et les Fondiques, à Tunis
« et à Bougie, étaient à rebâtir ou à réparer, aux
« frais du gouvernement local.

« Les conventions arrêtées sous l'Émirat d'Abou-
« Zakaria, devaient recevoir leur plein accomplisse-
« ment, de sorte que les marchands, alors, inique-
« ment incarcérés et spoliés, fussent élargis et in-
« demnisés.

« Faculté à l'Emir de requérir ou de prendre, au
« besoin, à loyer, tel navire catalan qui lui convînt,
« pour quelque mission en pays de paix.

« Punition sévère à tout patron qui vendrait, ou
« livrerait odieusement à des corsaires son passager
« tunisien, ou de Bougie, et prompt remise de cet
« individu à son prince, s'il était retrouvé dans les
« états d'Aragon.

¹ Aperçu de Maslatrie, page 8 de l'épreuve.

² *Ibid.*, page 18.

Aussi voyons-nous (1447) le patron d'une nef catalane, nolisée par Tunisiens, donner ôtage de l'exactitude de sa parole à rendre cargaison et passagers à bon port ¹.

« En cas de nécessité, l'Émir pouvait réclamer le « service de vingt galères aragonaises, à l'affrètement « de 3.000 doubles tous les quatre mois, pourvu que « l'armement ne fût point contre une puissance chrétienne.

« Sur les droits catalans de douanes, l'Émir devait payer, chaque année de paix, à l'Aragon, savoir, « 3.000 doubles pour les états de Tunis, et 1000 « pour ceux de Bougie, sauf, en cas d'insuffisance, « à prendre le complément au trésor.

Somme totale, au moyen de ces prorogations réitérées, qui ne sont souvent que des confirmations avec développements sur points imprévus, le traité de 1285 obtint une longévité de trente-quatre ans bien constatée.

A partir de son dernier renouvellement, stipulé en charte-partie, plus de documents ratifiant la durée de l'état de paix. Mais elle résulte évidemment d'une suite d'expéditions mercantiles, ou de simples faits, en date de 1325, de 1334, de 1404, de 1439, de 1446, de 1447, de 1462 et de 1473 ². Dans le nombre se trouve trace de la mission des frères de la Rédemption, et de la traite des nègres, à bord d'un Aragonais, nolisé par des marchands bérébères ³.

¹ Capmany, tome 2, page 274.

² Capmany, tome 1, 2^e partie, page 85 et suivante; tome 2, page 287; tome 3, 2^e partie, page 215.

³ Capmany, tome 3, 2^e partie, page 215.

Incidents de cette période.

Nous ignorons à quel point l'Aragon fut fidèle au traité; mais nous le voyons, dès le 18 juin 1325, obligé de réclamer auprès de l'Émir de Tunis et de Bougie, la délivrance d'un patron de Barcelone et de sa cargaison, l'un et l'autre de mauvaise prise ¹.

Le 8 janvier 1439, réclamation à l'Émir contre son lieutenant de Bougie qui, au mépris de ses ordres, n'avait point complètement restitué le chargement d'une galiote catalane échouée. Il lui fut représenté qu'en pareil cas le vice-roi de Sicile avait fait pendre le détenteur ².

Le 14 septembre 1444, le roi d'Aragon fut prié d'intervenir pour la mise en liberté de 500 esclaves chrétiens, dont 80 de Barcelone, maltraités à Tunis et sollicités à l'apostasie en représailles de la détention de quelques Africains aux bagnes de Sicile ³.

Le 20 novembre 1446, même réclamation pour obtenir que le percepteur du droit sur le corail, provenant des corailleurs catalans et sardes à Tunis, baissât son tarif de 50 à 10 p. $\frac{0}{10}$ ⁴.

Bougie.

Sommaire. — Bougie, état à part. — Traité de 1509. — Traité de 1515.
— Fidélité d'exécution. — Secours de Barcelone. — Consul catalan.

Bougie, état à part.

Abou-Feraz, Émir de Tunis, ayant conquis, nous dit Capmany, le pays de Tlemcen, en démembre

¹ Capmany, tome 2, page 90.

² *Ibid.*, page 259.

³ *Ibid.*, page 248.

⁴ *Ibid.*, page 268.

celui de Bougie, dont il érigea, pour son troisième fils, un état à part, plutôt qu'indépendant, car il dut bien retenir sur cet apanage une suzeraineté quelconque.

A quelle époque, demandera le critique, eut lieu cette dotation? Nous le demanderons à lui-même, car nous l'avons vainement cherché. Le fait ni le nom de son auteur, tel que ci-dessus, ne se trouvent point constatés dans la notice de Abou-Hafs de Tunis, donnée par M. Reynaud ¹. D'après ce document, on ne peut guère prendre que Yahya pour Abou-Feraz, quoiqu'ainsi désigné dans le dictionnaire géographique de la Martinière. Si l'application est juste, le démembrement de Bougie daterait d'avant 1249, époque du décès d'Yahya.

Outre la capitale, qui comptait 20.000 maisons, le nouveau titulaire rangeait sous sa loi Dgidjelli, Micila, Migana, Tetzesa, Zamora, Necaüs, les montagnes de Beni-Jubar, de Cabès et d'Auraz. ².

Riche, non de son territoire, mais de son accès aux Chrétiens, Bougie était avec Tunis, le marché principal du Magreb de l'Est. Les rois d'Aragon ne négligèrent donc pas ce sous-Émirat, lorsque les traités tunisiens ne le concernaient, s'il est permis de le dire, que de seconde main.

Traité de 1309.

Dès 1309, Perès de Mora, agent aragonais, y négocia la convention suivante, qui garantissait pour cinq ans :

¹ *Recueil des documents inédits*, tome 2, page 409.

² Capmany, tome 3, 2^e partie, et note, d'après Louis de Marmol; et tome 4, page 59.

« Liberté aux vassaux des deux puissances de fréquenter et d'habiter les états respectifs, d'y voyager « sous sauf-conduit, sans lequel le pouvoir demeurerait « irresponsable, et d'y exercer le commerce à leur « gré ;

« Délivrance gratuite et réciproque d'esclaves ;

« Liquidation d'intérêts précédemment acquis ;

« Aux Catalans, concession de quartier spécial d'habitation avec consulat ; Fondique ou Loge, « et franchise des nations les plus favorisées, les Génois de Djidjedlli exceptés, car, tel était le port « privilégié de Gênes ;

« A l'Émir, assurance, de dix galères auxiliaires « d'Aragon, chargées de quatre engins, à raison de « 20.000 doubles pour l'armement pendant quatre « mois, au nolis de 5.000 doubles mensuelles au-delà de ce terme, et à condition de n'en point « user contre Africains amis de la puissance aragonaise ;

« Aux vassaux respectifs prompte justice dans les « deux mois de la plainte officielle, et sans que de « leurs griefs particuliers, sujets à réparation, pût « s'ensuivre *enfreinte* de paix et trêve ;

« A l'expiration de celle-ci, délai de six mois aux « vassaux pour vider réciproquement leurs affaires, « et les états respectifs.

La marine était donc toujours le côté faible des Émirs barbaresques, relativement à l'Aragon, qui s'en prévalait, soit aux fins de s'immiscer dans la politique intérieure, soit au profit de ses exigences pécuniaires. Et de nos jours, la supériorité navale des puissances maritimes n'acquerrait pas toujours immunité de tribut auprès de l'Africain.

Traité de 1313.

La bonne intelligence produisit de si heureux fruits que l'Émir chargea Jean Poculuyt, consul catalan, d'en solliciter la continuation ¹.

C'est ce que le négociateur obtint au moyen de l'accord sous forme de charte-partie, en date du 7 janvier 1313, dont voici l'analyse :

« Paix et trêve de cinq ans à partir du 1^{er} mars, en « vertu de laquelle tout vassal d'Aragon et de Bougie « acquerrait sauvegarde sur terre et sur mer avec ses « marchandises non prohibées, sauf l'acquit des droits « d'importation à l'entrée.

« Faculté à tous de voyager dans l'intérieur des « états respectifs, moyennant avis au pouvoir res- « ponsable des mesures de sûreté.

« Les droits afférents à l'argent et aux marchandises « d'importation une fois payés étaient définitifs quel- « que part de l'une et de l'autre domination que le « marchand dût aller acheter ou débiter.

« Libre à lui de transborder.

« Les marchandises reconnues de furtive intro- « duction restaient passibles des droits ordinaires.

« Défense aux agents de la Gabelle, chrétiens ou « musulmans, d'exercer des visites à bord des na- « vires; permis à l'Alcayt seulement, assisté du con- « sul.

« Consulat d'Aragon à Bougie, Fondique d'usage, « franchises sur pied d'autrefois, et plus avantageuses « même, s'il en était chez les Génois, ou tous autres

¹ Capmany, tome 4, page 50.

« exotiques ; mais au consul les anciennes redevances
« de la Gabelle.

« Les fondiques , sous la juridiction du consul ;
« nul Musulman n'avait à y pénétrer que de son
« aveu ; prompte justice devait y être rendue aux
« Chrétiens et à l'infidèle grevé de ces deniers.

« Le marchand n'était redevable à la Douane qu'à
« trois échu , et pour ce qu'il aurait vendu , sous
« déduction de toute avance qu'il eût faite.

« Tout *debet* de la Douane était remboursable à la
« demandedes créanciers.

« Dommages causés ou reçus entre intéressés à la
« trêve ne constituaient point cas d'*enfreinte* , mais
« bien devoir de réparation , pourvu qu'il y eût dans
« le trimestre notification officielle.

« A l'expiration de la trêve, six mois de délai
« pour régler les affaires de part et d'autre et vuidier
« les états respectifs.

« Délivrance gratuite et réciproque d'esclaves. »

L'article identique du traité de 1309 n'avait donc
point été religieusement observé.

Bougie, au reste, est la seule ville barbaresque où
le cas soit prévu au profit de l'humanité.

Quelle plaie que l'esclavage, puisque l'ordre de la
Merci comptait à lui seul 26,000 captifs rachetés
de 1218 à 1317, sous le gouvernement de ses Grands
maîtres laïques ¹. Ce n'était point seulement du pro-
duit des quêtes que cette milice avisait à la rédemp-
tion, mais aussi du revenu de ses commanderies,
grevées à cet effet, comme celles des Templiers et

¹ Ribera, page 340, n° 134.

des Hospitaliers. Or, à ces trois ordres rédempteurs, il faut ajouter celui des Trinitaires.

Le traité ci-dessus portait enfin :

« Restitution mutuelle des navires capturés, de leur cargaison ou de l'équivalent, et levée du « sequestre, ou embargo de toute nef ».

« Plus, assujettissement de l'Émir à une redevance annuelle de 1000 doubles à valoir sur les droits catalans de Douanes, et, à défaut, sur le trésor public. »

Fidélité d'exécution.

Cet accord, offrant assez d'analogie avec les traités tunisiens, fut fidèlement exécuté, ainsi que le roi d'Aragon le témoigna officiellement à l'Émir le 18 mai 1315 ¹; et pas un indice de rupture qui se présente tant que Bougie resta constituée en état à part, c'est-à-dire jusque vers 1223.

Secours de Barcelone.

C'est en reconnaissance que Barcelone n'hésita point de fournir à l'Émir (1314-1315), le secours d'une escadre destinée à manœuvrer contre Tlemcen, ainsi que nous avons eu occasion de le dire ².

Rattachée à l'Émirat et à la fortune de Tunis, Bougie partagea, jusqu'à la fin du xv^e siècle, le bénéfice des relations de sa capitale avec la côte de Catalogne. A plus forte raison ces rapports augmentèrent-ils pendant l'occupation espagnole de 1510 à 1551 ³.

¹ Capmany, tome 4, page 62.

² *Ibid.*, tome 4, 2^e partie, page 83.

³ *Ibid.*, tome 4, 2^e partie, page 85.

Consul catalan à Bougie.

Il y avait consul catalan à Bougie, l'an 1315 ¹, c'est-à-dire avant le traité tunisien de 1323, qui fut aussi stipulé pour elle. Mais le pouvoir consulaire de la côte ne paraît résider qu'à Tunis, en 1325 ².

L'île de Gerbes.

Sommaire. Conquête. — Raimond Montaner. — L'île devient tributaire.

Conquête.

A l'avenue ouest des eaux de Tripoli, l'amiral Roger de Lauria, s'empara, le 12 septembre 1285, de l'île de Gerbes pour le roi d'Aragon, qui lui en conféra l'investiture féodale ³.

Raimond Montaner.

Mais à la mort du vaillant feudataire, sicilien, comme on sait, bien valut à ses enfants l'assistance de Frédéric d'Aragon, roi de Sicile, ainsi que l'expérience politique et militaire de Raimond Montaner (1313), à qui fut due la conservation de la conquête, comprenant la petite île de Querquenez au voisinage ⁴.

Montaner avait préparé à Gerbes le traité tunisien de 1313, que conclut Guillaume Olomar ⁵.

L'île de Gerbes tributaire.

Peu productive par elle-même, l'île intéressait, néanmoins, le commerce, à raison de son marché.

¹ Capmany, tome 2. *Appendix*, page 67.

² Capmany, tome 2, page 90.

³ Zurita, tome 1, f° 277 v°.

⁴ *Ibid.* tome 2, f° 49 v°.

⁵ *Ibid.*

Les Catalans y bâtirent donc une tour avec sa barbacane.

De là, ils dominaient les Syrtes.

Nous ignorons si Gerbes était encore au pouvoir de l'Aragon lorsqu'elle fut pillée (1388) par les Génois ¹.

Mais il est certain que le pays s'avoua tributaire de Ferdinand V, l'an 1497.

Échelles roussillonnaises d'Afrique.

Sommaire. — Traité de 1278. — Traité de 1512. — Traité de 1539.
Tunis, Alger, Tedeliz. — Importations, exportations.

Insulaires et riverains de la Méditerranée, les états de Majorque imposaient au souverain le soin de veiller à la prospérité du commerce maritime. Or, il faut en convenir, des trois princes dont se composa l'éphémère dynastie, pas un, sous ce rapport, ne faillit à sa mission.

C'est sous Jacques I^{er} que la construction navale est chez nous parfaitement constatée, et qu'elle concourt au plus grand armement militaire que la suzeraineté aragonaise eût fait jusqu'alors.

Traité de 1278.

Déjà précédemment, à peine eût-il succédé à son père dans les mouvances Baléares, qu'il s'empressa d'obtenir, pour cinq ans, au profit des vassaux, la prorogation du traité de 1270, avec la puissance tunisienne. Bernard d'Oms, son ambassadeur, parvint à ce résultat aux Ides de juin 1278, conste d'un

¹ Mariana.

document publié par M. Champolion-Figeac ¹, comme exhumé de la Bibliothèque royale. Les mêmes religieux qu'on porte huit ans auparavant, y figurent en qualité de témoins, mais leur qualité de Franciscains est nettement énoncée.

Traité de 1312.

Sanche, qui, tout roi du second ordre qu'il était, n'hésita point, plus tard, d'en remonter diplomatiquement à l'Angleterre ², conclut avec l'Émir de Tunis encore le traité du 6 des Calendes de février 1312, d'après lequel Consulat était accordé aux provenances mayorquines, Fondique avec four à Tunis et à Bone, ainsi que nous le révèle aussi M. Champolion-Figeac ³ par une exhumation du *Trésor des Chartes*.

D'autres religieux furent témoins de l'acte passé par l'agent royal de Mayorque à la Chancellerie tunisienne, ce qui prouverait de nouveau la tolérance locale accordée aux ministres du culte catholique.

Traité de 1339.

Jacques II, qui vit les nefs roussillonnaises s'élancer jusqu'à Byzance, ne se contenta point de les protéger, soit par l'établissement des galères perpignaises de conserve (1335), soit en faisant instruire hardiment (1335), une procédure tendant à provoquer une mesure de représailles contre le roi de Naples ⁴.

¹ *Recueil de documents inédits*, tome 2, page 95.

² Capmany, tome 1, 2^e partie, page 150.

³ *Recueil de documents inédits*, tome 2, page 400.

⁴ Pierre Giraud, notaire.

Le 15 avril 1339, même année où fut ouverte à nos navigateurs l'échelle française de Harfleur ¹, Aymeri, vicomte de Narbonne, Aymeri de Narbonne, sire de Talayran, Dalmace de Castelnou et Hugues de Tatso, ses agents à Tlemcen, y conclurent, avec l'Émir de Maroc, un traité de paix et trêve dont M. Champolion-Figeac nous a signalé le dépôt à la Bibliothèque royale ². La convention était pour dix ans, portait abolition de course, du droit de *bris* et naufrage, et même obligation de sauvetage aux habitants des côtes respectives sur lesquelles aurait échoué quelque navire des puissances contractantes. De la traite africaine, étaient interdits aux vassaux mayorquins les chevaux, les armes et les cuirs, tant de bœuf que de vache, salés ou préparés.

Tedeliz, Alger, Tunis.

Ces divers traités font converger la course des nef^s roussillonnaises vers le Maghreb central, d'accord avec les contrats de nos archives qui n'assignent que Tedeliz, Alger et Tunis, surtout aux expéditions de Canet et de Collioure ³.

Importation et retours

Elles y versaient, au besoin, l'excédant de nos huiles et de nos blés, et y puisaient aussi cette dernière denrée dans les temps de disette. Nos facteurs y débitaient bien plus abondamment les draps, en général; draps fins et draps de burnous de la couleur qu'affectaient les tribus diverses.

¹ Ordonnance du Louvre, tome 2, page 435.

² *Recueil de documents inédits*, tome 2, page 442.

³ Guillaume Caulasses, Jacques Molines, Antoine Giraud et autres notaires.

Ils apportaient, en retour, la *cuiraterie* ¹ barbaresque (*Cuyram barbarisch*) crue, ou préparée, du corail, de la cire et de la laine aussi peu estimée que celle de Majorque, car l'une et l'autre jouissaient du droit de libre exportation, à l'inverse de la laine indigène dont la sortie était prohibée.

S'il est vrai, comme l'avance l'auteur de l'Aperçu ², que les Génois fissent grand commerce de cette matière première, brute, tissée et teinte, ce n'est point chez nous qu'ils venaient s'approvisionner. Ils en soutiraient bien quelques draps, mais surtout de la pelleterie.

Nous avons suivi les Catalans à Arzilla ³, et rien d'étonnant alors qu'on nous les signale avec les Portugais à Ceuta, Tanger et Salé ⁴. Les nefes roussillonnaises les accompagnaient-ils sur cette côte? D'après le Règlement municipal des assurances maritimes ⁵, elles n'étaient pas, du moins, étrangères aux bouches du Tage. D'autres documents nous les présentent vers celles du Duero et du Minho ⁶, au chargement de la morue et du poisson salé.

Les colonies militaires de la côte d'Afrique.

Sommaire. Les Maures chassés d'Espagne. — Colonies militaires d'Afrique. — Commerce catalan et roussillonnais.

Les Maures chassés d'Espagne.

Définitivement expulsés de leur délicieuse Grenade (1494), les Maures se réfugièrent à la côte

¹ Nous avons emprunté cet équivalent du mot catalan *cuyram*, dans la table du *Petit Talamus de Montpellier*, publié pour la première fois en 1856.

² Aperçu de Maslatrie, page 7 de l'épreuve.

³ Capmany, tome 3, 2^e partie, pages 147-199.

⁴ Aperçu de Maslatrie, page 8 de l'épreuve.

⁵ Livre 1 d'*Ordonations*, à la Mairie de Perpignan.

⁶ Divers notaires.

d'Afrique d'où ils s'élançaient comme des bêtes fauves de leur repaire, pour réagir sur mer par la piraterie, sur terre, par des irruptions aussi furtives qu'inopinées, qu'éclairait l'incendie, qu'ensanglantèrent des massacres accompagnés d'esclavage sans rachat, ou d'une exorbitante rançon, si l'on n'apostasiait.

C'est ce que constatent plusieurs constitutions de Catalogne ¹ de 1520 à 1590, déposant aussi des armements maritimes demandés à Barcelone, et à Valence en vue de défensive et de garantie contre ces déplorables calamités.

Colonies militaires.

Or, avant même que cet état de choses empirât sous les deux Barberousse, Dragut, et la domination nominale des Turcs, ou les Régences, le gouvernement des Royaumes-Unis de Castille et d'Aragon essaya de le réprimer en colonisant militairement la lisière barbaresque.

Dès 1497, il s'empara donc de Melilla, à la hauteur d'Almérie; en 1508, de Velez Gomera et de son *peñon*, à la hauteur de Malaga; en 1509, d'Oran et de Mers-el-Kébir; en 1510, de Tripoli, et successivement le cordon des stations espagnoles s'étendit depuis les Syrctes jusqu'à Ceuta, tandis que les Portugais continuaient l'occupation au-delà du détroit des Colonnes².

Dans ces diverses expéditions figure avec éclat Michel Boëra ³, descendant, selon Capmany ⁴, d'une

¹ Tom. 4, Liv. 4, Tit. 29.

² Mariana, Ferreras.

³ *Publ.* de 1833, n° 4.

⁴ Tom. 4, 4^{re} partie, pag. 183 et note.

famille roussillonnaise. A celles qui leur succédèrent Don Bérenger d'Oms, amiral ¹, et Don Gabriel de Lluïa ², capitaine propriétaire d'une galère, tous les deux Roussillonnais, augmentèrent par de bons services l'illustration de leur noble sang.

Il y avait urgence à couvrir d'une égide tutélaire ce qu'il restait encore de commerce avec l'Égypte en 1520, et surtout les primeurs des deux Indes; car, depuis que Camoëns avait poétiquement narré comment ses compatriotes avaient affronté le cap des Tempêtes, personnifié en géant Adamastor, c'est à Lisbonne et non à Alexandrie qu'était l'entrepôt des produits de l'Indostan : à Cadix et à Séville, après le développement des découvertes de Colomb, la balance des denrées du Nouveau-monde. De tous les points de la Méditerranée, on affluait à ces trois ports pour y charger de seconde main. Relief de la couronne d'Aragon, qui avait refusé à celle de Castille tout concours aux frais des premières explorations transatlantiques, Barcelone n'obtint qu'en 1702 faculté d'envoyer tous les ans deux navires aux Indes espagnoles ³.

Commerce catalan et Roussillonnais.

L'Abeille mercantile de Catalogne voltigea de fleur en fleur aux marchés africains, et sa sœur la Roussillonnaise l'y suivit de compagnie. En effet, le cahier des doléances, remis aux Députés de Perpignan, partant, l'an 1585, pour les états de Montçon,

¹ Ferreras.

² Rég. 55 de la Proc. Roy., f° 237.

³ *Confit de Catalogne*, 4 vol., liv. 4, tit. 28.

signale la cupidité des habitants de Collioure à surfaire dans leurs frais d'hébergement et autres dépenses, les marchands qui allaient s'embarquer à bord des nefes destinées aux Deux-Siciles, à Alexandrie et à Tripoli. C'est l'abus sans doute qui donna lieu à la grande discussion d'embarcadère (1359-1389, entre ce port et celui de Canet ¹.

De Tunis à Tripoli, dans la traversée du golfe, le nocher roussillonnais pouvait saluer de ses pavois l'homonyme de Ruscino, si ce n'était là le berceau de son origine.

De 1510 à 1520, les expéditions de Perpignan, par Collioure, à Cadiz, étaient fréquentes ².

A la fin du même siècle, le Roussillonnais avait connaissance des îles Fortunées (*Isles beates.*), dont il comparait au sien l'heureux climat.

RENARD DE SAINT-MALO,
correspondant du ministère de l'Instruction publique
pour les travaux historiques.

¹ Liv. vert mineur.

² Bernard Borga, notaire.

ARCHÉOLOGIE LOCALE.

NOTICES

SUR L'ANCIENNE ABBAYE DE SAINT-MARTIN-DE-CANIGO ¹,

Tirées de documents authentiques, et particulièrement d'un inventaire
des titres de cette abbaye, dressé en 1586,
par le Visiteur apostolique Don
Jean d'Agullana.

PREMIÈRE PARTIE.

A peu de distance et dans l'enclos même de Saint-Martin-de-Canigo, qui s'étendait jusqu'à la *Porta furana* ², on trouve une église en ruines appelée Saint-Martin-le-Vieux, paroisse autrefois de Castell ³. L'identité de ces deux noms de saint a répandu sur l'origine du monastère une confusion qu'il convient d'abord de débrouiller.

¹ Le nom de *Canigo*, ou *Canigou*, comme on l'écrit ordinairement en français, en changeant en ou l'o sourd de *Canigo*, est dérivé du latin *Canum jugum* (sommets blancs de montagne) qui se prononçait *Canum iugum* ou plutôt *Canom iogom*. Tel est aussi le nom latin du Mont-Blanc des Alpes.

² Porte extérieure.

³ Castell est mentionné, en 966, sous le nom de *Castrum Sancti-Martini*,

L'inventaire sus-énoncé signale, aux nos 1101, 509, 510, 511, 512, 513, plusieurs dons faits au monastère (*monasterio* ou *cœnobio*) de Saint-Martin, y est-il dit; et c'est sous les dates de 997 (la plus ancienne à peu près de ce répertoire), 998, 999, 1000, 1007, 1008. Ces dons sont des alleux au territoire de Marresans (Marinyans) et de Soanyes; une pièce de terre à Coma, près de Thorent; deux vignes à Sahorra; un alleu au même endroit; une métairie dans le vallon de Molitg.

Mais le rédacteur de l'inventaire, qui n'a fait que transcrire, sans aucun ordre de dates, les étiquettes des chartes originales qu'il indique, aurait pu voir dans les textes, s'il les eût consultés et compris, qu'il y s'agit, non de monastère, mais d'église, mot désigné en latin par *domus*, maison; car c'est ainsi que dans le moyen-âge on appelait une église, comme dans l'Écriture-Sainte, où *maison du Seigneur* est synonyme de temple. V. Ducange. Et en effet, sur quatre donations que nous avons encore à mentionner à ce sujet, il y en a deux : l'une citée dans l'inventaire, et l'autre extraite du cartulaire de l'abbaye, qui se trouvent insérées en entier dans la *Marca hispanica*, et c'est là qu'on les voit, contrairement même à leur titre emprunté, appliquées toutes les deux à l'église Saint-Martin, *ad domum Sancti-Martini*, sans autre désignation.

Voici ce que disent les chartes des quatre donations :

Château de Saint-Martin, dans le testament de Seniofred, comte de Cerdagne, où ce seigneur lègue à son frère, le comte Oliba-Cabrèta, les vignes qu'il possédait du chef de son père, le comte Miron, situées auprès de ce château (*Marca hispanica*, col. 886).

En 1005 et le 2 des ides de juin, Guifred ¹ II, sixième comte de Cerdagne et Conflent, fils et successeur d'Oliba Cabréta, donne, conjointement avec sa femme Guisla, à l'église de Saint-Martin (*ad domum Sancti-Martini... tibi Sancto-Martino*), l'alleu qu'ils ont à Algaded, territoire de Vernet ². (Inventaire, n° 5, *Marc. hisp.*, col. 961.

En 1007, le 8 des calendes d'avril, la même église reçoit d'Adbert et de sa femme Richel un alleu au territoire de Sahorra (Inventaire, n° 512).

Le 5 des ides de mai suivant, la comtesse Ermengarde, mère du comte Guifred, veuve d'Oliba Cabréta, la gratifie d'un de ses alleux au territoire de Lupia (*Ibid.*, fol. 118, B.)

Enfin le 2 des ides de juillet de la même année 1007, le comte Guifred et Guisla sa femme, pour le

¹ Ce nom, ainsi que plusieurs autres d'origine celtique ou germanique qui commencent par *G*#, se trouve aussi écrit par *W*, Wifred; mais l'orthographe que nous suivons est depuis long-temps la plus usitée.

² Le village de Vernet est cité, en 863, dans un acte du Cartulaire de l'église d'Elne. En 874 il y fut tenu un plaid dans l'église de St-Saturnin, maintenant abandonnée et ruinée depuis environ quarante-cinq ans, par suite d'un débordement de la rivière de Cadi, qui en 1740 avait détruit une grande partie du quartier appelé Vilallonga, où était cette ancienne église (*Marca hisp.*, col. 796). Dans une charte de l'an 898 (*Ib.* col. 831), il est fait mention du château de Vernet. Nous ignorons en quel temps il avait été bâti. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il ne peut être attribué aux Maures, en dépit de tant de gens du pays qui voient partout des monuments de ces étrangers sur nos montagnes, tandis que l'histoire nous apprend que, bien loin de pouvoir s'y établir, ils ne purent les franchir, la première fois, qu'après trois ans consécutifs de vaines tentatives, et qu'en 756, en particulier, un de leurs plus vaillants Généraux périt avec la plus grande partie de sa puissante armée, en entreprenant de forcer ces barrières, moins accessibles encore alors qu'aujourd'hui, et bien défendues par le courage de nos aïeux.

dixième qui lui compète ¹, donnent à l'église (*ad domum*) de Saint-Martin, située sur la côte du mont de Canigo, les alleux qui leur appartiennent à Vernet et dans son territoire, un autre dans celui de Millas, un troisième à Llupia et dans son territoire, « afin, « disent-ils, que ce même lieu (Saint-Martin) soit « édifié en l'honneur de N. S. J.-C., qu'il y soit « attaché des hommes qui militent sous la règle du « bienheureux Père saint Benoît, et que, selon la « volonté et le privilège du Pontife romain et de « l'évêque d'Elne, et selon l'institution du roi de « France, on y serve perpétuellement le Tout-Puis-
« sant » (*Marc. hisp.*, col. 964, extr. des arch. de Saint-Martin.)

Chose étrange! cette charte qui donne une notion et une date si précieuses, ne figure nullement dans l'inventaire, bien qu'elle existât aux archives, comme l'a fait voir Mgr. de Marça.

C'est donc bien positivement en juillet 1007 que fut fondé le monastère. A la vérité, le site où nous en voyons les restes, n'est pas précisément celui qui avait été d'abord choisi; mais cela vient, sans doute, de ce que le comte, au moment d'effectuer son projet, trouva convenable de le modifier à cet égard.

Cette laborieuse entreprise ne tarda pas plus de deux ans à être mise à fin, puisque l'église conventuelle, dont le changement, fait par le fondateur à son premier plan, exigeait la construction, fut dédiée le 4 des ides de novembre 1009. Il est bon de voir

² Le dixième, que la loi gothe allouait aux femmes sur les biens de leurs maris.

comment s'exprime l'évêque consacrant dans le procès-verbal de cette cérémonie.

« Moi, Oliba, évêque du saint siège d'Elne, je suis
« venu au lieu nommé Canigo, pour consacrer
« l'église située en ce lieu, en l'honneur de saint Mar-
« tin, évêque et confesseur, de la Sainte-Vierge
« Marie, de Saint-Michel-Archange, et qu'on appelle
« Monastère de Canigo, construit sur cette mon-
« tagne par un prêtre et moine nommé Sclua¹, sous
« les ordres et la direction bien entendue du sei-
« gneur Guifred, comte, par la grâce de Dieu, et
« de sa femme Guisla, qui ont enrichi ladite église
« de vases sacrés et d'ornements sacerdotaux »

Nous allons dire, en substance, ce que porte le reste de l'acte : Les fondateurs appliquent à la nouvelle église les domaines qu'ils avaient donnés au vieux St-Martin, le 2 des ides de juillet 1007, en y ajoutant deux métairies, l'une à Sahorra et l'autre à Enveig. Les assistants, au nombre de vingt, donnent jusqu'à 16 vignes situées à Ille, à Rigardá, à Tarerac, Forques, Vinça, Molitg, etc. L'évêque assure et confirme, en ce jour, tous ces dons à l'église (*domui*) de St-Martin, à condition que les moines qui y serviront Dieu, seront toujours sous le régime de la sainte Eglise mère d'Elne, sous le sien et celui de ses successeurs (*Marc. hisp.*, col. 971 ; inv. n° 142)².

¹ Le nom de Sclua a été changé en celui de Selva par tous ceux qui n'ont pas lu ou qui ont mal lu les manuscrits originaux.

² Une petite chronique des premiers temps du monastère de S.-M., tirée des Mss. de la bibliothèque Colbertine et publiée par Baluze dans ses *Miscellanea*, énonce et la *Gallia christiana* le répète, que l'église de ce monastère fut consacrée de nouveau en 1026. Mais on ne connaît point d'acte de cette seconde consécration invraisemblable. L'Inventaire et la *Marca hispánica* n'en font aucune mention. Cette chronique contient assez d'autres erreurs.

L'église de St-Martin de Canigo, construite dans toute la simplicité du style roman, primordial, est à trois nefs séparées par de lourds piliers. Elle porte sur une crypte creusée dans le roc, de même forme et d'égales dimensions, mais plus basse, qui était dédiée à la sainte-Vierge. Le seul ornement du vaisseau supérieur est l'arcature qui règne au dehors en haut des absides. Sur deux des piliers de ce vaisseau se trouve sculptée une fleur de lis assez semblable à celles que présentent plusieurs des plus anciennes monnaies de France et d'Aragon (*Pl. 1*).

Quant au monastère, l'historien Jérôme Pujades et frère Reginald Poc ¹ qui avaient visité ces lieux, s'accordent à dire, entre autres choses, que les cellules n'étaient guère plus spacieuses que des tombeaux, que celle de l'abbé seulement était éclairée par une lucarne si petite même, qu'on pouvait à peine y passer la tête, et qu'elle donnait sur des rochers et des précipices affreux. Poc ajoute que ces cellules avaient été détruites comme inutiles, peu de temps avant l'année où il écrivait (1627). Il y a apparence qu'elles furent abandonnées, lorsque la communauté, qui s'était vue composée de quinze moines suivant Pujades et Poc, (V. plus bas l'an 1150), se trouvant réduite à peu près à l'abbé et aux officiers claustraux, au nombre de six, on construisit pour eux des habitations particulières (V. *Pl. II*). L'époque de leur première construction n'est pas

¹ Le docteur Pujades, dans sa *Crónica general de Catalunya*, et Fr. Rég. Poc, dominicain, dans sa *Vida de san Galderique*, imprimée à Perpignan, en 1627, ont inséré, dans ces écrits, quelques notices sur le monastère de St-Martin qu'on peut dire identiques dans le vrai comme dans le faux.

précisément connue : on pourrait la rapporter néanmoins au XIII^e siècle, mais particulièrement au XIV^e; car c'est alors que les officiers commencent à figurer sur l'inventaire, et qu'on les y voit jouir en même-temps du revenu de leurs offices changés en bénéfices.

Tout étant prêt pour l'établissement d'un corps religieux à Saint-Martin, le comte Guifred sollicite du Saint-Siège la concession de l'église qu'il a fait bâtir et consacrer à cette fin. Par une bulle-privilege en date du mois de novembre 1011, le pape Serge IV lui accorde cette église, avec confirmation des biens qu'elle a acquis et qu'elle acquerra dans l'avenir. Il y prescrit en même-temps que les abbés du monastère soient élus librement par la communauté, selon la règle de saint Benoît (V. cette bulle dans Marca, col. 988, et le n° 2 de l'Inventaire). L'original, écrit sur papyrus doublé de toile, se conserve comme un monument précieux à la Bibliothèque publique de Perpignan. Il a été envoyé à Paris, en 1842, par ordre du ministre de l'instruction publique pour en être pris un *fac simile*.

Les premiers moines de Saint-Martin furent tirés de Saint-Michel-de-Cuixa ¹, et n'eurent d'abord pour abbé que celui de cette même abbaye, Oliba (frère du comte Guifred), qui régissait aussi et simultanément le monastère de Sainte-Marie-de-Ripoll, en Catalogne, depuis l'an 1009 (*Gall. Christiana.*)

Mais en 1014, cet abbé et les religieux de Cuixa,

¹ On a pu remarquer que Saint Michel est un des trois patrons auxquels l'église de Saint-Martin fut dédiée.

le comte Guifred et Bernard, son frère, comte de Bésalu, exposèrent à l'évêque diocésain, Oliba, qu'ils avaient déterminé de mettre à la tête du monastère un abbé pris dans le sein même de la communauté, vu que l'église était consacrée et suffisamment pourvue de revenus et de moines. Ils priaient, en conséquence, ce prélat de leur donner et nommer pour abbé de Saint-Martin frère Sclua, qui avait construit le monastère. Cette demande est souscrite par l'abbé Oliba, le comte Guifred, Guisla sa femme et plusieurs moines (Invent. n° 3). L'abbé Sclua reçut en dot quelques propriétés au territoire d'Ille, notamment un alleu près de l'ancienne église Saint-Étienne, en 1016 (*Ibid.* f° 112, v°).

En déférant à l'évêque d'Elne la nomination d'un abbé de leur choix, les électeurs semblent s'être conformés plutôt au vœu du fondateur (Voyez, plus haut, l'acte de fondation), et à celui du consacrant de l'église, qu'à la règle de Saint-Benoît et aux prescriptions du pape Serge IV.

On rapporte qu'en l'an précité 1014 le comte Guifred désireux de doter son monastère de quelques reliques, envoya des émissaires dans le Toulousain pour tâcher de s'en procurer, et qu'ils en revinrent avec celles de saint Galdéric (ou Gaudéric), (Voyez la chronique déjà citée; *Hist. de Lang.*; *Gallia Christiana*, etc.) Il en sera reparlé ci-dessous. L'inventaire, n° 181, mentionne, en effet, sous la date du 8 des calendes d'octobre 1015, un don fait à l'église de Saint-Martin, à Saint-Galdéric et aux autres saints qui y sont.

1017, 4 des calendes de mars. Le comte Guifred et sa femme vendent à l'abbé Sclua et à Saint-Martin

ce qu'ils possédaient en alleu, à Targassona, Torba, Pardinella et Livia (*Ibid.* 923.)

L'an 1018 et le 13 des calendes d'août, la comtesse Guisla fait son testament et lègue à Saint-Martin ses alleux d'Orella, Guissa et Celra, et deux de ses plus beaux draps de lit¹ (Inventaire n° 8, *Marc. hisp.*, col. 1019, où se trouve l'acte en entier).

Dans le mois de juin de la même année, Guisla cessa de vivre, ainsi qu'on le voit dans le verbal des serments prêtés par ses exécuteurs testamentaires, en date du 20 de ce mois (*Marc. hisp.*, col. 1020).

Le 4 des nones de décembre suivant, le comte fait donation au monastère de ses alleux de Pollestres, pour la rémission de ses péchés et de ceux du comte Bernard, son frère, et de Guisla, sa défunte épouse, afin que saint Martin soit leur intercesseur auprès de Dieu. (Inventaire, n° 14).

1019, 2 des calendes de juin. Donation faite au monastère par une femme, nommée Enviga, d'un alleu aux territoires du château de Vinça et du village de Rupidéra (*Ibid.* 522).

1025, 4 des calendes d'avril. Bérenger, évêque d'Elne, cède au même monastère l'église, biens et revenus de Saint-Saturnin-de-Vernet (église actuellement détruite), et reçoit, en échange, de l'abbé Sclua, l'église de Marqueixanes, et les revenus qui y sont attachés (*Ibid.*, n° 93).

Le jour susdit, le comte Guifred, conjointement avec Elisabeth, son épouse, qu'il avait sans doute prise depuis peu, donnent au monastère un de leurs

¹ Les draps de lit des personnes de qualité étaient, anciennement, garnis d'une espèce de dentelles, qui leur donnait une valeur assez considérable.

Mais en 1332, l'Abbé Bérenger de Colomer ¹ et sa communauté, enfermèrent ensemble les ossements du comte et ceux de sa femme Élisabeth dans un autre monument à quelque distance du premier, avec cette autre épitaphe :

Anno millesimo quadragesimo nono incarnationis Domini, pridie kalendas Augusti, obiit dominus Guefredus condam comes nobilissimus qui, sub titulo beati Martini praesulis, hunc locum jussit aedificari, unde et monachus fuit annis quindecim, in nomine Domini nostri Jesu-Christi; ejus dicti comitis et ejus uxoris Elisabeth comitissae corpora translata fecit in hoc monumento dominus Berengarius de Columbario, abbas istius loci, anno millesimo, trecentesimo, trigesimo secundo.

Plus tard encore, la dépouille mortelle des deux illustres époux fut transférée à l'église supérieure et placée dans une niche en arcade ogivale, fermée d'une grille. Sur le sarcophage, une statue en marbre blanc représentait le comte costumé en chevalier armé de toutes pièces, et plus haut, sur le mur, on le voyait en peinture, revêtu du froc.

Tous les ans, le jour où les religieux célébraient l'anniversaire de sa mort, ils paraient ce tombeau de mille fleurs (Biogr. de St.-Gald.).

¹ Colomer, nom d'un hameau ruiné, près de Villefranche.

En 1050, l'abbé Miron et ses moines envoient un messager à tous les monastères de l'ordre, *en Europe*, selon Pujades et Poc, avec une encyclique, pour leur annoncer la mort du comte Guifred. Ils y demandent des prières pour ce prince dont l'illustration, disent-ils, est connue en France, en Italie et en Espagne, et qui, après avoir enrichi de ses dons leur monastère, renonça aux honneurs temporels, à sa femme et ses enfants, et voulut être pauvre de J.-C. dans le saint lieu qu'il avait fondé. Ils vantent son extrême bonté à l'égard des jeunes et des vieux frères, et terminent son éloge par ce quatrain, qu'ils se proposaient, sans doute, d'inscrire sur son tombeau :

Hujus sacralo condantur membra sepulcro

Quod pins ipse sibi pulchro construxerat actu.

Malins exactam dum mensis clanderet horam,

Excessit seculo, quem poscite vivere Christo.

La lettre finit par une demande particulière, de prières pour leurs autres frères défunts, au nombre de vingt-un, et parmi lesquels se trouvent trois abbés, savoir : Sclua, Renard et Guillaume. On y recommande surtout de ne pas oublier le nom d'Oliva, père tendrement chéri, *dulcissimi patris* (V. cette pièce dans Marca, col. 1094). Cet Oliva est assurément le frère du comte Guifred qui, étant à la fois abbé de Saint-Michel-de-Cuixa et de N. D. de Ripoll, gouverna, comme nous avons vu, le monastère de Saint-Martin, jusqu'au moment où il fit nommer un abbé particulier, sans cesser d'avoir pour cette maison et

pour les deux autres une affection toute paternelle, suivant l'expression de Baluze (*Marc. hisp.*, col. 446).

Ce qui achève de prouver qu'il s'agit ici de cet abbé, c'est la première des réponses qu'on lit (*Ibid.*, col. 1095) à la suite de l'encyclique. Cette réponse commençant par cette adresse : *Fratribus degentibus cœnobio almi Martini*, est incontestablement celle des moines de Saint-Michel ; l'éloge de l'abbé Oliva (mort en 1046) et du comte Guifred son frère en est le principal sujet.

Pujades et Poc nous apprennent que toutes les réponses à l'encyclique étaient écrites en beaux caractères, sur vélin, et que, collées les unes à la suite des autres, elles formaient un rouleau de cinq pouces de diamètre. On lisait dans celle de Maëstricht que le comte Guifred avait très bien fait de renoncer à ses biens, à son comté, à son gouvernement, pour l'amour de Dieu, et de prendre en même temps l'habit de la sainte religion du grand saint Benoît, en se débarrassant de la bosse, c'est-à-dire des richesses figurées par la bosse du chameau, afin de pouvoir passer par la porte étroite du ciel ; allusion, un peu forcée, à ce que dit saint Matthieu, XIX, 124. *Facilius est camelum per foramen acūs transire, quàm divitem intrare in regnum cœlorum* ¹.

¹ Il paraît aussi que la calligraphie n'était pas négligée à Saint-Martin, témoin les quelques manuscrits qui nous en restent, celui surtout que possède M. Henry, ancien conservateur de la bibliothèque publique de Perpignan. C'est un volume de 390 pages, sur vélin, très bien écrit, où, parmi de nombreux sujets ecclésiastiques et des chants d'église, notés à la manière de l'ancien temps, sur des portées d'une seule ligne, on trouve ces articles scientifiques : 1° une description de Rome antique ; 2° un abrégé de géographie et de météorologie, sous le titre de *Imago mundi* ; 3° un petit glossaire

Après la mort du comte, on statua, à Saint-Martin, qu'en mémoire de ce fondateur et de ses bienfaits, un jeune enfant, de quelque lieu qu'il fût, serait bénévolement instruit dans les lettres et honnêtement entretenu au monastère, et que, parvenu à l'âge de raison, un autre prendrait sa place, ainsi de suite, à toujours. Les dispositions de ce pieux statut furent rappelées plus tard dans un mandement adressé par un chapitre général de l'ordre à nos cénobites, pour les obliger à s'y conformer constamment, comme ils avaient fait jusqu'alors.

Il est dit dans l'inventaire que ce mandement, qui s'y trouve résumé sous le n° 50, était écrit sur parchemin, en vieux caractères; il n'y manquait que la date, devenue illisible, ainsi que les souscriptions.

Erreurs et fables débitées au sujet du comte Guifred.

Des traditions romanesques et quelques auteurs aussi crédules que dépourvus de critique, nous di-

des mots difficiles de la langue latine, principalement des noms des figures de grammaire et de rhétorique, ce qui fait voir que les sciences profanes entraient pour quelque chose dans l'éducation de ces cénobites. Il y a encore sept ou huit chartes, ou précis de chartes, qui ne sont pas sans intérêt. Nous aurions des richesses plus précieuses encore dans ce genre, si on ne nous eût enlevé un volume in-4°, en vélin, dont les couvertures en bois étaient revêtues de lames d'argent, avec des figures repoussées. Ce volume contenait les quatre Evangiles et l'Exposition de saint Jérôme sur le symbole. Malheureusement il fut mis à la disposition de l'évêque diocésain, après la sécularisation du monastère, comme on verra ci-dessous. Nous lisons, en outre, dans la correspondance de M. Dominique Besombes avec le dernier abbé, M. Grumet de Montpie, dont il était procureur-fondé, qu'il tenait en réserve pour ce prélat nombre de livres in-folio, tous en vélin, couverts de planches de chêne, Mss. du onzième siècle, dit-il, et d'autres livres retirés du monastère (lettre du 10 septembre 1783). Que sont devenus ces regrettables manuscrits?... M. de Montpie fut immolé à Paris, sous le règne de la terreur.

sent que le comte Guifred fonda le monastère de St-Martin, en expiation d'un homicide.

Le plus ancien de ces auteurs est, à notre connaissance, le catalan Tomic, dans son histoire des rois d'Aragon et des comtes de Barcelone, composée en 1436. Il n'est nullement parlé de cet homicide dans les *Gestes des comtes de Barcelone*, rédigés à la fin du XIII^e siècle par un moine anonyme de Ripoll, quoiqu'il y soit fait mention de Guifred et de sa pieuse fondation (*Marca hisp. Col. 543*)¹.

Suivant donc Tomic, « les Maures ayant envahi la Cerdagne, le comte Guifred confia le commandement de ses troupes à un de ses neveux. Ce neveu fut vaincu dans un combat et s'enfuit vers le *Baridà* (au fond de la Cerdagne espagnole). Le comte vint fondre sur les ennemis, les mit en déroute et les poursuivit jusqu'à un château appelé *Sant-Marti dels Castells* (dans ledit Barida). Etant entré dans l'église, il y trouva son neveu qui s'y était réfugié et qui tenait un christ embrassé. Outré de colère, il le tua de sa main, et à cause de ce meurtre, le pape lui ordonna d'édifier le monastère de Saint-Martin de Canigo. »

Ce fait a paru digne de foi au docteur Pujades et à Fr. Poc : ils donnent pour motif de leur opinion que le comte, (comme dit le pape Serge IV dans sa bulle précitée), avait demandé l'église de St-Martin dans

¹ L'archiviste Carbonell, dans ses chroniques, le docteur Tristany, dans sa *Corona benedictina*, gardent également le silence sur ce point. Diago, *Condes de Barcelona*, se borne à dire que Guifred, informé de la défaite de son neveu, alla à son secours, vainquit les Sarrasins et les poursuivit jusqu'à *Sant-Marti-dels-Castells*.

le but d'y établir un monastère pour la rémission de ses péchés et de ceux de ses grands parents ; mais rien de plus mal imaginé que ce motif, puisque des formules pareilles se rencontrent dans une infinité d'actes, de donations ou de fondations religieuses de ces temps-là.

Nul de ces trois écrivains ne cite à son appui ni auteur, ni document historique, et n'indique la date de l'événement. Et comment en donner une date certaine, tandis que l'histoire ne signale plus d'invasion de Maures dans la Cerdagne, ni même en deçà du Llobregat, depuis 150 ans, au moins, avant la naissance de Guifred, comme chacun peut le vérifier. Du reste, Pujades et Poc s'abstiennent de désigner l'église, du nom de Saint-Martin, où aurait été commis le prétendu meurtre.

C'en serait déjà assez pour désabuser sur ce sujet les personnes judicieuses. Mais poursuivons.

Le valencien Beuter, écrit que le meurtre fut commis à l'époque où les Maures, ayant appris la mort du vaillant et redoutable Bernard, surnommé Taillefer, (frère du comte), entrèrent en *Catalogne par la Cerdagne*. Or, le comte Bernard Taillefer ne mourut bien positivement qu'en 1020, onze ans, au moins, après la fondation du monastère. Mais voici qui est plus curieux encore. Non content de placer la scène tragique à *St-Marti dels Castells*, c'est là même, dit cet historien, (au fond de la Cerdagne espagnole), que le comte édifie le monastère de *St-Martin de Canigo*, par ordre d'un pape qu'il ne nomme pas. De plus, il fait mourir Guifred en 1025 dans ce monastère, auquel on travaillait déjà, dit-il, (*que ya se labrava*)!

Bosch (*Titols de honor, etc.*) qui donne pour garants Tomic, Beuter et Diago, copie les deux premiers, en ajoutant toutefois que le neveu anonyme livra bataille, sans ordre ni commission du comte.

Feliu de la Penya (*Annales de Cataluña*) place l'invasion de la Cerdagne (et du Roussillon, ajoute-t-il), sous la date de 999, et néanmoins après la mort de Bernard Taillefer (1020.) Mais le meurtre fut commis, suivant lui, dans un ermitage de St-Martin, c'est-à-dire, ajoute-t-il encore, *au vieux St-Martin de Canigo* et sur un fils de Bernard Taillefer qu'il ne nomme pas.

S'il fallait en croire l'auteur anonyme d'une *Histoire de saint Gaudérique*, composée en 1706 et imprimée à Perpignan en 1746, le comte Guifred aurait tué son cousin (et non son neveu) dans l'église de St-Martin *dels Valls*, monastère bénédictin ruiné, dit-il, situé du côté de Puigcerda, au pied de la montagne de Calme ¹. Le comte, dit encore notre biographe, alla implorer du pape Serge IV l'absolution de son crime, et l'obtint à condition qu'il ferait bâtir un monastère

¹ Ce n'est pas au pied de la montagne de la Calme, près de Puigcerda, comme le dit l'anonyme, d'après Camós (*Jardin de Maria*) à ce qu'il paraît, mais au pied du plateau de Carlit, à une lieue environ au-dessus d'Angostrina, qu'il y a une petite église du nom de *Sant-Marti-den-Valls* (*in vallibus*). Les gens du pays content, en effet, que ce fut là que Guifred donna la mort à son neveu. L'ont-ils appris de l'auteur en question, ou celui-ci le tenait-il de ces bonnes gens? — On ne peut pas dire non plus que ce Saint-Martin ait été un monastère de l'ordre de Saint-Benoit; car on le trouve désigné comme une prévôté dépendante du Chapitre d'Espira-de-l'Agli, en 1529 (Anciens Mss.). — L'église de ce Saint-Martin fut consacrée le 4 des cal. de septembre 1164. Il est dit dans l'acte, qu'elle avait été reconstruite par les paroissiens d'*Angostrina*; mais pas un mot qui puisse désigner un monastère.

et une église en l'honneur de St. Martin. Ainsi donc le pape Serge IV, qui ne fut élu qu'en 1009, aurait ordonné, par une bulle de 1011, de bâtir une église et un monastère qui existaient déjà avant son élection.

Quel esprit assez opiniâtre dans ses préjugés pourrait méconnaître maintenant la fausseté d'un fait dont les différents récits contradictoires sont entachés d'aberrations si grossières?

Mais la critique de ces mauvais écrivains, si communément pris pour des oracles, n'est pas encore épuisée. Tomic donne pour femme et unique femme à Guifred Dolsa, fille du comte de Pallars. Bosch la lui donne aussi, mais en secondes noces; et en premières, Alispesa fille du vicomte de Querforadat, laquelle paraît être l'Alispesa attribuée par Beuter à Bernard Taillefer. Ni lui, ni Tomic, ni Carbonell, ni Lapeña, pas plus que l'auteur des *Gestes*, ne disent mot de l'état religieux qu'embrassa le comte dans son monastère. Le biographe anonyme de saint Gaudéric doute fort de cette particularité, par la raison qu'il a vu ce personnage représenté en guerrier, et non en moine, sur son tombeau.

Nous verrons d'autres bévues dans un article spécial concernant les anachronismes.

Voici une seconde tradition populaire dont Pujades, Poc, le bénédictin Tristany, le biographe français de St-Gaudéric et Carrère (voyage pittoresque en Roussillon 1787), se sont faits bien gratuitement les échos.

Le comte Guifred, dit-on, et sa femme Elizabeth (ou *Guila*, selon Carrère), après s'être démis du comté en faveur du fils aîné, et avoir richement

doté le monastère, se retirèrent dans ce pieux asile, pour y mener une vie pénitente, au 1^{er} étage du clocher, petit réduit d'environ 10 pieds en carré, n'ayant pour les servir qu'un valet et une chambrière. Deux détestables barbouillages en noir d'homme et de femme, à ce qu'il semble, dont il y reste des traces sur un mur, sont regardés par le vulgaire comme un témoignage du fait, tandis qu'on ne devrait y voir, tout au plus, que la représentation bien moderne d'une légende fabuleuse, et qu'aucun écrivain, même des plus crédules, n'a fait mention de ce prétendu monument.

C'est là, ajoute-t-on, que la comtesse s'occupait à broder des nappes d'autel et d'autres ornements d'église, et c'est à elle même qu'il faut attribuer cette nappe dont la broderie en soie est un sujet d'admiration, par la délicatesse du travail, le bon goût et la fraîcheur des couleurs, pour tous les curieux qui vont la voir à Castell. Le comte, de son côté, s'occupait à creuser dans le roc vif le tombeau où il fut d'abord enseveli.

Que ce tombeau soit l'ouvrage de Guifred, c'est ce qui demeure prouvé par le quatrain de l'encyclique. Il se pourrait aussi que la comtesse eût brodé la nappe qu'on montre à Castell, quoiqu'on n'en ait aucune preuve. Mais, quant au fait de la retraite des deux époux au clocher, c'est peu qu'il ne soit garanti par aucun document historique, il est même de tout point invraisemblable ¹.

¹ Ce qui pourrait avoir induit à croire à cette retraite du comte et de sa femme, c'est la réunion de leurs os dans le monument élevé par l'abbé de Colomer.

Nous voyons en effet le comte se remarier dans un âge avancé, quatre ou cinq ans après la mort de Guisla, et avoir deux enfants de sa seconde femme, dont l'Art de vérifier les dates ne parle pas. Dix ans après, il entre en religion, lorsque les deux enfants pouvaient avoir au plus sept ou huit ans, et ce n'est qu'au moment de se retirer du monastère, qu'il se démet de son comté et de tous ses biens, en vertu du testament mentionné ci-dessus. Mais loin d'avoir perdu sa femme alors, comme le supposent les auteurs précités et autres, l'encyclique dit formellement qu'il y avait renoncé, et plusieurs clauses du testament qui la concernent, préviennent le cas où elle convolerait en secondes noces.

Anachronismes.

C'est dans des auteurs de marque et non pas seulement dans ceux qui viennent d'être cités que nous allons relever un certain nombre de ces sortes d'erreurs.

Sur la foi d'une simple note qui se trouvait aux archives de St-Martin, Baluze dit dans la *Marca hispanica*, col. 418, que les premiers fondements du monastère furent jetés par Guifred en 1001. Les historiens du Languedoc et les auteurs de la *Gallia christ.*, le disent aussi, s'appuyant les uns et les autres sur la Petite chronique de la Bibliothèque-Colbertine dont il a été parlé plus haut. Mais le même Baluze mentionne ensuite, col. 420, la charte de 1007 dans laquelle Guifred manifeste, pour la première fois, l'intention d'édifier un monastère. L'auteur déjà cité des Gestes des comtes de Barcelone fait mourir Guifred en 1025, au lieu de 1049, après avoir gouverné trente six ans son comté. Tomic et Carbonell le

répètent. Beuter veut que le comte soit décédé en 1027. Bosch redresse Beuter pour dire 1035. Bien plus, Dom Vaissète, après avoir reconnu, T. II p. 578, édition in-fol., que l'auteur des Gestes manque d'exactitude, en adopte l'année de la mort du comte à la page suivante.

L'Art de vérifier les dates reproduit les chiffres 1001 et 1025 d'après des renseignements qui portent le nom de notre compatriote M. Fossa, et l'on ne conçoit pas comment de si savants critiques ont pu s'en tenir pour ces deux époques à de simples énoncés, tandis que dans le même livre où elles se trouvent ainsi consignées, des actes authentiques en démontrent la fausseté.

Variantes sur l'enlèvement des reliques de saint Gaudéric.

Tous les auteurs qui ont parlé de la translation de ces reliques s'accordent sur la date de 1014. Le seul Feliu de la Peña, la fait opérer en l'an 1000, c'est-à-dire sept ans avant la fondation du monastère. Quant aux circonstances de ce fait, voici d'abord, en peu de mots, ce que dit Domenech, hagiographe de la principauté de Catalogne, d'après un manuscrit de Saint-Martin, et un ancien bréviaire, également manuscrit, du diocèse.

« Les envoyés de Guifred s'étant rendus à Toulouse, pour y dérober des reliques (usage très commun dans ce temps d'ignorance et de ténèbres), trouvèrent l'endroit où gisait dans un tombeau le corps de saint Gaudéric, très favorable à l'exécution du vol, attendu, dit-il, que les murs d'enceinte *étaient détruits jusqu'aux fondements et les portes ouvertes et sans garde*. Ils y revinrent de nuit, mais ils ne purent

lever la pierre tombale qui recouvrait les reliques , qu'après avoir fait vœu au saint de le placer dans un lieu où il serait très honoré. Le tombeau ouvert , ils en emportèrent les ossements sacrés » .

Suivant le biographe anonyme de St. Gaudéric, les émissaires du comte arrivés à Toulouse, entrèrent à St-Sernin, sous prétexte de visiter le caveau qui renferme tant de reliques; et ayant remarqué que la grille de fer qui garantissait la châsse de St-Gaudéric était plus facile à forcer que les autres, ils s'introduisirent nuitamment dans cette église, et même dans le caveau, probablement après avoir mis quelqu'un dans leurs intérêts. La grille fut forcée, mais la châsse résista à tous les efforts, comme la pierre sépulcrale de l'autre version. Aussi, même vœu au saint, en lui représentant, en outre, qu'il serait plus honoré en Conflent qu'à Toulouse, *où il rencontrerait tant de concurrents, pour ainsi dire, de sa gloire.* Cette considération déterminait saint Gaudéric à se rendre : la châsse fut mise à terre et pillée. Mais, comme on vénère encore à Toulouse des reliques de ce saint, notre biographe a soin d'ajouter que les ravisseurs, par l'effet du trouble où ils étaient, ou bien par délicatesse, durent en laisser une partie au fond de la châsse. »

Pujades et Poc expliquent différemment la chose. Ils disent que les émissaires ayant fait halte sur un côteau, tant pour y prendre du repos et quelque nourriture que pour arranger convenablement les reliques, tout à coup, pendant cette dernière occupation, un tourbillon de vent vint miraculeusement enlever un morceau d'os, sans qu'ils pussent en suivre la trace. En même temps, le sacristain chargé de la garde des reliques de Saint-Sernin, instruit en songe

par un ange de ce qui venait de se passer et du lieu où se trouvait le morceau d'os, alla, dès le matin, recueillir ce débris du saint trésor, et le rapporta au lieu où s'était commis le vol ».

Il est à remarquer, d'un autre côté, que les historiens du Languedoc, qui disent tout simplement, comme on a vu, que les reliques de saint Gaudéric furent tirées du Toulousain, rapportent une charte de l'an 1107 ou environ, qui parle d'une église de St-Pierre dépendante de l'abbaye de Montolieu (dioc. de Carcassonne), où l'on dit que gît le corps de saint Gaudéric : *in parrochia sancti Petri ubi corpus sancti Gauderici jacere dicitur* (T. II. Preuv. p. 372). Enfin, il y a dans le canton de Fanjaux, diocèse précité, une commune et une église du nom du même saint.

DEUXIÈME PARTIE.

Reprenons la suite de nos articles chronologiques.

1079, 2 des calendes de décembre. Oblation faite par Oliba et sa femme, de leur fils et de leurs biens au monastère (Invent. 29).

1084, 5 des ides de juillet. Guillaume Raymond, comte de Cerdagne, fils du comte Guifred, engage au monastère de Saint-Martin et à l'abbé Pierre Suniaire, jusqu'à Noël de l'année suivante, les villages d'En et de Vuytesa, pour vingt livres d'or, très fin, et en grande partie doré, tiré du trésor même de l'autel, promettant d'ajouter à la restitution de cet argent, une croix en vermeil, de cinq palmes de long sur quatre de large, et à condition encore qu'à défaut de remboursement au terme convenu, lesdits villages appartiendront définitivement à Saint-Martin, (*Marc. hisp.*, col. 1174).

1091. Le même comte de Cerdagne soumet audit abbé de Saint-Martin et à ses successeurs, le monastère de N. D. de Serrateix (dans le Bergadan), pour le restaurer et y rétablir la discipline (Marca, col. 1009). Ce monastère avait été fondé en 977 par Oliba Cabréta et son frère Miron (*Ibid.* 914).

1092. Donation faite à Saint-Martin de l'église de Saint-Romain-de-Llupia, par Bérenger, Arnaud et autres, le 3 des nones de juillet. (Invent. f° 178. A.) Il est fait mention de cette église en l'an 1028 (*Ibid.*, f° 118; C.)

1114, veille des nones de février, Bernard-Guillaume, fils et successeur de Guillaume-Raymond, depuis 1095, pour la rémission de ses péchés et de ceux de ses grands-parents, fait abandon au monastère de Saint-Martin des droits d'albergne toltes, exactions, questes, pailles, homicides et adultères qu'ils percevaient justement ou injustement dans la seigneurie de Saint-Martin, dans le lieu et paroisse de Marqueixanes, du quart qu'il percevait à Cornella et dans les closes de la combe de Saint-Martin, (*Ibid.* n° 26).

Graves et scandaleux démêlés entre les moines de la Grasse
et ceux de St-Martin.

En 1114 et le 2 des ides de février, le même comte Bernard, au mépris des prescriptions du pape Serge IV et des dernières volontés du fondateur, son grand-père, avait donné à perpétuité à l'abbaye de la Grasse le monastère de St-Martin, afin que désormais l'abbé de ce monastère fût exclusivement élu parmi les moines de ladite abbaye, et il avait en

même temps cédé à St-Martin les droits seigneuriaux qui lui compétoient à Marqueixanes (Inv n° 32; dom Martenne, *Thes. anced.* T. 4, col. 131.) Ce comte mourut en 1117.

Cependant, en 1159, la communauté de St-Martin, encouragée au recouvrement de sa liberté par l'assentiment de la reine d'Aragon, la volonté de l'évêque diocésain et les prières du clergé et du peuple, élit pour son abbé frère Raymond, sacristain de l'abbaye de N. D. de Ripoll. L'acte est souscrit par Gaufred, abbé de cette abbaye, Bernard, prieur de St-Martin et quinze moines (Inv. 35.)

Le comte de Barcelone et prince d'Aragon, Raymond Bérenger IV, instruit du projet de ces moines, leur avait écrit de suspendre leur opération jusqu'à l'arrivée de Bernard de Belloc (*Ibid.*, 34). Mais, dans ces entrefaites, l'abbé Gaufred lui rendait compte de l'élection et des motifs qui l'avaient déterminée, motifs qui, joints à la crainte de déplaire à la reine, l'avaient forcé lui-même à y consentir, et il terminait sa lettre en priant le comte d'engager l'abbé de la Grasse à ne mettre aucun obstacle à cette élection et à rendre au monastère de Saint-Martin tout ce qui en avait été enlevé.

Le comte écrit, en effet, à l'abbé et aux moines de la Grasse de ne pas attaquer l'élection de Raymond, jusqu'à ce que celui-ci se soit rendu auprès d'eux pour leur donner satisfaction, ainsi qu'il s'y était offert en présence de l'archevêque de Narbonne (*Ibid.*, 37; lettre du roi d'Aragon, Alfonse II, dont on verra, en son lieu, le sommaire).

L'abbé de la Grasse, après avoir lancé un interdit sur le monastère de Saint-Martin et les églises qui en

dépendaient, se plaint vivement au comte de Barcelone et à l'archevêque de Narbonne, du procédé des moines de ce monastère.

Le comte lui répond, en 1159, que l'élection était déjà commencée lorsqu'il a reçu sa lettre. Il le prie d'attendre qu'il ait fini de faire passer des troupes en Navarre, et de lever son interdit, s'il aime mieux l'avoir pour médiateur que pour adversaire (Inventaire 36) .

1161. On lit dans la *Marc. hisp.*, col. 1331, une bulle du pape Alexandre III, en date d'Agnani, jour des calendes de mars 1161. Elle est citée dans la *Gallia christiana*, comme confirmative d'un interdit que l'abbé de la Grasse aurait lancé sur celui de Saint-Martin (Raymond), pour lui avoir dénié l'obéissance qu'il était tenu de lui prêter, selon l'usage précédemment en vigueur. Mais voyez la note 2.

¹ Ces derniers articles et quelques-uns des suivants se trouvant sans date et pêle-mêle dans l'Inventaire, il a fallu les classer les uns et les autres, selon l'ordre naturel ou présumable des choses. Quant aux bulles papales que nous allons citer, où il n'y a d'autre date que celle du jour et du lieu, il a été moins difficile d'en découvrir l'année, en vérifiant à quelle époque le pape habitait le lieu désigné.

² Cette pièce, tirée des manuscrits de la bibliothèque Colbertine, n'est point mentionnée dans l'Inventaire, ni dans la lettre du roi d'Aragon au pape, où il est question de l'interdit fulminé par l'abbé de La Grasse. En second lieu, le pape parle ici d'après un ouï-dire et dans la supposition que l'abbé de La Grasse ait exécuté l'ordre qu'il lui avait donné d'interdire l'abbé de Saint-Martin; mais on a dû remarquer que c'était le monastère et non précisément l'abbé élu de Saint-Martin qui avait été interdit, et pour une autre cause que celle de refus d'obéissance de la part de cet abbé. Si donc le pape eût réellement expédié la bulle en question, elle serait restée sans effet, puisqu'elle n'était fondée que sur un malentendu. Pourrait-elle se concilier d'ailleurs avec le second point de l'information, dont le même pape chargea, un an après, l'évêque d'Elne, comme on va le voir?

1162. Le 5 des calendes de mai, le pape déjà cité écrit à l'abbé élu et à ses moines que ceux de la Grasse se plaignent d'avoir été chassés, à main armée, de Saint-Martin par eux et par leurs confrères de Ripoll. Il leur apprend, en outre, qu'il a chargé l'évêque d'Elne d'informer de cette expulsion et de la prétention de l'abbé de la Grasse (Inv. 33).

L'abbé de Ripoll, Gaufred, recommande l'affaire de St-Martin à la reine (Inv. 43); l'évêque de Vic la recommande à celui d'Elne, et l'invite par de puissants motifs à maintenir l'élection de Raymond (*Ibid.* 48).

L'évêque d'Elne écrit au comte de Barcelone que c'est à tort et sans l'avoir consulté, que la communauté de Saint-Martin a élu pour abbé le moine de Ripoll, lorsqu'on devait en prendre un de la Grasse (*Ibid.* 46).

Ce prince, ayant appelé auprès de lui à Barcelone, l'archevêque de Narbonne et l'abbé de la Grasse, l'affaire de l'élection est scrupuleusement examinée dans une assemblée composée des suffragants de Tarragone et des magnats de l'État. Le jugement rendu presque à l'unanimité dans cette assemblée, force l'abbé à lever son interdit (*Lettre du roi d'Aragon au pape*, déjà citée).

1162. Les moines de la Grasse, furieux de se voir déchus de leur prétention, partent accompagnés d'une multitude de gens armés et viennent fondre à l'improviste sur le monastère de Saint-Martin, fracassant, brisant tout sur leur passage; ils blessent plusieurs moines au pied des autels, en tuent un et percent de leurs traits l'image même de J-C. crucifié. Ils chassent de la maison les religieux lettrés et attachés à la règle (*doctos et in regulari ordine as-*

suetos), en les accablant d'injures et de coups. Ils n'en gardent qu'un petit nombre d'autres qu'ils laissent presque mourir de faim ; ils s'emparent des effets et des biens du monastère qu'ils vendent ou donnent à leur gré (Invent. 39, 41, 42) ¹.

Le comte de Barcelone écrit au chancelier de la sainte Église romaine pour lui recommander l'affaire de Saint-Martin-de-Canigo et le prier d'obtenir du Saint-Père que justice soit faite des attentats des moines de la Grasse, et que l'archevêque de Narbonne révoque la sentence qu'il a portée contre l'élu et les moines de Saint-Martin (*Ibid.* 38). Il est à remarquer qu'il n'est parlé nulle autre part de cette sentence, et qu'on ne peut même la supposer, vu le jugement ci-dessus mentionné, rendu en présence du comte de Barcelone.

Le roi d'Aragon, Alfonse II, fils et successeur du comte Raymond Bérenger, mort le 6 août 1162, adresse audit pape, conjointement avec l'évêque de Barcelone, le sénéchal du palais et tous les seigneurs de sa cour, une lettre dans laquelle, après le détail des torts et méfaits de l'abbé et des moines de la Grasse, que nous venons de voir, et la justification de leurs victimes, le Saint-Père est supplié de mettre fin, sans retard, à ce désordre, en sorte que le monastère de Saint-Martin se voie délivré de toute vexation et d'un procès qui achève de le ruiner. (Ce document, dont nous avons donné précédemment deux extraits, se trouve aux archives de notre Préfecture,

¹ En 1118, un abbé de La Grasse avait pareillement envahi de vive force le monastère de Saint-Feliu-de-Guixols, diocèse de Gironne, et s'en était despotiquement emparé (*Marc. hisp.*, col. 1231).

dans un fragment du cartulaire de Saint-Martin, liasse A, n° 9).

1163. Par un rescrit daté de Tours, 17 des cal. de mars, le pape charge l'archevêque de Narbonne et l'évêque de Lérida, d'informer de cette affaire. (Invent. 40), et le 17 des calendes de juin suivant, il adjoint, ou substitue, à ce prélat celui de Girone (Invent. 31).

Le 3 des ides dudit mois, le même pape écrit, de Tours, aux moines de Canigo et à toutes les personnes attachées à ce monastère, qu'il leur rend leur abbé Raymond, et il leur recommande en même temps de le recevoir avec la bienveillance et le respect qui lui sont dus, comme leur père et leur pasteur (*Ibid.*, 47). Le jour suivant, il ordonne par lettres apostoliques, que l'ordre soit rétabli à Saint-Martin; que tout ce que le monastère possédait lui soit rendu, nommément les domaines qu'il désigne en quarante-cinq lieux divers. Il veut qu'à l'avenir il n'y ait d'autre abbé que celui qui aura été librement élu par les religieux de la communauté, ainsi que l'avait établi le pape Serge IV, et que le monastère ne soit plus soumis qu'au saint siège, auquel il payera, tous les ans, un morabotin ¹. Défenses sévères à qui que ce soit de contrevenir à ces dispositions. (Invent. 49, et la bulle entière dans Marca, col. 1334).

L'abbé Raymond et ses frères écrivent à l'abbé et aux moines de la Grasse une lettre où, après avoir rappelé tous les outrages qu'ils en ont reçus, ils les

¹ Bosch, Joseph, dans son traité des vieilles espèces du Roussillon, p. 49, évalue le morabotin (d'or) à 2 fr. 80 c. au XII^e siècle, d'après une charte des Arch. du Domaine, de l'an 1180.

somment, d'autorité du pape, de comparaître devant Sa Sainteté, à la fête prochaine de Saint-André, pour réparer le mal qu'ils ont fait (Invent., n° 40).

Cependant, malgré les lettres apostoliques précitées, l'abbé et les moines de la Grasse ne discontinuant pas de tracasser et molester ceux de Saint-Martin, l'abbé de ce monastère, Pierre IV, élu en 1172, alla enfin lui-même s'en plaindre au pape susdit, et lui demander la protection du saint siège. Sa Sainteté fit droit à sa réclamation par une bulle où, relatant les griefs exposés, elle promet de ne pas souffrir que l'abbé et les moines de la Grasse querellent désormais en aucune manière, ni pour quelque raison que ce soit, ceux de Saint-Martin, si ce n'est en sa présence ou en présence de la personne qu'elle désignera elle-même (Fragment déjà cité du cartulaire de Saint-Martin).

Cette bulle est datée de Saint-Jean-de-Latran, 10 des calendes de mai, sans autre indication; mais comme on sait que le pape Alexandre III se trouvait à Rome en 1171, et à Agnani en 1174, c'en est assez pour en fixer l'expédition à 1172 ou 1173.

1172. Permission donnée à l'abbé de Saint-Martin, Pierre et à ses successeurs, par Alfonse II, roi d'Aragon, de construire une forteresse à Marqueixanes (Invent. 95).

1178, 7 des calendes d'avril. Donation faite au monastère, par Pierre de Domanova, de l'église Saint-Pierre de Belloc, sur la montagne de Villefranche (Inv., fol. 117). C'était, en 1329, un prieuré à la collation de l'abbé de Saint-Martin (Invent. de 1787, p. 46). Il fut réuni au monastère en 1402 (V. cette date).

Même année, confirmation du testament de la femme Guisla de Vernet, qui fut reçue à prendre l'habit de saint Benoît dans le monastère, où elle fut tonsurée et voilée (Inv. de 1787, p. 69).

1186. Mention des eaux thermales de Vernet, dans une vente de la moitié d'un moulin à foulon faite par Pierre Mir, à Guillaume de Saint-Martin, le 4 des nones de mars de ladite année (Inv. 474.)

1191. Permission donnée en mai, par l'abbé, etc., à Bernard de Colomer de construire un moulin à foulon à Vernet (Inv. de 1787, p. 40.)

1192, 6 des cal. de juillet. Sentence rendue par le roi d'Aragon, Alfonse II, au château de Vallrich, déboutant Raymond et Guillaume de Castell-Rousillon, frères, et leur mère Rixendis de leur prétention sur les pacages d'Odello qui sont déclarés appartenir en franc-alleu au monastère de Saint-Martin (Invent. de 1787, p. 66.) Les prétendants y renoncent le même jour (Inv. n° 734.)

1195, le jour de Pâques. Institution d'une confrérie de saint Martin dans l'église du monastère par Pierre, abbé (Ms. sur vélin, cité plus haut en note). L'inauguration de cette confrérie est représentée dans ce Ms., par un dessin que nous reproduisons, Pl. III, comme assez intéressant au point de vue de l'art et des costumes de l'époque, en cette contrée.

1203. Pierre II, roi d'Aragon, considérant que le monastère de Saint-Michel de Cuixa était tombé dans un tel état de ruine et de misère que ni Dieu, ni les hommes ne pouvaient plus y être dignement servis, nomme, du consentement unanime de la communauté, Pierre IV, abbé de Saint-Martin à l'abbaye de Saint-Michel, afin, qu'avec la grâce de Dieu,

il puisse restaurer ce monastère. Le roi annule en même temps toutes les aliénations faites par Arnaud, ci-devant abbé (*Gallia christ., instrum.*, col. 486). Pierre régit à la fois les deux abbayes jusqu'à sa mort, arrivée en 1209.

1219. Donation faite par Nunyo Sanchez, seigneur (*Domino*) de Roussillon, Vallespir et Cerdagne, à Pierre (V) et au monastère de la dîme du territoire d'Eus. Acte passé à Cornella (Inv. fol. 119). Même année, ce seigneur fait don au monastère des dîmes de Llunat (Inv. de 1787, p. 13).

1220, 8 des ides de novembre. Sanche, comte de Provence, tant pour lui que pour son fils Nunyo, absout, moyennant la somme de 4000 sous barcelonais, l'abbé et le monastère de St.-Martin et les habitants de Vernet, à l'exception de deux, du crime qu'ils ont commis, en recevant dans ledit lieu Bérenger d'Espira, Adhémar de Saint-Ferriol et leurs complices. Il déclare en même temps les biens de ces deux chefs confisqués (Inv. de 1787, p. 65).

1233, 13 des cal. de septembre. L'abbé Bernard, à la prière de ses frères, augmente d'un quarteron leur portion de pain pour les jours où la communauté doit souper, et d'un œuf pour les dimanches, mardis et jeudis. Il institue un anniversaire perpétuel pour son âme, et assigne une certaine portion à chaque moine, le jour où il sera célébré, ainsi que le jour de la dédicace de l'autel de sainte Catherine. Il veut enfin que, pendant l'avent et le carême, on serve à la communauté du beau pain de froment. Afin de subvenir à ce surcroît de dépense, il donne de ses propres 1450 sous, des terres, des censives et des moulins (Inv. 56). On peut voir par là combien

la règle devait être austère anciennement à Saint-Martin.

1240, 9 mars. L'abbé de Saint-Martin exempt Pierre Quers et sa femme, de Marqueixanes, des mauvais usages appelés *intestia* (ab intestat) et *xorquia* (stérilité) qui donnaient des droits au seigneur sur les biens de ses vassaux morts sans tester ou sans avoir eu ou laissé des enfants légitimes (*Ibid.*, p. 74). V. pour de plus amples détails sur ces usages, les Constitutions de Catalogne.

1245. Privilège concédé à l'abbé de Saint-Martin par le roi d'Aragon, Jacques I^{er}, pour construire un château à Casafabre (Inv. fol. 14, v^o).

1254, 16^e des calendes de septembre. Guillemette Simorra, de Saint-Estève-del-Monastir, lègue par testament son bien au monastère de ce lieu, prieuré dépendant de Saint-Martin, et s'y donne elle-même pour sœur. Le prieur, qui la reçoit en cette qualité, s'oblige à lui fournir le nécessaire pour son entretien (Inv. de 1787, p. 77).

1262, 13 des cal. d'août. Bernard de Colomer, habitant de Vernet, vend au monastère de Saint-Martin la moitié d'un moulin à foulon qu'il possédait par indivis *aux bains de Vernet* (Inv. 941).

Même année, cal. de novembre. Pierre VII, abbé de Saint-Martin, fait rémission aux hommes de Vernet des droits féodaux appelés mauvais usages (Inv. f. 102, K).

1265, 16 des cal. d'août. Allodialité, reconnue par le commissaire des fiefs, des biens suivants du monastère : église et village de Belloc, possessions à la paroisse de Vinça, à Sahorla, à Marqueixanes, aux Masos, à Ens, Ria, Coma, Estanyils, Forcats,

Vernet, Villefranche, Cornella, Campills, Fulla, Sahorra, Torrent, Escaró, Vnytesa, Soanyes, Maryans, Espira de Conflent et autres villages (Inv. 156; Inventaire de 1787, p. 45. *Liber fendorum* A, f. 63).

1270, 5 des cal. de juin. Lettres de François-Pierre Alcano, pénitencier de la sainte Église romaine, donnant pouvoir à l'abbé de Saint-Martin (Pierre VII) d'absoudre les moines qui avaient porté les mains sur d'autres moines, et s'étaient emparés de leurs *propres*; à condition que les délinquants résignent les *propres* dont ils jouissent entre les mains dudit abbé qui les utilisera en faveur du monastère (Inv. 60).

1282, 6 des nonces d'octobre. Union du prieuré de Saint-Romain de Llupia, faite par l'abbé Pierre VIII, au prieuré de Saint-Martin (*Ibid.*, fol. 112, v^o L).

1284, 5 des cal. de mai. Union du même prieuré de Saint-Romain à la Précentorie du monastère (*Ibid.* M.) La chapelle de ce saint existait en 954 (*Ibid.* E). Elle n'est pas encore entièrement ruinée.

1296. Les habitants de Vernet réclament contre le paiement qu'exigeait d'eux l'abbé de Saint-Martin pour les frais d'un repas qu'il avait donné au roi de Maillorque (Archives de la Préfecture).

1300, 6 des cal. de juin. Guillaume III, abbé, permet à François-Arnaud Serradell, moine et aumônier, de doter de ses biens présents et futurs l'autel qu'il avait élevé à saint Gaudéric dans l'église conventuelle (*Ibid.* 61).

Même année. Une rixe violente eut lieu dans le monastère entre les moines divisés en deux partis soutenus par des laïques. La cause de cette dissension fut une accusation de simonie portée contre

l'abbé (Guillaume de Cervoles), avec complot pour lui refuser l'obéissance. Le pape Boniface VIII fit informer de ce scandale. Les laïques furent renvoyés devant leur évêque pour les peines qu'ils avaient méritées, et les religieux furent déclarés suspens pendant un temps plus ou moins long, suivant le degré de leur culpabilité. Le saint-Père motive sa décision en ces mots : *Propter violentam manuum injectionem in se ipsos religiosos* (Fragment précité d'un cartulaire de Saint-Martin).

L'inventaire, n° 92, mentionne, sous la date des nones de mars 1301, des lettres d'absolution de François Matthei, cardinal, pour les censures encourues par les moines.

1309, 14 des cal. d'avril. Permission accordée par Arnaud, abbé, à Guillaume de Novelles, de construire et tenir des bains dans les maisons qu'il possède à Vernet, près des eaux de ce lieu, et de recevoir une source d'eau thermale qui se trouve hors des grands bains, (Inv. 1208).

1312, 17 des cal. de juin. Ordre de l'abbé Arnaud à ses moines de se rendre au chapitre général convoqué à Saint-Tibéri (diocèse d'Agde), et de comparaître devant le président (Inv. 63). V. plus bas, année 1448.

1321, 3 des cal. de septembre. Collation du prieuré de Saint-Romain de Llupia par l'abbé Bérenger, en faveur de François-Jean Peyrri (Inv fol. 117, v°).

1328, veille des nones d'avril. Statut fait par l'abbé Bérenger, du consentement de la communauté, portant que désormais, à la mort d'un moine du monastère, un prêtre séculier devra résider toute l'année subséquente, célébrer des messes pour l'âme

du défunt et assister aux divins offices; que l'abbé sera tenu de lui fournir la portion monacale de pain et de vin, et le chambrier de lui compter 45 sous pour son vestiaire (*Ibid.* fol. 103, v^o 2, H).

1351, 19 mars. Privilège accordé par le roi d'Aragon, Pierre IV, à l'abbé de Saint Martin, pour rebâtir le château de Marqueixanes (Inv. 121). En 1347, ce roi avait fait démanteler cette forteresse, ainsi que celles de Codalet et de Prades, après les avoir reprises sur le roi de Maillorque, son adversaire. (Zurita, T. II, 1. v^o, c. 9).

1361, 22 mai. Réclamation présentée par le procureur de l'abbé au viguier du Conflent, au sujet de six arbalétriers que l'infant de Maillorque prétendait devoir lui être fournis, pendant un mois, aux dépens dudit abbé (Inv. 163).

1366, 29 juillet. Affranchissement des droits dits *questia*, *intestia*, *xorquia*, *cogucia* ¹ accordé aux hommes et femmes des lieux d'Odello, Vilalta, Pardinellas, Egued, Targasona et Pla, par l'abbé Raymond et ses moines (Inv. 741).

1370, 12 juin. Rémission accordée par l'abbé et sa communauté aux hommes de Marqueixanes, des droits d'*intestia* et de *xorquia* (mots déjà expliqués) et d'autres de ce genre (Inv. 243).

1375, 18 octobre. Lettres d'abolition accordées par le roi d'Aragon, à l'abbé, aux moines et prêtres de Saint-Martin, pour les crimes à eux imputés lors de l'invasion dudit monastère et de ses châteaux

¹ *Questia*, queste ou fouage, droit que le seigneur levait tous les ans sur chaque chef de famille. *Cogucia*, droit qu'il exigeait des maris qui toléraient l'adultère de leurs femmes, etc. V. les Constitutions de Catalogne.

et forteresses faite par l'infant de Maillorque en 1374, et restitution de tout ce qui leur avait été saisi à cette occasion (Inv. 126).

1377, 7 mars. Le procureur royal inféode à Raymond Coste, *aliàs* Samaler, de Villefranche, les bains de Vernet avec leurs édifices, le tout confisqué sur Jacques Pascal, dudit lieu, rebelle au roi, comme fauteur de l'infant de Maillorque en sa dernière invasion du Conflent (Note d'André Roure, notaire, n° 86, fol. 5, Arch. de la Préfecture).

1395. Inféodation d'un moulin à scier sur la rivière de Cadi, faite par l'abbé de Saint-Martin (Inv. de 1787, p. 21).

1402, 13 août. Bulle de l'antipape Benoît XIII, qui unit à l'aumônerie et à l'œuvre du monastère de Saint-Martin, le prieuré de Saint-Romain de Llupia et celui de Saint-Pierre de Belloc, près Villefranche (Inv. fol. 117, v°).

1433, 17 juillet. Indulgences accordées par l'évêque d'Elne aux fidèles qui aideront de leurs mains aux réparations du monastère (Inv. 1506). On verra plus bas la cause de cette détresse.

Même année, 9 oct. Quittance faite par Guillaume Carmesson, tailleur de pierres, à Don Jean Squerd, abbé du monastère, de la somme de 14 liv., monnaie de Barcelone, à lui dues pour la reconstruction du clocher dudit monastère (Inv. 77). Nous disons reconstruction, quoique le texte porte *pro constructione*, et l'on va voir pourquoi.

1440. Disgrâces et misère du monastère de Saint-Martin.

Jean II, abbé, sollicité de payer la décime imposée sur tous les revenus ecclésiastiques par le concile

de Bâle, en 1433, avait représenté que les désastres et les pertes qu'avait essuyés son monastère rendaient impossible l'acquittement de la somme à laquelle il se trouvait taxé.

Sur ce motif, Louis de Berga, prieur de N. D. de Cornella, sous-collecteur des droits de la chambre apostolique dans le diocèse d'Elne, fut délégué, le 7 des ides de mars 1439, par le concile susdit, pour vérifier les faits allégués de la part dudit abbé, et prononcer définitivement sur sa réclamation.

Voici en résumé le résultat de ses investigations :

1^o Les réparations à faire au dortoir, tombé de vétusté, demanderaient une dépense de 250 florins d'Aragon. Il en coûterait davantage pour celles du réfectoire, d'une salle de l'abbé et d'une cuisine de la communauté, attendu que ces édifices, outre leur dégradation causée par le laps du temps, avaient été ébranlés jusqu'aux fondations, en 1428, par de grands tremblements de terre qui firent crouler le clocher, une partie de l'église, et notamment les murs des maisons monacales¹. 500 florins suffiraient à peine pour relever ses murs, et il en faudrait 200 pour le portail du monastère.

Le château de Vernet, où se recueillaient les denrées de ce monastère, était dans un tel état de délabrement que sa restauration serait une affaire de plus de 500 florins.

En sorte que, suivant l'évaluation des experts, le

¹ Le tremblement de terre de 1428 se fit fortement sentir à Perpignan (Mém. de la Communauté de Saint-Jacques). Tristany rapporte qu'un tremblement de terre, qui eut lieu trois ans après ladite date, renversa le monastère d'Amér, dans le diocèse de Girone.

l'abbé actuel, ses prédécesseurs et les officiers claustraux, ont été excommuniés plusieurs fois et leur monastère interdit.

La recette totale de leurs revenus ne s'élève, année commune, qu'à la somme de 220 livres barcelonaises, et pour l'entretien de toute la maison, l'abbé doit en dépenser plus de 300 par an; d'où il suit qu'il s'endette chaque année de plus de 100 livres, chose prouvée par les registres de recette et dépense et autres documents.

Sentence du commissaire.

D'après ces représentations, le commissaire sus-nommé, en vertu de ses pouvoirs, réduit la taxe de la décime à 40 livres barcelonaises, à savoir : 25 pour les revenus du diocèse d'Elne, et 15 pour ceux du diocèse d'Urgell. Il fixe les taxes anciennes et les actuelles, pour le grand prévôt, à 10 livres; pour le chambrier, à 7; pour l'aumônier, à 3; pour l'infirmier, à 40 sous barcelonais; pour l'ouvrier, à raison de la prévôté inférieure et du prieuré de Saint-Romain, attachés à son titre, à 40 sous, sans que ces diverses taxes puissent être augmentées, ou qu'il puisse en être exigé d'autres d'aucune espèce à l'avenir.

Acte dressé à Perpignan, le 28 janvier 1440, dans la chapelle de saint Jean-Baptiste, située au cimetière de l'église de La Réal. (Arch. de la Préfecture; mention dans l'Inv., 1500).

1448, 1^{er} mai. Élection de l'abbé de Saint-Martin (Jean-Erquerd) et de trois autres abbés, pour la dignité de présidents de l'ordre dans la province bénédictine de Narbonne, Auch et Toulouse. Cette élection fut faite dans un chapitre réuni au monastère de Saint-Tibéri (Invent. 78; *Gallia christ.*)

Nous allons expliquer cette particularité.

En 1336, le pape Benoît XII, bénédictin, réforma l'ordre auquel il appartenait, et lui donna une constitution.

Il en divisa les monastères en trente-six provinces.

Le royaume d'Aragon forma la neuvième, sous le nom de province tarragonaise; Narbonne, Toulouse Auch formèrent la quatrième, etc. (Longueval, Hist. de l'Égl. gall.). L'élection ci-dessus fait voir que les Bénédictins de notre diocèse, suffragant alors de Narbonne¹, étaient compris dans la quatrième province. Ce qui distinguait spécialement cette réforme, c'est que tous les trois ans, dans chacune des provinces, on élisait en chapitre provincial, au lieu d'un général, trois présidents. De plus, les abbés étaient à vie et non triennaux, comme dans la congrégation de Valladolid à laquelle notre monastère de Saint-Genis fut affilié, en 1504, après avoir été uni à celui de Montserrat, où cette réforme existait depuis onze ans (*Gall. christ., Marc.*, col. 340).

Mais avant la constitution de Benoît XII, Saint-Martin et les autres monastères du même ordre de ce diocèse, faisaient partie de la province bénédictine de Narbonne qui ne s'étendait pas hors de cet arche-

¹ L'Église d'Elne, primitivement soumise à la métropole de Narbonne, ne reconnut que le Saint-Siège, depuis 1514 jusqu'en 1517 où elle se rendit entièrement indépendante, comme bien d'autres. En 1564, l'évêque d'alors, obligé par le Concile de Trente de se choisir un métropolitain, se décida pour celui de Tarragone. Mais en 1678 l'évêché redevint, par ordre du roi, suffragant de Narbonne. Dès ce moment, la congrégation tarragonaise n'eut d'autre supériorité sur nos monastères de Saint-Martin, Cuixa et Arles, que celle d'envoyer un visiteur choisi dans l'un des trois. On va voir ce qu'était devenu Saint-Genis; et, quant à Saint-André-de-Surèda, il se trouvait uni à Arles depuis 1592.

vêché. (V. ci-dessus l'an 1312. L'Inv. n° 88, signale encore un chapitre provincial de Narbonne, où se trouvait un procureur de l'abbé de Saint-Martin, en 1321.

1460. Lettre du roi d'Aragon, Jean II, qui ordonne au lieutenant du gouverneur de Roussillon et à tous autres officiers, de faire exécuter des lettres apostoliques concernant l'union de l'abbaye de St-Michel à celle de Saint-Martin, et d'assister l'abbé des deux monastères dans la prise de possession de ladite abbaye de Saint-Michel et dans la reconnaissance de ses vassaux. Donnée à Fraga, le 6 décembre (Invent. 143).

1465, 19 avril. Privilège accordé par Louis XI à l'abbé des deux monastères de Canigo et de Cuixa, pour extraire du sel des salines de Canet, à leur usage, sans payer des droits (*Ibid.* 144). Confirmation de ce privilège dudit roi, le 14 mai 1468 (*Ibid.* 45). Cette union des deux abbayes paraît avoir cessé en 1471 (Inv. 143).

1467, 14 décembre. Lettres expédiées par le gouverneur de Roussillon, pour l'exécution de la faculté accordée à l'abbé de Saint-Martin, par le roi Martin, d'imposer pendant dix ans, des droits sur le pain, le vin et les marchandises, afin de subvenir aux frais de réparation des murs et forteresse du monastère (*Ibid.*, 153).

1519, 25 août. Permission accordée par le vicaire de l'évêque d'Elne de quêter pour les besoins du monastère (*Ibid.* 1507).

1523, 3 des cal de janvier. Indult apostolique accordé à l'abbé de Saint-Martin pour user de la mitre, de la crosse et des autres insignes abbatiales, de conférer la tonsure et les ordres mineurs aux novices et autres personnes dépendantes du monastère, de réconcilier les églises et les cimetières pollués avec de l'eau bénie par un évêque (Inv. 81). Avant cette

concession, les abbés de Saint-Martin n'avaient droit qu'à la crosse ¹.

1592. Union du prieuré de *Saint-Estève-del-Monastir*, du *Mas* de la Garrigue et de N. D. de Mudagons, avec leurs dépendances, au monastère de Saint-Martin. (Inv. de 1787, p. 30).

Saint-Estève était une abbaye en 995 (cartulaire de l'église d'Elne). Par un abus digne de ces temps de barbarie, elle tomba entre les mains de Bernard Taillefer, comte de Bésalu, qui, en 1020, la légua par testament à ses descendants, dans ledit comté ou dans celui de Cerdagne (Marca, col. 177). Cette abbaye, rentrée dans la juridiction spirituelle vers

¹ Il paraît même que nos abbés ne commencèrent à user de ce droit que postérieurement à 1503. Ce qui nous le fait penser ainsi, c'est que sur trois abbés, dont on voit les sarcophages ornés de bas-reliefs, au sommet du mausolée du comte, dans l'église de Castell, celui dont l'épithaphe porte la date susdite, est représenté sans crosse, tandis que d'un autre côté, son successeur immédiat, mort en 1514, en est décoré, et que parmi les religieux qui entourent son cercueil, figure aussi un successeur avec cette insigne. Le troisième sarcophage offre de même deux abbés crossés, que nous devons croire moins anciens que les précédents, quoique aucune inscription ne nous les fasse connaître; et il se pourrait bien que le défunt fût ce Bérenger de Colomer, qui en 1552 réunit les restes du comte et de sa femme dans le nouveau monument qu'il leur fit élever. Il se pourrait aussi que quelqu'un de ces abbés appartint à Saint-Michel de Cuixa.

Comme les deux épithaphes se trouvent hors de portée, et qu'il n'est pas facile à tout le monde de les déchiffrer, on n'en trouvera pas sans doute la transcription déplacée dans cette note.

A droite. *Anno Domini MCCCIII, viij cal. madii, obiit Fr. Guillelmus de Serbolis, Dei gratia, abbas istius monasterii, una cum fratribus Petro et Bernardo clericos*. Requiescant in pace.*

Au milieu, plus haut. *Anno Domini MCCCXIV, III non. augusti, obiit Arnaldus de Corbiaco, quondam abbas monasterii Sancti-Martini-Canigonensis; cujus anima requiescat in pace.*

* *Clericos* pour *clericis*. De pareils solécismes et bien d'autres abondent dans le latin du moyen-âge. On lit, par exemple, *De pagenses, nec de clericos*, dans une charte de l'an 1071. *Marca hisp.* col. 1162.

l'an 1078, à ce qu'il paraît, fut soumise à l'obédience de N. D. de la Grasse, sous le simple titre de prieuré (*Ibid.*, col. 462; *Gallia*, t. 6, 434).

1624. L'abbé Don Soler de Armendaris et ses religieux tirent la châsse de saint Galdéric, gardée jusqu'alors dans le trésor de la sacristie, et la transportent dans une chapelle du cloître qui servait de salle capitulaire (Poc, p. 76).

1642. Pendant que Louis XIII assiégeait Perpignan, le même abbé alla lui présenter ses hommages à Saint-Estève, où il logeait chez le nommé Pauquès. Le roi lui ayant demandé une relique de saint Galdéric, l'abbé, d'accord avec sa communauté, lui donna un des os radius de ce saint (Invent. de 1787, page 52).

1649, 30 mai. A partir de ce jour et pendant plus de cinquante ans, le roi fit administrer et percevoir les revenus de l'abbaye par des séquestres, au lieu d'abbés ¹.

1685. La ville de Perpignan, en reconnaissance des faveurs qu'elle recevait de saint Gaudéric, retint cette année le montant des dons et offrandes dont on l'avait comblé, pour lui faire édifier et garnir une chapelle à Saint-Martin, joignant l'église du côté de l'épître (Pl. 1. V. le biographe anon., p. 198).

¹ Voici les noms de ces séquestres royaux, avec les dates que nous avons pu trouver : Fr. Benott de Manylich, prieur de Saint-Sauveur-de-Bréda (dioc. de Gironne) nommé séquest. le 30 mai 1649; 10 juillet 1651. — D. François de Montpalau, abbé de Banyolas (même diocèse) 1659, mort en 1674. — Fr. Sauveur Balaguer, prieur de Saint-Michel, 1685, 14 juin, conjointement avec le suivant. — D. Joseph Viladat, abbé de Saint-Michel, mort en 1692. — D. Joseph Margarit, abbé élu (et non confirmé) 1692, successeur du précédent, conjointement avec le Fr. Sauveur Balaguer, susdit.

1698. Dom Pierre Pouderoux, moine de Caunes, abbé de Camprodon, avant d'être nommé à Saint-Martin, trouva ce monastère dans un état si déplorable qu'il dut y rappeler la discipline régulière, améliorer le temporel et restaurer les édifices (*Gall. christ.*) Le biographe de saint Gaudéric nous apprend en outre, p. 168, 171, qu'un des premiers soins de cet abbé fut d'entreprendre à ses frais l'établissement d'un hôpital militaire et des logements aux bains de Vernet où il n'y en avait pas du tout; qu'il remit sur pied la maison abbatiale devenue inhabitable, et fit réparer le chemin du monastère que les ravines avaient rendu presque impraticable.

Délibération de la communauté de Saint-Martin concernant sa
sécularisation qui lui paraît imminente.

1779, 4 novembre. Les religieux de Saint-Martin réunis en chapitre, sous la présidence du grand prieur, en l'absence de l'abbé, prennent une délibération dont nous allons donner le précis.

Considérant que, depuis dix ans, ils sont menacés d'être rendus à la vie séculière, ils conviennent de représenter au roi que, si cette mesure, qu'ils sont bien loin de désirer, a été irrévocablement décidée, leur position les force de demander qu'elle s'effectue au plus tôt, et tels sont les principaux motifs qu'ils se proposent d'alléguer à ce sujet.

«Leurs propriétés dépérissent, et la prudence ne leur permet plus d'en hasarder l'amélioration. La communauté étant réduite à cinq officiers claus-

traux ¹, presque tous trois âgés, et les uns et les autres plus ou moins atteints d'infirmités, en sorte que s'il en vient à décéder un ou deux, la régularité, le culte, l'acquit des fondations devront bientôt cesser dans le monastère. Les survivants ne pourront plus se secourir les uns les autres, et se verront exposés plus que jamais à être pillés ou assassinés par des brigands dans cette affreuse solitude, dont cette crainte même et la rigueur des hivers, de plus en plus insupportable à leur âge, finiront peut-être par les contraindre à chercher un autre asile. Pour peu d'ailleurs que leur rentrée dans le siècle soit retardée, ils seront hors d'état d'acquérir les moyens de s'y rendre utiles.

« En second lieu, ils sont d'avis de proposer qu'on leur conserve, en cas de dissolution, la jouissance des biens et revenus de leurs offices avec le surplus que l'abbé fournit, selon ses obligations, à la communauté, au monastère, à l'église même, consentant qu'il remette entre les mains d'un séquestre la somme à laquelle on aura évalué les denrées, redevances, vestiaire et sel qu'il est tenu de leur distribuer. Que si ce prélat aime mieux jouir lui seul de tous les biens et revenus des offices claustraux, il devra

² Il y en avait bien six ; mais le sixième, celui de chambrier, avait été conféré fort irrégulièrement, en 1772, à un enfant de moins de douze ans, M. Cursay de Bourdeville, moyennant une dispense de Rome ; l'official de Perpignan lui avait donné l'habit de l'ordre, et le pape avait permis au même official de recevoir ses vœux, quand il serait en âge de les faire. Et cependant, quoiqu'il n'eût jamais habité le monastère et qu'il n'eût jamais été reconnu par la communauté, cet intrus percevait le revenu de son office, et sa portion monacale lui avait toujours été payée par le dernier abbé, son parent (Note tirée du corps de la délibération).

s'engager à servir annuellement à chacun des titulaires une pension de 800 liv. franche et quitte de toutes charges, dont il augmentera le taux proportionnellement aux extinctions, jusqu'à ce qu'elle s'élève à 1400 liv. Pour prévenir toute difficulté sur l'époque où commencera cet accroissement, la valeur de chaque office claustral sera fixé ainsi qu'il suit : La grande prévôté, 2050 livres; l'aumônerie, 600; l'infirmier, 500; la sacristie, 300; la prévôté d'Aurella, 200; la chambrière, 200.

La présente délibération, faite en triple original, sera envoyée à, etc.

Signés : † Dom Sicart, sacristain, prieur claustral, vicaire-général.

† Dom Cavaillon, prévôt d'Aurella.

† Dom Terrats, grand prévôt.

† Dom Ay, infirmier.

† Dom François de Collarès, aumônier et secrétaire du chapitre. »

L'abbé, à qui cette délibération est soumise, la confirme et ratifie, avec la réserve de s'en rapporter à ce qui sera réglé par le roi sur la manière de pensionner les officiers claustraux (*Pièce datée de Toulouse, 10 du mois susdit (Extrait d'un des trois originaux).*)

1783, le 2 septembre, un membre du conseil souverain du Roussillon (M. de Capot) fut envoyé au monastère pour y opérer le dépôt des reliques, vases sacrés, ornements etc., jusqu'à l'arrivée du nouvel évêque, M. Dagay, et pour la recherche des titres et autres papiers

1783, 4 du même mois. Le curé d'Oléta, M. Solera, commissaire délégué par le vicaire-général de

Perpignan, s'étant rendu à Saint-Martin, lut à la communauté réunie les bulles de sécularisation. Cette lecture achevée, les religieux fondirent en larmes, en se dépouillant de la coule dont ils s'étaient revêtus ¹, et tous les assistants partagèrent leur émotion.

1785, 8 avril. Arrêt du conseil souverain, touchant la suppression du monastère. Il est dit dans cet arrêt que la cour avait enregistré (vers la mi-septembre 1783) les bulles données le 11 des calendes de février 1781 ², ainsi que les lettres patentes du mois d'avril 1782, concernant la sécularisation et suppression du monastère de Saint-Martin-de-Canigo et l'union des biens et revenus de la mense conventuelle à l'abbaye, le décret de l'archevêque de Narbonne, portant sécularisation, en date du 5 octobre 1782, confirmé par lettres patentes de novembre suivant et l'inventaire des vases sacrés, ornements, etc. de l'église, dressé le 2 septembre 1783. Ladite cour ordonne subséquemment que les vases sacrés, les vêtements sacerdotaux et autres effets et les livres de chœur, même celui qui contient les quatre évangiles avec l'exposition de saint Jérôme, écrit sur vélin, relié, in-4°, dont les couvertures sont en bois, couvert de plaques d'argent en relief, re-

¹ La coule était l'habit de chœur des Bénédictins ; mais pour le costume ordinaire, ceux de la congrégation tarragonaise ne se distinguaient des ecclésiastiques séculiers que par une sorte de scapulaire étroit qui leur pendait par devant jusqu'à la ceinture.

² Ces bulles furent mises à exécution, malgré l'opposition formelle des communes de Vernet, Castell, Cornella, Villefranche et Prades, dont les baillis avaient été consultés par un commissionnaire de l'archevêque de Narbonne, envoyé à Vernet pour l'enquête *de commodo et incommodo*.

présentant d'un côté un christ entre deux images , de l'autre une seule image et autres objets, demeureront à la disposition de l'évêque diocésain pour être distribués à telles églises qu'il jugera convenable , commençant par celle de Castell , jusqu'à ce qu'elle soit suffisamment pourvue. Ordonne en outre que le mausolée, la statue ou buste du fondateur du monastère qui est en marbre blanc, portant une inscription en lettres gothiques seront transportés de l'église principale de Saint-Martin , où ce buste est placé, dans ladite église de Castell ¹. Cette translation se fit le 11 août 1786.

La châsse de saint Galdéric, ainsi que le rétable , etc. , furent portés à Perpignan et placés dans la chapelle de l'église Saint-Jean, où nous les voyons. Le jour où cette relique fut enlevée du monastère fut un jour de deuil et de désolation pour les habitants de Vernet et de Castell. On n'entendait de tous côtés que des pleurs et des lamentations.

1787, 5 juin. Inventaire des titres, actes et autres papiers du monastère de Saint-Martin , dressé en vertu d'un arrêt du conseil souverain du 16 janvier précédent, par M^e François Serra, notaire de Perpignan , à qui ces titres et papiers furent remis, selon l'arrêt précité.

Nota. Il ne s'en trouve plus d'autres aujourd'hui que le fragment de cartulaire mentionné plusieurs fois , l'Inventaire de 1586, dont nous nous trouvons possesseur, et le Ms sur vélin appartenant à M. Henri.

¹ Le vandalisme révolutionnaire a détruit ce buste, en profanant la tombe, où il ne reste plus un seul ossement. De plus, l'építaphe, qui était couchée à terre devant le maître-autel, a été fort inconsidérément livrée, depuis peu, à un amateur.

Juridiction et revenus de l'abbaye.

L'abbé de Saint-Martin avait la juridiction spirituelle sur le territoire du vieux Saint-Martin, sur Vernet et sur Castell dont la cure était desservie par l'infirmier. Il était seigneur de ces lieux et des suivants, savoir : Marqueixanes, Egued, Odelló, Targassona, Vilalta, Aurellá et Los Masos, qui se composent des lieux del Royre, Juncet, Llunat et Avellanet.

A l'abbaye étaient encore annexés les prieurés de Saint-Romain-de-Llupia, de Saint-Estève-del-Monastir, de N. D. de la Garrigue et de N. D. de Mudagons qui en dépendait.

Elle possédait les alleux et les droits seigneuriaux que lui avaient légués le comte et d'autres bienfaiteurs, à Sahorra, Fulla, Ascaró, Bajanda, Estavar, En, Enveig, Evol, Eus, Belloc, Nyer, Arbussols, Trillá, Vinça, Ille, Thuir, Millars, Canet, Torrelles, Saint-Laurent et tant d'autres qui sont signalés dans ces notices, dans les chartes de Marca, etc.

Le chambrier était seigneur de Casafabre.

Le revenu de l'abbé valait environ 8,000 livres; celui des officiers claustraux allait depuis 700 jusqu'à 1,800 livres.

Ces officiers étaient à la nomination de l'abbé pendant les quatre mois ecclésiastiques, et à la nomination du pape dans les huit autres mois.

Liste des Abbés de Saint-Martin.

NOMS DES ABBÉS.	DATES CONNUES.	
	PREMIÈRES.	DERNIÈRES.
Oliba	1009	1014
Selna	1014	1044
Renard I.	1044	?
Guillaume I	?	1049
Miron	1050	1065
Renard II	12 cal. d'avril 1066	1076
Pierre I, ou Pr ^e Ermengaud.	8 cal. de mars 1080	4 id. de juillet 1084
Pierre II, ou Pr ^e Suniaire . .	5 id. de juillet 1084	1110
Raymond I, Valls, de la Grasse	Nones de févr. 1114	1114
Pierre III, de la Grasse . . .	Mars 1124	1152
Bérenger I, de la Grasse. . .	3 id. d'octobre 1157	3 id. d'octob. 1157
Raymond II, sacr. de Ripoll. .	 1159	1168
Gérald, frère de Raymond II.	10 cal. de déc. 1171	1171
Pierre IV	7 cal. d'octob. 1172	10 cal. de fév. 1212
Pierre V, Pierre d'Espira . .	10 cal. de mai 1212	12 c. de sept. 1250
Bernard	12 cal. de févr. 1250	1255
Pierre VI, ou Pr ^e de Sahorra.	10 cal. de mai 1258	17 cal. de déc. 1279
Pierre VII	Nones de mai. 1282	7 ides d'octob. 1290
Guillaume II	4 id. de février 1291	14 cal. de nov. 1299
Pierre VIII	10 cal. de janv. 1299	1299
Guillaume III, G. de Cervoles	9 cal. de mai. 1500	8 cal. de mai. 1505
Arnaud de Corbiac	15 c. de juill. 1505	15 non. d'août 1514
Bérenger de Colomer, ou P. Bérenger	5 id. d'octobre 1514	15 cal. d'oct. 1535
Raymond III, de Banyuls. . .	31 juillet. . . 1556	1556
Paul	10 cal. de juin 1558	1558

NOMS DES ABBÉS.	DATES CONNUES.	
	PREMIÈRES.	DERNIÈRES.
Pierre IX, ou P.-R. de Vernet	4 juin 1339	4 non. de janv. 1347
Raymond IV, ou R. Patau..	6 août 1348	13 avril 1360
Pierre X	7 mai 1360	7 mai 1360
Raymond V, ou R. Bérenger.	9 décembre . . 1360	28 janvier . . 1380
Pierre XI	5 non. de sept. 1384	 1385
François	 1386	21 novembre. 1390
Guillaume IV	9 avril 1391	20 août 1396
Marc de Vilalta	13 juillet . . . 1397	 1397
Guillaume V, ou G. Catala..	16 cal. de nov. 1397	22 juin 1403
Jean I, ou Jean Squerd . . .	14 mars 1407	 1441
Jean II, de Millars	4 juin 1442	 1468
Rodolphe de Lahire	5 cal. de mars 1474	 1474
Jacques de Banyuls	Fin de décem. 1484	Mort en 1506
Aloys, dit le card. d'Aragon, 1 ^{er} abbé commendataire . . .	 1506	 1513
Gaspard Borrell, <i>idem</i> , en 1513; régulier	28 avril 1513	Fin de juillet. 1522
Jacques Sirach	Mars 1522	m. 20 c. de j ^{et} 1534
Le card. Cesarini, abbé com- mand., depuis le 20 des c. d'avril 1522, survivancier de Js. Sirach, lui succède.	9 février 1534	 1540
Sigismond Paratge	 1552	 1554
Le cardinal Jacques, admi- nistrateur perpétuel.	 1558	 1558
Pierre XII	Veille des non. de janvier.. 1562	 1562
Onufre de Giginta	8 juillet 1577	m. 9 mai . . . 1594
Ange Juallar	9 août 1601	6 décembre . . 1623
Le docteur D. Melch. Soler d'Amendaris, coadjuteur du précédent	6 décembre . . 1623	Décembre . . . 1648

(LACUNE. V. ci-dessus, année 1649.)

NOMS DES ABBÉS.	DATES CONNUES.	
	PREMIÈRES	DERNIÈRES.
D. Pierre Pouderoux (P. XIII)	17 mai. 1698	m. le 28 août 1714
D. Augustin Llambi.	31 octobre . . . 1714	 1728
D. Ignace de Valls	 1728	 1759
D. Jacq. Bombes, de Millas, moine d'Arles	 1743	m. le 16 févr. 1764
D. Jean-Jacques de Durfort .	17 décembre . 1764	m. le 16 févr. 1779
D. Jean-Marie Grumet de Montpic, dernier abbé . . .	1 ^{er} septembre. 1779	Sécularisé en 1782, avec le monastère.

NOTES. — I. Les auteurs de la *Gallia christiana* ont commis plusieurs erreurs au sujet des abbés Pierre II, Raymond I et Raymond II, en citant à faux la *Marca hispanica*, comme on peut le vérifier.

II. Raymond III de Banyuls était un personnage distingué. Il fut député deux fois auprès du pape (Clément VI) par le roi de Maillorque Jacques II, pour traiter d'affaires concernant ce prince. Il accompagna à Montpellier et à Sant-Saloni la reine Constance, le roi même à Montblanc, et enfin des dames de la cour à Arles, en Provence, où elles devaient entrer dans quelques maisons religieuses (Charles aux Arch. de la Préfecture). La *Gallia* le porte comme abbé d'Arles en 1544 et en 1552.

III. Le cadre que nous avons cru devoir choisir pour cette liste des abbés, n'a pas permis d'y indiquer les documents d'où les dates sont prises ; mais on peut être assuré qu'elles résultent de longues et soigneuses recherches.

DESCRIPTION DE L'ABBAYE DE SAINT-MARTIN, PUBLIÉE EN 1787, par le docteur Carrère, dans son Voyage pittoresque en Roussillon.

« La position du monastère est pittoresque ; il est environné de
« rochers, de précipices ; mais on y voit avec étonnement les belles
« terrasses, les jardins en amphithéâtre que l'art y a construits, en
« tirant le plus grand parti du terrain le plus ingrat... On admire
« surtout un chemin superbe qui conduit du village de Castell jus-
« qu'au monastère : il est construit en terrasse, ayant la montagne
« d'un côté, des précipices profonds de l'autre, et soutenu par un
« mur construit avec art, assez large et d'une pente assez douce pour
« qu'une voiture puisse y passer sans danger ¹ et parvenir jusqu'au

¹ M. Carrère fait ensuite une étrange bétise, en attribuant à l'abbé dom Llambi, la construction de ce chemin, exécutée, dit-il, quarante ans avant l'époque où il écrit, et par conséquent en 1747 ; or cet abbé était mort en 1728 et notre auteur était né en 1740.

être rétabli à peu de frais. La voûte (gothique) du bassin est en très bon état ¹. »

1778. Après la sécularisation du monastère de St.-Martin, l'abbé M. Grumet de Montpie, considérant que les bains de Vernet étaient en très mauvais état, que les bâtiments qui les renfermaient tombaient en ruine, et que ceux qui les environnaient étaient presque détruits, les bailla à titre d'emphythéose au docteur Pierre Barrera, de Prades pour une censive annuelle de 6 liv. et 400 liv. de droit d'entrée en possession. Il permit à l'acquéreur de couper dans les forêts de l'abbaye le bois et les autres matériaux nécessaires pour les réparations, le tout sous la condition expresse que les bains seraient gratuits pour les habitants de Vernet et de Castell, et pour les pauvres. Acte reçu par Me Serra, notaire, le 12 avril de l'année ci dessus.

M. Barrera se hâta de restaurer soigneusement le bâtiment voûté. Une maison d'habitation fut adossée à la principale façade exposée au midi. La piscine fut comblée, et sur la place qu'elle avait occupée s'élevèrent huit cabinets contenant des baignoires en marbre du pays, ou des bassins à douches. Auparavant, dit-il, les baigneurs ne pouvant se rendre au village, au sortir des bains, n'avaient pour s'abriter et se coucher qu'une baraque jonchée de paille. M. Barrera s'occupa encore de la direction et de la distribution des eaux et d'autres perfectionnements.

1797. Le 26 octobre, M. Barrera vendit les bains à M. Morat d'Estagell. Ce nouvel acquéreur renchérit sur les améliorations de son prédécesseur. En 1833, on trouvait aux bains quatorze cabinets à baignoires. La maison d'habitation était réparée et agrandie. Il y avait vingt-une chambres, dont dix à cheminée, et un salon de réunion commune, etc. Voir pour plus de détails le traité précité du docteur Anglada.

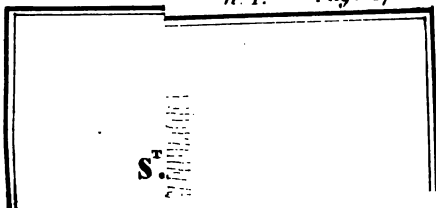
1833. M. Mercader commença l'établissement des bains qu'il possède et régit.

1834. M. Morat vendit le sien à MM. Couderc et de Lacvivier. On sait combien de commodités et d'agréments présentent aujourd'hui ces deux beaux et vastes établissements.

PUIGGARI,

correspondant de l'Académie des sciences de Toulouse
et d'autres sociétés savantes.

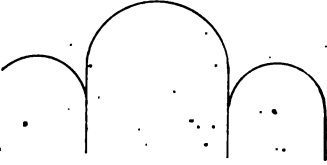
¹ D'après le docteur Anglada (*Traité des eaux minérales*, etc., 1855, t. 1, p. 185), l'édifice voûté est un parallélogramme dont le grand côté dirigé de l'est à l'ouest, offre, dans œuvre, environ 14 m. de longueur et environ 7 de largeur. La voûte est élevée d'environ 8 m. 7 au dessus du sol, et les murs ont dans la partie basse 1 m. 5 d'épaisseur.





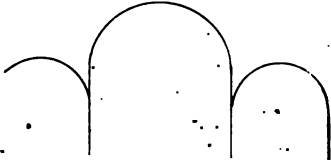
11°2. Page 176

30





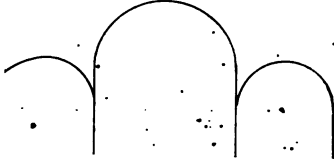
30







50





Année 1847.

Séance publique du 7 novembre 1847.

DISCOURS

Du Président de la Société des Pyrénées-Orientales.

MESSIEURS,

En substituant au titre de *Société Philomatique de Perpignan*, qu'on avait adopté dans le principe, celui de *Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales*, on a mieux caractérisé notre association et précisé le but qu'on se propose d'atteindre. On sympathise et s'identifie ainsi en quelque sorte avec le plus grand nombre de sociétés savantes, dont les travaux ont presque uniquement pour objet l'agriculture et l'industrie. On exprime qu'avant tout son existence doit être utile.

L'agriculture, Messieurs, que nous voulons surtout encourager, en assurant le bien-être des peuples, est la base fondamentale de la force et de la durée des États.

La vie des champs entretient constamment dans l'homme les principes de morale et la pensée religieuse. Celui qui, loin des agitations du monde et des grandeurs, consacre son existence aux travaux

de la terre, attend tout du ciel. Son âme s'élève vers l'Être supérieur qui dispose des saisons. Si les éléments, favorables à la culture, lui font recueillir d'abondantes moissons, sa famille réunie au foyer domestique exprime à Dieu sa gratitude. Et quand l'orage éclate, quand la tempête détruit ses espérances, sa pieuse résignation lui fait regarder ce désastre comme une épreuve, un châtiment. Ainsi, dans la prospérité, dans le malheur, l'homme des champs adresse au ciel sa prière d'action de grâces ou l'expression de son repentir.

Non seulement sa vie est morale, mais il puise la vigueur, la santé dans l'exercice journalier de ses forces physiques. On voit rarement dans les campagnes des corps frêles, des tempéraments énervés, comme dans les villes, où tant d'objets excitent l'envie, irritent les désirs et font malheureux ou coupable, celui qui ne peut les satisfaire. Et ne doit-on pas vivement regretter que l'utile, l'indispensable laboureur abandonne sa modeste chaumière et les travaux agricoles, qui lui assurent un honnête salaire, pour se précipiter vers les grandes populations, où l'encombrement dans toutes les professions, des habitudes, des besoins inconnus au village rendent son existence précaire! Les relevés statistiques font connaître que, de 1800 à 1836, la population des villes s'est accrue d'un quart, celle des campagnes à peine d'un cinquième. Les charges publiques pesant presque en entier sur la propriété, l'aristocratie financière substituée à la territoriale, l'ambition dans toutes les classes, la vanité des parents, le mode d'éducation... tout tend à ce fâcheux résultat, d'un si grand poids dans les destins futurs de notre patrie.

J'ai dit l'éducation, et en effet, Messieurs, ce n'est que depuis peu qu'on s'est occupé de créer des écoles spéciales d'agriculture à portée de toutes les conditions. Entra-t-elle jusqu'ici pour quelque chose dans l'instruction primaire, dans celle des écoles supérieures et des collèges? On y enseigne les langues anciennes, les sciences, les mathématiques; on s'occupe essentiellement de littérature, des beaux-arts. Tout concourt à diriger les vues des jeunes gens vers des positions sociales plus élevées que l'humble état agricole, et pourtant quel état est plus digne de considération! N'y a-t-il pas autant de gloire à améliorer une charrue, à inventer un nouvel instrument agricole qu'à perfectionner une arme de guerre, à trouver de plus actifs, de plus énergiques moyens de destruction! Les découvertes de l'agriculture restent; ce sont des bienfaits éternels pour l'humanité. Que reste-t-il des guerres, des invasions, des conquêtes les plus éclatantes? de vastes territoires ravagés, des milliers de victimes, de l'ambition ou de la haine; partout ruine et désolation. A ces désastreuses époques, les sciences, les arts reculent, et bientôt s'évanouissent les progrès de plusieurs siècles; l'histoire a consacré ces tristes vérités. Quels furent, en effet les déplorables résultats de l'invasion des Barbares dans le ^{ix}^e siècle? L'ignorance, la férocité des peuples chasseurs et pasteurs, long-temps refoulés par les Romains dans les forêts au delà du Rhin et du Danube, triomphèrent de la civilisation, et plongèrent l'Europe dans les ténèbres jusqu'au règne éclatant de Charlemagne. Après lui, la France divisée, jouet de l'ambition des possesseurs de grands fiefs sous le régime féodal,

bouleversée dans ses longues luttes contre son éternelle rivale d'outre-mer, déchirée plus tard par les guerres de religion, n'a vu renaître et fleurir les sciences et les lettres qu'au siècle de Louis XIV. Sous la puissante égide de Colbert, l'agriculture et le commerce firent aussi des pas immenses. A ce grand génie sont dûs les actes fondamentaux et les mesures réglementaires, d'où jaillirent ces deux sources fécondes de la vie des États. La paix est nécessaire à leur prospérité. Le sage, le philanthrope font des vœux pour sa longue durée. Elle favorise l'élan de l'esprit humain vers l'industrie ; elle permet à l'expérience de consacrer les essais d'un intelligent système agricole.

De ces considérations générales sur la plus noble, la plus importante destination de l'homme, passons à l'examen de l'état actuel de l'agriculture, et cherchons par quels moyens il sera possible d'élever ses produits au niveau de l'accroissement rapide de la population. La France a 35 millions d'habitans dont la consommation moyenne en céréales est de trois hectolitres, indépendamment des légumes, de la viande, du poisson. Le produit net des 20 millions d'hectares en culture, déduction faite de la quantité nécessaire aux semences et aux exploitations industrielles, ne va pas au-delà de 105 millions d'hectolitres qui ne sont point en rapport exact avec cette population, car, de 1820 à 46, on a importé du blé pour des sommes considérables. Nous posons donc en principe, sans entrer dans des calculs inopportuns, que « les produits actuels de la France suffisent « moyennement à la consommation » ; mais on sait que l'accroissement annuel est d'au moins 162,000

individus, ce qui, dans 40 ans, donnera 10 millions, ou près d'un tiers en sus. Il faut donc songer à l'avenir, puisqu'on devra alors obtenir 30 millions d'hectolitres de céréales de plus qu'aujourd'hui. Cette grande question et, si nous osons le dire, cette effrayante perspective, pour la France surtout, où l'on fait du pain le principal, l'indispensable aliment, doit vivement préoccuper le gouvernement et donner lieu aux méditations des sociétés d'agriculture. Mais comment satisfera-t-on aux besoins des excédents annuels de la population?

S'adresser aux nations étrangères? ce serait appauvrir la France sans réciprocité d'échange, et s'exposer à manquer de grain en cas de guerre.

Former des dépôts de réserve? on se jetterait dans une énorme dépense d'emménagement et d'intérêts du capital d'achat, qui rendraient des grains défectueux, plus chers que ceux provenant de l'extérieur même dans une année de disette.

Reste le défrichement; ressource éphémère et bornée, car, si de 7 millions d'hectares existants en terres incultes, on retranche 2 millions de pentes rapides ou d'escarpements, qu'on doit bien se garder de défricher, et 4 millions de landes, uniquement propres à des plantations, il ne restera guère qu'un million d'hectares en terres susceptibles de culture avantageuse. L'hectare donnant, moyennement, en France, 5,70 ¹ ou pour un million d'hectares, 5 millions 700,000 hectolitres, onze années suffiront pour les absorber, en attribuant à chaque individu trois hectolitres annuels. Ainsi, au bout de onze à douze

¹ En tenant compte des jachères en usage dans la plus grande partie de la France.

années, tous les défrichements possibles seraient opérés, et l'embaras se reproduirait.

C'est donc uniquement dans l'amélioration des terres actuellement exploitées, sans exclure toutefois la ressource des défrichements, qu'il faut chercher le remède radical. On ne saurait douter du succès quand on connaît le produit des terres cultivées avec intelligence dans des contrées dont le sol est loin de valoir celui de la France. Ainsi, du parallèle des produits avec l'Angleterre, il résulte que l'hectare y donne en céréales jusqu'à 20 pour 1. En France, la moyenne est au-dessous de 8¹. En Angleterre, le revenu des terres va jusqu'à 720 fr. par individu employé à la culture. Il n'est, en France, que de 180 fr. Comment diminuer ou faire disparaître cette énorme différence? Une seule voie est ouverte, celle de l'engrais. Le moyen d'en obtenir? c'est l'augmentation de bétail. Sa conséquence? un assolement dans lequel les plantes fourragères entrent en plus forte proportion que dans l'état présent. Vouloir arriver à de grands résultats par des combinaisons, des procédés de détail, de culture, serait illusoire. On sait que le rapport des plantes épuisant la terre à celles qui l'améliorent, ou qui servent à la nourriture des bestiaux, est de 20 à 6. La suppression des jachères, la culture d'une partie des terres consacrées aux céréales, en prairies naturelles et artificielles établiraient l'équilibre. Mais à l'engrais, il faut joindre l'irrigation, sans laquelle les prairies ne donnent qu'un faible produit. La France a de

¹ Moyenne du produit des terres semées en céréales, dans les bonnes années.

grands pas à faire pour en organiser complètement le système. Il n'y a cependant d'autre difficulté que la dépense, car son territoire est sillonné de cours d'eau. Ainsi l'irrigation, l'engrais, doivent être les objets les plus importants des vues, des travaux des forts propriétaires ; car, pour des expériences, pour des essais pratiques, plus concluants que les théories, la puissance des capitaux est la plus sûre garantie du succès en agriculture comme dans l'industrie.

Malheureusement le bétail n'existe, en France, que dans des proportions insuffisantes avec les terres cultivées. Les économistes voudraient un bœuf ou l'équivalent par hectare ; la France n'en possède que la moitié, moins même, puisqu'en cotant quinze moutons ou douze cochons par tête de gros bétail, on n'en trouve que 15 à 16 millions très mal nourris.

Tels sont, Messieurs, les moyens de pourvoir un jour aux besoins d'une population toujours croissante, et de se mettre à l'abri de ces famines jadis fréquentes, dont, grâce à l'inappréciable bienfait de l'introduction de la pomme de terre dans l'alimentation, le retour est infiniment plus rare. Aussi, la maladie de ce précieux tubercule est-elle considérée comme une grande calamité, dont plusieurs contrées et surtout l'Irlande, ont déjà cruellement éprouvé les effets. Tout porte à croire qu'elle se renouvellera cette année.

Nous ferons une rapide application de ces principes, de ces considérations, au département des Pyrénées-Orientales.

Pour une population de 174,000 âmes, le sol devrait donner en céréales 522,000 hectolitres. Il en donne moyennement 400. Déficit, un quart. A la

vérité, le produit des pommes de terre et des légumes verts et secs, l'abondance des fruits, la part de viande et de poisson dans la nourriture du Roussillonnais, plus forte que dans la généralité des autres départements, compenseraient bien ce résultat, si l'énorme exportation des deux premiers articles ne nous privait d'une précieuse ressource, qui nous mettrait tout à-fait en état de nous passer d'avoir recours à l'extérieur.

La surface du département est de 412,000 hectares. Celle des terres cultivées en céréales, en vignes, prairies naturelles, exploitées, ne va pas à 200,000. Il y a donc plus de la moitié du département en terrains, dénués de culture, ou non susceptibles d'emploi, si ce n'est pour paccage, quand les localités le permettent. La place ne manque pas pour opérer des défrichements, des reboisements de montagnes, et tirer parti du sol; mais les bras manqueraient. Il paraît donc plus rationnel, c'est même une nécessité, de s'attacher à augmenter le rendement des terrains maintenant en culture. Il faut, dès lors, réduire, autant que possible, la jachère, étendre l'irrigation qui fertilise déjà de vastes parties du territoire et que des projets à l'étude ont pour but de doubler; enfin accroître, perfectionner les engrais.

Nous sommes naturellement amenés à la question du bétail, correspondant aux terres exploitées. Le département est loin d'en posséder la quantité nécessaire. Au défaut d'une statistique bien établie des bestiaux de toute nature, il faut nous borner à un simple aperçu, et même l'arrondissement de Perpignan est le seul où nous puissions formuler un rap-

port entre les terres cultivées en céréales, en prairies, et les bestiaux destinés à l'exploitation, les deux autres arrondissements, et surtout celui de Prades, élevant beaucoup pour la vente sur des pacages naturels.

Le premier arrondissement a 3.000 têtes de bêtes bovines, 155,000 ovines, 12,000 chevaux, mulets, ânes, 18,000 cochons ou chèvres, ce qui, en rapportant tout à l'unité de gros bétail, bœuf ou cheval, suivant l'usage, forme un total de 24,000 têtes. Or, le premier arrondissement a plus de 50,000 hectares en culture, ne comptant même les vignes que pour un quart de l'engrais ordinaire. Ce n'est dans la plaine du Roussillon, au plus, qu'une tête pour 2 hectares. La cote moyenne pour toute la France, cote reconnue fort insuffisante, est de plus d'un demi par hectare. Nous avons donc beaucoup à faire pour arriver au but, et nous devons, avant tout, accroître considérablement la culture fourragère. Elle n'est guère, en ce moment, que le $\frac{1}{10}$ du total, tandis qu'on pose en principe qu'il faudrait la porter au tiers, au moins au quart. Alors seulement nous pourrions dire que nous tirons parti d'un sol où le chêne-liège et l'olivier sont des produits naturels, et qui se prête à toutes les cultures, depuis le sarrasin jusqu'au riz, dont l'essai vient de réussir cette année dans les marais de Salces.

Le département des Pyrénées-Orientales, est en quelque sorte hors ligne pour la culture de la vigne qui peut y venir partout, et dont il est à craindre que, depuis l'introduction de nouveaux cepages d'un rendement très abondant, l'appât d'un produit supérieur à celui des céréales, n'envahisse les terri-

toires même à l'arrosage qui lui sont consacrés. Nous regretterions vivement de voir ainsi sacrifier des fonds si fertiles, qu'on pourrait généralement les métamorphoser en jardins, cet emploi dût-il enrichir les propriétaires; car, avec de l'or, on ne surmonte pas tous les obstacles, et il peut arriver telle circonstance qui oblige à vivre du produit du sol dans chaque localité. Ce serait alors une immense calamité que de manquer de céréales.

Je ne saurais passer sous silence une branche essentielle de notre industrie agricole : le jardinage qui prend un essor qu'on pourrait taxer de déraisonnable, si l'établissement très probable d'un chemin en fer n'offrait une garantie de la facilité du débit. Ce genre de culture laisse néanmoins beaucoup à désirer, et nos jeunes jardiniers devraient aller à Paris ou dans des localités, renommées pour l'horticulture, puiser des connaissances qui feraient disparaître de vieilles routines, et introduiraient des procédés inconnus de leurs devanciers. Ainsi favorisé par le climat, la chaleur, l'irrigation, ce beau département, au moyen de quelques améliorations dont l'exécution dépend de la volonté de ses habitants, n'aura rien à envier à aucun autre sous le rapport agricole.

Que ne puis-je en dire autant du commerce et de l'industrie! Ici, Messieurs, nous avons de pénibles regrets à exprimer. Et comment n'en aurions-nous pas, quand l'histoire est là pour constater la célébrité des manufactures de soie et de lainage du Roussillon pendant plusieurs siècles? pour nous faire connaître l'étendue de ses relations commerciales, ses vaisseaux sillonnant dans tous les sens la Médi-

terranée, la Mer-Noire, s'élançant hors du détroit jusqu'aux mers de Guinée, pour nous montrer son influence, son action respectées sur les côtes d'Espagne et d'Afrique, où ses bâtiments armés opéraient de concert avec les flottes des rois d'Aragon ! Comment ont disparu cette puissance et cette prospérité industrielle ? des guerres incessantes et toujours dévastatrices sur une frontière, une faible population absorbée par les besoins de l'agriculture, la jalouse concurrence des provinces voisines, interdisant la sortie des produits manufacturés, amenèrent ces funestes résultats. L'abandon des plantes propres à la teinture et à la fabrication, telles que la garance, le pastel, la gaude et le chardon, avantageusement cultivés pendant des siècles, en fut la conséquence. Ce serait faire injure à l'instruction, à la capacité des Roussillonnais, que de mettre en doute qu'il dépendrait de leur goût, de leur volonté de faire renaître parmi nous des industries qui y furent long-temps en honneur. Le succès est certain s'ils rentrent dans la lice, n'ayant à combattre que des rivalités de talent ; et n'a-t-on pas sous les yeux l'exemple de la prospérité des établissements manufacturiers récents de la Villeneuve ! l'exploitation des abondantes mines de fer et autres métaux de nos Pyrénées, celle des carrières de nos innombrables variétés de marbre, mis en œuvre dans deux ateliers dont les produits sont remarquables ; les tanneries, les fabriques de bouchons, les distilleries et par dessus tout, l'éducation des vers-à-soie, ouvrent un vaste champ aux spéculations, au génie industriel. Je ne puis cependant m'empêcher d'adresser à cette population si intelligente le reproche

de ne pas tirer parti de toutes les ressources de sa position. Bornons-nous à citer l'art séricicole. Dans quelle contrée a-t-il, plus que dans le Roussillon, des chances de réussite? Eh bien! au lieu de progresser, il fait, j'ose le dire, des pas rétrogrades. Exploité par quelques éleveurs sur une grande échelle, on ne le voit point se populariser, descendre au modeste rôle, qui peut seul néanmoins par sa généralité, lui valoir l'état prospère auquel cette extension l'a porté ailleurs. On fait de tous côtés des plantations de mûriers qui croissent rapidement sur les terrains les plus aspères; une grande partie des produits reste intacte : ils seraient exploités jusqu'au dernier, et cette culture prendrait un immense accroissement, si chaque petit propriétaire occupait les loisirs de sa famille à élever des vers-à-soie.

Les sciences, les arts libéraux, que la Société des Pyrénées-Orientales honore et cultive, entrent dans le programme de son institution. Nous devons aux savants archéologues qui en font partie la connaissance d'une foule de faits intéressants que recélaient les antiques et volumineuses archives des couvents, du notariat et de l'Intendance. Les laborieuses recherches de notre collègue, M. de St-Malo, appréciées par les ministres de l'Intérieur et de la Marine, ont reçu des éloges flatteurs. Non seulement l'histoire y trouve des renseignements précieux, mais, en nous montrant ce que furent nos pères et l'état du commerce dans les XIII^e et XIV^e siècles, en nous indiquant des cultures, des produits maintenant négligés ou perdus, ils nous remettent sur la voie et nous encouragent à reproduire ce qui eut jadis tant de succès.

Les productions littéraires ont été fort rares cette année. L'époque présente n'est point favorable aux belles-lettres : les muses, effarouchées des penchans sérieux de la génération qui arrive, des débats politiques qui envahissent tous les journaux et de la gravité des évènements qui menacent d'ébranler le système social, ne savent où trouver un asile ; car sur toute la surface du globe, les idées positives, les intérêts matériels, les calculs de la spéculation, ont remplacé les douces illusions de la Poésie, décrié les inspirations lyriques, les chants élégiaques, et détruit tout le charme des réunions purement littéraires, aussi rares aujourd'hui qu'elles furent répandues dans le siècle dernier.

Fidèle à son titre, la Société des Pyrénées-Orientales s'empressera d'encourager tous les talents. Elle se plaira à louer, à appuyer de son suffrage les découvertes, les améliorations utiles, et à favoriser la production de nouveaux éléments de prospérité. Nous avons cette année jugé dignes d'une haute marque de satisfaction :

Le forage de la place St-Dominique, à Perpignan, qui alimente une fontaine publique, autour de laquelle se presse constamment une population reconnaissante. Je suis heureux d'être son interprète envers M. Fauvelle, inventeur d'un procédé de forage aussi rapide qu'économique.

La greffe du chêne-liège sur le chêne-vert, opérée avec succès après de longues tentatives par M. Thorrent, d'Oms. C'est une découverte des plus intéressantes pour notre département.

Les belles plantations et pépinières d'oliviers de M. Jean Carcassonne, à Cabestany, et celles très con-

sidérables de châtaigniers, oliviers et autres espèces d'arbres de M. Braquemart, à Prades.

Les exploitations remarquables de M. Girvès, propriétaire, à Lló, dans la Cerdagne, et de M. Sébastien Pagès, à Palau et aux Cabanes.

La fabrique de chocolat à la vapeur de M. Vallarino, à Perpignan, qui donne une extension considérable à une branche de commerce assez importante pour le pays.

Ces objets ont obtenu des primes et des médailles en argent que nous allons décerner. Nous nous plaçons à rappeler que M. de Pleville a déjà reçu cette distinction pour l'exploitation bien entendue des mines de houille de Segure, et M. Conte pour les produits de plus en plus perfectionnés de sa briquetterie statuaire et architecturale.

La Société a aussi accordé des médailles de bronze pour la confection satisfaisante de dentelles et d'ingénieux ouvrages de sculpture en bois sur racines.

Si nous n'avons pas cru pouvoir signaler, comme devant être adoptés, des changements proposés pour nos charrues actuellement en usage, nous apprécions néanmoins les efforts de MM. Carcassonne, fils, Estirach et Bachès; et c'est un devoir pour nous de mentionner honorablement leurs essais de perfectionnement des instruments aratoires. Les expériences faites en présence d'une réunion d'agronomes, ont fourni une nouvelle preuve de la supériorité des charrues Rouquette et Dombasle. Nous saisisons cette occasion de recommander l'emploi de la houe à cheval de M. de Moux, que MM. les inspecteurs d'agriculture estiment de voir produire une économie de 60 pour cent sur les travaux des vignes.

Pour remplir dignement la tâche qu'impose à la Société l'œuvre éminemment utile qu'elle a entreprise, il faut que le zèle de ses membres se ranime, que notre appel soit entendu de tous, qu'ils comprennent l'importance de la direction nouvelle vers l'agriculture et l'industrie, maintenant objets principaux de toutes les associations.

Mais ce zèle, ce dévouement, ce concours de lumières, que nous réclamons, n'atteindra que difficilement et très imparfaitement le but, sans la ferme et constante protection de l'autorité supérieure, sans l'intelligente libéralité du conseil général. Il est à regretter que, malgré nos justes demandes, on n'ait pas voulu cette année dépasser la mesquine allocation de 300 fr., dont l'extrême insuffisance est bien connue. On n'ignore pas qu'elle est partout ailleurs beaucoup plus forte. Ainsi, dans les départements voisins, on l'a portée à 1.600 fr. dans l'Ariège; 3.000 fr. dans l'Aude. La société de Loir-et-Cher dispose de 18.000 fr. Quelle récompense, quel encouragement peut accorder celle des Pyrénées-Orientales, quand elle n'est pas en état de solder les frais d'impression de ses bulletins? Son existence paraît-elle sans importance, sans utilité? Pense-t-on contrairement à l'opinion générale qu'il ne peut résulter de ces associations aucun profit pour les sciences, l'agriculture, l'industrie? il est rationnel de supprimer la subvention. Nous rentrerons alors dans l'obscurité quand on s'efforce partout ailleurs d'en sortir; et ce département retombera sous la pierre tumulaire, qu'ont tenté de soulever des cœurs généreux, amis de leur pays, passionnés pour sa gloire. Mais ayons confiance dans l'avenir. Les ministères de l'agriculture

et de l'instruction publique nous ont compris dans la répartition annuelle de secours et de primes. On nous promet une ferme-école à laquelle on adjoindra une école d'irrigation. Espérons que l'autorité et le conseil-général prendront des mesures pour la réalisation de ces bienveillantes dispositions. Nous les seconderons, non pas seulement par une vaine inscription de notre nom sur la liste des membres d'une société savante, mais par un concours actif, soutenu, qui les rende utiles. Ces sentiments, Messieurs, sont dans vos cœurs; je n'en suis que l'interprète. Vous rougiriez de rester stationnaires dans ce siècle de mouvement. Et si le Roussillon, notre patrie, ne peut voir renaître sa splendeur et cet éclat dont les rayons ont percé la nuit des temps, ayons la noble ambition de l'élever à un rang distingué. Rivalisons de zèle et d'ardeur pour qu'elle marche à grands pas dans la voie des améliorations et du progrès.

GREFFE DU CHÊNE-LIÈGE SUR LE CHÊNE-VERT.

M. Companyo, rapporteur.

De toutes les découvertes dont l'agriculture doit s'enorgueillir, il n'en est aucune qui, par ses résultats, puisse être comparée à la greffe.

Mais si elle a enrichi les vergers, les jardins, de ces belles espèces d'arbres fruitiers, qui augmentent

les jouissances de l'homme en même temps qu'elles forment une source nouvelle de bien-être et de richesse, on doit reconnaître que la plupart des essences qui peuplent nos forêts n'ont pas reçu jusqu'ici d'améliorations appréciables de la transmutation opérée par le greffage, il n'en sera pas de même désormais, grâce à une découverte des plus importantes que je suis heureux, Messieurs, d'avoir à vous faire connaître.

Parmi les arbres qu'on cherche à reproduire, soit par plantation de jeunes sujets, soit par semis, on doit placer le chêne-liège au premier rang.

Cet arbre séculaire, si vivace, dont l'écorce précieuse augmente de valeur avec l'âge, est très long à venir; mais, une fois développé, il s'empare à toujours du sol aride, ingrat, sur lequel il se trouve et que sa présence transforme en propriétés d'un revenu considérable, sans aucune espèce de culture. C'est ainsi que l'a considéré un de nos savants collègues très compétent en pareille matière ¹.

A côté du chêne-liège, se trouve, le plus souvent, le chêne-vert, soit que l'on considère ce dernier arbre comme bois de charonnage, de chauffage, ou comme produisant dans la plante rachitique la matière nécessaire pour la mégisserie, soit que le terrain sur lequel il vient naturellement ne soit susceptible d'aucun produit, il est de fait que cet arbre occupe une quantité énorme de côteaux, où le chêne-liège se propagerait rapidement. On a, dès lors, senti l'avantage d'essayer la greffe sur un arbre que l'affinité végétale rapproche du chêne-liège; mais la greffe du chêne, en général, a été consi-

¹ Voir le Mémoire sur le chêne-liège, de M. Jaubert de Passa.

dérée, jusqu'à ce jour, comme une opération très-incertaine et fort difficile; c'est dans ces termes que s'exprimait M. Bosc, l'un de nos plus savants agronomes. Ce que la science cherchait depuis Columelle, et ce que les plus habiles praticiens n'avaient pas su trouver, est désormais un fait acquis, grâce à l'application et à la sagacité d'un cultivateur du département. Le sieur Joseph Thorrent-Ricard, fils du maire de Villemolaque, et propriétaire à Oms, pratiquait avec succès la greffe sur ses arbres fruitiers; il en étudiait avec soin les phénomènes pour en varier les résultats. Son attention se porta, un jour, sur les bois de chênes-verts qui couvrent les collines d'Oms, et s'étendent sur les terres voisines, jusqu'à la rencontre de la crête granitique de Batéra.

Dans les bois de chênes-verts, soumis à des coupes réglées, se trouvent des bouquets disséminés de chênes-lièges. Notre jeune observateur, qui connaissait la richesse des produits de ce dernier, entrevit l'immense avantage qu'il y aurait à le greffer sur le chêne-vert. Il se mit donc à étudier la nature de la greffe qui pouvait le mieux s'appliquer au chêne-vert, et pour connaître l'époque la plus convenable à cette opération, il greffa tous les quinze jours, à partir du 1^{er} jour de mars, jusqu'au 1^{er} août. Sa persévérance fut couronnée d'un plein succès; il obtint quelques pousses de chêne-liège sur le chêne-vert; mais il fallait encore surmonter un dernier obstacle et trouver une matière qui conservât à l'arbre greffé et à la greffe elle-même la fraîcheur nécessaire pour le développement de la sève; après divers essais, il y est parvenu. Nous ferons connaître plus tard les matières qui entrent dans la com-

position de ce mastic ; nous en indiquerons les proportions et la manière d'en préparer le mélange.

Voici comment opère le sieur Joseph Thorrent pour son greffage : il taille le tronc du chêne-vert, et lorsque les rejets ont acquis une consistance ligneuse, il en choisit deux des mieux disposés, et il coupe tous les autres; alors M. Thorrent greffe en fente au niveau du sol, à partir du 10 mars jusqu'au 1^{er} avril, selon la marche plus ou moins tardive de la sève. Sur cette greffe, il dépose une couche mince de son mastic, qu'il rend fusible par la chaleur, et il recouvre le tout avec de la terre végétale qu'il prend au pied de l'arbre. Nous avons vu des greffes du 20 mars 1847, dont la pousse, à la fin de juillet, était déjà de 70 à 80 cent. Celles du 15 mars 1846 avaient environ un mètre 30 cent. de hauteur, et le bas de la tige avait tellement grossi que son diamètre était quatre fois plus grand que celui du scion greffé sur le pied recepé. Ces greffes, comparées avec des chênes-lièges semés depuis cinq ans sur le même terrain, offrent des pousses qui ont dépassé la force de ces derniers.

La greffe du chêne-vert en chêne-liège est donc un résultat positif incontestable, une véritable conquête agricole, que nous devons à l'un de nos plus modestes compatriotes, qui ne se doute pas de l'importance de ce qu'il a obtenu. Il nous a fait connaître l'époque la plus utile et, hâtons-nous de le dire, la seule qui offre des résultats incontestables. Nous connaissons aussi le mastic substitué à la cire à greffer, à l'onguent de Saint-Fiacre et à toutes les autres préparations usitées par les horticulteurs; nous savons enfin combien la greffe en fente est facile,

usuelle, pourvu cependant que le greffeur, abdi-quant tout préjugé, ne perde jamais de vue que la greffe exige, avant tout, que les deux libers, ou cette zone végétative, celle du scion et celle de l'arbre recepé, soient en contact immédiat; sans cette précaution, l'opération est compromise, et c'est du temps perdu que de l'effectuer.

Il n'est pas hors de propos d'examiner les avantages que le département est appelé à recueillir du greffage du chêne-vert, n'embrassant, toutefois, que les zones où se trouvent déjà quelques plantations de chêne-liège et où les expériences du sieur Thorrent ont été faites.

Voici, d'après le cadastre, les terrains qui pourraient bientôt être convertis en plantations de chênes-liège.

COMMUNES : Oms,	383 hectares.
Montauriol,	168
Calmelles,	573
Taillet,	48
Vivès,	283
Llauró,	70
Montboló,	737
Palalda,	107
Saint-Marsal,	372
Taulis,	135
Labastide,	364
Cameles,	137
Castelnau,	66
Caixas,	524
Montferrer,	389
Corsavi,	555
Tordere,	20
Arles,	1.097
18 comm.	6.045 hect.

Ainsi, il y a dans les dix-huit communes, en bois de chênes-verts, environ 6.000 hectares. Calculons sur la moitié de cette contenance, et nous aurons 3.000 hectares qu'on peut convertir en bois de chêne-liège ; supposons cent pieds par hectare, et 50 kilog. de liège par pied d'arbre, tandis qu'il en est qui produisent jusqu'à 400 kilog., nous aurons, dans moins de 60 ans, sur 300,000 arbres, un produit réel de 30 millions de kilogrammes, qui, répartis en dix années, le plus long terme pour enlever l'écorce, donnent, dans une seule année, le produit moyen de 3 millions de kilogrammes. Le produit moyen du liège est d'environ 50 centimes le kilogramme ; c'est donc un produit annuel de un million 500,000 fr.

Maintenant, réduisons le résultat de ce simple calcul au tiers, au quart, au cinquième, si l'on veut, pour faire la part des éléments, des hommes et de toutes les erreurs plus ou moins contestables qu'on voudrait nous opposer, il nous restera toujours un accroissement annuel de revenu public de 300.000 fr. au moins, c'est à-dire un capital incontestable de plus de 6 millions. De pareils résultats n'ont pas besoin qu'on les commente, il suffit de les signaler.

Ajoutons cependant que les contenance en bois qui nous ont servi de base, se sont accrues depuis 1824, que les communes ci-dessus renferment des terres vaines et vagues très étendues, que ces terres deviendraient des bois de chêne-vert, si on les mettait en défends, si les chèvres surtout en étaient exclues, et dès-lors nous aurons la certitude que, sur le plateau d'Oms, plus de 10.000 hect. pourraient, dans moins de 60 ans, être convertis en superbe forêt de chênes-liège.

La découverte du sieur Joseph Thorrent doit être considérée , pour l'agriculture du département , comme un bienfait incalculable. La société, qui s'est toujours empressée d'accueillir tout ce qui peut être d'un intérêt local, ne saurait saisir un moment plus opportun pour récompenser le modeste propriétaire dont les expériences pratiques ont amené un si beau résultat. Organe de la Commission, j'ai donc l'honneur de proposer à la société, bien qu'une question de cette nature ne soit pas dans son programme de 1847, d'accorder au sieur Joseph Thorrent une médaille d'argent, grand module, en récompense de ses persévérants efforts pour arriver au point précis de déterminer l'époque où la greffe du chêne-liège sur le chêne-vert est faite avec succès, et de garantir cette greffe des influences atmosphériques qui l'altéraient. Je propose, en outre, de solliciter de S. Exc. M. le ministre de l'agriculture et du commerce une indemnité pécuniaire, afin que le sieur Thorrent livre à la publicité le mastic de son invention qui peut seul faire réussir le mode de greffage employé.

RAPPORT DE M. CHARLES LAZERME,

au nom de la Commission chargée de la visite des domaines
qui ont concouru
pour la prime de la meilleure exploitation.

Une vérité qui, malgré tous les obstacles, s'est fait jour dans l'opinion publique avec une force

invincible, c'est que c'est surtout de l'agriculture que la France tire et ses richesses et sa force. Notre gouvernement a compris qu'il était utile de la protéger d'une manière efficace, de l'aider à prendre le rang qu'elle doit avoir dans la nation, le premier de tous, de seconder enfin l'élan que mille têtes intelligentes cherchent à lui imprimer à côté des millions de bras qui la servent chaque jour. Cette force d'impulsion, il fallait l'organiser; on l'a fait..... A Paris des congrès d'agriculture, des chaires d'agriculture, des écoles, un ministère spécial ont été créés; en province des comices, des sociétés se sont formés où chacun vient apporter le fruit de l'expérience que donne la pratique; enfin un système de primes qui, pour n'être pas encore complet, est appelé, nous l'espérons, à faire quelque bien en excitant et en entretenant l'émulation parmi les cultivateurs, a été organisé.

C'est l'application de ce dernier système qui nous appelle aujourd'hui à rechercher quelle est la partie faible de notre agriculture en Roussillon, quelle est par conséquent, celle qui a le plus besoin de vos encouragements.

Le département des Pyrénées-Orientales n'a jamais été aussi arriéré, aussi routinier que la plupart des provinces de la France; les nombreux canaux d'irrigation qui le sillonnent et le fertilisent, prouvent la supériorité de sa culture, supériorité qu'il a conquise depuis des siècles et qu'il est appelé à conserver, nous en sommes convaincu. Mais des modifications importantes sont réclamées aujourd'hui; des changements capitaux sont devenus indispensables dans certaines branches de l'industrie agricole; ils

sont impérieusement exigés par les besoins nouveaux d'une population qui augmente chaque jour, par l'envahissement de la culture sur une grande masse de terrains abandonnés jusqu'à ce jour à l'état de pâturages, par la concurrence, enfin, des productions étrangères qui a eu pour effet d'avilir le prix des nôtres.

C'est assez indiquer quelle est l'amélioration essentielle, le changement important que vous êtes appelés, Messieurs, à encourager. Il ne s'agit de rien moins que de substituer, partout où la nature du sol le permettra avec utilité, la race bovine à la race ovine. Nous ne nous dissimulons pas les difficultés d'une pareille innovation; mais l'intérêt immédiat des agriculteurs est là qui nous garantit qu'elles seront aisément surmontées. La Société n'hésitera pas à le proclamer en face du pays. Une réforme complète est indispensable; il faut introduire dans nos exploitations rurales l'éducation du gros bétail qui, désormais, remplacera l'entretien des troupeaux. L'avenir justifiera notre opinion d'aujourd'hui.

Il est certain que quelques localités exceptionnelles conserveront encore leurs troupeaux, ce sont celles où la nature du sol ne permet pas de culture, mais partout ailleurs on étendra la production des fourrages au profit du gros bétail, on adoptera les mesures qui seront les conséquences forcées de ce changement, parce que là seulement est la source de la prospérité de nos campagnes.

MM. les Inspecteurs généraux comprenant comme nous les nécessités de l'agriculture en Roussillon, parce qu'ils ont vu le dépérissement successif de nos troupeaux, l'avilissement des revenus qu'ils

donnaient autrefois, les besoins énormes d'engrais pour notre sol où une température élevée l'a épuisé vite, ont confirmé ces nouvelles idées. Ils ont apporté dans le sein de notre société les résultats de la comparaison établie entre notre département et les autres départements de France; ils ont préconisé avec nous l'éducation du gros bétail, et ont obtenu du ministère de l'agriculture une somme assez considérable qu'ils vous ont confiée pour être distribuée aux propriétaires qui entreraient le plus largement dans la voie nouvelle que nous venons de tracer.

En passant par vos mains, cette somme acquiert plus d'importance aux yeux de vos concitoyens; les primes que vous décernez, vous en multipliez la valeur par la distinction dont vous savez l'entourer.

Aussi les concurrents sérieux ne vous manquent-ils pas, malgré l'hésitation naturelle chez les cultivateurs appelés à rompre avec des habitudes anciennes. Ils craignent les innovations. S'ils surmontent les soucis, les dépenses d'un changement d'exploitation rurale, et s'ils sont les premiers à servir de modèles, ils méritent un dédommagement autre que l'intérêt qu'ils retirent; c'est vous, Messieurs, qui le leur offrirez dans la proportion de ce qu'ils auront fait.

En vérité, Messieurs, c'est beaucoup oser que de dire à un pays : vous changerez vos habitudes; vous renoncerez à une branche d'industrie (la production des laines) qui a fait votre fortune. Mais nos convictions nous le commandent; d'ailleurs, il nous sera facile de prouver au propriétaire agriculteur du Roussillon que, désormais, il est fatalement conduit à l'abandon de la race ovine, et cela, parce que les

terres propres à parcourir diminuent de jour en jour ; parce que les bêtes à laine, nourries avec les fourrages produits par la culture, sont exposées à mille chances de maladies occasionnées par les passages subits et trop fréquents de l'état de privation à une trop grande abondance, de là une mortalité qui décime nos troupeaux et qui nous fait éprouver des pertes incalculables ; parce que le prix des laines va s'affaiblissant tous les jours, et il ne saurait en être autrement ; les marchés du nord ne sont-ils pas encombrés de ces belles laines étrangères produites sur d'immenses territoires abandonnés tout entiers à d'innombrables troupeaux ? Le Roussillon pourrait-il jamais soutenir la concurrence avec les déserts de l'Amérique où une toison se donne pour un franc et souvent pour beaucoup moins ? parce qu'enfin la grande culture disparaît en France pour faire place à la petite, conséquence forcée de la division de la propriété. Un grand propriétaire pourrait, en effet, entretenir encore un troupeau, un petit propriétaire ne le pourra jamais, les frais de garde absorberaient de beaucoup tous les bénéfices, s'il en existait.

Et cependant les engrais que donnent au département les nombreux troupeaux, doivent être remplacés, nous disons plus, ils sont insuffisants et de beaucoup ; ils doivent être augmentés ; nos irrigations, notre culture maraîchère, en absorbent une si grande quantité !

Chacun se flatte ici que notre plaine, avec son beau soleil et ses canaux d'irrigations, deviendra, après l'achèvement du chemin de fer, un vaste jardin où toute la France viendra puiser largement des

primeurs et des fruits; oui, la chose est possible, mais à une condition, c'est que le pays se mettra à même de centupler ses engrais, car sans eux pas de jardins possibles. Les jardiniers, la terre, l'eau et le soleil ne nous manqueront pas; mais le fumier, où le trouverez-vous? Si vous n'avez pas pris vos mesures à l'avance, vous serez impuissants à produire ce que l'on vous demandera.

N'oublions pas que les fumiers qui sortent chaque jour de notre ville sont à peine suffisants pour les jardins environnants; que le départ de quelques chevaux de guerre suffirait seul pour mettre aux abois bien des jardins et bien des jardiniers; que si nous les laissons s'amoinrir, nous courons à notre ruine; que si nous ne les augmentons pas, nous restons dans la gêne, dans la souffrance, nous restons stationnaires, quand nos voisins progressent et nous laissent en arrière.

L'insuffisance des engrais en Roussillon est généralement reconnue, c'est la plaie de notre agriculture; si cette vérité était sérieusement constatée, nous n'aurions pour la défendre qu'à dire ce qui se passe chaque jour sous nos yeux dans nos exploitations rurales; heureusement ce mal a son remède, c'est l'élevage. A notre gouvernement, à notre société, en particulier, par ses conseils, est donc réservé le soin de nous éclairer, de nous encourager et de nous dire que si nous voulons remplacer les troupeaux qui nous quittent, nous devons introduire dans nos fermes l'éducation du gros bétail, que, par ce système, nous pouvons en même temps doubler nos produits en doublant nos engrais.

Quant aux nombreux propriétaires, qui n'ont d'autres engrais pour la terre qu'ils cultivent, que

les fumiers provenant de leurs bestiaux de travail, vous leur direz qu'après avoir fait quelques efforts pour bien remplir leurs granges, ils doivent consacrer à des fourrages d'hiver ou de printemps (à des esparcettes surtout), une portion de la terre qu'ils destinent aux céréales; qu'ils doivent placer près de leurs bestiaux de travail quelques jeunes poulains, quelques jeunes taureaux. Par ce moyen, ils auront doublé au bout de l'année la quantité de leur fumier; par ces engrais nouveaux, la récolte prochaine du blé sera aussi abondante que s'ils avaient semencé toute leur terre. Ils auront en bénéfice la valeur de leurs élèves qu'ils vendront le double du prix qu'ils les auront payés.

Quelques faits, quelques observations sur ce qui se passe sous nos yeux dans le département, prouveront que ce système, dans lequel nous engageons les agriculteurs du pays à entrer, est le seul bon, le seul qu'on ne peut se dispenser d'admettre sans retard, que la raison autant que l'intérêt le commandent. Chaque année, le département dépense plus d'un million pour l'achat des deux tiers de la viande qui sert à la nourriture de sa population, pour l'achat des bœufs, des chevaux de trait, des mules surtout qui sont employés à la culture de ses terres et de ses vignobles. Ce gros million, sorti de nos poches, va enrichir nos départements voisins; nous sommes ainsi leurs tributaires, car nous ne pouvons nous passer des bestiaux qu'ils ont élevés. Ils nous les vendent, et cependant, chez eux, les fourrages ont une bien plus grande valeur que dans notre plaine où jamais, même en temps de sécheresse, ils ne se sont élevés au niveau de leurs mercuriales.

N'est-il donc pas dérisoire de voir un pays donner de l'argent à un autre pays où les fourrages sont à des prix élevés, contre du bétail qu'il pourrait produire à bien meilleur marché ?

Notre département manque d'engrais, et cependant nous l'avons vu expédier des quantités énormes de fourrages sur les côtes d'Afrique, souvent même le roulage en a transporté jusque dans l'Aude et dans l'Hérault, à des prix tels qu'il y aurait eu un immense avantage pour notre plaine à les convertir en viande, en les faisant consommer sur place.

Espérons que ces faits parleront plus haut que nos paroles, que nos conseils, qu'ils éclaireront les agriculteurs du Roussillon et les décideront à prendre bientôt une marche nouvelle toute dans leur intérêt.

La commission que vous avez chargé de vous désigner les propriétaires qui ont fait le plus d'efforts pour entrer dans cette voie d'amélioration que vous encouragerez, a trouvé dans la plaine du premier arrondissement un certain nombre d'agriculteurs qui, depuis peu de temps, ont abordé franchement l'éducation du gros bétail, mais elle s'est souvenue que seuls ils avaient obtenu des primes l'année dernière, à l'exclusion des éleveurs des 3^e et 2^e arrondissements; qu'il était, par conséquent, de toute justice de les réserver cette année pour ces derniers.

Votre commission s'est arrêtée à l'exploitation de M. Sauveur Girvès de Llo, et a reconnu qu'à tout égard, c'était la plus complète, la mieux ordonnée, celle qui présentait les plus beaux produits du troisième arrondissement. Elle n'a pas hésité à s'y transporter pour juger par elle-même de l'exactitude des

faits qu'elle voulait vous soumettre, de la valeur des efforts que son propriétaire n'a cessé de faire pour arriver aux résultats qu'il a obtenus.

M. Girvès a son habitation dans la Cerdagne française, sur le penchant de la vallée de Llo, qu'arrosent les eaux du Sègre. En face s'étendent les vastes granges qui abritent les récoltes en gerbes, les pailles, les bois d'exploitation; à gauche de grandes écuries destinées aux vaches, aux juments et à leur suite. A droite, deux étables : l'une sert de bergerie, l'autre est occupée par des taureaux ou des bœufs de travail; au-dessus de tous ces bâtiments sont des greniers où l'on enferme, lors de la récolte, tous les fourrages destinés à la consommation de l'hiver.

L'espace carré compris entre l'habitation de M. Girvès et tous ces locaux, forme une cour excessivement vaste, parfaitement nivelée, où a lieu en été la dépiquaison du seigle et du froment.

Soixante vaches ou génisses, toutes de belle espèce, forment le fonds de l'écurie de M. Girvès. Six taureaux de choix sont conservés pour la reproduction; plusieurs d'entre eux ont été présentés au concours et ont obtenu des primes; tous ont de très belles formes et accouplés à des métis remarquables par leur belle conformation, ils donnent des produits d'une qualité supérieure et qui se vendent au prix moyen de 80 fr., à l'âge de six à dix mois. Ce sont les marchands de l'Ariège qui viennent les acheter pour les revendre dans ce département et même dans l'Aude et la Haute-Garonne; là ils sont élevés et deviennent de très beaux bœufs de travail. M. Girvès n'avait pas encore vendu ses veaux, il en présenta plus de trente à votre commission, tous de la plus belle espérance.

Vingt-quatre juments ou pouliches, quatre poulains, huit mules ou mulets de six mois, un bel étalon de race espagnole, et un étalon baudet, forment, chez M. Girvès un ensemble que nous avons admiré et qui nous a prouvé que chez lui l'industrie chevaline ou mulanière était portée à un très haut degré de perfection.

Tous ces animaux ont des formes irréprochables, tous sont dans un état parfait d'entretien. Nous ne nous lassions pas d'admirer particulièrement ces belles juments de Cerdagne au poil noir, à l'œil brillant, aux mouvements souples et élégants, marqués du chiffre ancien de la maison.

On voit que son chef tient à honneur de conserver pure la race que lui a laissé sa famille.

Malheureusement, cette race de chevaux de Cerdagne, si renommée, est destinée à périr bientôt. Les propriétaires ayant plus de bénéfice à livrer leurs juments au baudet, font uniquement des mules qu'ils vendent fort cher aux Espagnols, au lieu de faire des chevaux que le ministère de la guerre ne veut pas payer ce qu'ils valent pour la remonte de notre cavalerie.

M. Girvès, indépendamment des vaches et des juments, nourrit encore chez lui six cents bêtes à laine, en grande partie brebis portières. Les agneaux mâles sont vendus à la boucherie; les femelles sont, en général, conservées pour servir à la reproduction. Ces animaux représentent dignement le véritable type de la race ovine de Cerdagne, remarquable par des formes larges et vigoureuses et par une haute taille. M. Girvès fait tout ses efforts pour lui conserver une réputation déjà ancienne dans sa maison.

Le produit principal pour lui est le fumier qu'il obtient de ce troupeau en le faisant parquer sur ses propriétés.

C'est donc un nombre total de cent trente-huit élèves et de six cents bêtes à laine que nous avons constaté. Quatorze hectares de prairies à Llo, dix huit à La Llagonne, lui donnent une assez grande quantité de fourrages pour l'entretien de tout ce bétail pendant un hivernage qui dure fort long-temps dans cette contrée, située sur un des points les plus élevés de nos Pyrénées.

Quelques hectares semés en trèfle dit farouche, lui viennent encore en aide pour augmenter ses approvisionnements. Pendant la saison d'été, cinquante hectares de friches, pâturages désignés dans le pays sous le nom de devèses, procurent une nourriture abondante et saine.

A la sortie de ces pacages, avant d'entrer définitivement dans les étables dont nous avons indiqué la position et qui sont toutes vastes et aérées, on livre à la dépaissance les regains des prairies qui ne sont pas assez hauts pour être fauchés.

M. Girvès vient de faire construire de vastes écuries dans la montagne, à sa ferme de la Borde, qui domine une plaine dite le Pla de Barès. Cette propriété, remarquable par son exposition au midi, a été transformée en un vaste parc où le bétail vit dans l'abondance, presque sans gardiens, pendant huit mois d'été.

Il est facile de se faire une idée de l'énorme quantité de fumier qui sort chaque année des écuries de cette exploitation; on le porte habituellement sur les champs qui doivent être semés en blé ou en seigle.

M. Girvès vit au milieu de sa famille, où il conserve religieusement les mœurs patriarcales et hospitalières qui sont pour lui une tradition ; il administre seul cette vaste exploitation, agrandit chaque jour ses prairies par des conquêtes qu'il fait sur la montagne, non sans de grandes dépenses, et améliore, chaque année, par un entretien réglé et bien entendu, par des croisements faits avec intelligence, une race de bœufs qui est appelée à rendre de grands services à notre plaine.

Comme éleveur, M. Girvès a obtenu de très beaux succès ; votre commission vous propose de lui décerner la prime accordée par le gouvernement.

A notre arrivée à Llo, un jeune homme d'une physionomie douce et franche à la fois, fut le premier à nous recevoir et nous conduisit auprès de M. Girvès. Dès ce moment, il ne nous quitta plus. Ses yeux, d'une vivacité remarquable et où respire l'intelligence, il les avait toujours fixés sur nous ou sur son maître ; il prévenait nos moindres désirs, répondait par des signes à nos moindres questions.

Vous avez sans doute compris, nous dit M. Girvès, que c'est un sourd-muet ; je l'ai à mon service depuis bien long-temps ; nous l'aimons parce qu'il est bon, qu'il est doué des meilleures qualités. Il nous est si profondément dévoué que mes enfants et moi le traitons en ami et non pas en serviteur. C'est lui qui veille à tout quand nous sommes absents, et, de plus, il aime passionnément les bestiaux ; vous pourrez en juger pendant votre séjour ici. En effet, Messieurs, nous l'avons jugé, et nous vous proposons de lui allouer la prime de 150 fr. que vous destinez aux bons serviteurs d'une ferme. Son nom est Charles Noël.

Le sieur Cotxet est depuis longues années berger chez M. Girvès : sa bonne conduite, sa fidélité nous ont été constatées de telle manière que votre commission propose de lui décerner la prime de 50 fr.

Votre commission s'est plus tard transportée dans l'arrondissement de Céret, chez M. Séb. Pagès, qui nous a fait visiter en détail son domaine de Cabanes.

Ce domaine est consacré, en très grande partie, à la production des fourrages pour l'éducation du gros bétail. Nous avons vu des prairies naturelles et artificielles très étendues et surtout parfaitement défendues contre les inondations du Tech, dont elles ne sont séparées que par des bois taillis d'une très belle venue. Après avoir parcouru en tout sens la partie appelée *los Bachous*, nous sommes entrés dans des écuries où étaient réunis des bœufs et des vaches pour le travail, quelques élèves parmi lesquels on distingue plusieurs sujets propres à la reproduction.

M. Sébastien Pagès nous a assuré que la plus grande partie de ses bestiaux a été vendue depuis peu de temps, que bientôt il serait en mesure de les remplacer.

Il nous a été facile de nous convaincre en parcourant le domaine de M. Pagès à Palau, que ce propriétaire faisait sur ses terres une très large part à la culture fourragère.

Nous vous proposons de vouloir bien accorder à M. Sébastien Pagès une médaille d'argent, grand module, à titre d'encouragement.

RAPPORT

de la Commission chargée de rendre compte du concours sur l'extension et le perfectionnement de la culture du mûrier et de l'olivier.

M. F. FRAISSE, aîné, rapporteur.

MESSIEURS,

Nous n'aurons à vous parler que de l'olivier, aucun concurrent ne s'étant présenté pour le mûrier.

Quelle est la cause de l'abandon où se trouve depuis quelque temps ce dernier? La Commission n'avait pas à s'occuper de cette question; cependant elle ne peut s'empêcher de faire observer, qu'au lieu de donner des primes pour la culture du mûrier singulièrement perfectionné par notre collègue, M. Jaubert-de-Passa, elles devraient être attribuées aux éducateurs de vers à soie, non pas en grand, mais pour les éducations de 20 à 30 grammes de graine, faites chez le cultivateur. Alors l'emploi de la feuille de mûrier sera assuré, et la culture de cet arbre se propagera avec rapidité.

Si la culture du mûrier est négligée, il n'en est pas de même de celle de l'olivier. La Commission a vu avec plaisir, dans ses différentes courses, que les plantations de cet arbre sont en plein progrès, et partout les propriétaires ont compris son importance. Il ne manque plus qu'à adopter et faire connaître la meilleure manière de le cultiver. Nous devons savoir gré à M. V. Rendu, inspecteur général de l'agriculture, d'avoir proposé, pour notre départe-

ment, des primes d'encouragement que le ministre s'est empressé d'accorder. Déjà l'année dernière, vous avez décerné une couronne à M. Azéma pour la supériorité de la taille des oliviers; aujourd'hui la commission vous propose d'attribuer cette récompense à l'éducation de cet arbre précieux dans la pépinière jusqu'au moment où il peut être mis en place.

On ne saurait trop se récrier sur la manière dont nos oliviers sont généralement taillés, nous pouvons dire mutilés, aux abords de Perpignan; l'ouvrier abat à tort et à travers, sans s'inquiéter si en privant l'arbre de son plus bel ornement, il ne privera pas aussi le propriétaire de récolte pendant sept ou huit ans, tandis qu'avec un peu de travail et d'engrais, on aurait le plus souvent rendu à l'arbre toute sa vigueur. Il est vrai qu'il est des cas où il devient nécessaire de retrancher une ou plusieurs branches, mais cette opération ne devrait être qu'à la dernière extrémité, après avoir épuisé tous les moyens de rendre la santé aux parties malades.

M. de Gasparin, dans un mémoire sur la culture de l'olivier, prouve que, pourvu qu'il soit traité convenablement, c'est l'arbre le plus productif. Après seize ans de vie, il a payé tous les frais de plantation et de culture, etc. A la dix-septième année, il donne un produit net de 5 fr. par arbre ou 2000 fr. par hectare qui va toujours croissant, et finit par dépasser le produit de toute autre nature.

M. Carcassonne a planté, depuis 1837 jusqu'en 1847, 1165 oliviers en partie dans un sol ingrat, où sous un terrain en apparence très sec, existe, à environ 80 c. de profondeur, un sous-sol imperméable

qui retient les eaux d'infiltration. Les jeunes plants y végétèrent d'abord avec vigueur ; mais dès que les racines arrivèrent au sous-sol beaucoup trop humide, le feuillage jaunit et les arbres commencèrent à dépérir. Déjà 25 oliviers morts et 50 très jaunes devaient faire craindre pour toute la plantation, lorsque M. Carcassonne se hâta de faire ouvrir au tour de chaque pied malade, une tranchée de 40 c. en carré sur 2 m. de profondeur, à une assez grande distance, pour ne pas blesser les racines. Il fit remplir la moitié de ces tranchées en cailloux et recouvrir ensuite de terre ; les arbres ne tardèrent pas à reprendre leur belle couleur verte, quelques-uns dans les vingt-quatre heures, et depuis cette opération, ils n'ont cessé de végéter avec vigueur. On opéra de même au fond des trous pour remplacer les arbres morts.

Les pépinières d'oliviers de M. Carcassonne ont vivement intéressé la Commission ; elles se composent de près de 7000 sujets de différents âges ; les plus forts sont très droits, contre l'ordinaire de cette nature de plants. Leur tête est bien formée.

Il se sert, pour la plantation de ses pépinières, d'un instrument dont fait usage M. Narcisse Noël, propriétaire à Laroque ; c'est un plantoir semblable à ceux employés pour la vigne, mais avec un renflement à la partie inférieure, pour élargir le trou. Après y avoir mis le plant, on le remplit de terre fraîche et on butte avec une cheville en bois. Un homme peut planter dans un jour de 200 à 250 rejets.

De 1839 à 1846, M. Carcassonne en a planté en pépinière à peu près 1000 par année, sur lesquels 765 sont déjà placés à demeure sur ses terres.

La Commission s'est rendue chez M. Bracquemart pour visiter ses plantations, établies sur la montagne de Bohère, près de Prades. Tous les terrains et les montagnes qui l'entourent sont arides, et ne présentaient, au moment de la visite, aucune apparence de végétation.

Après avoir traversé des vacants, dévorés par l'ardeur du soleil, on est frappé d'admiration, en arrivant dans un superbe bois de châtaigniers, à l'extrémité duquel se trouve une belle vigne parsemée d'arbres fruitiers, et entre autres d'abricotiers plus vigoureux que ceux de nos meilleurs jardins de la plaine.

Il a fallu toute la persévérance de M. Bracquemart et une volonté de fer pour ne pas renoncer à une entreprise, dont les ouvriers même qu'il employait, cherchaient à le détourner.

Cette montagne, jadis stérile, est aujourd'hui couverte de 45 mille beaux châtaigniers, 800 oliviers, 600 amandiers et noyers, 150 pommiers, 150 pins ou sapins, 80 poiriers, 60 mérisiers, et d'une vigne en plein rapport.

Trois bassins creusés à différentes hauteurs, contenaient encore beaucoup d'eau, au moment de la visite de la Commission au mois de septembre. Ces réservoirs entretiennent une certaine fraîcheur aux environs. La Commission n'avait à s'occuper que des oliviers qui, encore jeunes et cultivés d'après la méthode ordinaire, ne pouvaient donner lieu à l'attribution de la prime, et lutter avec les plantations de ce genre de M. Carcassonne; elle est cependant d'avis qu'il faut accorder à M. Braquiemart des encouragements.

Il nous reste à parler des plantations de M. Fourcade de Maurellas. Considérables, bien tenues, elles donnent des espérances que justifient l'intelligence et la capacité du propriétaire.

En conséquence, la Commission propose d'accorder:

La prime pour l'extension de la culture de l'olivier, à M. Carcassonne.

Une médaille d'argent à M. Bracquemart, pour l'ensemble de ses plantations.

Une mention honorable à M. Fourcade de Maurellas.

RAPPORT SUR LES MINES DE SÉGURE.

M. Guiraud de St-Marsal, rapporteur.

Il n'y a qu'un cri en France, on pourrait dire en Europe, contre la dévastation, la destruction des bois. La surface des forêts du royaume, qui s'élevait à quinze millions d'hectares, au milieu du XVIII^e siècle, quand la population n'excédait pas dix-sept millions d'âmes, n'atteint pas, même de nos jours, sept millions avec le double d'habitants. Où en serions-nous sans l'emploi de la houille? quel serait l'avenir du monde, si la consommation du combustible, étant maintenue au chiffre actuel, on ne mettait un frein au défrichement des bois; si on ne prenait aucune mesure pour le reboisement? Il résulte des calculs les plus modérés que tous les bassins houillers de la France seront épuisés en moins de cinq cents ans. On trouve même des appréciations

de consommation, sans doute exagérées, qui ne portent pas leur durée au-delà d'un siècle. Quoi qu'il en soit, car ce n'est pas ici le lieu d'établir ces calculs, l'application du charbon de terre à tous les usages est devenu en quelque sorte une nécessité. Le département des Pyrénées-Orientales, dans lequel on s'était flatté plusieurs fois de l'existence de bassins houillers, n'a point réalisé, jusqu'ici, ces espérances. Nous serons heureux de pouvoir tirer du voisinage, à une lieue de notre frontière, des moyens de ménager nos forêts des Pyrénées, déjà bien pauvres.

Le bassin houiller de Ségure, à en juger par des affleurements très apparents, répond à 300 hectares de surface horizontale; mais son développement est bien plus considérable par sa forme conchoïde, dont la flèche dépasse 230 mètres. Il se compose de quatre couches dont l'épaisseur varie de 0 m. 50 à un mètre. On l'exploite sur trois points désignés par la grande, la petite mine, et celle de Quintillan. Les distances entre les couches sont : sept mètres de la première à la seconde, huit de la deuxième à la troisième, et seulement un mètre de la troisième à la quatrième. On trouve de moindres distances entre les quatre couches de la mine de Quintillan. La couche la plus puissante, ayant de 0 m. 90 à un mètre d'épaisseur, est la plus voisine de la surface du sol, et naturellement celle qu'on exploite.

La houille qu'on retire en ce moment des mines de Quintillan, paraît supérieure à celle extraite dans le principe. On y remarque des troncs entiers de palmier, très reconnaissables à leur écorce tuberculeuse, et on y voit de nombreuses empreintes de fougères et d'autres végétaux. Ayant été analysée avec

soin par M. Bouis, professeur de chimie au collège de Perpignan, je me borne à citer les résultats de son travail : houille de couleur noire, brillante, substance dure, contenant du sulfure de fer et du carbonate de chaux. Elle s'enflamme aisément et dégage beaucoup de chaleur, sans odeur appréciable. Sa composition est :

En matières volatiles,	22 parties
Charbon,	60
Cendres,	18

100 parties.

Pendant la combustion, elle ne se boursouffle ni ne se colle. Son poids est de 850 à 880 kil. par mètre cubique.

Il est évident, d'après ces propriétés, que cette houille, peu favorable à la forge, offre un emploi excellent dans les usages domestiques, le chauffage des chaudières à distillerie et les fourneaux à reverbère. On s'en sert avec avantage pour les fours à chaux et à plâtre. Il résulte d'un rapport fait à la Société, sur des essais pour l'application aux briqueteries, qu'il y aurait économie de combustible en la substituant au bois.

L'exploitation s'opère au moyen de galeries de 0 m. 90 à 1 mètre de hauteur, et d'à peu près la même largeur. Elles sont recoupées par d'autres galeries à angle droit, laissant entre elles des piliers de 1 mètre 80 à 2 mètres. Les ouvriers se servent du pic à deux pointes et de coins en fer. Ils peuvent extraire par jour de 10 à 12 hectolitres de charbon, qu'on paie à raison de 0 fr. 30 par hectolitre, pesant 85 à 88 kilogrammes. Ce prix est augmenté proportionnel-

lement aux distances Des enfants chargés du transport, au moyen des sacs de 65 à 70 kil. de poids, l'opèrent à dos et en s'aidant des mains contre les parois et le sol de ces étroites galeries. Ici comme dans toutes les mines, l'exploitation et surtout le transport dans les canaux font éprouver un sentiment pénible. Qu'on se figure de pauvres créatures, souvent des petites filles, dans un âge où les jeux, l'air, la liberté, sont indispensables au développement du corps et à former l'intelligence, enfouies à des profondeurs de 5 à 600 mètres sous le sol de cette terre riante qu'elles devraient fouler sous leurs pieds, attelées à un lourd charriot, qu'elles traînent à quatre pattes, dans des galeries boueuses qui ne sont, en réalité, que de longs tuyaux, rarement d'un mètre, réduit souvent, en Angleterre, à l'incroyable proportion de 50 et même 35 centimètres. L'âme se révolte au détail des procédés d'une industrie devenue cependant, en quelque sorte, l'artère du mouvement des arts et de l'existence d'une partie notable de la population.

Mais, quelle qu'en soit l'importance, le mode d'exploitation devait appeler l'attention des hommes d'État et des gouvernements. Aussi, dans la session de 1842, le Parlement anglais s'en est vivement occupé.

En France, une loi semblable, de 1841, s'applique à toutes les usines et manufactures.

Aux mines de Ségure, on se conforme exactement à la loi française, et on refuse d'employer des enfants âgés de moins de huit ans. Le travail journalier ne dure jamais plus de huit heures en deux séances : de sept à onze et de une à cinq. Ils peuvent gagner de 1 fr. à 1 fr. 40 c., suivant la distance.

On fait remonter à M. de Vauban l'exploitation de la mine de Quintillan, pour la cuisson de la brique des places du Roussillon. Négligée, puis reprise en 1816, on était peut-être au moment de l'abandonner quand le hasard fit découvrir la masse actuelle, qui fournit abondamment un charbon de bonne qualité. Nous pensons qu'administrée avec sagesse et économie, elle donnerait des bénéfices honnêtes, si les transports pouvaient s'effectuer avec facilité dans les trois directions de Carcassonne, Narbonne et Perpignan. C'est un objet de haute importance à traiter, non seulement dans l'intérêt des mines de Ségure, mais pour l'évacuation des produits agricoles des deux fertiles bassins de Tuchan et de Vingrau, l'exploitation des mines de fer qui se trouvent entre Lagrasse et Tuchan, celle d'une mine d'antimoine argentifère, enfin les produits des forges à la catalane, établies dans les gorges des Corbières. On aurait ainsi l'immense avantage de la substitution des transports sur des charrettes, à celui qui, dans l'état présent des communications, ne peut s'opérer qu'à dos de mulet.

Le prix, en ce moment excessif: 1 f. 50 c. par quintal métrique, de Ségure à Perpignan, serait considérablement réduit, et la houille, qui se vend sur les lieux 1 fr. 90 c. la première, et 1 fr. 35 c. la seconde qualité, n'aurait point sa valeur doublée par les frais de transport.

Une médaille d'argent ayant été déjà décernée à M. de Pleville, directeur de ces mines, on ne peut que proposer un rappel d'autant plus fondé, que le zèle, la capacité de cet administrateur éclairé ne se sont point démentis.

PRIX ET ENCOURAGEMENTS DÉCERNÉS PAR LA SOCIÉTÉ.

1^o Une médaille d'argent à M. Fauvelle pour le forage du puits, suivant les procédés de son invention, simples, économiques et rapides.

2^o *Idem* à M. Joseph Thorrent pour la greffe du chêne-liège sur le chêne-vert. Opération tentée long-temps sans succès, et qu'on peut ranger parmi les découvertes les plus intéressantes.

3^o *Idem* à M. Antoine Vallarino pour sa fabrique de chocolat à la vapeur, qui aura pour effet de faire acquérir plus d'extension à cette branche importante de l'industrie roussillonnaise.

4^o *Idem* à M. Bracquemart de Prades, pour ses plantations de châtaigniers et arbres verts sur une montagne couverte de débris de roche dure. Exemple de reboisement à encourager.

5^o *Idem* à M. Sébastien Pagès pour la formation de prairies considérables sur des terrains graviers du lit du Tech.

6^o Médaille de bronze à M^{me} veuve Paris pour ses dentelles. Nous nous faisons un plaisir de mentionner M^{me} Meyer, comme ayant remis un ouvrage de même nature très bien fait.

7^o *Idem* à M. Jalabert, pour ses sculptures ingénieuses et très bien traitées sur racines d'arbre ou d'arbuste.

8^o Rappel de médaille d'argent, en faveur de M. de Pleville, pour l'exploitation bien entendue des mines de Ségure.

9^o *Idem* en faveur de M. Conte, briquetier, pour les produits de son usine statuaire et architecturale, de plus en plus remarquables.

PRIMES DU GOUVERNEMENT.

10. M. Girvès de Lló , dans la Cerdagne , pour l'exploitation la mieux entendue , la plus grande surface cultivée en plantes fourragères , et les troupeaux de bétail de toute nature les plus nombreux.

Prime de 500 fr. , dont 200 pour les agents de la culture , distribués ainsi : 150 fr. à M. Charles Noël sourd-muet , surveillant de l'exploitation , jeune homme très intelligent et très attaché à son maître , et 50 fr. au sieur Joseph Cotxet , maître berger de M. Girvès.

11. M. Jean Carcassonne , à Perpignan , pour ses belles plantations et pépinières d'oliviers.

12. Prime de 300 fr. à M. Estirach , maréchal serrurier à Torreilles.

Idem à M. Bachès , serrurier à Perpignan ;

Idem à M. Jean Constant , valet de ferme chez M. d'Auberjon.

Partie de la prime de 200 fr. , allouée à chacun d'eux comme encouragement , pour les essais d'amélioration à des charrues.

Nous devons faire mention d'une troisième charue , dont l'auteur a désiré garder l'anonyme , comme indiquant de la capacité et de l'intelligence dans cette branche de l'art agricole.

Nous nous plaisons à citer M. Fourcade , propriétaire à Maureillas , comme ayant opéré de nombreuses plantations d'oliviers , en général jeunes encore. Tout porte à croire qu'il réussira parfaitement.

M^{me} Tignères a présenté des dentelles exécutées à l'aiguille qui méritent une mention honorable pour leur fini et la délicatesse du travail. La nature

de l'objet rendrait nécessairement le prix de beaucoup inférieur aux dentelles faites suivant le mode généralement adopté.

LISTE

des objets exposés à la séance publique du 7 novembre 1847.

Agriculture.

1^o Charrue avec des modifications proposées par le sieur Estirach, serrurier-maréchal à Torreilles;
Charrue d'un anonyme.

2^o Charrue-Dental, en fer, à double versoir, du sieur Bachès, serrurier à Perpignan.

3^o Houe à cheval de M. de Moux, agronome distingué du département de l'Aude, montée avec palettes et socs de rechange;

Harnais de bœuf ou vache, pour le travail dans les vignes.

4^o Modèle en petit d'une charrue, par le sieur Bascou, de Rivesaltes, ouvrier de M. Estirach.

5^o Branches d'olivier à gros fruit, cultivées par M. Guinard, de Millas.

6^o Gerbe de riz, venu dans le marais de Salces, premier essai fait par la compagnie Lichtenstein, de Montpellier. Le produit est imparfait, le semis n'ayant été mis en terre qu'en juin, deux mois après l'époque ordinaire.

7^o Produit d'un semis de pomme de terre, opéré en mai, recueilli au commencement d'octobre, à Puigsoutré, terre de M. Guiraud de Saint-Marsal. Ce produit de première année est remarquable par le volume des tubercules qui, d'ordinaire, ne sont

pas plus gros que des noix. Un d'eux pesait 125 grammes.

8° Patates venues d'une plantation de M. Fraisse, qui a donné un produit très abondant.

9° Courges provenant d'une seule plante, du jardin du sieur Etienne Gaillard, à la poudrière. Une seule pèse 62 kilogrammes; les cinq ensemble pèsent 252 kilogrammes.

10° Graines d'arachide, provenant du Sénégal. La plante oléagineuse a été cultivée par M. Guinard, de Millas. Elle est venue sur un sol improductif situé au bord de la rivière de la Tet.

Industrie.

11° Oxalis cultivé par M. Fraisse. Plante nutritive, partie sous terre comme navet; la partie au-dessus pour chicorée ou épinards.

12° Graine et plante oléagineuse, cultivée par M. Fraisse, d'un produit très abondant, donnée par un Anglais, qui n'a pas indiqué le nom. On pense que c'est une caméline (*miagrum sativum*).

13° Chocolat à la vapeur, de M. Vallarino; mode de fabrication qui contribuera à l'extension de cette branche de commerce et sans doute à la réduction du prix.

14° Ouvrages en terre cuite de M. Conte, briquetier à Perpignan, qui acquièrent tous les ans de la perfection et de l'importance. Ils s'appliquent maintenant à des sculptures, des statues et objets de difficile exécution.

15° Échantillon de soie tordue ou filée, provenant des ateliers de M. Augé.

16° Ouvrages en plâtre, du sieur Quès. Rosaces, corniches et ornements.

17° Échantillon des mines de houille de Ségure et des roches de gisement : houille, grès, porphyre, schistes, etc.

18° Cheminée en marbre du pays, exécutée par le sieur Philippot, remarquable par le travail, la variété et le poli des marbres.

19. Marbres du pays mis en œuvre par des ouvriers de M. Fraisse; extraction des plus belles carrières du département.

20° Cannes sculptées sur racines de mirthe, par M. Jalabert. Indépendamment du mérite du travail, on remarque beaucoup d'adresse et d'intelligence dans le parti qu'on a tiré des accidents du bois.

21° Dentelles des dames Paris et Meyer, faites au métier ordinaire, façon Valenciennes.

22° Dentelles en fil, à l'aiguille, par M^{me} Tignères, genre nouveau, moins beau sans doute que celles au métier, mais plus économique.

Sciences.

23° Manuscrits arabes provenant de la Caşbah de Tlemcen. Dons de M. Tastu Jaubert;

Le gros volume est l'Alcoran avec des commentaires;

Le petit volume est un livre de prières.

Arts.

24° Portraits de maître habile et possédant son art;

Tableaux d'élèves plus ou moins capables, mais dénotant de bonnes dispositions. Dans le but de les encourager, la Société allouera, l'an prochain, deux médailles, une d'argent et une en bronze.

NOTICE SUR L'ALTÉRATION DES POMMES DE TERRE.

La pomme de terre est sans contredit l'une des plantes qui rendent le plus de services à l'homme, soit qu'il la destine à son propre usage, soit qu'il la fasse consommer par les bestiaux.

Malheureusement, depuis quelques années, une altération spéciale à ce tubercule, vient détruire cette récolte, et faire le désespoir du cultivateur. Par quels moyens pourra-t-on combattre ce nouveau fléau, et s'opposer à ses ravages? Ce problème présente des difficultés qui paraissent insurmontables. Si je ne puis en trouver la solution complète, j'indiquerai du moins quelques procédés à l'aide desquels on pourra toujours pallier le mal.

Puissent mes faibles essais attirer l'attention des personnes versées plus intimement que moi dans l'étude de la matière que je vais traiter. Puissent-ils provoquer des expériences plus décisives que les miennes!!

§ Ier. — Caractère et causes de l'altération des pommes de terre.

De même que chez l'homme et les animaux, certaines maladies sont causées par d'autres êtres vivants, animalcules parasites qui vivent aux dépens de leur substance, de même chez les végétaux, il existe des maladies qui sont dues à la présence de

certain champignons microscopiques qui se développent dans leurs tissus, et en provoquent la destruction.

Nous nous bornerons à citer dans nos jardins : le poirier, le pommier qu'on voit souvent couverts d'une poussière blanche qui n'est autre qu'une végétation qu'on n'aperçoit qu'à l'aide de la loupe. Dans nos champs, le maïs, la betterave, les haricots, les dolics, les pois, et bien d'autres plantes sont envahies par de semblables maladies. Les pommes de terre avaient été jusqu'ici épargnées par les végétaux parasites. Elles subissent maintenant la loi commune.

Je crois, en effet, que l'altération particulière à ce tubercule provient de la présence dans ce végétal d'une multitude d'êtres microscopiques qui s'y développent aux dépens du tissu cellulaire. Une pomme de terre altérée, offre à l'extérieur des taches brunes, la peau se dessèche et se durcit par parcelles ; les alvéoles, dans lesquels sont disséminés les grains de fécule, se liquéfient et disparaissent. Les grains de fécule deviennent libres, se tassent et s'amoncellent. L'altération se propage et va toujours s'irradiant dans l'intérieur du tissu. Les parties qui se décomposent sont d'une couleur brun-noisette, et contrastent avec celles qui sont encore intactes ; la pomme de terre apparaît comme marbrée au dedans. Bien souvent l'altération apparaît immédiatement sous la peau, comme dérivant d'une cause extérieure ; quelquefois elle se déclare au milieu du tubercule. Il se produit alors comme une excavation qui se trouve isolée parmi les parties encore saines. Finalement, sous l'influence de l'humidité, le tuber-

cule se change en une masse molle et visqueuse. Sous l'influence de l'air atmosphérique, et à l'abri de la vapeur aqueuse, il se convertit en une substance fort dure, spongieuse et racornie.

Que s'est-il opéré pendant l'accomplissement de ces faits? Des corpuscules atomiques, dont les séminales existent probablement dans l'atmosphère, ont été produits dans la pomme de terre, et y ont végété. Je décrirai plus tard la forme de ces végétaux, les diverses réactions qu'ils subissent sous l'influence de certains agents chimiques, et les divers produits qui résultent constamment de l'altération des tubercules. Les expériences que j'ai entreprises à cet égard sont loin d'être encore terminées.

§ II. — Précautions pour préserver les pommes de terre de l'altération.

Les pommes de terre peuvent être attaquées par la maladie, soit qu'elles tiennent encore à la plante, soit qu'elles en aient été préalablement détachées. Ainsi il arrive souvent, qu'à l'époque de l'arrachage, l'on rencontre déjà des tubercules altérés; d'autres fois l'altération ne se manifeste qu'après la récolte, c'est ce qui a eu lieu généralement cette année-ci. L'humidité favorise singulièrement l'altération des tubercules. Il se forme dans l'intérieur des tissus, des végétations analogues aux *moisissures*; ce n'est qu'à l'aide de l'humidité qu'elles peuvent se développer.

Si l'on prend une pomme de terre déjà atteinte de maladie, et qu'on la divise en plusieurs parcelles, toutes les tranches placées dans un lieu humide

seront promptement gâtées ; celles placées dans un lieu sec résisteront bien plus long-temps. Cette petite expérience explique les faits suivants.

Les pommes de terre enfouies dans des silos sont ordinairement plus sujettes à la maladie que celles qui sont conservées dans l'intérieur des maisons. Les silos sont toujours très mal construits, l'humidité du sol s'y infiltre, les gaz et la vapeur d'eau provenant des tubercules n'ont pas d'issue.

Les pommes de terre, provenant de ma récolte, ont été mises, partie dans un grenier, partie dans une cave. Les premières se sont bien conservées, les autres ont été attaquées par la maladie.

Les pommes de terre provenant d'un sol argileux, ont été plus atteintes que celles qui étaient récoltées sur un sol léger et sablonneux. L'un retient avec force l'humidité et la concentre sur le tubercule, l'autre la laisse s'échapper.

Les pommes de terre qui, après leur complète maturité, sont encore restées dans le sol, ont toutes souffert de la maladie. Au lieu de se ressuyer et de perdre de l'eau de végétation, elles ont absorbé de l'humidité.

Une excellente précaution à prendre, pour préserver de la maladie les pommes de terre, consiste à remuer les tas de temps en temps, en ayant soin d'écarter celles qui sont altérées. Celles qui sont à la surface des tas se dessèchent et se racornissent, mais celles qui sont dans l'intérieur de la masse, sous l'influence de l'humidité en excès, se ramollissent, se putréfient, et deviennent pour les autres une cause d'altération immédiate. Cependant malgré tous les triages possibles, la maladie fait toujours

des progrès. Parmi les tubercules qui ont été triés scrupuleusement, ceux-là même qu'on croit les plus sains, deviennent plus tard susceptibles d'altération. Il arrive même que les meilleures pommes de terre, qu'on a choisies une à une pour semence, se gâtent et s'altèrent dans les sillons avant de pousser les germes hors terre. J'ai eu occasion d'observer ces faits un grand nombre de fois, tant sur la récolte de 1846, que sur celle de 1847. L'on dirait que le germe de la maladie existe dans la pomme de terre à l'état latent, et qu'il a été déposé dans le sein du tubercule pendant l'acte même de la végétation. On est porté à croire que, durant cette espèce d'incubation, il existe déjà dans le légume à l'état rudimentaire, attendant la cause qui le fera éclore plus tard, et produira son parfait développement. L'observation suivante rend probable cette manière de voir.

Des pommes de terre saines et bien pelées sont mises dans un bocal; douze heures après, les unes conservent encore leur blancheur, d'autres deviennent roussâtres, et commencent à brunir. Cette nuance est un indice infallible du principe morbide qu'elles recèlent dans l'intérieur de leurs tissus. En effet, celles-là finissent par s'altérer, tandis que les autres restent intactes.

Il résulte de ce qui précède, que la principale condition à observer, pour préserver les pommes de terre de l'altération, c'est l'absence de toute humidité.

Ainsi les propriétaires auront soin de les conserver dans des lieux secs et bien aérés. Les greniers sont préférables aux caves. Il est vrai que les tubercules

y verdissent bien souvent, et contractent une saveur âcre. Mais cela n'arriverait pas, si on n'y laissait pas pénétrer la lumière; il suffirait simplement de fermer les ouvertures avec une étoffe teinte en noir. Les rayons lumineux seraient absorbés, et l'air atmosphérique passerait à travers le tissu.

Dans quelques localités, on a l'habitude de placer au milieu des tas de pommes de terre des fagots et des branches sèches : c'est un excellent moyen d'assainissement et d'aération. On ne saurait trop le recommander aux cultivateurs.

Il faut éviter surtout, avec le plus grand soin, d'entasser les pommes de terre dans les caves creusées profondément dans le sol; elles y contractent la maladie en fort peu de temps.

Les silos, tels qu'on les fait dans le Haut-Vallespir, sont peu propres à conserver les pommes de terre. Il faut, autant que possible, éviter d'y avoir recours.

Pour résumer complètement mon opinion, je crois que si la maladie sévit depuis quelques années avec tant d'intensité, c'est nous-mêmes qui en sommes la cause principale. La récolte que la providence nous a donnée cette année-ci, était bonne, nous l'avons gâtée. Les pommes de terre, il est vrai, recélaient déjà les germes de la maladie. Nous n'avons point cherché à prolonger le cours de leur incubation; au contraire, sans nous en douter, nous avons fait tout ce qu'il fallait faire pour le faire éclore, et la maladie a paru.

Prenons dorénavant les précautions que la prudence nous suggère, et les ravages de cette maladie seront moins terribles.

§ III. — Moyens propres à combattre l'altération
des pommes de terre.

L'altération fait des progrès très rapides dans les tubercules qui commencent à être attaqués. La désorganisation est bientôt après des plus complètes. Pourra-t-on parvenir à enrayer la maladie dès le début? Ceci est possible; voici à l'aide de quels moyens.

Toutes les substances qui arrêtent généralement les progrès de la putréfaction et de la fermentation, détruisent pareillement le principe morbide qui existe dans la pomme de terre.

Ainsi, si l'on plonge dans de l'eau aiguisée par de l'acide sulfurique (huile de vitriol) des tubercules qui commencent à s'altérer, l'altération ne fait plus de progrès, et on les conserve durant des mois entiers dans ce liquide. L'acide chloro-hydrique (acide muriatique, esprit de sel) produit absolument le même effet.

Le chlore gazeux, qu'on a fait dissoudre dans l'eau, l'hypo-chlorite de chaux (chlorure de chaux), le sulfite de soude, le sel marin, possèdent encore les mêmes propriétés. Mais le procédé le plus économique à employer consiste à faire usage de l'acide sulfureux.

A cet effet, on remplit d'eau à moitié un tonneau de contenance environ de cent-vingt litres. On fait brûler successivement, dans l'intérieur du tonneau, plusieurs mèches soufrées, jusqu'à ce que la combustion cesse; on remue alors fortement le liquide: par l'agitation, le gaz sulfureux se dissout dans l'eau. Si les mèches enflammées qu'on plonge de nouveau dans ce tonneau refusent de brûler, on y introduit de l'air à l'aide d'un soufflet. Lorsque l'eau a absorbé quinze à vingt grammes de soufre, on la soutire et l'on peut s'en servir.

En faisant macérer des pommes de terre pendant quinze jours dans ce liquide, et les faisant ensuite sécher au soleil, elles se conservent durant des mois entiers sans que l'altération fasse des progrès sensibles.

Je n'ai pas encore essayé l'action de la créosote et des autres substances congénères, provenant de la distillation du bois, sur les tubercules en altération. Il est à présumer que l'on obtiendrait les mêmes bons résultats.

Le moyen le plus efficace, sans contredit, pour détruire complètement les causes de l'altération de la pomme de terre consiste dans la dessiccation complète des tubercules. Ils peuvent alors se conserver intacts durant des années entières. Comme il faut éviter avec soin d'en opérer la cuisson, on ne peut point faire usage du four ni de l'étuve. La chaleur du soleil n'est plus assez forte à l'époque de la récolte pour qu'on puisse y avoir recours. On parvient à ce résultat en soumettant les pommes de terre coupées en morceaux, à un courant d'air chauffé à environ 50 degrés. Dans mes expériences, j'ai adopté un appareil analogue à celui dont se servent les chimistes pour analyser les gaz.

Ainsi desséchées, les pommes de terre sont encore propres aux mêmes usages auxquels on les emploie ordinairement, en les faisant ramollir pendant vingt-quatre heures dans l'eau froide. Comme elles n'ont pas subi de cuisson, elles reprennent leur eau de végétation et redeviennent fraîches. On en extrait la fécule très facilement. On pourrait employer en grand, dans les féculeries, des pommes de terre ainsi préparées. Elles cuisent parfaitement et ne con-

tractent aucun mauvais goût. Desséchées, ramollies dans l'eau froide ou cuites, les bestiaux ne les refusent jamais, et ils s'en montrent toujours fort avides.

Ce serait un avantage énorme pour le cultivateur d'avoir à sa disposition des pommes de terre durant toute l'année. Outre que sa récolte serait désormais assurée, et à l'abri des causes qui en provoquent l'altération, il n'aurait plus à craindre les pertes qu'il éprouve tous les ans par la germination. Comme je l'ai exposé, avec une bien faible dépense, l'on peut facilement parvenir à ce résultat.

§ IV. — Emploi des tubercules altérés.

On peut les faire servir avec succès à la nourriture des animaux. Comme la fécule n'est pas attaquée, et que c'est uniquement le tissu cellulaire qui disparaît, les pommes de terre altérées conservent encore leurs propriétés nutritives. C'est à tort que les cultivateurs les rejettent en général.

Ces pommes de terre crues, coupées en morceaux, saupoudrées de sel et mêlées avec du son, sont une excellente nourriture pour les bœufs et les chevaux. Ils les mangent avec avidité, et s'en trouvent très bien.

Si l'on destine à la nourriture des bestiaux des quantités considérables de tubercules altérés, il faut prendre les précautions suivantes :

Après qu'ils ont été coupés en morceaux, on les fait infuser pendant vingt-quatre heures dans de l'eau acidulée par de l'acide sulfurique. Après cette macération, l'odeur infecte des tubercules a disparu. L'acide a décomposé les sels ammoniacaux, et il a saturé les alcaloïdes provenant de la décomposition

des tubercules. On les lave à plusieurs reprises, puis on les fait bouillir avec de l'eau alcalisée par du carbonate de soude. Toutes les traces d'acide disparaissent, et la cuisson s'obtient facilement.

Les pommes de terre qui n'offrent en quelque sorte qu'une masse putrescente; celles qui sont molles et altérées peuvent être encore employées à la nourriture des bestiaux. Il faut les faire détremper dans une eau plus acidulée que la précédente. L'infusion durera trois jours, et on renouvellera l'eau acide de temps en temps. Par plusieurs lavages, elles deviennent presque inodores. On les saupoudre fortement avec du sel avant de procéder à la cuisson.

Sous l'influence de l'orge germée (diastase), les tubercules altérés produisent du sucre et de la dexteine. On obtient les mêmes résultats par l'action de l'acide sulfurique concentré, ce qui indique clairement qu'ils sont encore susceptibles d'être utilisés dans les distilleries d'eau-de-vie de pommes de terre.

Les pommes de terre atteintes de la maladie, pourvu que l'altération ne soit pas très avancée, sont encore propres à être ensemencées. Autant qu'il est possible de le faire, il ne faut semer que des tubercules bien sains; cependant, lorsqu'ils deviennent rares, les cultivateurs doivent employer forcément des pommes de terre altérées. Dans le but de connaître si la maladie du tubercule se communiquait à la plante, j'ai semé à part, l'année dernière, une certaine quantité de pommes de terre altérées. Au moment de la récolte, j'ai obtenu des tubercules parfaitement sains; très peu étaient atteints de maladie.

VILLASECA,

notaire à Arles, membre de la Société.

DE L'ÉTHER,

COMME NOUVEL AGENT THÉRAPEUTIQUE.

NOTICE

sur l'épidémie de fièvres rémittentes pernicieuses qui a régné à Salses
pendant le mois de décembre 1847.

par le docteur Paul Massot,

membre du jury médical du département des Pyrénées-Orientales.

Il y a déjà plus d'un an, une grande et belle découverte nous venait d'Amérique. Les docteurs Norton et Jackson annonçaient que l'inhalation de l'éther détruisait la sensibilité, que désormais l'on pouvait supprimer la douleur pendant les opérations chirurgicales.

Cette découverte fut d'abord accueillie avec un sentiment d'admiration et de reconnaissance; mais bientôt après, l'incrédulité vint se mêler à cette première impression.

Quelques-uns de nos plus habiles opérateurs, hommes de cœur et de progrès, hardis et prudents à la fois, se livrèrent à des essais nombreux, et des

la gravité, les symptômes insolites et souvent foudroyants épouvantèrent toute la population. ¹

Ordinairement, le paroxysme d'une fièvre pernicieuse se prépare, s'annonce par des signes qui révèlent le trouble qui doit survenir; à Salses, l'épidémie éclata inopinément.

Le principe vital était rapidement affaibli par une vraie et profonde résolution des forces de tous les organes; la nature luttait vainement. Un refroidissement général, intense, que rendaient plus sensible encore quelques légères bouffées de chaleur, les ongles pâles et bleuâtres, la face flétrie, plombée, livide, des pétéchie sur la surface du corps, le coma, le délire, tels étaient les premiers symptômes d'une affection qui, chez les enfants, provoquait des cris aigus. La respiration était tantôt difficile et lente, tantôt stertoreuse et précipitée; une toux incessante amenait des douleurs pleurétiques, des crachats rouillés, des crachats sanguinolents, des vomissements de sang; les yeux étaient caves, ternes, presque toujours fermés; des douleurs obtuses s'emparaient des membres que contractaient bientôt après des crampes violentes; la rétention, l'incontinence, la rareté, la suppression même des urines venaient attester que les reins et la vessie participaient au trouble général. Le pouls petit, faible,

¹ J'éprouve le besoin de signaler le dévouement de M. le curé Boucaille, et de M. Lanes, officier de santé, à Salses.

Le premier n'a cessé de prodiguer aux malades des soins assidus et de pieuses consolations, et le second, par un zèle au-dessus de tout éloge et une activité éclairée, a puissamment contribué à conjurer le fléau. Je suis heureux d'être ici l'interprète de la reconnaissance publique.

filiforme, intermittent, lent, très rarement accéléré, et quelquefois nul, offrait presque constamment un caractère que je n'avais jamais observé; l'artère paraissait large et développée, et à peine un léger frémissement venait émouvoir le tact; on aurait dit que l'artère était vide. Souvent les malades étaient comme foudroyés par l'invasion du mal; ils étaient pris de vomissements et de déjections alvines blanches, parfaitement semblables aux déjections cholériques; la déglutition devenait impossible, la perte des sens complète. Tantôt un état d'indifférence, de stupeur plongeait le malade dans une espèce de léthargie; tantôt des accidents hémiplegiques, tétaniques, des convulsions terribles précédaient de quelques secondes seulement, l'affreuse réunion sur le même individu de presque tous les symptômes que je viens d'énumérer. Disons cependant que rarement les enfants ont éprouvé des convulsions, et que ce sont les malades, atteints d'accidents cholériques, qui ont seuls offert l'ensemble de tous les symptômes.

Les fièvres pernicieuses avec des symptômes pleurétiques et pneumoniques ont présenté des phénomènes curieux : tous les individus qui accusaient des douleurs à la poitrine ne crachaient point de sang, tous ceux, au contraire, qui crachaient du sang ne ressentaient pas de douleurs; si peu d'entre eux étaient pris de convulsions, presque tous se plaignaient de crampes atroces.

Pendant toute l'épidémie, le moment de la rémission a été fort intéressant. Bien que le pouls ait gardé constamment les mêmes caractères, les accidents se calmaient peu à peu; la face s'animait; les yeux des ma-

lades, qui avaient présenté des symptômes thorachiques, devenaient brillants; avec la chaleur revenue, une moiteur légère se produisait; la face se colorait d'un rouge foncé, cuivré; les pétéchies disparaissaient, du moins en partie; la toux diminuait; les vomissements cessaient peu à peu; les convulsions ne s'arrêtant qu'après quelques oscillations, quelques retours, laissaient la tête lourde, l'intelligence obscurcie; la réaction s'opérait lentement, incomplètement, mais la déglutition était devenue possible, et la guérison pouvait être espérée.

Ce fut seulement vers le 12 décembre que la maladie, abandonnant l'estomac et les intestins, se porta au cerveau. Les effets en furent affreux: les malades, saisis par des convulsions, tombaient comme frappés de la foudre, dans les maisons, dans les rues, dans les champs; j'ai vu quelques-unes de ces convulsions durer plus de quinze heures.

D'après cet exposé de symptômes, il est bien certain que l'épidémie qui a désolé Salses a offert des fièvres pernicieuses rémittentes, algides, pétéchiales, catarrhales, pleurétiques, pneumoniques, cholériques, néphrétiques, cystiques, tétaniques, convulsives, syncopales, épileptiques. Jamais médecin n'a eu, comme moi, le triste avantage d'observer à la fois un si grand nombre de variétés de fièvres pernicieuses que les auteurs ont décrites isolément, et qui n'ont pu être saisies qu'après de longs intervalles et dans des contrées différentes. Voici le tableau des trois grandes divisions qu'a présenté l'épidémie, des variétés qui ont été communes à chacune d'elles, ainsi que du nombre des individus atteints.

DIVISIONS.	VARIÉTÉS COMMUNES aux trois divisions.	VARIÉTÉS SPÉCIALES.	Nombre des malades atteints dans chaque division, et dans ses variétés.
1 ^e Thorachiques.	Algides pétéchiales.	Catarrhales. Pleurétiques. Pneumoniques.	130
2 ^e Abdominales.	Algides pétéchiales.	Cholériques. Cystiques. Néphrétiques.	10 15 6
3 ^e Cérébrales....	Algides pétéchiales.	Tétaniques. Convulsives. Syncopales. Épileptiques.	135
			296

Je dois faire remarquer que les vents d'Est et de Sud soufflaient au moment de la grippe, et que leur degré de calme ou de violence a parfaitement coïncidé avec l'invasion de l'épidémie, le changement ou l'aggravation des symptômes ; je dois constater aussi que les vieillards ont été le plus épargnés, mais que les enfants et les femmes, surtout, ont été atteints dans la proportion énorme des quatre cinquièmes du nombre des malades.

Pour lutter contre un si rapide et terrible fléau, il fallait des moyens énergiques et prompts ; les résultats du traitement que j'adoptai, vinrent confirmer de la manière la plus heureuse la justesse de mon diagnostic ; car, la population de Salses, si gravement frappée, n'a eu à déplorer que trois décès.

La femme Sanvy, après avoir bu à l'insu de l'of-

ficier de santé, du vin très fortement alcoolisé, fut, je crois, victime de son imprudence.

La femme Ferrand se refusa avec obstination au traitement prescrit ; enfin la femme Bertomieu, enceinte de six mois, fut atteinte dans la rue par des convulsions que je parvins un instant à suspendre, mais qui furent bientôt rappelées par des contractions utérines et ne cessèrent qu'avec sa vie.

Ces trois femmes, comme on le voit, furent soustraites fatalement à l'action régulière du traitement qu'il me reste à exposer, et que je ne crois pas inutile de faire précéder de quelques considérations pratiques.

Si, dans certaines contrées, dans certaines épidémies, les auteurs peuvent avoir raison de prétendre que, pour combattre les fièvres pernicieuses, l'administration du quinquina doit être précédée de moyens thérapeutiques d'une nature opposée, suivant les symptômes apparents, inflammatoires ou non, à Salses, l'administration immédiate du quinquina, blâmée par quelques-uns, regardée comme prématurée par d'autres, et trop souvent inutile quand l'erreur a été reconnue, procure seule des succès qui ne sont dûs qu'à l'à-propos d'une médication prompte, active et suivie. A Salses, rarement, presque jamais, quelle que soit l'obscurité de la rémission, quels que soient les symptômes dominants, l'hésitation n'est possible ; le quinquina est pour le médecin le seul, l'unique moyen de salut contre des accès de fièvre dont il est dit : le premier tue quelquefois, le deuxième souvent, le troisième toujours.

C'est à Salses que le praticien doit toujours avoir présentes à sa pensée les paroles du professeur Baumes, parlant de l'épidémie de 1780 :

« Je donnais le quinquina à pleines mains; on aurait « dit que j'en abusais, si le cas eût été moins pressant, si la fièvre eût été moins grave, si les succès « eussent été moins multipliés et moins complets. »

Ces considérations préliminaires indiquent assez que le quinquina devait être et a été le principal agent thérapeutique que j'ai employé pour triompher de l'épidémie, et qu'il a été immédiatement administré avec une prodigalité nécessaire. J'ai ordonné, dans les 24 heures, jusqu'à cent et cent cinquante grammes de quinquina en décoction; j'en ai, pour ainsi dire, saturé les malades, sans avoir jamais eu à réformer cette médication; et si l'on s'étonne de la préférence que j'ai constamment accordée à la décoction de quinquina sur le sulfate de quinine, je dirai que l'expérience m'a prouvé depuis long-temps que si le sulfate de quinine jouit d'une action spécifique contre les fièvres intermittentes franches, il est loin d'agir avec la même efficacité contre les fièvres rémittentes.

Je me féliciterai toujours d'avoir résisté aux indications qui paraissaient quelquefois nécessiter impérieusement l'emploi de saignées générales ou locales. Partout ailleurs qu'à Salses, je n'aurais pas hésité un instant.

Il est, je crois, parfaitement inutile de rechercher les causes des fièvres intermittentes et rémittentes, de vouloir expliquer l'ordre particulier suivant lequel s'enchaînent et se reproduisent périodiquement ces maladies. Il est bon de savoir que ces fièvres naissent dans les mêmes circonstances, que les mêmes causes peuvent les produire et qu'elles offrent entre elles des traits de similitude parfaits.

Il est surtout essentiel d'être bien averti que ces fièvres devenues pernicieuses, ou se développant de prime abord comme telles, participent toujours du caractère des maladies intercurrentes; qu'elles peuvent cependant se distinguer par un symptôme permanent, qui menace incessamment la vie des malades, mais qu'on n'est pas toujours assez heureux pour reconnaître.

Du reste, quelles que soient les formes qu'emprunte la maladie, le médecin qui a étudié le pays où il exerce, qui a observé par lui-même, ou qui s'est éclairé aux traditions de ses devanciers, ne se laissera pas tromper par ses métamorphoses. Dans le cours d'une pratique de dix-sept ans à Salses, M. Lanes, dont le concours intelligent m'a été si précieux pour réunir les nombreux matériaux de mes observations, a eu bien certainement un grand nombre de péripneumonies à combattre : six fois il a cru nécessaire d'employer la saignée, et trois décès lui ont appris combien il devait être avare d'un pareil moyen. Quant à moi, une pratique de plus de vingt années dans cette localité tout exceptionnelle, m'a fait proscrire la saignée, et j'ai le moins possible eu recours à l'application des sangsues. En général, une perte de sang, même modérée, y éternise les convalescences, atténue souvent l'action du quinquina et parvient quelquefois à en détruire la puissance.

Le quinquina était donc d'une absolue nécessité; mais comment l'administrer, puisque la déglutition était impossible? Un commencement de réaction aurait peut-être pu le permettre; c'est vainement que pour l'obtenir, j'avais fait employer des frictions avec l'alcool très fortement camphré, que j'avais fait

promener des sinapismes sur toute la surface du corps. Le temps pressait cependant; que faire? Les accès pouvaient devenir sub-intrans, il fallait agir. C'est alors que je me rappelai l'éther et que mes prévisions sur l'efficacité thérapeutique de ce nouvel agent me revinrent à l'esprit. En face d'une difficulté que je ne pouvais surmonter, qui menaçait de mort une partie de la population, je résolus de tenter un essai bien incertain, sans doute, mais le seul qui m'offrît encore une dernière espérance.

Le manque d'instruments, l'impossibilité de faire respirer des vapeurs éthérées à un grand nombre de malades à la fois, et peut-être le souvenir vague des expériences du docteur Pirogow, qui avait imaginé d'introduire des vapeurs éthérées dans le rectum, me suggéra l'idée d'employer l'éther en lavement, et je la mis aussitôt à exécution.

Quel ne fut pas mon étonnement, lorsqu'après quelques minutes je vis la chaleur revenir, les convulsions et tous les accidents diminuer, s'arrêter même? Si les symptômes alarmants reparaissaient, un deuxième lavement les faisait disparaître de nouveau. La réaction s'opérait comme par enchantement, la déglutition devenait possible, et l'administration du quinquina, libre enfin, pouvait combattre avec succès l'épidémie.

Les lavements étaient composés de cent grammes d'eau à peine tiède, et de cinq à trente grammes d'éther sulfurique. Dans un cas très important, l'éther a été donné pur. Je ne doute pas qu'on ne doive l'employer à des doses beaucoup plus fortes.

Lors des épidémies précédentes, pendant la rémission, souvent même après la disparition de tout danger,

le cerveau ou les organes qui avaient souffert des atteintes du mal, conservaient long-temps encore les traces profondes du passage de la fièvre pernicieuse.

Jamais, si ce n'est en décembre 1847, symptômes aussi graves, aussi terribles n'avaient été observés à Salses; et cependant, après le traitement qui leur fut opposé, après l'essai que je venais de tenter pour les combattre, les convalescences ont été promptes, complètes. Les organes malades, le cerveau lui-même n'ont gardé aucun ressentiment des secousses qu'ils avaient éprouvées; la mortalité a été nulle.

Quel est le praticien qui, en face de si beaux résultats, ne sera convaincu comme moi, que c'est uniquement à l'éther qu'il faut les attribuer?

L'éther, administré d'une manière nouvelle, venait de rendre à l'humanité un immense service : l'absorption instantanée, l'activité si rapide, l'innocuité et la puissance de cet agent, pour ainsi dire inconnu, me paraissaient devoir fixer l'attention de mes confrères. J'allais rendre publics ces premiers essais, tout imparfaits qu'ils sont, lorsque encouragé par les succès, déjà obtenus à l'aide d'un médicament, dont l'usage facile favorisait les expériences et me permettait de les multiplier, je voulus appliquer son action à d'autres maladies, et pousser plus loin mes observations. Ces nouveaux essais m'amènent aujourd'hui à présenter à l'Académie des résultats nouveaux et plus importants peut-être que je n'avais osé l'espérer. L'observation suivante pourra me fournir tout naturellement l'occasion d'énoncer quel est l'enchaînement d'idées qui m'a déterminé à poursuivre ces expériences.

Un jeune homme âgé de 30 ans avait deux fois

été atteint par l'épidémie; deux fois le traitement avait triomphé d'une rémittence pneumonique avec vomissement de sang. Tout à coup, une deuxième rechute a lieu le 5 janvier; la toux est suffocante, le pouls presque nul, un froid glacial s'empare de tout le corps, le malade conserve encore sa connaissance, mais à huit heures du soir, on attend la fin de son agonie, car rien ne réussit à provoquer la réaction. A bout de moyens, (le quinquina ne produisant aucun effet avait été suspendu), un lavement avec l'éther *pur* à la dose de 20 grammes est administré; dix minutes après, la toux se calme, la chaleur reparait d'abord à la face, puis à la poitrine et à l'abdomen; tout le corps reprend bientôt sa chaleur naturelle; à dix heures, la toux n'existe plus; la respiration devient tout à fait normale. A onze heures du soir, le retour de la toux, moins convulsive cependant, exige un nouveau lavement d'éther toujours pur à la dose de 15 grammes, et la toux disparaît pour ne plus revenir. Le 6, à neuf heures du matin, et à trois heures de l'après-midi, on administre un troisième et quatrième lavement avec dix grammes d'éther; peu d'instants après, le malade éprouve le besoin de manger, et le 7, il désire si vivement des aliments qu'ils lui sont accordés avec prudence. Depuis lors, aucun accident n'a reparu.

Cette fois, l'éther n'est plus un médicament secondaire; par une action qui lui est propre, il attaque directement une affection toute particulière, et détruit une toux nerveuse qui allait devenir mortelle. Ce fait inattendu fit naître en moi de nouvelles pensées, et je résolus d'étendre, par d'autres expériences, l'application de l'éther. Je tentai, pour la

première fois, un essai contre les affections rhumatismales, et le résultat dépassa mes espérances.

A Salses, une jeune fille de 14 ans était retenue dans son lit depuis plus de 20 jours par un rhumatisme articulaire; deux lavements éthérés réussirent le jour même à calmer les douleurs.

A Perpignan, je suivis avec un vif intérêt et une attention scrupuleuse l'action de l'éther, sur une jeune fille de 18 ans, d'un tempérament délicat et très irritable. Cette enfant, habituellement malade, avait été plusieurs fois atteinte de douleurs rhumatismales articulaires qui avaient duré au moins 40 jours, et qui, ordinairement, étaient aggravées par des palpitations douloureuses du cœur.

Alitée depuis quatorze jours, elle était dévorée par la fièvre et une soif ardente; une continuelle insomnie rendait plus intolérables encore les palpitations violentes du cœur, et les douleurs avec engorgement qui s'étaient emparé des articulations du poignet, du genou et du pied. J'ordonnai un lavement avec quatre grammes d'éther; il fut pris et rejeté presque à l'instant, mais cependant les douleurs se calmèrent assez pour lui permettre trois heures de sommeil. Le lendemain un autre lavement avec huit grammes d'éther, provoqua des phénomènes très curieux que la jeune fille me raconta, et je reproduis fidèlement, et pour ainsi dire, sous sa dictée, les sensations qu'elle me dit avoir éprouvées.

A peine l'éther fut-il introduit, que l'air expiré se chargea immédiatement de vapeurs éthérées ¹

¹ Cette instantanéité de l'absorption de l'éther est constante; et souvent, pendant plusieurs jours, la respiration conserve une odeur éthérée très appréciable.

La malade ressentit une douce moiteur, et comme une vapeur chaude qui glissa sur tous ses membres, s'arrêta sur les articulations malades, et peu d'instants après, se dirigea vers le cerveau. Elle en compara alors les effets à ceux de la vapeur du charbon; elle disait qu'elle croyait comprendre, d'après ce qu'on lui avait raconté, combien il pouvait être doux de s'enivrer. La fièvre disparut, les douleurs du cœur et des articulations cessèrent, elle s'endormit vers les dix heures du soir, et ne se réveilla que le lendemain heureuse et souriante. Depuis lors, les douleurs n'ont point reparu et l'engorgement des articulations diminua très rapidement.

Quelques jours après, j'ai eu l'occasion de voir M. Remy, habile violoniste, de passage à Perpignan, atteint d'un engorgement rhumatismal très considérable avec douleur et rougeur à l'articulation du poignet droit. N'ayant pu le revoir pour constater l'effet d'un lavement avec l'éther, il m'écrivit le surlendemain la lettre suivante : « Si j'avais osé « sortir, je me serais empressé d'aller vous voir, et « vous témoigner toute ma reconnaissance; votre « remède a produit un effet merveilleux. Voici la « quatorzième fois que j'ai le rhumatisme, jamais « aucun médecin, jusqu'à ce jour, n'avait pu réussir « à me guérir aussi promptement. »

Depuis, j'ai réitéré mes essais sur d'autres malades atteints d'affections rhumatismales, de douleurs précordiales, gastralgiques et entéralgiques; toujours un soulagement presque instantané est venu répondre à mon attente.

J'ai donc naturellement acquis la conviction que l'emploi de l'éther, administré comme je l'ai indiqué,

sera pour l'avenir de la plus grande utilité. La médecine pourra trouver, dans la propriété sédative et anesthésiante de l'éther, un nouveau et puissant moyen d'action, sinon pour guérir, du moins pour soulager toutes les affections dont la douleur est le symptôme dominant, toutes les maladies qui, directement et indirectement, se rattachent aux lésions du système nerveux. L'éther pourra combattre avec avantage les accidents traumatiques et quelques maladies de l'enfance devant lesquels la médecine est trop souvent incertaine et impuissante; peut-être même, pourra-t-il être d'une utile intervention contre les affections organiques chroniques, en parvenant à suspendre certaines complications qui en augmentent la gravité. ¹ Ne pourrait-on pas aussi l'essayer contre le choléra? M. Flourens, cherchant à poser la théorie physiologique de l'éthérisation, a remarqué que les vapeurs d'éther, absorbées et entraînées par le torrent circulatoire, agissent d'abord sur le cerveau, puis sur le cervelet et enfin sur la moëlle épinière. Il semble que l'absorption de l'éther en lavement agit d'une manière différente, que son action se porte plus directement sur la moëlle épinière.

Le professeur Gerdy, expérimentant sur lui-même l'inhalation, éprouva d'abord un engourdissement général, une chaleur à la tête, comme si des vapeurs enivrantes lui montaient au cerveau; cet engourdissement gagna bientôt les membres inférieurs, s'ac-

¹ Un zouave venant d'Afrique, avec la dissenterie, qu'il conservait depuis plus de six mois, fut obligé de s'arrêter à Salses à cause de la rigueur du temps et du mauvais état de sa santé. M. Lanes essaya de calmer les douleurs de ce malheureux, et lui ordonna deux lavements éthérés: le premier réduisit à deux le nombre des selles qu'il poussait dans la journée; le deuxième les supprima pendant vingt-quatre heures. L'expérience n'a pu être continuée.

compagnant d'une sensation de chaleur agréable. La jeune fille dont j'ai parlé éprouva les mêmes sensations, mais en sens inverse.

Il y a peut-être dans ce fait que je signale aux physiologistes, le sujet de nouvelles expériences, même pour arriver à l'extinction de la sensibilité. Je dois dire cependant que je n'ai observé que chez un malade la perte de la sensibilité.

M. Velpeau a dit : « L'éther, cette découverte américaine, me paraît une grande chose, et la chirurgie en tirera peut-être d'immenses avantages. »

Cette prédiction toute hardie qu'elle paraissait alors, serait aujourd'hui une assertion bien timide. Des faits décisifs et répétés tous les jours dans le monde entier, sont venus changer cette prédiction en une bienfaisante réalité. Et si j'avais ma pensée tout entière, je dirais que l'éther sera peut-être plus utile encore à la médecine ; que ses propriétés mieux étudiées, mieux connues, en feront un de ses agents thérapeutiques les plus précieux.

Les faits acquis sont pour moi des vérités démontrées ; je ne sais si l'avenir détruira ou justifiera mes espérances ; je sou mets avec confiance à l'Académie ce mémoire que des préoccupations de tous les jours m'ont empêché de rendre plus digne d'elle. Si elle veut bien y trouver quelque intérêt, si elle daigne l'accueillir favorablement, j'ose croire que les observateurs ne manqueront pas. Ils répéteront mes expériences ; ils en détermineront le degré d'utilité pratique, et alors je m'estimerai heureux d'être arrivé au but vers lequel j'ai dirigé tous mes travaux, et que, malgré mes désirs et mes efforts, je craignais de ne pouvoir atteindre.

DÉMONSTRATION DE DEUX THÉORÈMES DE GÉOMÉTRIE ,

par M. Crova.

professeur de mathématiques spéciales au collège de Perpignan.

THÉORÈME 1. — Les milieux des cordes interceptées par une ligne du second ordre, sur des droites issues d'un même point, sont sur une autre conique qui lui est homothétique et qui passe par le point dont il s'agit.

Démonstration. — Soit pris le point donné pour origine des coordonnées auxquelles nous supposons d'ailleurs une direction quelconque, et soit alors l'équation de la courbe supposée

$$Ax^2 + By^2 + 2Cxy + 2Dx + 2Ey + Fy = 0. \quad (1).$$

Soit alors $y = mx$ l'équation de l'une des droites dont il s'agit; on obtiendra les coordonnées de ses points d'intersection avec la courbe, en considérant leurs équations comme celles d'un même problème déterminé, ce qui, en éliminant y entre elles, donnera, pour avoir les valeurs de x qui répondent à ces intersections, l'équation du second degré,

$$(A + Bm^2 + 2Cm)x^2 + 2(D + Em)x + F = 0.$$

Si l'on représente par x' la valeur de x qui répond au milieu de la corde interceptée, cette valeur sera, comme l'on sait, la demi-somme des valeurs de x données par cette équation. Or, dans une équation du second degré, sans coefficient à son premier terme, le coefficient du second terme, pris en signe contraire, est égal à la somme des racines, d'où l'on voit qu'on aura

$$x' = -\frac{D + Em}{A + Bm^2 + 2Cm}$$

ou bien encore

$$Bx'm^2 + (2Cx' + E)m + (Ax' + D) = 0$$

Si, de plus, on représente par y' la valeur de y qui répond à ce milieu, on aura

$$y' = mx';$$

éliminant donc m entre ces deux équations, l'équation résultante

$$Ax'^2 + By'^2 + 2Cx'y' + Dx' + Ey' = 0, \quad (2).$$

sera celle du lieu des milieux des cordes interceptées par la courbe proposée sur toutes les droites issues du point donné. Or, cette équation est du second degré; d'où il suit que la courbe dont il s'agit est une ligne du second ordre: cette équation est privée du terme indépendant de x et de y , d'où il suit que la courbe en question passe par l'origine, c'est-à-dire par le point donné; enfin, les coefficients des termes du second ordre dans l'équation (2) sont les mêmes que dans l'équation (1); d'où il suit que la nouvelle courbe est homothétique avec la première.

THÉORÈME 2. — Les milieux des cordes interceptées par une surface du second ordre, sur des droites issues d'un même point de l'espace, sont sur une autre surface du second ordre, qui lui est homothétique, et qui passe par le point donné.

Démonstration. — Soit pris encore ici le point donné pour origine des coordonnées, qui pourront d'ailleurs avoir des directions quelconques, et soit alors

$$Ax^2 + By^2 + Cz^2 + 2Dyz + 2Ezx + 2Fxy + 2Gx + 2Hy + Kz + L = 0, \quad (1)$$

l'équation de la surface dont il s'agit. Une quelconque des droites issues du point donné aura des équations de la forme

$$x = mz, \quad y = nz.$$

Si, considérant ces trois équations comme celles d'un même problème déterminé, on élimine entre elles x et y , l'équation résultante en z donnera les valeurs de z qui répondent aux deux extrémités de la corde interceptée. Cette équation est :

$$(Am^2 + Bn^2 + C + 2Dn + 2Em + 2Fmn)z^2 + z(Gm + Hn + K) + L = 0.$$

Si l'on représente par z' la valeur de z qui répond au milieu de cette corde, par les mêmes raisons que ci-dessus, on aura :

$$z' = \frac{Gm + Hn + K}{Am^2 + Bn^2 + C + 2Dn + 2Em + 2Fmn},$$

ou bien :

$$Az'm^2 + Bz'n^2 + 2Fz'nm + (2Ez' + G)m + (2Dz' + H)n + (Cz' + K) = 0.$$

Si, de plus, on représente respectivement par x' et y' les valeurs de x et y qui répondent aux mêmes milieux, on aura :

$$x' = mz', \quad y' = nz';$$

éliminant m et n entre ces trois équations, l'équation résultante,

$$Ax'^2 + By'^2 + Cz'^2 + 2Dy'z' + 2Ex'x' + 2Fx'y' + Gx' + Hy' + Kz' = 0, \quad (2)$$

sera celle du lien des milieux des cordes interceptées par la surface proposée sur toutes les droites issues du point donné; or, cette équation est une équation du second degré, dépourvue du terme indépendant de x' , y' et z' , et dans laquelle les coefficients des termes du second ordre sont les mêmes que ceux de l'équation (1); donc le lien dont il s'agit est une surface du second ordre, homothétique avec la surface proposée, et passant par le point donné.

Démonstration du principe fondamental de la trigonométrie sphérique,
par **M. Crova**, professeur de mathématiques spéciales.

On a l'habitude de démontrer le principe de la trigonométrie sphérique, pour un cas particulier, et d'en établir la généralité par une discussion plus ou moins longue. J'ai pensé qu'une démonstration directe, applicable à tous les cas, ne serait pas déplacée.

Soit O le centre d'une sphère, sur laquelle est tracé le triangle quelconque ABC . Je mène les rayons OA , OB , OC et les cordes AB , BC et AC ; je trace, sur OA , les perpendiculaires AE et AD , l'une dans le plan AOB et l'autre dans le plan AOC . Si, du centre de la sphère, on mène les perpendiculaires OI et OK sur les cordes AB et AC , il est évident qu'elles rencontreront *toujours* les tangentes AD et AE .

Cela posé, dans le triangle DOE , on a :

$$\overline{DE}^2 = \overline{OE}^2 + \overline{OD}^2 - 2OE \cdot OD \cos. DOE.$$

Le triangle DAE donne pareillement :

$$\overline{DE}^2 = \overline{AE}^2 + \overline{AD}^2 - 2AD \cdot AE \cos. A.$$

Soustrayant la seconde équation de la première, et divisant par 2, on obtient :

$$1 + AD \cdot AE \cos. A = DO \cdot EO \cos. DOE,$$

ou bien :

$$\cos. \frac{1}{2}b \cos. \frac{1}{2}c + \sin. \frac{1}{2}b \sin. \frac{1}{2}c \cos. A = \cos. DOE.$$

Dans le triangle IOK on obtient :

$$\cos. DOE = \frac{\overline{OK}^2 + \overline{OI}^2 - \overline{IK}^2}{2OK \cdot OI} = \frac{\cos. \frac{2}{3}b + \cos. \frac{2}{3}c - \sin. \frac{2}{3}a}{2 \cos. \frac{1}{2}b \cos. \frac{1}{2}c}.$$

Substituant dans l'équation précédente, remplaçant $\cos. \frac{2}{3}b$ par $\frac{1 + \cos. b}{2}$

et faisant les réductions qui se présentent, on obtient la formule fondamentale :

$$\cos. A = \cos. b \cos. c + \sin. b \sin. c \cos. A. \quad (V. la planche).$$

Archéologie locale.

NOTICE SUR UNE PIERRE TUMULAIRE,

trouvée derrière l'ancienne chapelle de la confrérie de St-Georges,
dépendance du couvent des FF. Prêcheurs à Perpignan.

Nous l'avons explorée avec M. de Bonnefoy, notre collègue, qui en a fait l'estampage ¹.

Grâces à l'intervention de M. le président, auprès de M. le directeur des fortifications, elle était parfaitement déblayée, et voici ce que nous y avons distingué :

Un édicule formé de deux pilastres à chapiteau en volute, avec superposition d'une imposte, d'où s'élance une archivolté tribolée, recouverte d'un faite triangulaire flanqué de deux pinacles fleurons.

Là dessous est casé un chevalier bardé de fer.

Armet en tête, cuirasse sur gambeson, brassards, gantelet, jambards, rien ne manque à la défensive personnelle.

L'arme offensive, c'est une large épée suspendue à un ceinturon assez lâche dont, au-delà de la boucle, flotte un long excédant.

Le noble preux appuie la main droite sur le pommeau de sa joyeuse, pendant que de la gauche il en presse le reste contre la cuisse du même côté.

Cuirasse et chaussure sont à lames imbriquées, et

¹ Ainsi tirée au naturel, l'image était d'environ 2 m. M. Falip, géomètre, l'a heureusement réduite à la proportion qu'exigeait le format du bulletin.

ort
du

te-
te:

NS.
JUS
1. »

er,

on
, à
e,

cir
nit
in,
on

lte
in-
né-
de
ne
on

éja
ste
à à
fa-



meuse journée des Navas(1212), et qui grandit et prospéra jusqu'à s'allier aux sires occitaniques de Narbonne et de Puisserguier (*Hist. de la Maison de France.*)

La veille des nones d'octobre 1260, Guillaume de So reçut de Jacques le conquérant l'investiture féodale des châteaux de Sahorra, d'Eus, de Puyvalador et d'Evol (*Rég. de la proc. roy. à l'Université.*)

Le 8 des calendes de décembre 1266, le même roi gratifia de nouveau Guillaume des châteaux de So et de Quéragnet, grâce que compléta le comte de Foix dans les limites de son immédiation (*Ibid.*)

Aux nones d'août 1311, le roi Sanche vint ajouter à la possession du château d'Evol le cumul de la juridiction et des justices civiles au profit de Guillaume encore (*Ibid.*)

Enfin le château d'Evol, ainsi aliéné, avec partie de ses attributions judiciaires, devint le titre d'une vicomté approximativement à l'époque où le devinrent ceux d'Ille et de Canet en faveur des sires de Fenouillet et de La Guardia, qui avaient déjà vu Pons de Caramany faire de son *penon bannière* par son élévation au grade chevaleresque de baron et de *capitai* (*Parch. des archives de la préfecture, à l'Université.*)

C'était dans le premier quart du xiv^e siècle, lorsque à l'extinction des sires de Serrallonga, des vicomtes de Tatso, et presque des vicomtes de Castelnou déjà *sans hoirs*, la royauté mayorquine jugea convenable de remplir ces lacunes de l'ordre des magnats, au moyen d'une création de dignitaires aptes à former, comme les précédents, l'auréole du trône.

Nous ignorons encore la date précise de l'érection

de la vicomté d'Evol. Mais ce qui rapporterait bien positivement le fait à la période conjecturée, c'est qu'il n'y en a pas même trace dans les archives de la couronne d'Aragon.

Nous sommes encore plus avancés que les documents de ce précieux chartrier, quant à la connaissance du premier titulaire. En effet, dès l'an 1339, Zurita (Tom. 3. f^{os} 133, 177. r^o et v^o) nous signale déjà Jean de So, vicomte d'Evol, que nous trouvons aussi dans notre *Livre vert mineur* (f^o 175) le 17 décembre 1342, tandis qu'au riche dépôt de Barcelone, il ne surgit qu'en 1344. C'est à propos de ce que, le 2 des ides de janvier de cette année, Pierre IV lui aurait repris les lieux d'Evol, de La Roca, de Sauto et autres, dont il l'aurait indemnisé par la cession des châteaux de St-Martin et de Subirats sans retrait néanmoins du titre vicomtal; en voici la preuve.

Le 15 des calendes de septembre 1346, le même roi donna le château d'Evol, entre autres, à Bernard Guillaume d'Entenza (*Arch. de la couronne d'Aragon*); et toutefois, l'an 1348, apparaît dans notre *Livre vert mineur* (f^o 219 v.), Bernard de So, vicomte d'Evol. Est-ce là le personnage de notre monolithe? C'est probable, quoique nous ne puissions consciencieusement nous dissimuler que sur réclamation du comte de Foix, le château d'Evol fut remis, par sentence du conseil royal en date du 28 septembre 1351, à Bérenger, héritier de Jean de So, le vicomte précité (*Arch. de la couronne d'Aragon*). Il n'y a moyen de se tirer de là qu'en supposant l'indivision du titre entre Bernard et Bérenger.

Quoi qu'il en soit, Bernard compta l'an 1363 parmi

les champions de Pierre IV, roi d'Aragon, en guerre à outrance contre Pierre le cruel, roi de Castille (*Zurita*, Tom. 3. f° 31. v.)

Le 12 juillet 1370, il souscrivit, qualifié de Majordome du palais, un acte du *bon plaisir* royal (*Liv. vert majeur* f° 245.)

Il négocia, l'an 1373, la médiation du duc d'Anjou, gouverneur du Languedoc, entre Pierre IV et Henri de Transtamare (*Zurita*, Tom. 3. f° 364. v.)

Plus tard, il fut employé à moyenner l'alliance de son prince avec le roi de France (*Ibid.*)

Et bientôt (1374) on le vit en position de combattre la malheureuse tentative de l'héritier de Majorque sur le Roussillon (*Ibid.* f° 366.)

Les vicomtes avaient leur caveau funéraire à la chapelle de St-Clément de l'église de nos dominicains.

Bernard de So y fut probablement enseveli, et c'est de là qu'est provenu le monument qui fait l'objet de cette notice. (V. la planche. n° 4).

A tous ceux qui ont été ainsi détournés de leur destination primitive, le comité central, établi au ministère de l'instruction publique, entendrait qu'on substituât sur les lieux même quelque marque de rappel. Mais à quoi bon ici, vu l'usage actuel de la nécropole monastique?

Passe encore si la pierre tumulaire à laquelle se rattachent les souvenirs ci-dessus, pouvait être relevée de son ignoble service par quelque une de ces dalles frustes et à portée d'emploi qui ne sont guère utilisées que pour matériaux! ¹

Nous ne terminerons pas sans enregistrer que

¹ Elle est à présent déposée au Musée.

l'église de nos F. F. prêcheurs possédait aussi les restes mortels des vicomtes d'Ille et de Canet, de l'infant don Ferrand de Mayorque, et de quelques autres défunts d'origine royale. C'est ce que nous ont appris de vieilles écritures déposées à l'Université.

On n'accueillera pas avec moins d'intérêt, que la chapelle de St-Georges était le consistoire capitulaire de la confrérie des chevaliers, qui avaient à l'esplanade immédiate le champ du Tournoi appelé chez nous *lo Rench* et *lo Born* à Barcelone.

RENARD DE SAINT-MALO.

Archéologie locale.

I.

Découverte d'une antique à Saint-Hippolyte (canton de Rivesaltes).

Dans le mois de novembre 1847, comme on travaillait à l'agrandissement de l'église de cette commune, on trouva, en déplaçant le maître-autel, une colonne qui en soutenait la table, avec cette inscription :

FLAV. VAL. CONSTANTINO. NOB. CAES.

En toutes lettres : *Flavio Valerio Constantino nobilissimo Caesari*. V. la pl. 5, Fig. 1.

C'est à Constantin I^{er}, surnommé plus tard *le grand*, que s'adresse cet hommage, comme nous l'avons établi précédemment, et que nous allons le démontrer, après avoir expliqué l'épigraphie par l'histoire, ainsi qu'il suit.

D'après la forme d'administration introduite par Dioclétien, pour aider les empereurs à soutenir le

poids du gouvernement, on créait des Augustes et des Césars. Les Augustes partageaient avec l'empereur le pouvoir suprême, et gouvernaient les départements les plus honorables. Les Césars, destinés à leur succéder, étaient ordinairement chargés de la défense des frontières; les uns et les autres disposaient de la force des légions.

Constance Chlore, père de Constantin, était Auguste, et avait pour sa part la Gaule, l'Espagne et la Grande-Bretagne. Il mourut à York, le 25 juillet 306, après avoir remporté une grande victoire sur les Pictes. Son fils était auprès de lui, et les soldats prétoriens, charmés de ses excellentes qualités et fidèles à la recommandation du père, s'empressèrent de le proclamer Auguste et empereur. Mais l'empereur Galérius, qui redoutait de l'avoir pour collègue, ne lui accorda que le titre de nobilissime César ¹, et cependant, de peur de mécontenter l'armée, il le reconnut pour *souverain* des provinces qu'avait possédées son père, et lui envoya même la pourpre; en sorte qu'il était réellement Auguste, bien qu'il n'en portât pas le nom.

Cependant Maximien, ayant repris la haute dignité qu'il n'avait abdiquée qu'à regret, s'allia avec Constantin, lui donna sa fille Fausta en mariage, et ressaisissant les droits qu'il prétendait avoir sur l'empire d'Occident, il lui conféra en même temps le nom et le rang d'Auguste (31 mars 307).

Au commencement de 308, Constantin ne jouissait

¹ Le mot *nobilissimus* qu'on ajoutait à celui de César, n'était, suivant Gibbon, qu'une épithète vague, plutôt qu'un titre déterminé, sous les prédécesseurs de Constantin.

encore de ce titre que dans les provinces qui lui obéissaient; mais Galérius se vit enfin forcé de le reconnaître en cette qualité, et conséquemment dans tout l'empire, excepté les pays qui étaient sous la loi de Maxence.

Ainsi donc l'inscription de Saint-Hippolyte date de 306 ou de 307.

On a contesté néanmoins qu'elle concernât Constantin I plutôt que Constantin II son fils qui, suivant de graves auteurs, disait-on, s'appelait comme son père *Flavius Valerius Constantinus*, et qui reçut le titre de César en 317. Mais cette prétendue identité de noms est aussi fausse qu'in vraisemblable. Nous pouvons opposer à ces auteurs un savant dont la compétence est incontestable en pareille matière : c'est le numismate Bimard de la Bastie. Voici, en résumé, ce qu'il établit, en s'appuyant des monuments, dans une de ses précieuses notes sur la *Science des médailles* du P. Jobert, ouvrage généralement estimé :

Constantin I portait le prénom de *Flavius*¹, le nom de *Valerius* et le surnom de *Constantinus*. Tant qu'il vécut, son fils aîné fut appelé sur les médailles *Constantinus junior nobilissimus Cæsar*. Après la mort de son père, les médailles et les inscriptions font précéder son surnom du prénom de *Flavius*, et du nom de *Claudius* ou de *Julius*. V. d'ailleurs tous les biographes et d'autres historiens. Ces noms de *Julius* et de *Claudius*, dit encore M. de la Bastie, étaient ceux que la famille *Flavia* tenait de ses alliances par les femmes avec les familles *Claudia* et *Julia*.

¹ *Flavius*, nom de famille, devint un prénom après le III^e siècle (Schoell, Hist. abr. de la littérat. rom.)

Autre difficulté : l'inscription de Saint-Hippolyte, poursuivait-on, n'a pas un caractère officiel, et il n'est pas probable qu'on en ait réellement consacré quelqu'une à Constantin I, dans le peu de temps où il ne lui fut permis qu'un titre qui ne pouvait lui être fort agréable. Eh bien, nous sommes à même aujourd'hui de produire des inscriptions où ce Constantin se trouve très explicitement désigné avec ce même titre. C'est d'abord celle que donne Bergier, p. 72. 6. *Flavius Valerius Constantinus* et *Galerius Valerius Maximianus*¹ y figurent, et sont qualifiés de nobilissimes Césars. A Martigni, dans le Valais, il y a une colonne milliaire consacrée à ces deux Césars en ces termes : *Dominis nostris Maximiano et Constantino nobilissimis Caesaribus* (Ann. de philos. chrét., mai 1848). Le musée de Toulouse possède un autre milliaire découvert par le savant archéologue, M. Alex. Dumége, qui l'a publié dans ses *Monuments religieux des Volces* etc., et dans sa description des antiques du musée précité. On y lit cette inscription IMP. COESAR. FLAVIO VALERIO CONSTANTINO NOBILISSIMO COESARI DIVI CONSTANTII PII AUGUSTI FILIO².

Les sigles *imp. caes.* ont arrêté M. Dumége; un autre académicien y a lu *Imperante Caesar*. Mais les lexiques d'abréviations romaines ne leur donnent jamais cette signification; *imperante* ne peut donc être écrit qu'en toutes lettres. De plus, ce mot ainsi

¹ C'est Maximien II, appelé aussi Maximin, qui était nobilissime César en même temps que Constantin I.

² Cette inscription se ressent comme la nôtre de la décadence des arts. Bergier fait une pareille observation sur une inscription de Constantin I^{er} en Italie, p. 73.

écrit et *Cæsare* devraient être nécessairement suivis du nom d'un empereur. C'est aussi ce que l'on voit dans Bergier, p. 736, sur une inscription, qui n'est pas d'ailleurs dédicatoire. En un mot, ces sigles ne peuvent, à notre avis, se traduire autrement que par le datif *imperatorî Cæsari* d'accord avec *Constantino*. Et l'on ne doit pas trouver étrange que ce prince reçoive sur la même inscription le titre d'empereur et celui de nobilissime César, puisque, en effet, il fut l'un et l'autre à la fois pendant un an, comme il a été dit ci-dessus d'après l'histoire.

Voilà sans doute assez de preuves à l'appui de notre thèse.

Pour en revenir à la colonne trouvée à Saint-Hippolyte, nous devons faire remarquer qu'un des côtés du chapiteau est brut. Elle avait été, par conséquent, adossée à un édifice, à un fort peut-être, si ce n'est même à l'ancien relais appelé en latin *Mutationes*, aujourd'hui *Mudagons*, localité peu distante de Saint-Hippolyte, près de laquelle passait la voie romaine qui conduisait de la Gaule en Espagne, ainsi que l'a doctement prouvé feu M. Jacques de St-Malo.

Cette antique, enfin, se trouve maintenant placée convenablement au porche de l'église d'où elle a été tirée, avec une épitaphe insignifiante du *xiv^e* siècle, provenant du même endroit.

II.

Découvertes d'objets du moyen-âge.

Il paraît que le couvent de Saint-François de Perpignan ne renfermait pas moins que celui de

Saint-Dominique ¹, des monuments funèbres érigés à de grands personnages. Nous y avons vu dans l'église, avant 93, celui du vicomte de Péréllous et de Roda ². C'était un mausolée en marbre blanc, sur lequel reposait une statue qui le représentait en costume de guerrier revêtu de son armure et avec le chien symbolique à ses pieds.

Il y a un an environ, qu'en abattant la cloison d'une arcade de l'ancien cloître du couvent, on y trouva une statue sépulcrale, ayant sur le socle cette inscription malheureusement tronquée : *Illustris domina Alamanda..... Castro novo.* (V. la pl. 5, Fig. 2). On sent que ces seuls mots ne peuvent nous apprendre que très peu de chose sur cette dame; mais voici qui est curieux et qui donne bien à penser. Il existe au musée de Toulouse, n° 614, une épitaphe ainsi conçue : *Anno domini M CC XX. III, xi kal. januarii, obiit domina Alamanda de Castro novo, uxor quondam Willelmi de Castro novo, militis, canonica ecclesiæ Sancti Stephani; cujus anima; etc.* Il y a cinq écussons sur la dalle : un à chaque angle du sommet, aux armes de Toulouse, et trois au-dessous aux armes de Castelnou, consistant en un château surmonté de trois tours avec tourelles.

Or, en 1212, nous trouvons un Guillaume de Castelnou, parmi les chevaliers roussillonnais, qui

¹ V. la notice de M. de St-Malo sur la pierre sépulcrale de Bernard de So.

² Raymond de Péréllous, vicomte de Roda, était un fidèle serviteur de Jean I d'Aragon. Ce roi, pour le récompenser de ses services, érigea en vicomté son fief de Péréllous, en Roussillon, l'an 1391. Il l'appelle son bon ami, dans le diplôme de ce titre. En 1414, il le nomma gouverneur de Roussillon et général de l'armée qui défendait cette frontière. En 1420, Alfonse V le fit vice-roi et capitaine-général de Naples, etc.

contribuèrent au gain de la fameuse bataille de *las Navas*. Ce chevalier appartenait sans doute à la branche cadette de nos vicomtes de Castelnou; et ceux de cette branche avaient pour armoiries un château, comme on le voit, dans l'église de Montferrer sur l'élégant mausolée de noble Dalmace de Castelnou, mort en 1322. Le même écusson a été remarqué encore parmi les débris du cloître de St-François. Cette Alamande, malgré son très honorable blason, ne porte aucun titre sur l'épithaphe; peut-être même n'était-elle qu'une fille naturelle d'un comte de Toulouse. En ce cas, son mariage avec un simple chevalier, *miles*, n'était pas disproportionné.

Peut-il y avoir plus de conformité entre la statue et l'épithaphe? Ce qui reste à savoir est, quant à présent, du domaine des conjectures.

III.

D'une autre arcade du cloître susdit, on a tiré, il y a 5 ou 6 ans, la figure sépulcrale d'un chevalier qu'aucune inscription ne nous fait connaître, mais qui donne lieu néanmoins aux quelques remarques que l'on va lire. (V. la planche 5, Fig. 3).

Son costume est semblable à celui que présentent des figures de chevaliers du *xii^e* et du *xiii^e* siècle, sans que l'on puisse supposer qu'il ait cessé d'être plus long-temps en usage.

Un touriste anglais qui visita, l'an passé, notre musée dit, à la vue de ce personnage tirant son épée ou la remettant dans le fourreau, que c'était un croisé, représenté au moment de partir pour la Terre

Sainte ou après en être revenu. Il ajouta que de telles figures sépulcrales n'étaient pas rares en Angleterre, tandis que celle-ci était la première de cette espèce qu'il rencontrait en France; il en fut si charmé qu'il en prit le dessin.

Si cependant quelque hasard le ramenait à ce musée, ou lui faisait tomber entre les mains le présent volume, avec quel plaisir n'y verrait-il pas Bernard de So dégainant ou rengainant sa flamberge, et comme il s'empresserait d'en faire tout d'abord un autre croisé roussillonnais! Mais aussi quel désappointement, s'il en lisait ensuite l'épithaphe en date, hélas! de 1385!

Quant à la jambe croisée de la figure qui nous occupe, elle indiquerait une *attitude en mouvement*, suivant M. Didron, directeur des *Annales d'Archéologie* (mai 1845).

Enfin, si ce n'est pas un Castelnou ou un Péréllous qui fait l'objet de cette note, c'est toujours un de nos anciens preux dont nous regrettons bien d'ignorer le nom. Mais...

*Mors etiam saxis, nominibusque venit. (Ov.)*¹

P. PUIGGARI.

¹ Cette pierre tombale a été transportée au musée, ainsi que la statue d'Alamanda.

NOTICE

SUR L'ANCIENNE CULTURE DE LA GARANCE EN ROUSSILLON.

—

Sommaire : Avignon. — Culture à Perpignan. — A Elne et dans le rayon. — Règlement épiscopal. — Procédés de culture. — Culture à Saint-Féliu d'Amont et à Millas. — A la *Salanca*. — Exportations. — Derniers vestiges de culture. — Conclusion.

Avignon.

D'après les journaux, Avignon a voté une statue à l'introducteur de la garance dans le comtat sous le règne de Louis XIV, date que la statistique du département de la Drôme réduit à celle de 1769.

A notre place, que ferait cette ville reconnaissante pour nos ancêtres oubliés chez qui la même culture prime d'une si forte antériorité?

C'était au ^{xiv}^e siècle. Avignon voyait commencer la série des papes français, dont le séjour continu dans l'enceinte de ses murs fut appelé des Romains *l'exil de l'église*, le rapt de la papauté par les Provençaux, son assujettissement au royaume des Gaules, et la seconde captivité de Babylone.

La résidence de la cour pontificale, la centralisation des affaires et du haut personnel de la chrétienté, y dérivèrent en quelque sorte le Pactole parmi

les affluents du Rhône, c'est-à-dire, une prospérité peut-être indifférente à la recherche ingénieuse des ressources agricoles.

A l'ombre d'un trône modeste, aussi tutélaire de l'industrie indigène que le Saint-Siège empressé de couronner des lauriers du Capitole et de faveurs utiles les sommités artistiques et littéraires, alors nos simples devanciers comptaient, au nombre de leurs éléments de travail, la manipulation du lainage. Déjà même cet art patriarcal, passé de l'usage domestique à l'appréciation étrangère, fournissait jusqu'à l'Avignonnais des expéditions maritimes à bord de nos propres nef's affrétées, qui lui rapportaient à destination fixe les denrées de l'Orient.

Grâces à l'esprit d'association, cet énergique ressort des pays pauvres, bras, capitaux, ateliers, usines, rien ne manquait à la fabrique roussillonnaise.

Culture à Perpignan.

A peine en train d'activité, l'homme des champs la mit au complet par la culture de la végétation tinctoriale.

Le premier fruit de ces labeurs fut la garance, pourpre rurale inférieure à celle des rois, que cependant nos ouvriers savaient emprunter à la *graine d'écarlate*, tant furent fécondes les traditions de l'antique teinturerie de Narbonne!

Point d'indice d'industriel Cadmus qui nous ait importé la graine exotique de la plante, objet de cette notice. On dirait une production spontanée du climat et du sol promue de la Flore sauvage à la Flore agricole.

L'époque de cet avancement de condition est incontestable. Elle résulte d'un litige relatif au taux

de la dîme que devaient à l'évêque d'Elne, quelque part que ce fût du diocèse, les garancières des hommes de Perpignan. De là conclusion d'un rayonnement de production étendu bien au delà de son centre, puisque les redevables s'y trouvaient possessionnés sur nombre de fiefs.

Or, d'après la sentence arbitrale intervenue aux Calendes de décembre 1323, la culture de la garance, du pastel, de la gaude, du chardon *et aliorum expletorum similium*, datait déjà de quelques années.

C'était sans doute depuis l'établissement de nos fabriques de drap, dont l'origine remonte en Conflent et Vallespir jusqu'au xii^e siècle, et qui apparaissent l'an 1249 sur tel pied de perfection que leurs produits obtinrent, dès 1326, accueil et faveur à Byzance, dernier refuge des arts et du luxe de la civilisation romaine.

La dîme fut fixée inférieurement à celle du Bled.

A la suite, se présente en pleine continuité la manipulation du lainage et de la teinturerie. Le producteur fait des envois de draperie outre-mer, et parmi les commandes prescrites en retour, ne figure jamais l'utile plante qui nous occupe. Un seul tarif de nolisatïon prouve qu'elle végétait aux échelles accoutumées des nef's roussillonnaises. Mais, pas le moindre cas d'importation ne résulte des quelques centaines de documents par nous dépouillés, à l'inverse du pastel, dont nos fabriques n'obtinrent jamais suffisance indigène. Le Haut-Languedoc et la Toscane directement, et Gènes de seconde main, complétaient l'approvisionnement.

Après la sentence définitive du litige ci-dessus, disette momentanée de renseignements, qui toute-

fois ne permet pas de soupçonner que notre culture n'allât de pair avec la manufacture, car, en 1350, une usine à garance s'établit à Perpignan, près la porte St-Martin, alimentée probablement de production locale, ne pouvant supposer que la meule y attendît la production étrangère à l'état brut.

Le silence de nos vieilles écritures s'explique naturellement. C'est que la propagation de la garance marchait à proportion des besoins, sporadiquement conduite et naturalisée par la main de l'industrie aux lieux les plus appropriés à sa végétation et les plus rapprochés des fabriques.

Culture à Elne.

Telle, radieuse et comme en son oasis de préférence, nous apparaît-elle, l'an 1393, à Elne, fief de pariage entre l'évêque et le chapitre diocésain.

C'est plus; car voilà que de cet adoptif berceau, elle se provigne successivement sur l'irradiation de Tatso d'aval, d'Argelès, de Palau, d'Ortaffa, de Montescot, de Mosellos, d'Alénia, de Saint-Cyprien et de Vilarasa, de la Tour-bas-Elne et de Palol, et même jusqu'à Villeneuve-de-la-Raho.

A la fin du xiv^e siècle, pendant le xv^e, et presque tout le xvi^e, Elne était en plein mouvement commercial des nombreux produits de son crû.

Marché de toute espèce de grains et de fourrages; marché de bestiaux ne laissant que peu de place à quelques maquignons auvergnats; foyer de consommation occasionné par le nombreux personnel ecclésiastique dont s'entourait le siège épiscopal; cour de justice diocésaine et féodale; double bailiage que ne dédaignaient point d'occuper les chevaliers du lieu; classe nobiliaire richement posses-

sionnée sous inféodation et allodialité ; bourgeoisie nettement signalée par le nom de la rue dite des Bourgeois (*dels ciutadans*), classe industrielle et agricole également aisée fournissant, à l'envi de la précédente, une jeunesse studieuse qui passait de l'Université de Perpignan aux doctes facultés de Montpellier et de Toulouse : ainsi se reflète d'après nos monuments la physionomie d'Elne.

Or, tant s'en faut qu'elle se fût effacée, lorsqu'on appuya, d'une prétendue décadence totale de la Cité du pays, la demande longuement méditée en translation de la résidence épiscopale et capitulaire. Jusqu'au dernier moment où elle fut formulée, Elne présenta, outre la population énoncée, des marchands, des négociants (*mercatores, negociatores*), des médecins et des facultatifs en pharmacie, dont l'un entre autres est qualifié de *chymicus*.

Précédemment, c'était aussi une ville manufacturière du lainage, qui n'excluait point quelque débit de Vervins, de Malines et de Courtray.

L'évêque Planella (vers 1373) y avait amené la dérivation actuelle du Tech, d'après les inspirations d'un Pareur interrogé par lui dans une de ses pédestres promenades, sur l'innovation que pouvait réclamer le bien public. Autrement dit, le canal actuel, qui féconde à un si haut degré le territoire, ne fut d'abord creusé que dans l'intérêt de la draperie. Aussi vit-on succéder la manufacture au complet. Tisseurs, moulins à foulon, établissement de teinturerie et pareurs; culture de garance, de pastiel, de gaude et usines à l'avenant, tout était là.

C'est que ; par la confusion du pouvoir spirituel et féodal en mêmes mains, l'homme de Dieu dictait

au suzerain les soins dus à la prospérité matérielle du vasselage.

L'exemple en résultait du prélat siégeant à l'époque où nous sommes de ce mémoire.

C'était Galceran , frère de Bernard Albert , gouverneur de nos comtés , qui renforça de quelques compagnies de gendarmerie aragonaise l'*ost* du Dauphin , plus tard Charles VII , roi de France , fait historique dont nul auteur n'a parlé.

Réglement épiscopal.

Attentif à l'administration suzeraine , frappé du développement de la garancière , tant à Elne même qu'aux reliefs de sa mouvance , et voulant prévenir le cas où l'abondance des produits ne serait que le résultat de la fraude dite *Billon de garance* , de concert avec le chapitre co-seigneur , Galceran Albert s'empressa d'aviser à un règlement sur la préparation consciencieuse de notre plante tinctoriale.

Ce règlement , rédigé en Chapitre pascal de l'an 1434 , contient , pour disposition principale , que des prud'hommes seraient chargés de suivre et de surveiller les procédés de manipulation jusqu'à la meule , au sortir de laquelle la production mise en sache recevrait l'estampille du sceau de la cité , pour certificat d'origine et de confiance.

Aussi la voyons-nous dès lors qualifiée de *Rubée molte , bone , purgate , mercantilis , receptibilis et sigillate* , accueillie avec même faveur que ces draperies perpignanaises , à qui la marque laborieusement obtenue de la lettre P acquérait crédit et valeur en Italie sous le nom distinctif de *Perpignano*.

Cette mesure dictée par la bonne foi n'était qu'en

vue d'obtenir au vasselage, traité comme famille, un débit garanti sur la juste renommée de la production.

Si des critiques y trouvaient une porte ouverte à l'arbitraire, et préféraient la liberté de main d'œuvre en regard de celle d'appréciation, nous répondrions d'abord, que le règlement ne fut point si strictement obligatoire que Saint-Cyprien ne refusât de l'admettre; et subsidiairement, qu'Elne qui l'admit, obtint une longévité de culture avec une prospérité d'écoulement au-dessus de toute concurrence.

Le marché de garance *sigilatte*, *bullate* se soutint à Elne jusqu'en 1515. Il avait de l'importance, puisque sur trois à quatre notaires, nous avons relevé plus de 150 ventes à *livrer*, de la part du producteur qui n'avait point sa production récoltée, et à *crédit*, de la part du consommateur qui ne pouvait payer qu'à terme. Or, c'est de quelque considération que cette somme de contrats à pactes sur une période plus que séculaire. Car, combien ne font-ils point présumer d'échanges instantanés d'argent contre marchandise qui n'étaient scellés que d'une poignée de mains? Certes ce fut le plus grand nombre.

Une consommation étonnante, c'est celle du petit village de Saint-Jean-pla-de-Corts. Etait-ce pour l'approvisionnement de la manufacture de Céret, où l'on ne trouve qu'un seul exemple de culture?

Un des grands producteurs à Elne, c'était Dalmace de Banyuls, damoiseau, ou gentilhomme non encore admis en l'ordre de chevalerie.

Procédés de culture.

Il ne viendra dans l'esprit de personne qu'Elne,

à portée de Collioure, ne fût qu'un entrepôt plutôt qu'un vaste champ de garance. D'abord, ainsi que nous l'avons dit, point d'importation connue jusqu'à présent. De plus, si la réalité de la production locale n'était démontrée par ventes de semence ou de graines récoltées sur place, elle se déduirait de celles des récoltes en vert. Quoi de plus concluant au surplus que les contrats d'association pour la culture, contrats que nous trouvons jusqu'en 1551 ?

Là, se présente la série des procédés d'exploitation.

Le pastel empruntait le secours de la charrue pour la préparation du terrain au semis. La garance au contraire exigeait de le pelleverser (*Fangar*) au pelleversoir (*Fanga*), opérations et instruments usités encore sous le même nom en catalogne, et qu'on retrouve en Languedoc à la première façon des terres destinées au maïs.

On voit l'agriculteur amender le sol (*femare*), ensemencer (*seminare*), sans pouvoir dire si c'est en place à point fixe et définitif, ou en couche pour transplanter en porrète.

Il paraît que les pieds de garance étaient disposés par alignements comme la vigne, et suffisamment espacés aussi pour en faciliter les habitudes traçantes.

Il fallait sarcler (*sarculare*).

Dans l'activité de végétation, qu'était-ce que la garance *rubea de duobus, de tribus ramis; duorum triumque ramorum* ?

Qu'était-ce encore que la garance *roja de una e de dos cubertas* ?

Le praticien vaut ici mieux que Saumaise, et malheureusement l'auteur n'est ni l'un ni l'autre.

A bout de végétation probablement, et pour que

toute l'alimentation profitât à la racine, la garance était dépouillée de ses branches.

On arrachait la racine à la bêche (*Aixada de roja*), outil spécial distinct de la bêche du jardinier (*Aixada hortolana*), et de celle du vigneron (*Aixada rabassera*).

Derrière l'arracheur suivait un ramasseur à la fourche (*Gafa de roja*).

On transportait au séchoir dans des toiles (*Teles, borrassos de roja*).

Suffisamment sèche, la racine était battue et ballotée pour en secouer les parties terreuses encore adhérentes. C'était alors la *rubra picata*, *bastonata*, destinée à la meule.

Nous trouvons des cultivateurs de garance à frais et bénéfices communs. C'est à l'origine de l'exploitation.

A la fin (1551), un propriétaire associé à un colon habile, dit le contrat, se charge d'amender la terre, et le colon prend à son compte la semence ; les journées de pelleverseur et du semis sont à communs dépens. La production se partage également, et comme le colon, cultivant de ses mains, est tenu à plus de labeurs que le propriétaire, celui-ci l'en indemnise en répondant tout seul de la location de la propriété.

Il est probable que les lieux d'exploitation étaient munis d'usines.

Vers 1443, Nissac Nathan, juif, se livrait à la mouture à Elne.

La garancière épuisée recevait des plantes fourragères. La luzerne n'apparaît à Elne qu'au xvi^e siècle. Elle prime à Millas.

Culture à Saint-Félin d'Amont et à Millas.

Dans l'intervalle de 1393 à 1551, qui est la période connue de la garance au territoire d'Elne et environs, voilà que la même culture se présente (1449) bien constatée à St-Félin d'Amont et à Millas, peut-être encore à Nésiach.

Or, l'innovation devait d'autant plus naturellement advenir sur ce sol doué des mêmes conditions de fécondité que le territoire d'Elne, qu'il ne manquait plus à Millas que les plantes tinctoriales pour y mettre au complet la manufacture du lainage, qui mêlait par fois aux laines indigènes les laines aragonaises.

On est aussitôt à se demander s'il est probable que, sans laisser de trace dans l'intervalle, la garance ait franchi celui de Perpignan à Millas, où se trouvaient si fort à proximité les manufactures d'Ille et de Thuir.

La chose ne paraît point vraisemblable, car Saint-Estève, Baho et Villeneuve colonisés de moulins à foulon, la culture du pastel à Pézilla, Nésiach et Millas même, font présumer une masse de fabrication qu'il y avait tout intérêt à ne point laisser renchérir par les faux frais de la teinturerie foraine, alors que les transports étaient si coûteux. La manufacture d'Arles se trouva fort mal de pareilles dépenses pendant l'occupation française de 1462 à 1493. La manufacture d'Argelès eut besoin de la teinturerie d'Elne, et fut éphémère. Celle d'Elne déclina, dès qu'il lui fallut recourir pour le même objet à Perpignan. L'établissement des teinturiers à Thuir était en ruine l'an 1439, et Thuir n'offre

qu'un moment de concours aux expéditions de draperie outre-mer.

Culture à la Salanca.

Pourquoi la garancière roussillonnaise n'aurait-elle pas remonté le cours de La Tet où elle avait servi la fabrication de Vinça, de Prades et de Villefranche? Pourquoi n'aurait-elle point ainsi progressé à l'ouest, lorsqu'elle prenait de l'extension sous la capitale de la province?

De ce centre, en effet, part un troisième rayonnement (1449 — 1453) sur Pia, Clayra, St-Hippolyte, St-Laurent et Vilallonga-de-la-Salanca. St-Laurent même cultivait de plus le pastel.

Dans ce foyer de production, peu de contrats à livrer, ou à crédit, ce qui démontrerait la généralité des ventes à deniers comptants.

Exportations.

A l'apogée de la culture, notre surabondante garance devint un objet d'exportation à Naples dès 1519.

Capmany la signale, comme employée à la teinturerie de Barcelone sous le nom bien distinct de *Rubia de Rosellon*.

Les contrats d'écoulement à l'étranger n'abondent guère, ou du moins ne les trouvons-nous pas fréquemment. C'est d'ailleurs qu'il fallait parer à de nombreux besoins; jugeons-en par l'aperçu suivant de la topographie du lainage.

Vallons parallèles au Tech.

Banyuls-sur-Mer.	} fabriquaient.
Collioure.	

Vallée du Tech.

Argelès.	}	fabriquaient.
St-André.		
Maureillas.		Moulin à foulon.
Céret.		Manufacture au complet, moins les plantes tinctoriales.
Elne.		Manufacture au complet.
St-Cyprien.		Culture du pastel et usine afférente.
Le Volo.		Pareurs, moulin à foulon et à pastel.
St-Jean-pla-de-Corts.		Moulins à foulon.
Arles.	}	Manufacture au complet, moins les plantes tinctoriales.
Prats-de-Molló.		

Vallée du Réart.

Canohes.		Culture du pastel.
Thuir.		Manufacture au complet, moins les plantes tinctoriales.
Cabestany.		Son bailli concourait (1392) aux expédi- tions d'outre-mer. Culture du pastel.

Vallée de La Tet.

Castel-Roussillon.		Moulin à foulon.
Perpignan.		Manufacture au complet.
Malloles.		Moulin à foulon.
Millas.		Manufacture au complet.
Ille.		Pareurs et terre à foulon.
Vinça.		Pareurs et moulin à foulon.
Prades.		Pareurs.
Vernet.		Le premier moulin à foulon y apparaît en 1110.
Villefranche.		Seconde manufacture après Perpignan, investie de juridiction disciplinaire sur les petites fabriques du rayon ; recevant les draperies du pays de Foix pour leur donner le dernier apprêt ; concourant hors de toute proportion, relativement à Céret , Arles et Thuir, aux expéditions d'outre-mer.
Bonpas.	}	Moulins à foulon.
Vernet.		
St-Estève.		
Baho.		
Villeneuve-de-la-Rivière.		Moulin à foulon et pareurs.
Eus.		

Vallée de l'Agly.

Pia.		Moulin à Pastel.
St-Laurent.		Culture du Pastel.
Baixas.	}	Pareurs.
Estagel.		

Est-ce assez de données sur la consommation de garance, sans compter l'inconnu, et grâce faisant de la grande fabrique de Puycerda qui s'approvisionnait à Elne?

Derniers vestiges de culture.

Les derniers vestiges de culture sont à Bonpas.

Le 3 avril 1625, la communauté ecclésiastique de St-Jean de Perpignan permit à Antoine Reynès d'exploiter ce genre de production à la grange de *Canamals*, au même prix de fermage que les terres à blé.

La descendance de la plante y végète encore à l'état sauvage, inextirpable, et d'une qualité supérieure, ainsi qu'il conste d'expériences faites aux fabriques de l'intérieur.

Les jardins d'Avalri, territoire de Montescot, les côteaux de St-Lazare, du camp de l'Union, et ceux d'Elne la produisent également vivace; jusqu'aux arides fondrières de Tresserre qui en recèlent les touffes erratiques.

Ce n'est point là seulement, c'est partout qu'elle se présente comme pour déposer de la propagation qu'elle reçut de nos pères, et c'est sur l'étendue entière de la province qu'on pourrait suivre la piste de l'ancienne culture, l'enfance pour guide, car les artistes de cet âge tirent encore de la racine de garance le pourpre de leurs bagues en crin. Un de ces amateurs, aujourd'hui homme fait et distingué dans sa carrière, s'était si parfaitement initié dans la con-

naissance des qualités de cette plante que, d'après ses enseignements, un teinturier ne se pourvut plus que dans nos champs, et cessa de s'adresser au commerce.

Conclusion.

Belle encore en son délaissement, du haut des berges où elle est confinée, elle semble nous appeler à une reprise d'adoption.

C'est plus; une voix officielle nous y convie en ces termes : «Epuisé de culture, le département de Vaucluse en lègue le tour de rotation à l'heureux sol des Pyrénées-Orientales. »

Et l'homme de qui émane ce propos (M. Rendu¹), sans connaissance de nos précédents, ignorant donc qu'à surface égale des deux pays, le nôtre n'est pas parvenu à bout de végétation après trois siècles, cet homme, disons-nous, désigne encore le champ d'essai.

Ce champ, c'est le territoire d'Elne.

Il l'a trouvé, devons-nous dire par emprunt de l'exclamation d'Archimède.

Puissent les faits de ce faible récit donner au bon conseil l'impulsion d'une prompte pratique!

RENARD DE SAINT-MALO.

¹ Inspecteur général de l'agriculture.

HYDROLOGIE,

par M. BOUIS , professeur de chimie.

Après les beaux sondages de Bages et de Toulouges, la ville de Perpignan commença, il y a environ vingt ans, des travaux semblables, avec l'espoir d'obtenir aussi des eaux jaillissantes saines et abondantes. Un premier trou de sonde, poussé à cent mètres sur la place de la Liberté, et plus tard un forage à 150 mètres de profondeur sur l'Esplanade, restèrent infructueux. Des éboulements, le brisement de la sonde, des moyens d'action trop faibles amenèrent l'abandon de la recherche des eaux par ce procédé.

L'administration municipale, présidée par M. le baron Guiraud de St-Marsal, dont l'aptitude, le dévouement aux véritables intérêts de la cité et du pays ne se sont jamais démentis, mit au concours un prix pour le meilleur projet indiquant les moyens d'amener dans Perpignan des eaux potables pour les besoins de la population. M. Fauvelle proposa de colliger des eaux, par un système de canaux souterrains ramifiés et suffisamment prolongés, dans

les premières couches aquifères qu'on rencontre à peu de profondeur, au dessous de la surface du grand plateau de Toulouges au Soler et Perpignan. Cette couche alimente la généralité de nos puits ; elle remplit les interstices de la couche de cailloux roulés, au-dessous du sol supérieur, dans l'étendue de notre plaine. Ce travail, en cours d'exécution et après un heureux commencement, fut abandonné. On avait en vue de reprendre les anciens projets de conduire les eaux des sources du Soler ou de Thuir, lorsque l'administration municipale décida de tenter encore un sondage sur l'Esplanade, en faisant les frais de sonde et de ses accessoires, en rapport avec la profondeur à laquelle on devait parvenir. Ce sondage, par l'ancien système, était à 150^m dans le sol, lorsqu'il fut discontinué, par suite de la mise en pratique des nouveaux procédés de forage de Monsieur Fauvelle.

Ce fut en effet pendant ce forage à l'Esplanade que M. Fauvelle mit en expérience une idée heureuse et féconde sur la pratique de cette opération. Il parvint facilement et rapidement à 50 mètres de profondeur, et l'expérimentation s'arrêta faute de tubes. On eut néanmoins la certitude que, par ce procédé, on pouvait arriver à de grandes profondeurs avec les deux conditions d'économie de temps et d'argent. Immédiatement après cet essai, la ville traita avec M. Fauvelle pour un sondage sur la place Saint-Dominique, et celui de l'Esplanade fut suspendu.

A mesure que des difficultés imprévues, des obstacles à vaincre se sont présentés dès la première application du sondage Fauvelle, le génie inventif de son auteur est toujours parvenu à les surmonter,

et à y ajouter un nouveau perfectionnement. La pensée primitive de l'injection de l'eau, pour délayer et remonter les débris du terrain détaché par la sonde, est la même dans la pratique actuelle que lors des premiers essais; mais la forme et la force de la pompe d'injection, servant aussi à l'aspiration, la marche de l'eau tantôt descendante, tantôt ascendante dans le tube sondeur, ont sensiblement modifié le procédé et l'ont amélioré. Il paraît d'une application assurée sur la plaine du Roussillon et autres terrains d'alluvion plus ou moins anciens. Si l'on avait à traverser des couches puissantes, formées par des roches dures, compactes et cohérentes, ce système, coordonné au besoin avec l'ancien procédé, paraît répondre à toutes les exigences du sondage, quelle que soit la nature du sol intérieur.

Voici au reste un résumé succinct du principe de l'opération. La sonde se compose d'un outil perforateur, de forme variable, vissé à une suite de tiges cylindriques, creuses de 3 à 4 mètres de longueur se vissant bout à bout les unes aux autres. Lorsqu'on veut enfoncer la sonde, on la fait tourner sur son axe, et une pompe portative, aspirante et foulante, injecte de l'eau dans la sonde, d'où elle ressort par la partie inférieure, en lavant continuellement l'outil qui perfore, et en entraînant les parties les plus divisées du terrain attaqué. Cette eau continuellement foulée par la nouvelle eau injectée dans la sonde, remonte à la surface en suivant l'espace libre entre la sonde et le trou pratiqué dans le terrain. En suivant cette direction, le liquide n'a pas assez de puissance ascendante pour entraîner avec lui et remonter les gros sables, les graviers et

autres détritrus du sol. Dès l'origine on reconnut la nécessité de se débarrasser de tous ces déblais, et M. Fauvelle a résolu en grande partie ce problème, par un changement dans la marche de l'eau dès que l'opération exige le déblayement du trou.

La pompe, qui était foulante, devient aspirante à l'extrémité supérieure de la sonde; l'eau s'introduit alors par les parois extérieurs et elle remonte dans le tube, entraînant avec elle les graviers et des débris ayant jusqu'à trois centimètres de diamètre. L'expérience a démontré, qu'à 150 mètres de profondeur, une seule pompe pouvait fonctionner pour opérer ce dégorgement.

L'eau est donc l'agent employé pour faciliter le sondage, nettoyer l'instrument, dégorgier le trou de sonde. Lorsqu'on veut forer et s'approfondir, elle pénètre par le tube sondeur et revient à la surface en suivant les parois extérieurs de ce tube. Dès que l'opération nécessite de déblayer le trou, alors l'eau suit une voie opposée; elle est aspirée, et elle entraîne en remontant les débris du terrain perforé.

Ce mode de forage, employé sur la place Saint-Dominique, a amené à la surface une source qu'il est juste d'appeler source Fauvelle, pour rappeler qu'elle est la première obtenue par ce système, et comme un témoignage de gratitude et de souvenir de la ville de Perpignan, envers un citoyen qui a contribué à lui fournir économiquement une plus grande abondance d'eaux potables.

Un second sondage est maintenant en cours d'exécution sur la place de la Loge; à la fin de cette notice nous en signalerons les résultats s'il est terminé.

Cet aperçu historique des travaux commencés

depuis quelques années, dans Perpignan, pour augmenter le volume des eaux applicables à la boisson, devrait faire supposer que cette ville en était bien dépourvue et qu'elle était dans l'obligation de s'imposer des sacrifices, sans rapport avec ses ressources ordinaires; un exposé succinct de nos richesses hydrologiques devra modifier cette opinion. Aux portes de la ville, dans les fossés des fortifications, naissent plusieurs sources bonnes, pures, fraîches, habituellement abondantes; dans l'intérieur de la ville sont beaucoup de puits, d'un bon usage, et qui rendent d'immenses services seulement pour la boisson. Il y a ensuite les fontaines alimentées par des eaux réunies dans les coupures profondes pratiquées dans le sol qui circonscrit les lunettes en dehors de la citadelle, et par des eaux prises au ruisseau de la ville qui s'infiltrèrent dans ces coupures servant également de réservoirs; les fontaines de la place de la Liberté, de Saint-Sauveur, des Carmes en sont alimentées. Nous étions donc, dans cet état de choses, mieux favorisés que beaucoup de villes, où l'on emploie à la boisson des eaux artificiellement filtrées qui, quoi qu'on fasse, ne sont pas toujours d'une pureté et d'une limpidité irréprochables.

Source Fauvelle.

Le sondage à la place Saint-Dominique commença en janvier 1846. Des obstacles imprévus, des éboulements, la rupture de la sonde, retardèrent cette première opération. On fut obligé de percer un second trou à 1 mètre de distance du premier, et en juillet de la même année, après vingt-un jours de forage sur le second point, la sonde parvenue à 170

mètres ouvrit la voie à une eau inférieure qui vint déboucher à la surface. Les terrains traversés, délayés et amenés au dehors par l'eau d'injection, ne peuvent se déterminer aussi exactement couche par couche que par l'ancien procédé de forage. Ils ont paru cependant tout à fait conformes, d'après les indications de M. Fauvelle, à ceux traversés dans les autres parties de la plaine, et principalement à ceux de la place de la Liberté et de l'Esplanade.

A 90 mètres, on rencontra une couche de gravier d'environ 6 mètres. Comme sur les autres points du Roussillon, on trouve au-dessous de la couche des cailloux roulés, des argiles plus ou moins sableuses, plus ou moins calcaires, ce qui diversifie tous ces terrains traversés en graviers, sables, argiles, argiles sableuses, marnes calcaires et marnes argileuses. Leur classification chronologique rentre dans les alluvions anciennes et non dans les roches sédimentaires antérieures.

Pendant deux mois, cette source coula sans variation sensible; mais en septembre, les travaux de tubage et d'aménagement ayant été suspendus par l'absence de M. Fauvelle, l'eau diminua successivement en volume et elle disparut totalement, lorsqu'elle était déjà devenue d'un grand secours à la population des quartiers environnants qui, dès le premier jour de son apparition, l'avaient appliquée à la boisson et aux besoins du ménage.

La nécessité de rendre au plutôt aux habitants l'usage d'une eau dont on avait apprécié l'immense utilité, fit recommencer sans plus de retard les travaux suspendus; on déblaya le trou de sonde, on tuba à 136 mètres de profondeur; l'eau reparut et

elle n'a plus cessé de couler. Dans ce dernier travail dirigé par M. Espérikette, la sonde descendit à 176 mètres. On prétend avoir été arrêté par un terrain très dur qui, en se délayant, rendait l'eau blanchâtre; peut-être a-t-on rencontré la roche sur laquelle reposent les alluvions.

L'eau de cette source s'élève à 60 centimètres au-dessus du sol; on pourrait la faire monter dans un tube jusqu'à environ 4 mètres; elle est reçue dans une petite colonne prismatique en fonte surmontée d'un chapiteau. Elle se déverse par trois tuyaux dans un bassin circulaire en marbre qui entoure le pied de cette colonne; ce petit monument est simple, de bon goût et convenablement approprié.

Pendant quelques mois après son apparition, l'eau remontait en petite quantité du sable fin. Actuellement elle ne charrie plus des sables; elle est limpide, transparente, sans couleur, sans odeur. Elle arrive à la surface avec une force ascendante peu considérable; elle ne peut produire ni jet ascendant, ni même une forme de champignon. Son volume diminue, si on veut élever le point de déversement au-dessus du niveau du sol. Avec la disposition actuelle des lieux, sous le rapport des hauteurs, le 26 décembre 1846, j'ai évalué ce volume à 36 litres par minute. Le 27 avril 1847, ce volume a été retrouvé le même; une troisième épreuve aurait été faite dans ces derniers temps, si on avait pu disposer de la source pendant quelques minutes. L'affluence y est si continue, que l'opération a été momentanément suspendue. Voici le résultat de l'observation habituelle de la longueur du jet qui sort de chacun des trois tuyaux de la fontaine. Après une sèche-

resse de plusieurs mois, on observe que la distance parcourue par chaque jet diminue faiblement; comme aussi trois ou quatre mois après de longues pluies, cette distance paraît augmenter.

On peut donc admettre en principe que le volume de cette eau ne varie pas, et s'il y a une variation légère, momentanée, appréciable par la distance parcourue par les trois jets d'écoulement, elle n'est sensible en plus ou en moins que long-temps après que les influences météorologiques ont réagi à la surface de la terre; preuve de la lenteur avec laquelle les eaux profondes en subissent les effets.

La température de la source Fauvelle, prise en août 1846 par François Arago, était à 20° C. L'eau jaillissait depuis peu de jours; le trou de sonde n'était pas tubé, et par conséquent il devait y avoir mélange avec des eaux supérieures.

Le 26 décembre 1846, après le tubage à 136 mètres, l'air atmosphérique étant à 2° 5 C., la température de l'eau était à 20° 4 C. Le 17 avril 1847, l'air marquant 13° C, l'eau a donné 20° 8 C. Le 17 juillet 1848, l'air élevant le thermomètre à 23° 8 C, l'eau l'a élevé à 21° C. Ces trois observations ont été obtenues avec le même instrument; l'élévation graduelle qu'elles signalent, dans la température de l'eau, ne peut provenir de l'élévation correspondante de la température atmosphérique; on doit l'attribuer à ce que l'eau du fond a de plus en plus chauffé les parties supérieures du tube d'ascension, et est parvenue à maintenir l'équilibre de température sur son parcours. Si elle montait avec abondance et rapidité, elle perdrait moins en chaleur que ce qu'elle perd réellement; ce n'est pas trop de supposer qu'elle

emploie vingt-cinq minutes pour arriver du fond à son point d'émergence. Si nous admettons maintenant qu'elle a suffisamment chauffé le canal conducteur pour ne plus perdre de sa chaleur première, on peut en établir l'augmentation graduelle de chaleur, ainsi qu'il suit : à Perpignan, la température moyenne des puits, à 10 mètres de profondeur, est à 16°C ; de ces 10 mètres aux 170 mètres, point de départ de la source Fauvelle, il y a 160 mètres; en divisant ces 160 mètres par 5, différence entre 16° (température moyenne des puits), et 21° température de cette source, on obtient 32. De sorte que par 32 mètres de profondeur, à partir de 10 mètres au-dessous du sol, cette eau jaillissante augmente de un degré de température. Ce résultat se rapproche de l'observation générale de un degré d'élévation thermométrique pour 30 mètres d'enfoncement dans la croûte solide du globe.

L'eau Fauvelle coule depuis assez long-temps pour que la température en soit équilibrée à 21°C ; si elle change encore, elle devra augmenter. Elle diffère, sous ce rapport, de nos eaux de source aux environs de Perpignan, qui varient de 2 à 5 degrés de l'hiver à l'été, selon leur position. Le 17 juillet 1848, l'eau de la fontaine du Chat marquait 12°C , et l'eau de la fontaine Notre-Dame, après le lavoir, était à 15°C ; il y a plusieurs années, en hiver, je trouvais la première à 10°C , et la seconde à 12°C . L'eau de la place Saint-Dominique rafraîchie est agréable à boire, elle ne pèse point sur l'estomac, elle dissout le savon et sert à une bonne cuisson des légumes. Ces caractères prouvent qu'elle est peu chargée en sulfates terreux et autres sels ayant les

mêmes bases. L'ébullition la trouble légèrement, indice de la séparation des carbonates de chaux ou de magnésie.

Nous avons déterminé la proportion des gaz atmosphériques oxygène, azote, acide carbonique dissous, en adoptant, de préférence pour cette opération, l'emploi d'un ballon surmonté d'une cuvette en fer blanc, au milieu de laquelle se place un flacon renversé qui reçoit les gaz séparés par la chaleur. Avec cet appareil on peut prolonger l'ébullition de l'eau, bien mieux qu'avec une cornue terminée par un tube recourbé, plongeant dans de l'eau bouillie. Nous nous sommes convaincu qu'après une heure d'ébullition, il y avait encore isolement de gaz, et que les eaux naturelles, contenant des proportions minimales de carbonates alcalins, se dépouillent très lentement de leur acide carbonique. Le 18 septembre 1847, 1 litre d'eau de la source Fauvelle, maintenue en ébullition pendant une heure, a abandonné 36 et demi centimètres cubes de gaz, composé de 4 centimètres cubes oxygène, 17 et demi C.C. azote, 15 C.C. acide carbonique. L'analyse a été opérée par la potasse caustique, le phosphore, en suivant les conditions exigées de jaugeage, de réduction de volume, etc. ¹

¹ Cette expérience ayant été renouvelée à une autre époque, la proportion des gaz a été de cinq C.C. oxygène, seize C.C. azote, treize C.C. acide carbonique. Ces différences dans les résultats ont reparu avec d'autres eaux de source, de rivière, de puits. Ce que nous disons des gaz en dissolution dans les eaux naturelles, s'applique aussi à leurs éléments fixes. Rarement deux analyses faites à des époques éloignées donneront des résultats identiques dans les rapports d'une quantité déterminée d'eau avec les matières dissoutes. Celles-ci se retrouvent les mêmes, mais elles varient en proportion avec l'eau et quelquefois entre elles. On retrouve, par exemple, les eaux

Nous ne rapporterons pas les essais avec l'eau, telle qu'elle sort de la source, avec l'eau bouillie et filtrée, avec l'eau concentrée; voici seulement les résultats de l'analyse quantitative sur le résidu de mille parties d'eau.

Carbonate de chaux et de magnésie.	0.06
Sulfate de chaux.	0.01
— de soude.	0.03
Chlorure de sodium.	0.02
Silice.	0.04
Ammoniaque, potasse.	traces indéterm.

La source de Saint-Dominique donne 36 litres à la minute et 51.860 litres par jour. En évaluant moyennement à 5 litres l'eau nécessaire par individu, elle pourrait desservir, utilisée en totalité, une population de 10.000 âmes. Lorsqu'on calcule la quantité d'eau nécessaire à tous les besoins de l'économie domestique, au lavage des rues etc, alors l'évaluation est de 20 litres par personne. L'expérience démontre combien sont grands les services rendus par cette eau au milieu d'un quartier où l'eau potable était peu commune. Qu'on parvienne par le sondage à obtenir deux ou trois jets semblables sur d'autres points de la ville, et nous n'aurons rien à envier aux villes les mieux abreuvées. Ces eaux jaillissantes, réunies à celles de nos fontaines et de quelques puits, assureraient une boisson bonne et

sulfureuses, les eaux salines, toujours sulfureuses, toujours salines, et l'expérience démontre que le principe sulfureux peut osciller, que le degré de salure monte ou baisse dans les eaux salines selon les saisons. Les essais sur la proportion des gaz en dissolution dans les eaux naturelles, exigent beaucoup de temps et de persévérance; plus loin nous indiquerons les évaluations des gaz de plusieurs autres eaux potables.

abondante, excepté dans les cas de longues sécheresses, où les premières seraient spécialement réservées à cet usage. On ne pourrait pas, il est vrai, avec ces jets placer de nombreuses bornes-fontaines, voisines souvent incommodes pour les maisons où on les adosse, sans compter les inconvénients d'une canalisation souterraine en concurrence avec celle des égouts et du gaz. Si cependant on était assez heureux pour obtenir, au moyen du sondage sur des parties élevées de Perpignan, une ou deux sources assez volumineuses pour en appliquer l'excédent au lavage des rues et des égouts, il y aurait alors avantage, malgré les inconvénients de nouvelles canalisations, à les appliquer à ce lavage et à abandonner l'usage du ruisseau de la ville qui est une véritable source continue de dépenses exorbitantes, pesant lourdement sur le budget municipal.

Les indications de volume, de température, de propriétés, de composition de l'eau de la première source jaillissante obtenue dans Perpignan, seraient d'une valeur tout-à-fait locale, si nous n'avions cherché à les généraliser en les comparant à celles des autres sources de cette ville et des principales fontaines jaillissantes du département. De cette comparaison, pourra surgir une pièce de plus à joindre à l'édifice qui doit éclairer la géologie souterraine des eaux et des terrains qu'elles parcourent.

Eaux jaillissantes de Bages.

Bages est le lieu le plus renommé par la beauté, le nombre, le volume, la force ascendante de ses sources jaillissantes. Elles naissent dans les parties basses d'un bassin naturel d'environ 2 kilomètres de

diamètre. A l'est, le terrain perd sa hauteur et, par cette ouverture, les eaux s'échappent dans le canal dit Ruisseau de la Mer. Ce canal creusé peu d'années avant les sondages, a assaini la localité, et rendu moins fréquentes des fièvres de mauvais caractère, résultat habituel des pluies abondantes. La bonne tenue de ce canal et l'apparition des sources jaillissantes, qui ont permis d'arroser d'assez grandes surfaces, ont donné une vie nouvelle à cette commune. La population s'est accrue, elle jouit de plus d'aisance, et partout les vieilles bâtisses sont remplacées par des maisons neuves plus vastes et mieux appropriées. Ce qui se manifeste à Bages, par l'augmentation des terrains mis en irrigation, est un de ces exemples assez communs dans notre département, de ce que demande notre agriculture pour en multiplier les produits et les pousser dans la bonne voie du progrès. Appliquez à l'irrigation toutes les eaux dont on peut disposer, qu'en cela l'administration vienne en aide aux particuliers, mettez à exécution les meilleurs projets pour la création de réservoirs qui, au besoin, alimenteront nos grands canaux en septembre et en octobre, et vous aurez indubitablement rendu plus de services à notre industrie agricole que par tous les encouragements donnés en essais de culture ou en primes, et même que par les institutions professionnelles.

Nous avons pour nous et sans concurrence le soleil et le sol; que tous nos efforts concourent donc à faire arriver et à assurer de l'eau partout où cela se pourra.

Onze sources jaillissantes ont été obtenues à Bages, sur une bande de terrain, direction nord-sud, de

1.500 mètres de long et de 150 à 200 mètres de large. Elles diffèrent sensiblement dans leur volume. La première, obtenue par M. Durand, en août 1833, fut alors évaluée à 2.000 litres à la minute. La source dite de la Prairie, obtenue encore par M. Durand en 1845, est maintenant la plus puissante; elle n'a pu être exactement jaugée; il est probable qu'elle donne de 2.500 à 3.000 litres à la minute. C'est une des plus belles sources jaillissantes connues; si elle n'est pas supérieure à celle de Grenelle par son volume, elle lui est préférable par la beauté et la pureté de ses eaux. Malheureusement elle n'est pas dans une position à rivaliser pour les services.

En classant ces sources de Bages d'après leur volume, il y a en première ligne cette source de la Prairie. Viennent ensuite la source de la fabrique de M. Durand, obtenue en 1833; celle dite de la Guérîte, de M. Vilar; celle dite de la Société, obtenue à frais communs par plusieurs propriétaires, et celle de M. Garnier; les deux sources de la commune. La source de la Prairie, par sa position dans la partie la plus basse, et par son abondance, a réagi, dès son apparition, sur le volume des autres. On le reconnaît à la gerbe, au-dessus de l'orifice des trous de sonde, qui est moins vigoureuse et moins élevée que primitivement

On peut évaluer à 11 mètres cubes à la minute le volume d'eau fourni par la réunion de ces sources. La profondeur moyenne des terrains perforés est de 50 mètres; ils sont composés de marnes, sables et argiles, qu'on traverse avec une facilité extraordinaire.

La couche aquifère a présenté des différences majeures de puissance selon les positions. Si on s'écarte

à l'est du bassin même de Bages, le sondage est sans heureux résultat. A un champ de l'Hospice, la sonde signala 2 mètres d'eau; à la source de la Société, la couche fut estimée de 15 mètres, et on crut la trouver plus puissante à la source de la Prairie. L'épaisseur de la couche aquifère augmente donc de l'est à l'ouest, et c'est un indice pour admettre que la marche souterraine de cette eau est dans la direction du Canigon à Bages, et non sur les Albères.

En août 1833, la température de la source de la Fabrique était à 18° 75, et celle des sources naturelles appelées *les Mattés*, à 17° 87 C. Nous ferons observer que *les Mattés* peuvent être considérées comme les soupapes de sûreté par où s'échappe le trop plein des eaux souterraines de Bages, mêlées à des eaux de filtration superficielle. Leur importance et leur volume ont diminué depuis les sondages.

En 1836, François Arago signala une différence dans la température des sources. La température de la source la Fabrique fut reconnue à 18° C; celle de la source de la Guérite à 19° C. (troisième bulletin de la Société philomathique de Perpignan, page 11.)

En 1847, l'air atmosphérique étant à 12° C., j'ai obtenu les résultats suivants : grande source de la Prairie 19° 5 C.; source de la Fabrique 19° C.; source de la Société 19° 5 C.; source de la Guérite 18° 5 C.; les deux sources communales 18° 5 C.

Les rapports qui existent entre ces dernières observations et celles de 1833 et 1836, démontrent que la température de ces eaux s'est équilibrée à une moyenne de 19° C. Cette température servira à admettre, comme une grande probabilité, que la couche ou courant qui alimente les fontaines de Bages,

est bien au-dessous de 50 mètres, dès qu'on dépasse le bassin de cette commune, et que, pour retrouver cette même eau sur d'autres localités, le forage devra dépasser au moins 100 mètres.

La densité de l'eau de Bages est de 100.028, l'eau distillée étant 100.000; un de ses caractères physiques le plus remarquable, c'est la grande diaphanéité, qu'on apprécie en la plaçant dans des bocaux en verre blanc de trois ou quatre litres de capacité, et l'examinant comparativement à d'autres eaux; elle ressemble par ce caractère aux eaux thermales sulfureuses, alcalines et à certaines eaux salines, si belles par leur limpidité et leur transparence.

Elle est utilisée et d'une bonne application pour tous les usages économiques, nonobstant son emploi principal pour l'arrosage: On a remarqué sa qualité favorable pour le lavage du linge.

Les réactifs y décèlent des proportions fort minimes de chaux et de sulfates. Une longue ébullition ne la trouble pas sensiblement; filtrée ensuite, elle verdit le sirop de violettes et ramène au bleu le papier rougi de tournesol. Placée dans un matras et portée à l'ébullition, elle dégage de l'acide carbonique qui précipite l'eau de baryte; en ajoutant quelques gouttes d'acide sulfurique pendant l'ébullition, le dégagement d'acide carbonique, est plus prononcé et la précipitation de la baryte plus abondante.

Un litre d'eau de la source jaillissante de M. Vilar a donné, après une ébullition d'une heure, oxygène 4 $\frac{1}{2}$ centimètres cubes, azote 18 C. C., acide carbonique 16 C. C.

Mille parties d'eau contiennent:

Carbonate de soude.	0.03
Carbonate de chaux et de magnésie.	0.01
Sulfate de soude.	0.01
Chlorure de sodium.	0.03
Silice.	0.05
Fer.	traces
Matière azotée.	prop. indét.

Ces résultats établissent une différence notable entre les eaux jaillissantes de Bages, l'eau jaillissante de Perpignan et celle de nos puits et fontaines. Elle se distingue de l'eau de Grenelle, qui contient du carbonate et du sulfate de potasse, avec des proportions majeures de carbonates terreux. Sous certains rapports, elle se rapproche des eaux sulfureuses Pyrénéennes; par la présence de la soude carbonatée, de la silice et d'un composé azoté, et par la faible proportion de sels terreux. Nous reviendrons sur ces différences, comme indices probables des terrains parcourus par les eaux.

Eaux jaillissantes de Toulouges.

Après Bages, la commune de Toulouges est la mieux favorisée pour les eaux jaillissantes. Leur position est plus avantageuse, en ce qu'elles peuvent servir à l'irrigation de surfaces plus étendues. M. Durand y a obtenu sept sources sur une ligne d'environ deux kilomètres. La plus abondante a été jaugée à 1.800 litres à la minute; les autres ont été évaluées de 6 à 800 litres. Depuis quelque temps, trois ou quatre sources semblables ont jailli sur le territoire de Canohes attenant à celui de Toulouges.

La profondeur moyenne de ces sondages est de 70 mètres. M. Eugène Durand, qui a dirigé tous ces travaux avec son habileté reconnue, a publié une

notice et une coupe géologique du premier forage de Toulouges, terminé en mai 1835. Les terrains traversés comprennent des sables argileux, des argiles jaunes et vertes : l'argile verte, passant au noir, couvre la couche de sable fin micacé d'où jaillit l'eau.

La température moyenne de ces sources est à 18° 5 C.; leur emploi serait avantageux pour les usages économiques; elles servent seulement à l'arrosage. La force ascensionnelle de la source du jardin de M. Durand élève l'eau en une gerbe de 1 mètre 4 centimètres, au-dessus de l'embouchure du trou de sonde, dont le diamètre est de 9 centimètres. On n'a pas apprécié, au moyen de tubes d'ajoutage, le *maximum* d'élévation de cette eau.

La diaphanéité n'est pas aussi parfaite que celle de l'eau de Bages; elle perd un peu plus de sa limpidité par l'ébullition; l'alcalinité est moins prononcée; à un quart de concentration elle verdit le sirop de violettes et ramené au bleu le papier de tournesol rougi. On y reconnaît plus sensiblement des chlorures, des sulfates, de la chaux.

Un litre abandonné, après une heure d'ébullition, oxygène 5 centimètres cubes, azote 16 C. C., acide carbonique 12 C. C. L'analyse qualitative comparée, fait classer les eaux jaillissantes de Toulouges, en ayant égard seulement à la proportion et au nombre des composés fixes en dissolution, après celles de Bages et après les eaux des sources naturelles de Perpignan, telles que les fontaines Notre-Dame, du Chat, Saint-Martin. Elles précèdent, dans ce classement, l'eau jaillissante de cette ville.

On retrouve dans les eaux de Toulouges l'alcalinité, qui est un caractère saillant des eaux de Bages; mais

on s'aperçoit que ce signalement tend à disparaître devant des proportions plus sensibles de composés terreux.

Eaux jaillissantes de Rivesaltes.

Cinq sources ont jailli à Rivesaltes; la profondeur moyenne des terrains traversés est de 60 mètres, et la température en 1835, époque de leur apparition, était à 17° 5 C. Le volume d'eau fut évalué pour chacun à 600 litres par minute; cette estimation semble exagérée. Depuis lors il s'est opéré même une diminution dans le volume de la généralité de ces sources; et des observations, suivies par M. Bassal, démontrent que ce volume est sensiblement influencé par l'abondance ou la pénurie d'eau à la surface du sol.

L'une d'elles alimente une fontaine sur la place publique de Rivesaltes; elle sert à la boisson et aux usages domestiques; les autres sources sont particulièrement appliquées à l'irrigation de jardins.

Cette eau perd la transparence par l'ébullition; concentrée et filtrée, elle ne donne aucun signe d'alcalinité. Sous le rapport des éléments fixes, elle est intermédiaire entre les eaux jaillissantes de Toulouges et celles de Perpignan; elle est plus chargée que les premières, et un peu moins que les secondes.

Avant l'ébullition, elle fait virer au vert le sirop de violettes et ramène au bleu le papier de tournesol légèrement rougi. Cette réaction se manifeste avec l'eau jaillissante de Perpignan, avec les eaux de nos puits; elle provient des carbonates terreux en dissolution, et qu'on sépare par la chaleur. Il ne faut pas confondre cette fausse indication avec l'alcalinité,

qu'on retrouve avant et après l'ébullition et la concentration de celles de Bages.

La proportion des gaz en dissolution dans l'eau jaillissante de Rivesaltes se trouve consignée dans le tableau suivant, qui indique, en centimètres cubes, les gaz dégagés par l'ébullition de 1 litre ou 1000 centimètres cubes des diverses eaux désignées.

DÉSIGNATION DES EAUX.	OXYGÈNE.			AZOTE.			ACIDE CARBONIQUE.	PROPORTION des gaz en centimètres.				OBSERVATIONS.
	C. C.	C. C.	C. C.	C. C.	C. C.	C. C.		Oxygène.	Azote.	Acide carboniq.	C. C.	
Eau de la rivière de la Tet.	6	13		14			14	18,73	46,873	54,575		Le 18 septembre 1847, l'eau a été puisée sous le pont, à Perpignan : la rivière était basse et son cours peu rapide.
Fontaine Notre-Dame, après le lavoir (Perpignan.)	6	18		12			12	16,6	50	55,4		
Fontaine Saint-Martin (Perpignan.)	6	18		9			9	18,18	54,54	27,28		
Eau de puits de la rue Laborie.	5	17		11			11	15,15	51,52	55,55		L'ouverture du puits est grande, et le tirage de l'eau abondant.
Eau de puits de la rue des Marchands.	5	17		15			15	14,29	48,57	57,44		Le puits est couvert et le tirage peu soigné.
Source jaillissante de Perpignan à Saint-Dominique.	4	17,5		15			15	11	48	44		16 septembre 1847.
Idem de Bages, de M. Vilar.	4,5	17		16			16	12	45,53	42,67		
Idem de Toulouse, Jardin de M. Durand.	5	16		15			15	14,74	47,06	58,25		
Idem de Rivesaltes, eau de la place publique.	4	20		12			12	11,11	55,56	55,55		
Eau de mer.	8,5	24		5			5	25,95	67,60	8,45		Cette eau a été prise, en septembre 1847, sur la côte de Canet : la mer était calme. Elle n'a présenté aucune trace d'hydrogène sulfuré.

Nous venons de signaler les caractères les plus saillants des eaux jaillissantes de Bages, Toulouges, Rivesaltes, Perpignan, et de quelques sources et puits de cette ville. L'expérience confirme qu'elles sont favorablement appliquées aux usages hygiéniques. Si quelques eaux de puits se refusent à la généralité de ces applications, il faut l'attribuer à leur stagnation sur un sol marneux qui en vicie les propriétés. En effet, les puits de la plaine du Roussillon sont habituellement alimentés par la nappe d'eau qui baigne la couche de cailloux roulés à des profondeurs variables de quatre, dix et quinze mètres. C'est son séjour plus ou moins prolongé dans la maçonnerie des puits et dans le sol creusé au dessus et au dessous de ces cailloux, qui est la cause principale de cette altération presque impossible à éviter. On en diminue notablement les effets par un grand tirage, qui, en renouvelant l'eau, empêche une réaction trop longue sur les terrains marneux inférieurs et supérieurs. Les eaux de puits dans ces conditions se rapprochent alors de celles de beaucoup de fontaines qui s'alimentent à la même nappe.

Afin d'arriver à une connaissance convenable des eaux naturelles non minérales du département, nous avons commencé un examen comparatif de nos principales rivières, dont nous allons indiquer les premiers résultats. Celles des vallées du Tech et de la Tet et de leurs affluents ont des proportions minimales de sulfates, de chlorures, de chaux, de magnésie. Elles se distinguent par l'absence presque totale de sulfate de chaux, qui rend si défectueuses en boisson, les eaux même faiblement chargées de ce sel. Dans les parties supérieures des vallées, elles sont si

peu chargées en sels fixes, que, pour beaucoup d'opérations, elles pourraient remplacer l'eau distillée. L'eau de la rivière de Casteil, à Vernet, n'agit activement sur les chlorures, les oxalates, les sels d'argent solubles, qu'après concentration. Celle du Riu Ferrer, à Arles, présente des réactions un peu plus sensibles; elles se manifestent mieux avec l'eau du Tech, à Arles, et l'eau de la Tet, à Prades. Si nous y avons trouvé les traces d'un carbonate alcalin, comme nous l'indiquerons, c'est après avoir été amené à l'y rechercher par d'autres essais; différemment, il serait resté inaperçu à une simple analyse d'indication.

L'eau de l'Agly, dont les sources sont dans les calcaires des Corbières, dont le lit est également calcaire sur la presque totalité de son parcours, et qui reçoit plusieurs sources abondantes, comme celle de la Fou à St-Paul, chargées de sels à base de chaux et de magnésie, s'éloigne par la proportion et la nature de ses éléments fixes des eaux des vallées du Tech, de la Tet et de leurs affluents; les sels terreux y sont plus appréciables.

Toutes ces eaux courantes, y compris celles de l'Agly, présentent les conditions des bonnes eaux potables, lorsqu'elles sont limpides et suffisamment rafraîchies; sur les montagnes, elles sont souvent préférables aux eaux de source.

Voici le classement des eaux dont nous nous sommes occupé, en suivant leur degré de pureté, ou la proportion de plus en plus sensible des composés salins en dissolution.—Eau du Tech, de la Tet et de leurs affluents dans les vallées élevées, eau jaillissante de Bages, eau du Tech et de la Tet dans la plaine du Roussillon, sources naturelles de Perpignan comme

de Saint-Martin, du Chat, de Notre-Dame; eau de l'Agly, eau jaillissante de Toulouges, eau jaillissante de Rivesaltes, eau jaillissante de Perpignan; enfin, à une certaine distance, les eaux de puits, ayant même entr'elles des degrés très variables.

Ces observations, jointes à ce qui est déjà connu sur l'hydrologie du département, font conclure que les eaux froides de source ou courantes y sont généralement bonnes en boisson; les exceptions portent sur les eaux minérales ferrugineuses, sulfureuses non thermales, les sources salines de la *Fou* et de Salses. Les autres eaux restent dans les conditions hygiéniques, convenables à cette application; qui résultent de la nature du terrain d'où elles sortent et sur lequel elles coulent à la surface. La plaine du département, comprenant celle du Roussillon ancien et le sol horizontal des parties plus élevées des grandes vallées, est formée par des alluvions plus ou moins anciennes, postérieures aux terrains tertiaires de molasse et parisien bien caractérisés. Ces alluvions, reconnues par des coupures naturelles et par les sondages, sont, ainsi que cela a été déjà indiqué, des sables, des argiles, des marnes, des cailloux roulés, provenant, en majeure partie, des débris de roches cristallines Pyrénéennes, avec peu de débris de roches sédimentaires, dont la désagrégation a été plus facile. Le lit de nos cours d'eau, lorsque la pente n'est pas trop rapide, est formé par du sable siliceux, micacé, résidu de ces diverses roches. Des sables analogues ou des couches de cailloux roulés, servent souterrainement de voie de transmission aux eaux qui alimentent nos fontaines et nos puits. Le sous-sol sablonneux de nos rivières présente régulière-

ment des courants dont il est presque impossible d'obtenir l'épuisement pour des cas particuliers de construction, et nous avons plusieurs exemples de l'utilité de ces eaux qui courent à peu de profondeur au dessous de la surface. A partir de Villefranche, là où commence à s'élargir la vallée de la Tet jusqu'aux environs de Millas, où la plaine prend toute sa largeur, la rivière alimente un assez grand nombre de canaux d'arrosage; chacun de ces canaux épuise l'eau si elle n'est pas abondante. On pourrait croire, d'après cela, qu'alors le canal suivant sera sans eau; habituellement il n'en est rien; excepté les cas de fort longues sécheresses, l'eau reparait à peu de distance dans le lit de la rivière, et le canal inférieur trouve à s'alimenter comme celui qui le précède. C'est une des qualités les plus précieuses de la Tet et du Tech d'alimenter successivement divers canaux d'irrigation, malgré les saignées à blanc que chacun lui fait subir, lorsqu'on croirait que leurs forces sont complètement épuisées.

La commune du Soler a créé un canal d'arrosage, au moyen d'une coupure qui pénètre jusqu'à la couche d'eau dans les cailloux roulés. D'autres localités, convenablement situées, devraient imiter cet exemple qui a transformé en sol très productif des terres privées précédemment d'un arrosage suivi. Dans le département, toutes les eaux, minérales ou non minérales, froides ou thermales, sont applicables à l'irrigation. Les jardins d'Amélie-les-Bains sont arrosés avec les eaux thermales sulfureuses, et la végétation y est précoce et brillante. Pareil résultat s'observe là où des eaux analogues sont utilisées; on ne distingue aucune différence dans l'irrigation avec nos di-

verses eaux courantes ou de sources, en quelque point qu'on les prenne, ce qui doit faire considérer comme de peu de valeur la distinction établie entre les eaux courantes appliquées à l'agriculture. Si quelquefois on a observé des modifications par l'effet des eaux, elles doivent provenir de causes tout-à-fait locales et accidentelles en dehors des règles générales.

Nous pouvons signaler un de ces cas particuliers, où la qualité de l'eau modifiée par une cause locale doit concourir à une végétation luxurieuse, il est vrai, sur un sol dont la composition et la profondeur végétative y aident puissamment.

Les eaux de la rivière de la Basse qui longe une partie des murailles de Perpignan, sont belles et pures à leur source; à environ deux lieues de la ville, elles sortent des couches perméables caillouteuses qui réunissent les eaux filtrées sur le territoire de Thuir, de Toulouges et des points circonvoisins. L'inclinaison du sol étant faible, elles coulent lentement sur un lit vaseux; à Perpignan, elles reçoivent les liquides des Tanneries et de quelques égouts. Dans les temps ordinaires, leur altération est manifeste à la digue qui les dirige dans le canal des jardins de Saint-Jacques; alors on y reconnaît des sels ammoniacaux, de minimes proportions d'hydrogène sulfuré, une matière organique. Elles sont louches et deviennent écumeuses, en les portant à l'ébullition. Ces jardins continuellement arrosés par des eaux ainsi composées doivent en subir une heureuse influence; et, en effet, ce sont ceux des environs de Perpignan, où la végétation est le plus développée. Cette opinion est également celle de beaucoup de jardiniers, bons observateurs.

Ainsi donc, à moins de circonstances exceptionnelles, ce n'est pas dans la nature des eaux courantes qu'il faut chercher la différence de végétation sur des surfaces également arrosées. La composition du sol végétal, sa perméabilité, sa profondeur, sa richesse en engrais solubles, la chaleur climatérique, sont les causes essentielles des modifications observées sur la faculté végétative.

Hypothèse du parcours des eaux.

La présence du carbonate de soude dans les eaux de Bages était un fait assez remarquable pour en étudier la cause. Guidé par cette lueur, nous les comparâmes à celles de Toulouges qui présentèrent des traces moins manifestes de ce carbonate et des sels calcaires en proportion plus sensible. Les autres eaux jaillissantes de Perpignan et de Rivesaltes furent reconnues sans alcali carbonaté, et les sels terreux y dominèrent.

Ces différences ont amené à l'opinion rationnelle, que la nature du terrain parcouru par chacune de ces eaux, était la cause essentielle de leur composition particulière; et, en se basant sur diverses considérations que nous allons exposer, celles de Bages, depuis leur point de départ dans la terre jusqu'au lieu où elles jaillissent, doivent parcourir des terrains de cristallisation, appelés aussi terrains ignés, ou du moins leurs débris; tandis que la nature du sol intérieur, traversé par les autres sources, doit être sensiblement modifié et d'un autre ordre géologique.

Les eaux chaudes jaillissantes d'Islande sont alcalines et siliceuses; la chaleur est donnée par les vol-

cans qui les fournissent, tandis que l'alcalinité leur est transmise par les roches qu'elles traversent.

Les eaux sulfureuses des Pyrénées sont également alcalines silicatées, et l'observation les trouve sortant des terrains granitiques, ou au passage des granits avec les autres roches primordiales, habituellement superposées. Dans les Pyrénées-Orientales, où les sulfureuses sont si communes, cette origine est partout constatée. Sur les autres parties des Pyrénées, l'observation s'est généralisée à mesure qu'on est parvenu au véritable point d'émergence des sulfureuses.

L'alcalinité peut être considérée comme un caractère générique des eaux qui circulent dans les terrains primordiaux. Il leur est transmis par l'action dissolvante de ces eaux sur les roches, et cette action varie en énergie selon les profondeurs, et par conséquent selon les températures. D'après ce principe, l'alcalinité devait se retrouver à un degré très peu appréciable, il est vrai, même dans les eaux qui ont agi à la surface sur le sol dit primordial.

Sur les montagnes pyrénéennes, les sources potables sont assez nombreuses et habituellement peu volumineuses; les eaux coulent dans les fendillements superficiels de roches remplies en partie de terre et de débris organiques. Elles sont rarement dans les conditions favorables à l'observation que nous avons en vue.

Les recherches ont eu pour sujet les eaux de rivière coulant sur la roche cristalline, particulièrement le granit, ou sur ses déblais; voici les résultats : l'eau du Tech, au-dessus d'Arles, puisée en juin 1848, concentrée à un vingtième de son volume, présentait des signes d'alcalinité; elle verdit le si-

rop de violettes, et bleuit le papier de tournesol rougi. L'eau du Riuferrer, qui descend de la partie orientale du Canigou, examinée à la même époque, a donné les mêmes indications. L'eau de la Tet a réagi également, après sa concentration, en juillet 1848.

L'eau de la rivière de Castell, puisée au-dessous du pont, à Vernet, en juillet 1848, a réagi comme les précédentes.

Ce caractère alcalin, pour devenir appréciable, exige une forte concentration de l'eau, à l'époque où les rivières sont basses; lorsque les eaux sont abondantes, ce caractère n'est pas, ou n'est que difficilement reconnaissable. Il suffit cependant d'avoir pu le préciser dans les circonstances indiquées, pour avoir la preuve directe de l'action des eaux sur les terrains de cristallisation. L'alcalinité qu'elles peuvent avoir acquise est subordonnée à la température, au volume, à la durée du contact.

D'après ces observations, on peut admettre :

1^o Les eaux jaillissantes de Bages étant alcalines avec des proportions de silice plus sensibles que les autres eaux de source non minérales, et avec des proportions fort minimales de sels de chaux et de magnésie, coulent souterrainement jusqu'au point où elles jaillissent, à travers des roches de cristallisation ou leurs débris.

La présence d'une petite proportion de matière azotée rapproche encore les eaux de Bages des sulfureuses dégénérées, moins les sulfates.

2^o Les eaux jaillissantes de Toulouges, moins alcalines que celles de Bages, et où l'élément calcaire commence à prédominer, sont intermédiaires entre

celles de Bages et les autres sources jaillissantes. Elles proviennent probablement d'une déviation de la même masse liquide débouchant à Bages, mêlée à des eaux filtrées à travers les terrains calcaires, carbonifères de Thuir et de ses environs.

3° L'eau jaillissante de Perpignan, sans caractère alcalin et chargée en sels terreux, doit traverser les alluvions anciennes et modernes de la plaine en amont de la ville.

4° Celles de Rivesaltes, de composition analogue à l'eau de Perpignan, auraient pour parcours les alluvions de Peyrestortes, d'Espira, de Baixas.

Voilà les résultats de nos premières observations. Si nous pouvons entreprendre de nouvelles recherches sur le même sujet, nous nous empresserons de les soumettre à l'appréciation des géologues, avec l'espoir qu'elles serviront à confirmer les indications sur la nature du terrain parcouru souterrainement par les eaux.

Le sondage à l'extrémité de la place de la Loge à Perpignan, a amené, le 2 août 1848, à la surface du sol, une source peu abondante. L'eau montait par l'intérieur de la sonde, et elle a continué à couler jusqu'au moment où l'instrument a été relevé. Elle a jailli de 157 mètres de profondeur; après quatre jours d'écoulement, sa température, à l'ouverture de la sonde, était à 21° C. Quelques essais préliminaires l'ont fait assimiler, pour la composition, à l'eau jaillissante de la place Saint-Dominique.

Cette source cessa d'arriver sur le sol dès que la sonde fut enlevée; il y eut dans le trou un amoncellement de cinquante mètres de sable qui arrêterent l'ascension complète de l'eau. M. Fauvelle s'occupe maintenant du tubage et de déblayer ces sables intérieurs. Dès que ce travail sera poussé assez profondément, l'eau remontera au-dessus du sol, et si alors elle donne lieu à quelques observations particulières, nous les soumettrons à la Société agricole de Perpignan, qui a bien voulu admettre la présente notice dans ses bulletins.



DESCRIPTION DE DEUX NOUVELLES PLANTES

de la Famille des *Genistées*,

recueillies dans le département des Pyrénées-Orientales

par M. **Companyo**, docteur-médecin.

Les bassins pyrénéens sont parcourus tous les ans par de nombreux botanistes de toutes les nations; mais, quoique minutieusement explorés, ils renferment encore beaucoup d'espèces végétales qui ont échappé aux investigations de la science.

On se porte de préférence, on a hâte d'arriver aux endroits renommés et cités comme produisant le plus d'espèces rares; les guides ont un itinéraire dont ils ne sauraient dévier; c'est ainsi que restent inexplo-
rées certaines vallées où croissent beaucoup de plantes peu connues.

Les habitants du pays, qui s'occupent depuis longtemps de botanique, auraient dû fréquenter les points riches en végétation, situés dans le centre du département, isolés des routes tracées par les hommes spéciaux, qui y ont recueilli un grand nombre d'espèces nouvelles.

Pour moi, ce sont ces points, que je m'attache surtout à visiter avec soin, assuré que je suis d'y trouver toujours quelque chose d'intéressant.

Les vallées de *Port-Vendres* et de *Banyuls-sur-Mer* attirent les botanistes qui viennent herboriser dans le Roussillon; mais la chaîne des Albères, qui y est attenante est négligée: les environs d'Arles-sur-Téch, de Prats-de-Molló, de la Preste les attirent également; les vallées du centre du département sont dédaignées. Nos voyageurs, arrivés à la Preste, traversent le Canigou, abandonnant ainsi de fécondes localités, pour gagner les versants du Vernet et se diriger de là vers la *Trencade d'Ambolla*, afin d'explorer la *Font de Comps*. Les pas de nos observateurs se portent aussitôt vers Mont-Louis, et toutes leurs recherches ont pour objet la riche *Vallée d'Eyne*, que le célèbre *Gouan* appelait à juste titre le jardin botanique du Roussillon.

Toutes ces localités laissent peu de chose à faire aux botanistes qui viendront les parcourir: pourquoi ne pas moissonner dans celles qui ont été délaissées, en s'attachant à découvrir et à décrire ce qui est passé inaperçu? il faut tant de temps et de travaux pour connaître d'une manière complète la botanique d'une contrée!

En 1842, nous eûmes l'idée, en parcourant le site de notre Dame-de-Pène, de pousser nos recherches sur la chaîne de montagnes qui borne la plaine du Roussillon au nord. Nous suivions celle qui conduit à Force-Réal (*Force Real*, dans l'idiôme roussillonnais). Nous explorâmes cette riche localité, et nous dirigeâmes notre course sur les bois de Caladroy. Continuant de parcourir le sommet des collines de la rive gauche de la Tet, nous vîmes descendre sur la ville d'Ille. En passant à Reglella, nous fûmes surpris de l'aspect d'un arbuste, différant beaucoup

du genêt ordinaire; son port tout particulier nous engagea à l'étudier, et nous pûmes bientôt nous convaincre que c'était une espèce qui n'avait pas encore été signalée.

Ille est la patrie de Coder. C'est là qu'il a commencé ses études botaniques; on a donc lieu de s'étonner que cet arbuste ait pu échapper à ses recherches. Le plateau de Reglella, il est vrai, laisse peu de chose à récolter. Le *Cytisus spinosus*, le *Cistus Monspeliensis* et notre plante y sont seuls dignes de remarque; il n'est pas étonnant alors que ce point fût négligé par notre observateur, d'autant qu'à une certaine distance on peut facilement prendre ce genêt pour le genre *Scoparia*. Enfin, cette plante attira notre attention : ne la trouvant décrite sur aucun ouvrage, nous la communiquâmes à plusieurs botanistes de nos amis, et leurs observations, jointes aux nôtres, nous ont donné la conviction que c'était une nouvelle espèce que nous avons décrite et figurée.

En août 1847, nous parcourûmes un autre vallon du centre du département. M. Jaubert-de-Passa, désirant constater une découverte importante, la greffe du chêne-liège sur le chêne-vert¹, me pria de l'accompagner à Llauro et à Oms, où les expériences avaient été faites par M. Joseph Thorrent, cultiva-

¹ Voir le rapport page 92.

Ce rapport étant imprimé, nous saisissons cette circonstance pour annoncer que M. V. Rendu, inspecteur-général de l'agriculture, a vérifié avec nous, par ordre du Ministre, les expériences faites par M. Thorrent; il a été entièrement satisfait des résultats obtenus. Les greffes de l'année dernière et celles de cette année sont admirables de beauté. M. le Ministre, désireux de récompenser l'auteur d'une découverte aussi utile, vient de lui décerner une médaille d'or à titre d'encouragement.

teur de cette localité. En visitant les greffes faites sur divers points, une plante frappa nos regards; elle croît sur les escarpements des ravins qui séparent les bois de cette contrée très accidentée; elle appartient à la même famille que celle de Reglella, et nous la prîmes tout d'abord pour le genre *Umbellata* de D. C., *Spartium Umbellatum* de Desfont., qui croît en Corse, et qui n'a pas encore été signalé en France; mais l'ayant observée attentivement, nous nous sommes convaincus que c'est une espèce bien différente. Elle était en graine alors; mais, au mois de mai, nous n'avons pas manqué d'aller chercher la plante en fleur, afin de pouvoir la mieux étudier et la faire dessiner, et nous avons acquis la conviction intime que c'était une espèce qui n'a été décrite nulle part. Nous en donnons le dessin avec tous les détails, comme nous l'avons fait pour celle de Reglella¹.

Ces deux plantes nouvelles appartiennent à la famille des Légumineuses; genre des Papillonacées-genistées, tribu des Lotées, établi par Lamarck; arbrisseaux inermes ou épineux, originaires de l'Europe centrale et australe, à feuilles simples, plus rarement trifoliolées: stipules petites ou obsolètes, fleurs jaunes terminales et solitaires, ou plus souvent en grappes. Les caractères essentiels de ce genre sont: Calice campanulé bilabié, ailes et carène abaissées s'éloignant de l'étendard; gousse allongée, renflée à plusieurs graines réniformes.

Quelques plantes de ce genre sont très utiles et présentent un intérêt économique, en les classant

¹ Le dessin de ces deux plantes est dû à l'habile crayon de M. César Drogart. Qu'il reçoive ici l'expression de notre reconnaissance.

comme plantes textiles. Les nôtres, surtout la première, cultivées et soignées, pourraient rendre les mêmes services que le genêt d'Espagne, et donneraient un fil qui servirait aux usages domestiques.

Wimmer, dans sa *flor.* V. *Schles* 278, a séparé les genêts et formé un nouveau genre, qu'il a appelé *Sarothamnus* de Σάρος, balai, Θάμνος, arbuste. Nos deux genêts appartiennent à cette section, et nous appellerons le n° 1

Sarothamnus Carlierus. COMPANYO. (Planche n° 6).

Frutex formâ peramœnus, — *stipula cylindracea*, 1^m 20, 1^m 40 alta, striata sub nigris lineis suprâ viridem corticem currentibus, sulcantibus ramulos superioris anni, formatis, ut videtur, scissâ cortice. — Vertex concretus, densus, singularis; ramuli extensi, lenti. — Folia petiolata, ter foliolata, parva, orbiculata in summo, virentia suprâ, subsericata infrâ. — Flores flavi, corusci, satis magni, spicati secundum ramulos, petiolati. — Calix parvus, bilabiatus, florem leviter circumdans; legumen satis magnum, extensum, arcuatum, glabrum, fuscum in maturitate; 8—12 semina, reniforma, subnigra.

Cette plante croît sur le plateau de Reglella près d'Ille, où elle est assez répandue parmi le *Cytisus spinosus*. Nous l'avons aussi trouvée en très petit nombre sur les escarpements des torrents, qui débouchent dans la rivière de Saint-Marsal, près de son confluent avec le Tech.

Notre espèce se rapproche de deux plantes de la même famille, décrites par Wil. dans son *Itin. hisp.*; mais elle en diffère par ses fleurs plus grandes, ses légumes plus allongés et la disposition de ses feuilles. L'aspect de l'arbuste en général est bien différent.

Elle serait voisine encore du *Spa. arboreum* de Desf.; mais elle ne peut lui être comparée, notam-

ment par ses légumes glabres dans notre espèce , tandis qu'ils sont velus dans l'espèce de Desfontaines.

Après avoir cherché en vain la description de cette plante dans les auteurs , et l'avoir comparée à celles qui avaient avec elle le plus d'analogie , nous avons reconnu que c'était une espèce nouvelle , et nous nous sommes décidé à en donner la description suivie d'une planche représentant un rameau de grandeur naturelle avec le détail de la fleur et des fruits.

Cette plante n'est ni alpine , ni pyrénéenne , puisqu'elle vit sur les plateaux peu élevés du centre du département. Nous la dédions à notre ami , M. J. Carlier , chirurgien-major du 1^{er} Dragons , en retraite. Le zèle de ce botaniste distingué ne s'est démenti en aucune circonstance , pendant sa longue carrière médicale militaire ; chargé du service de l'hôpital de Mont-Louis , il étudia la végétation des bassins pyrénéens ; envoyé en Corse , ses études de prédilection ont enrichi son herbier de plantes rares , et , en le mettant à notre disposition , il a augmenté la collection de la ville.

N° 2. *Sarothamnus Jaubertus*. COMPANYO. (Planche n° 7.)

Calyx Bilabiatus satis magnus. Flores parvi , aurati , terminales , terni , quaterni et quintuplò umbellati extremis ramusculis , petiolo brevi. Legumen breve , inflatum , pervillosum , cinereo-album 3, 4, 5 seminibus , reniformis , nigris. Suffrutex stipula tenuis , cylindracea , 50 vel 60 cent. alta superantibus ramulis lentis , diffusis ; folia 3 foliata per totam longitudinem ramulorum , satis magna , brevissimo petiolo , subacuta , insuper corrusca , virentia dum virida , subter subglauc.

Cette plante croît sur les escarpements des ravins qui séparent les bois de chêne-vert , dont est parse-

mée la contrée d'Oms et de Llauro; elle ne s'y trouve pas communément. Ne voyant rien dans les descriptions des auteurs qui puisse s'appliquer à notre plante, nous en avons fait une espèce nouvelle. En la comparant à toutes les espèces qui s'en rapprochent le plus par leurs caractères, il n'a pas été possible d'établir une analogie parfaite.

Les plantes, qui ont le plus de rapport avec la nôtre, sont le gen. *umbellata* de D. C., *spar. umbellatum* de Desfont., qui est originaire de la Corse; mais celle-ci en diffère notamment par les feuilles qui sont plus grandes et ternées dans toute la longueur des tiges, tandis que dans l'autre elles sont ternées à la base des rameaux, bifoliolées au milieu, et à un foliole au sommet. Les fleurs sont d'un beau jaune d'or et petites dans notre plante, tandis qu'elles sont plus grandes dans celle de Desfontaines, à pétiole court dans la nôtre, et sensible dans l'autre.

Elle se rapprocherait encore du gen. *caudicans*, Lin., *Cytisus caudicans* Lamark; mais elle en diffère principalement par la tige cylindrique et non cannelée; par les feuilles ternées et pointues dans notre plante, tandis qu'elles sont obovales dans celles de Linné; par ses fleurs petites d'un beau jaune d'or et disposées en ombelle à l'extrémité des rameaux dans la nôtre, tandis qu'elles sont ramassées sur des pedoncules feuillés et alternes dans celle décrite par Linné.

Nous dédions cette espèce nouvelle à notre savant compatriote M. Jaubert-de-Passa; puisse ce faible hommage lui rappeler le souvenir des heureux moments de notre enfance et le commencement de nos études dans notre ville natale de Céret.

PLANCHE N° VI.

Sarothamnus Carlierus. COMPANYO.

- A. Fragment de la plante de grandeur naturelle, disposition des fleurs et des gousses.
 - B. Etendard.
 - C. Une des ailes.
 - D. Carène.
 - E. Androcée et pistil.
 - F. Calice.
 - G. Légume renfermant des graines dans leur maturité.
 - H. Gousse ouverte laissant voir la disposition des graines.
-

PLANCHE N° VII.

Sarothamnus Jaubertus. COMPANYO.

- A. Fragment de la plante de grandeur naturelle portant des fleurs et des graines sur les rameaux.
 - B. Etendard.
 - C. Une des ailes.
 - D. Carène.
 - E. Androcée et pistil.
 - F. Calice.
 - G. Légume renfermant des graines dans leur maturité.
 - H. Gousse ouverte laissant voir la disposition des graines.
-

RAPPORT DE M. P. MASSOT, D.-M.

SUR

LES EAUX MINÉRALES DE SAINT-MARTIN DE FENOUILLA.



Profondément convaincu de l'efficacité des sources qui contiennent, dans des proportions chimiquement appréciables, des agents minéralisateurs, je vais essayer, dans ce rapport sur les eaux du Boulou et de St-Martin de Fenouilla, de réunir et d'analyser, en peu de mots, les propriétés médicales que présentent ces eaux, et je remercie les membres de la commission dont je fais partie de m'avoir choisi pour être l'interprète de leur pensée, de leurs désirs et de l'espérance de tout un département.

Les eaux minérales qui jouissent des propriétés le mieux constatées ne sont pas toujours les plus connues. La vogue n'est pas immédiatement le résultat nécessaire de leur utilité; le hasard, l'imprévu, et quelquefois les circonstances les plus frivoles sont pour beaucoup dans l'importance que les établissements thermaux doivent acquérir, et dans le succès qu'ils obtiennent.

Loin de moi la pensée de regarder les eaux de St-Martin de Fenouilla et du Boulou, comme un spécifique, comme une panacée universelle : je dirai qu'el-

elles sont gazeuses, acidules, alcalines et ferrugineuses¹; qu'elles ont une grande analogie avec celles de Vichy, du Mont-d'Or et de Spa; que depuis bien long-temps elles sont fréquentées par un grand nombre de malades dont très peu sont étrangers au département, tandis que les eaux renommées dont je viens de parler reçoivent les malades du monde entier.

Cependant bien des motifs devraient déterminer les malades à se diriger vers le Roussillon; car le département des Pyrénées-Orientales, le plus petit de la France, renferme, à lui seul et hors de toute proportion, des sources minérales très nombreuses et assez différentes entr'elles pour offrir au médecin des applications thérapeutiques très variées.

En effet, si l'on parcourt les trois grandes vallées qui partagent le Roussillon, on trouvera dans celle de l'Agly, la moins riche des trois, des sources salines, ferrugineuses et sulfureuses. Le Vernet, les Escaldes, Vinça, Molitg sont connus dans la vallée de la Tet; leur nom seul rappelle leur efficacité contre les maladies cutanées et rhumatismales, les affections du larynx et de la poitrine. Dans la vallée du Tech, la Preste, Amélie-les Bains, Sorède, le Boulou et St-

¹ D'après Anglada, l'eau du Boulou et de Saint-Martin-de-Fenouilla, par 1000 centimètres cubes, se compose:

	BOULOU.	SAINT-MARTIN.
1° Acide carbonique.....	611,5	750,0
2° Carbonate de soude.....	2,451	2,787
3° Chlorure de sodium.....	0,852	0,019
4° Sulfate de soude.....	traces.	0,524
5° Carbonate de chaux.....	0,744	0,448
6° Carbonate de magnésie.....	0,215	0,159
7° Carbonate de fer.....	0,052	0,050
8° Silice.....	0,154	0,406
9° Mélange organique.....		0,025

M. le professeur Berard y a reconnu l'existence de l'alumine.

Martin de Fenouilla offrent des sources plus variées encore et non moins efficaces; car, non seulement elles combattent les affections dont je viens de parler, mais de plus elles ont une vertu toute spéciale contre la chlorose, les maladies des reins et de l'estomac.

Après ces considérations générales, que j'ai cru nécessaire d'émettre, je vais m'arrêter sur le point où la vallée du Tech rencontre celle qui commence au Pertus. C'est là que se trouvent les sources du Boulou et de St-Martin de Fenouilla, sources précieuses, dont l'action, j'allais dire la spécificité, contre les maladies si cruelles de l'estomac ne saurait être contestée.

Si l'analyse chimique me permet de comparer les eaux du Boulou et de Saint-Martin de Fenouilla, à celles de Spa et de Vichy, elle me permet encore d'affirmer que, à titre d'eaux acidules, elles méritent une préférence¹ que la beauté du climat leur aurait déjà depuis long-temps assurée, si la réputation des sources de nos Albères avait pu franchir les étroites limites de notre département. Les médecins auraient pu, en écrivant les résultats d'une pratique souvent heureuse, attirer les regards des malades et fixer l'attention des médecins étrangers.

Déjà nos établissements thermaux offraient aux baigneurs un abri contre les ardeurs de l'été; mais aujourd'hui quelques-uns, les seuls encore que possède la France, permettent aux malades d'y braver les rigueurs de l'hiver. Un système de chauffage, indiqué par M. Lallemand, a été exécuté à Vernet et à Amélie-les-Bains par des hommes qui ont su

¹ Anglada Bergman.

comprendre l'immense portée des idées du hardi professeur. Ces idées fécondes ont porté leurs fruits, car déjà la France, l'Angleterre, l'Allemagne et même l'Égypte sont venues reconquérir la santé dans nos thermes et rendre hommage à notre climat.

Le beau ciel du Roussillon procure aux malades la facilité d'arriver aux établissements dans toutes les saisons, et la haute température de plusieurs sources donne presque sans frais le moyen d'y répandre et d'y entretenir, pendant la durée de l'hiver, une chaleur douce, convenable et toujours égale; c'est ainsi que se trouve complètement résolu l'important problème de prolonger sans interruption l'effet salulaire des eaux, et d'obtenir des résultats que leur action temporaire et discontinue n'aurait jamais permis d'espérer.

Les eaux de Saint-Martin, dans une situation tout aussi avantageuse, jouiront aussi du rare privilège de recevoir les malades, quelle que soit l'époque de l'année.

Depuis peu de temps la main de l'homme, a tracé dans ces lieux des jardins et des promenades, au milieu desquels sont réunies les sources de St.-Martin pour les préserver de tout mélange et leur conserver toute leur pureté; et la nature a fait de ce vallon une délicieuse retraite, ombragée d'arbres séculaires et coupée dans tous les sens par des cours d'eau qui lui donnent un luxe de végétation qu'il est difficile de ne pas admirer.

On le voit, au milieu des richesses hydrologiques du département, les sources de St-Martin méritent d'être distinguées par leur position, leur abondance et leur efficacité. En effet leur mode d'action sur

l'économie, rend leur emploi journalier contre la série si variée des maladies de l'estomac qui, souvent idiopathiques, sont plus souvent encore les tristes compagnes d'une foule d'affections.

Une commission militaire a déjà obtenu la fondation d'un hôpital à Amélie; espérons que les motifs exposés par elle, en faveur d'un second hôpital à construire à Saint-Martin pour les convalescents de l'Algérie et d'Amélie-les-Bains, engageront M. le ministre de la guerre à l'accorder, et à augmenter ainsi les droits qu'il a déjà acquis à la reconnaissance de l'armée.

Ces considérations réunies ont enfin décidé les propriétaires à élever un vaste établissement. Joignons nos encouragements et nos vœux à leurs efforts. L'exécution de ce projet deviendra pour le pays une richesse de plus et un bienfait pour l'humanité.

Il est temps d'établir tous les droits que nos eaux minérales doivent avoir à la confiance publique; de faire connaître que pas un pays ne peut rivaliser en productions naturelles de ce genre avec *ce petit coin des Pyrénées* que l'on appelle le département des Pyrénées-Orientales: il est temps enfin d'augmenter le cercle de leurs relations actuelles, et de les appeler à prendre une part active et méritée dans la concurrence générale.

En terminant ce rapport, je dirai que si Bordeu fut le créateur de Baréges, Anglada a la gloire d'être le Bordeu des Pyrénées-Orientales. Tous les médecins doivent s'associer à son œuvre, imiter l'exemple du docteur Lallemand, et remplir ainsi les vœux que notre modeste compatriote a exprimés avec autant de désintéressement que de patriotisme.

NOTE

SUR LES BATIMENTS DE LA LOGE ¹.



La ville de Perpignan possède un édifice très remarquable par le style de son architecture gothique, connu sous le nom de Loge de Mer. Il occupe une partie du côté sud de la place de ce nom, qui lui vient sans doute de ce qu'il fut jadis la Bourse, le point de réunion des commerçants. Dans le bas, quatre portes ou croisées à large dimension; dans le haut, dix ouvertures accouplées, ornées de sculptures élégantes, forment un ensemble qui, malgré l'irrégularité des panneaux, plait à l'œil. Le sommet est couronné d'un balustre à dessins d'un goût exquis. Cet édifice est un objet d'affection pour les Perpignanais, qui le vénèrent comme un précieux héritage transmis par leurs ancêtres.

Le tribunal civil, qui n'est séparé de la Loge de Mer que par les bâtiments de la Mairie, est aussi très remarquable. Des croisées à trois divisions formées par des colonnettes d'une charmante structure, des portes rondes à immenses voussours, un très petit nombre de jours sur une grande surface unie,

¹ Voir la planche n° 8.

un toit sans corniche saillant d'un mètre, enfin une simple moulure de 0^m. 50 pour soubassement, doivent le faire ranger parmi les constructions pittoresques du moyen-âge. On doit vivement regretter l'altération de la partie inférieure, par la substitution de croisées rectangulaires modernes à barreaux droits, aux formes circulaires et aux grillages contournés de la construction primitive.

Entre ces deux édifices en belle pierre de taille que le temps n'a point dégradée, l'œil est péniblement affecté de l'aspect délabré des bâtiments de la Mairie percés irrégulièrement, crépis de teintes différentes, et dont cependant l'entrée, à deux grands arceaux grillés, porte le type d'une origine assez reculée. On sent depuis long-temps la nécessité de relier la Loge de Mer et le tribunal par une construction d'un style qui s'en rapproche, et fasse disparaître la discordance blessante, produite par cet amas de bâtisses incohérentes, qui détruisent tout l'effet des belles façades qu'elles séparent.

Des projets adressés en 1842 offraient une disposition de bâtiment d'une architecture moderne s'élevant à 60.000 fr. L'intérieur renfermait les locaux nécessaires à l'administration communale. Le ministère en blâma la distribution et le dessin, prescrivit la refonte des projets, et déclara qu'on n'en adopterait aucun portant atteinte aux deux antiques édifices avec lesquels la nouvelle construction devrait être en harmonie.

D'après cet exposé, ce qui paraît le plus naturel, le plus convenable, c'est de prolonger la façade de la Loge jusqu'au tribunal, suivant le même dessin. On en doublerait ainsi l'étendue et l'effet serait vrai-

ment grandiose. La planche n° 8, représente la façade telle qu'elle existait avant sa restauration en 1842. On ouvrit alors les portes, on enleva la masure qui masquait l'entrée, ainsi qu'un balcon régnant sur la plus grande partie de la façade.

Si le conseil municipal obtient l'assentiment du conseil des bâtiments, pour l'exécution du projet tel que nous l'indiquons, peu de localités, en France, présenteront un aussi long développement d'édifices gothiques d'un travail délicat et original.

GUIRAUD DE SAINT-MARSAL.

BELLES-LETTRES.**UN SAINT-SIMONIEN A PERPIGNAN.**

Souvenir de 1834.

Lu en séance publique, à la Société des Pyrénées-Orientales,
le 7 septembre 1847.

« Le Saint-Simonisme n'a pu trouver à la Société
« d'autre loi que le bonheur ; à la morale
« d'autre principe que la sympathie ; et, voulant
« forcer les hommes au bonheur par l'organi-
« sation sociale, il a méconnu à la fois la liberté
« et l'obligation. Le droit manque à sa morale
« comme à sa politique. » (CH. DE RÉMUSAT.)

Ce que je vais rappeler est déjà loin de nous. Il s'agit du St-Simonisme, foi éteinte, vestige effacé. Qui de vous, en effet, a gardé souvenance de ces théories audacieuses, de ces manifestes, pleins de chaleur et de conviction, que la Presse lançait parmi nous, peu de temps après le grand événement de 1830 ? Rien de plus remarquable, dans ces jours de

surexcitation, que cette tentative de régénération sociale, qui avait séduit tant de nobles cœurs.

Les esprits, qu'échauffe le soleil méridional, devaient naturellement rendre hommage à St-Simon. Aussi de très **bons articles**, **publiés dans le *Globe***, émanaient-ils de plumes roussillonnaises. Malgré l'orgueil que nous en avons ressenti, nous n'aurions pu voir sans regret ces généreux enfants du pays sacrifier leur **fortune et leur carrière**, le présent et l'avenir, à de chimériques espérances. L'un d'entre eux recevait, en avril 1834, la visite de Moïse R** de L**, le plus jeune et l'un des plus fervents disciples de St-Simon. C'était le fils chéri du père Enfantin, qui s'appuyait sur lui avec amour, quand il était renvoyé de police correctionnelle en Cour d'assises, et de là à Sainte-Pélagie, où il se trouvait en ce moment.

Le hasard nous fit rencontrer R** dans un cercle, entouré de jeunes-gens et d'officiers de la garnison, qui avaient fêté sa bien-venue. Au milieu des recherches du luxe moderne, lui, simplement vêtu, en blouse et en casquette d'ouvrier, les reins serrés dans une large ceinture de cuir, (comme il convient à l'apôtre, voyageant à pied, et en souliers ferrés) savourait lentement le parfum d'une crème glacée, et promenait sur les curieux, qui se pressaient autour de lui, des regards calmes et assurés.

Moïse parla, pendant plus d'une heure, avec le plus heureux choix de termes. Il effleura quelques points de la doctrine dans une causerie, qui s'éleva parfois jusqu'au ton de l'inspiration. Pourrions-nous donner quelque idée de ce mélange de bonhomie et d'enthousiasme, de résignation et de gaieté, avec le-

quel il manifestait sa croyance, assemblage d'erreurs et de vérités, toujours empreint de dévouement pour le Père?...

« Avec le Christianisme, disait-il, l'humanité a marché dix-huit siècles; nous nous chargeons, nous, de la conduire pendant six mille ans. On n'a pas, jusqu'à nous, assez insisté sur les avantages du travail et de l'association, d'où découlent tout progrès et toute vertu. On n'a pas assez dit que les fruits de la paix sont préférables aux stériles lauriers de la guerre, et, dans un autre ordre d'idées, on n'a pas complètement amélioré la condition des femmes. Leur société devrait être constamment la nôtre dans nos travaux comme dans nos plaisirs; et, les abandonner aux humbles soins du ménage, tristes et isolées, c'est se montrer l'ennemi de soi-même. Pourquoi ne voit-on que des hommes dans ce salon? Pourquoi retrouve-t-on ici la fatigue et l'ennui, jusque sous les éclats d'une gaiété factice? C'est que, loin des femmes, il n'y a pas de véritable joie. Qu'elles viennent se mêler à nous, quel changement! Au milieu des parfums et des fleurs, aux accords d'une saisissante harmonie, partout l'animation, le plaisir, le bonheur!.... Car nous sommes les partisans déclarés de la jouissance. Avec nous, votre cœur ne sera jamais vide. Les oiseaux du ciel chantent en s'éveillant; ils chantent encore au déclin du jour. Pourquoi l'homme n'élèverait-il pas ainsi la voix vers son créateur? Nous avons des chants pour toutes les heures, dans notre retraite de Ménilmontant, où nous travaillons en commun, *chacun suivant sa capacité.* »

Et le St-Simonien parcourait des yeux son auditoire, joignant à l'effet des paroles ce qu'ils appelaient

la puissance du regard. — « Mais, dit quelqu'un, d'où vient le peu d'empressement des femmes à répondre à votre appel ? »

— « C'est à nous de leur aplanir la voie, répondit tranquillement R^{re}. Nous luttons aujourd'hui contre des obstacles de tout genre. On nous combat, non par de bons arguments, mais par la raillerie et l'insulte. Quelquefois même une foule aveugle nous maltraite. Le succès de notre cause demande donc beaucoup de résignation. Pour mon compte, j'en ai fait preuve, et je saurai persister; oui, messieurs, si je recevais un soufflet, je ne dirais rien... non, rien!... Mais, si devant moi on battait une femme, mêlée à notre œuvre de régénération, oh!.. je tuerais l'agresseur! Vous voyez bien que l'heure n'a pas encore sonné: les femmes nous viendront plus tard. »

— « Ceux-là même, que vous prétendez émanciper, lèvent donc la main sur vous! Il faut croire qu'ils ne sont pas dignes de vous comprendre, qu'ils n'en seront jamais capables... — Nous saurons les maîtriser. En voyant notre calme dans la persécution, le peuple doit finir par se dire : « *Ces hommes si résignés, si con-* »
« *vaincus, pourraient bien avoir raison.* » Qu'ils nous écoutent; c'est tout ce que nous demandons. J'ai quelquefois regardé en face le furieux qui voulait me frapper. Mon attitude, pleine de fermeté, sans audace, a été l'écueil, contre lequel sa colère est venue se briser. Le peuple!... c'est une perle fine, qu'il faut dégager du limon qui la ternit. Il existe en lui des ressources précieuses, de ces âmes vierges, dans lesquelles nos principes germeront mieux que dans vos cœurs glacés. Et cependant, si nous voulons que ses idées se rectifient, que ses mœurs s'adoucissent,

cela dépend encore de vous, messieurs. C'est votre exemple qui le changera, dès que vous aurez changé vous-mêmes. Nous nous plaignons de sa violence; mais ne voit-il pas que la violence est aujourd'hui la loi dominante; que le droit, c'est la force; que la guerre seule fait les héros? Telles sont les maximes en crédit. Eh bien! le peuple ne fait que les suivre dans sa sphère. Qu'une fois on lui dise qu'il y a plus de gloire à créer, qu'à détruire; à obéir qu'à commander, il le croira, si vous le pratiquez. Rien n'est aristocrate comme le peuple : il se règle toujours sur ceux qui lui sont supérieurs en lumières et en fortune.»

— « L'accomplissement d'une pareille œuvre demande plus d'un jour, dit d'un ton demi-ironique un capitaine à moustaches grisonnantes. Nous sommes arrivés tard, et ce sera la tâche de la génération qui nous suit. N'espérez rien vous-même, jeune homme. »

— « Ainsi donc, s'écria R**, nous, misérables manœuvres, brisés par la fatigue, nous ne pourrions admirer le Temple, sorti de nos mains, lorsqu'assis sur sa base inébranlable, il aura son parvis de marbre et son dôme d'airain ? »

— « La vie est courte, répliqua l'inexorable interlocuteur. »

— « Croyez-vous donc à la mort? L'existence est un bien impérissable. Tout ce qui doit vivre, vit déjà; tout ce qui a vécu vit encore. On ne meurt pas; on change d'enveloppe. »

— Comment donc! C'est de la métempsychose!

— « Oui, messieurs, j'ai la conviction que, sous des formes différentes, je serai éternellement apôtre et

libérateur. C'est ce qui me donne le courage de poursuivre ma mission. »

— « Vos compagnons doivent être soutenus par cette pensée, eux, qui s'exposent au fanatisme des Orientaux, en se livrant à la recherche de la *femme libre*. »

— « Sans doute, et c'est une glorieuse entreprise que je voulais seconder. Jusqu'à ce que la présence de *notre Mère* vienne compléter le symbole vivant de la divinité, nous travaillons en vain. Tout ce qui respire, que dis-je ? tout ce qui végète a deux sexes, et le créateur du monde ne les aurait pas ! Il serait imparfait, lui, le principe de toute perfection ! Dieu, c'est la puissance infinie jointe à la jouissance infinie. Nous prions en disant : *Notre père et notre mère, qui êtes aux cieux et sur la terre...* »

— « Et... votre père terrestre, où est-il maintenant ? »

— « On l'a séparé de ses enfants. Pour bien longtemps, hélas ! il est à Sainte-Pélagie. »

— « Condamné pour outrages à la morale publique, dit à demi-voix un jeune magistrat. »

— « Quelle dérision, s'écria l'apôtre ! Où donc est-elle cette morale ? Vous, pour qui l'adultère est un sujet de risée, vous qui, à Frascati, avez organisé le jeu et la débauche, vous vous êtes fait des lois de convention, en vertu desquelles vous emprisonnez l'homme, qui vous rappelle aux lois de la nature. C'est avec la même injustice que nos historiens ont jugé le passé. Des observateurs plus clairvoyants n'eussent pas flétri les *roués* de la Régence. »

— « Eh quoi ! vous prétendriez réhabiliter leur mémoire !... »

— « Nous ferons davantage. Le délire effréné de

cette époque n'était autre chose qu'une énergique protestation contre un culte profané, contre un ordre social menaçant ruine. La parole de Saint-Simon n'avait pas encore retenti, et des hommes d'élite sentaient instinctivement que tout était à refaire. Spartacus de la société moderne, ils se débattaient contre leurs chaînes. Ils savaient les fondements du vieil édifice, en attendant le nouvel architecte. En un mot, c'étaient nos devanciers à qui, tôt ou tard, l'humanité paiera sa dette. Oui ! les *roués* de la Régence seront un jour divinisés !.... »

A coup sûr, Messieurs, d'aussi étranges paradoxes ne sont pas dangereux. Celui-ci parut même le fruit d'une exaltation passagère, dans ce jeune adepte, à qui *Enfantin* disait : *Toi, R***, *tu seras le page effronté de Saint-Simon*. Aussi l'on se contenta de sourire, et de lui faire remarquer que la classe des maris ne serait pas très pressée de *se relier* à cette doctrine. « Ah ! les maris, répondit-il avec finesse, ils sont comme les propriétaires. » C'est tout ce qu'il laissa échapper sur cette question, non moins subversive que leurs idées sur le mariage : *la division des propriétés, suivant le degré de capacité, c'est-à-dire* l'abandon de tout droit d'hérédité, de tout *patrimoine* à la masse commune, sauf à en reconquérir une part, en vertu de la maxime célèbre : *A chaque capacité, suivant ses œuvres*; car cette curieuse doctrine exigeait une entière abnégation. Elle nous faisait rétrograder de plus d'un siècle, par le sacrifice de notre individualité, de cette liberté personnelle, précieuse conquête de la révolution de 89. Notre état social appelle incontestablement de grandes réformes; mais il est permis de douter qu'avec de pareils guides, on fût

arrivé à la perfection absolue. Du reste, les zélateurs du Saint-Simonisme l'ont eux-mêmes jugé définitivement, en se lançant dans le courant des idées et dans les emplois publics. Les voici tous rendus à l'industrie, aux armes, à l'agriculture et au barreau, serviteurs dévoués d'une société, qui devait crouler sous leurs anathèmes. Et R** lui-même est devenu un bon père de famille et un excellent citoyen : tant il est vrai qu'avec un esprit éclairé et un cœur droit, on est ramené par l'expérience aux saines idées et aux principes conservateurs de toute civilisation.

J. CARCASSONNE-FRIGOLA.



DÉCEPTION.

« O mes songes dorés ! »
(SCHILLER.)

I

O jeune ange, apparu dans une rêverie !
O ma perle, enlevée à l'écrin de Marie !
O ma vierge d'amour !
Moi qui t'avais créée et si pure et si belle ,
Que, pour voir un instant la blancheur de ton aile ,
Je priaï chaque jour !

O sarcasme du sort ! Dérision amère !
Mensonge aux doux regards , insultante chimère
Qui raille ma candeur !
O douleur ! voir ainsi se flétrir toutes choses ;
Voir tomber sous ses pas tant de suaves roses ,
Tant de fruits dans la fleur !

De votre jeune cœur, plein de foi , d'innocence ,
Faire un splendide autel , rayonnant d'espérance ;
Et pour divinité ,
Prendre ce que votre âme a , dans sa joie intime ,
Rêvé de plus suave, ou bien de plus sublime ,
Amour , gloire ou beauté !

Et puis, quand votre main vient soulever le voile
 Qui cachait, dans la nuit, la lumineuse étoile,
 O misère ! ô tourment !
 Sous l'encens et les fleurs, dont vous pariez l'idole,
 Et dont vous lui faisiez une sainte auréole,
 Voir les yeux d'un serpent !...

II

Voilà, voilà la vie avec ses deux visages,
 Ses splendides clartés et ses sombres nuages ;
 Son sourire fardé, sa livide pâleur ;
 Son manteau chatoyant, robe de Déjanire ;
 Sa parole emmiellée et son dard qui déchire,
 Sa main compatissante et son rire moqueur !

III

Pauvre rêve d'enfant ! chaste et sainte ignorance,
 Qui versiez à longs flots sur ma rieuse enfance
 Des sourires de fleurs et des hymnes d'oiseau !
 O pitié ! noble erreur de mon âme crédule,
 Qui croyait se chauffer à la flamme qui brûle,
 Sans laisser au foyer le tribut d'un lambeau.

Oh ! mes illusions, dont le magique charme
 Mêlait un peu de miel au fond de chaque larme ;
 Aux ténébreux accords un doux rayon de foi !
 Ces souffles destructeurs que le monde recèle
 Ont brisé votre tige, en passant, d'un coup d'aile,
 Et vos tristes débris gisent autour de moi.

Et maintenant, mon Dieu, pour finir sur la terre
 Ces jours, ensevelis encor dans le mystère,
 Pâles et sans soleil, comme des jours d'exil;
 Pour porter, sans gémir, le fardeau qui m'écrase;
 Pour boire jusqu'au fond l'amertume du vase
 Sans détourner les yeux, que me restera-t-il?

IV

Ce qu'il me restera? trois perles de rosée,
 Qui descendent du ciel sur toute fleur brisée,
 Pour ranimer sa tige et lui donner encor
 Un encens plus suave et plus de rayons d'or!

Ce qu'il me restera? trois brillantes étoiles
 Qui jettent dans la nuit leur lumière sans voiles,
 Pour diriger mes pas dans ce sombre chemin,
 Où vainement on cherche une main pour sa main.

Amour! foi! poésie! ô mon beau diadème,
 Rien ne ternit l'éclat de ta splendeur suprême!
 Sous la fange du monde on peut bien te cacher,
 T'obscurcir un instant, mais jamais te tacher!

Aussi, je marcherai, fière de ma couronne,
 Le front haut, sans jamais demander à personne
 Une obole du cœur, fruit doré; mais amer,
 Qui satisfait la soif, comme l'eau de la mer.

J'irai, sans m'arrêter à soulever le masque,
 Pour voir si son sourire est railleur et fantasque;
 Sans prêter mon oreille à la porte du cœur,
 Pour connaître comment parle l'esprit menteur.

J'irai, ma lyre en main, oublieuse du monde,
Sans jamais regarder la vase au fond de l'onde ;
Le sourire à la bouche et les yeux vers le ciel,
Épanchant sur le pauvre une part de mon miel.

Et, calme par la foi, je verrai, sans colère,
Les œuvres du démon grandir sur cette terre ;
L'oppresser orgueilleux, la victime à genoux,
Et sans pleurer sur moi, je pleurerai sur tous !

ANAÏS FAURE, née BIV.

1840.



PREMIÈRE PAGE.

Vers écrits sur l'album de Mita ***.

« Chantez ! m'avez-vous dit, réveillez-vous, poète !
 « Inclinez, un moment, votre rêveuse tête
 « Sur ce livre, pour vous s'ouvrant avec bonheur.
 « Je veux de la guirlande, entre toutes choisie,
 « Que vont me tresser, là, Peinture et Poésie,
 « Vous devoir la première fleur. »

Fleur cependant bien humble et bien décolorée,
 Fleur bien indigne, hélas ! d'être ainsi désirée
 Par vos printemps si frais et si purs et si verts
 Que celle dont je puis, docile à vos paroles,
 Faire entr'ouvrir pour vous les tardives corolles,
 Sous la neige de mes hivers.

Et comment pouvez-vous souhaiter, jeune fille,
 Vous, si calme et si gaie au sein de la famille,
 Un chant des miens, toujours de mes douleurs éclos ?
 Ignorez-vous mes deuils, mes lentes agonies,
 Et ne savez-vous pas qu'aux moindres harmonies
 Je mêle toujours des sanglots ?

« Chante, » dit, comme vous, le passant avec joie
 A l'humble enfant, venu des bords de la Savoie,
 Que le froid et la faim poursuivent sous nos cieux,
 Et le pauvre petit, pour réjouir la foule,
 Ranime sa voix faible, et dans son cœur refoule
 Les pleurs qui montaient dans ses yeux.

Au cercle souriant qui devant lui s'étale,
 Il dit un de ces airs de la terre natale
 Qu'il a déjà semés tout le long du chemin,
 Et quand sa vielle, enfin, sous ces doigts se repose,
 Il est du moins payé de l'effort qu'il s'impose ;
 Une aumône pleut dans sa main.

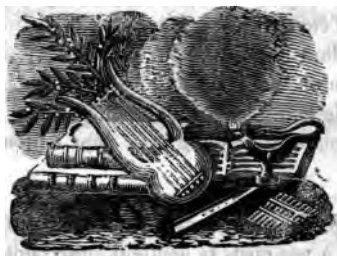
Mais moi, que, bien plus triste encor, au fond de l'âme,
 Je livre à cet album l'hymne, que me réclame
 Votre sainte amitié dont l'appel est si doux,
 Que, les yeux tout en pleurs, je chante pour vous plaire,
 Dites, de mon tribut quel sera le salaire ?
 Quel prix obtiendrai-je de vous ?

Daignerez-vous m'offrir quelque pure aquarelle,
 Où notre Castillet dressera sa tourelle,
 Où jusqu'à nos grands monts l'œil pourra s'égarer ?
 Du soyeux canevas, tendu sous votre aiguille,
 Daignerez-vous, pour moi, couvrir la blanche grille
 De fleurs qu'on irait respirer ?

Non, de tous ces trésors à d'autres la merveille !
 Pour vous, je suis à peine un ami de la veille
 Qui ne saurait prétendre à ces dons précieux.
 Mais de votre piano que j'obtienne, en échange,
 Quelques brillants accords, que de vos lèvres d'ange
 Je recueille un chant gracieux !

Et vous, qui prétendez être sans poésie,
Vous en aurez versé, dans mon âme saisie,
Mille fois plus, d'un son de votre douce voix,
Qu'en humble fils de l'Art, ici, je n'en épanche
Sur le vélin noirci de cette page blanche
Où la plume échappe à mes doigts.

PIERRE BATLLE.



DERNIER CHANT.

*Aux poètes chrétiens.*

Avant de déposer ma frêle et douce lyre ;
 Avant d'éteindre en moi ce foyer de délire ,
 Source dont l'harmonie alimentait mes jours ;
 Avant qu'un souffle aride, en passant sur ma tête,
 Efface de mon front le signe du poète
 Et que ma corde d'or se brise pour toujours ;

Frères, je viens à vous, sans orgueil, mais sans crainte,
 Déposer à vos pieds la goutte d'huile sainte ;
 Pauvre fleur, qu'en mourant s'exhale tout son miel !
 Dans un hymne d'adieu, chant de deuil et de larmes,
 Je viens, le cœur rempli de lugubres alarmes,
 Vous parler d'avenir en vous montrant le ciel !

A vous, qui sur ma vie errante et solitaire ,
 Avez mis un rayon des gloires de la terre ,
 A vous ce dernier rêve éclos sous ma douleur !
 A vous ce dernier cri d'amour et d'espérance !
 Mais l'hymne interrompu dans les cieus recommence ;
 Le cœur fermé s'entr'ouvre au souffle du Seigneur.

Poètes, dont la lyre harmonieuse et pure,
 N'est rien qu'un vain écho des lois de la nature,
 Si pour vibrer il faut à vos accords touchants,
 Une étoile au ciel bleu, les baisers du zéphyre,
 Le ruisseau, pur cristal où l'humble fleur se mire,
 Et le nid que l'amour berce des plus doux chants ;

Si vous n'avez jamais dans un rêve sublime
 Entendu cette voix mystérieuse, intime,
 Qui dévoile des cieux la magique splendeur !...
 Ah ! vous pouvez briser ce jouet inutile,
 Et fouler à vos pieds cet instrument débile,
 Que n'anima jamais l'esprit révélateur ;

Mais si Dieu mit en vous l'éternelle lumière,
 S'il verse chaque jour sur votre humble prière
 Les parfums de l'amour, les rayons de la foi ;
 Si vous avez enfin, poète, âme choisie,
 Humecté votre lèvre aux flots de poésie,
 Que le Christ en mourant répandit sur la croix ;

Ah ! levez-vous ; montez au sommet du calvaire ;
 Il vous faut désarmer une sainte colère ;
 Car le bras du Seigneur s'appesantit sur nous.
 Chaque jour est marqué d'un sinistre présage ;
 Mais votre lyre peut faire avorter l'orage,
 Il en est temps encore, ô frères ; levez-vous !

Nochers harmonieux sur l'océan du monde,
 Conjurez la tempête et la foudre qui gronde,
 En invoquant le nom du Dieu de vérité.
 Aux longs mugissements de ces flots indomptables
 Qui, dans leurs bras d'écume enveloppent les sables,
 Que votre lyre mêle un cri de charité.

Que votre hymne, vibrant dans un accord immense,
Verse sur la patrie un rayon d'espérance.
Dépouillez votre cœur de faiblesse ou d'orgueil ;
Et, puissants par l'amour, sous la même auréole
Marchez, marchez en paix, semant cette parole
Qui renverse l'obstacle et sauve de l'écueil.

Si Dieu vous a donné la parole de vie,
Pourquoi dans votre cœur reste-t-elle asservie ?
Le soc a déchiré le sol des nations :
A vous, frères, à vous, de verser la semence
Que le Seigneur a mise en notre intelligence ;
A vous de la verser dans ces larges sillons.

Par le sang des martyrs dût-il être arrosée,
Eh ! qu'importe ! ce sang n'est-il pas la rosée
Qui fait fructifier l'humble grain du semeur ?
A cet œuvre de paix travaillez sans relâche ;
Et, forts par l'espérance, accomplissez la tâche
Qui vous est réservée en ces jours de labeur.

Quand les feux du soleil dissiperont l'orage ;
Que les peuples émus, bénissant votre ouvrage,
Lèveront leurs regards et leurs mains vers les cieux,
Alors l'impiété ne viendra plus vous dire,
Le visage fardé d'un insolent sourire,
Ce que peut dans vos mains ce glaive harmonieux !

ANNAÏS FAURE , née BIV.

1842.



Trois Sonnets.

I

LES COUVENTS.

Oui, lasses de marcher dans la vie, au milieu
d'aspics toujours cachés sous les fleurs des charmilles,
Elles viennent, hélas ! ces douces jeunes filles
De se réfugier dans la paix d'un saint lieu.

Subissons, sans nous plaindre, un si cruel adieu.
Elles n'aspiraient tant à l'ombre de ces grilles
Qu'afin de mieux prier pour nous, pour nos familles,
L'âme, de bien plus près, là, s'adressant à Dieu.

Trop pures pour rester sur nos mondaines fanges
Et trop jeunes encor pour monter vers les anges,
N'ayant touché qu'à peine au calice de fiel,

Ne devaient-elles point, ces craintives colombes,
Poser du moins leurs nids, tristes comme des tombes,
Sur le pic d'ici bas le plus voisin du ciel ?

II

SOUVENIR D'UN SOIR.

Sous tes beaux orangers, couronnés de fruit mûr,
Tu me disais, un soir : « Vois, les ombres sont prêtes
« A voiler de nos monts les sourcilleuses crêtes ;
« J'aime cette heure où règne un demi-jour obscur.

« Oh ! que la terre est belle et que le ciel est pur !
« Que de fleurs à nos pieds ! que d'astres sur nos têtes !
« Qui pourrait assister à ces splendides fêtes
« Sans croire au Dieu caché, par delà cet azur ? »

Et tandis que tes yeux, dans ces sphères sans nombre,
Dans ces calices frais étoilant le pré sombre,
De la beauté suprême admiraient les reflets,

Moi, dans son œuvre aussi, j'admirais mieux encore
Ce Dieu que tout bénit, tout chante, tout adore,
Car c'est, alors, en toi que je le contemplais.

III

L'ARBRE DE LA CROIX.

Le voyez-vous cet arbre au Calvaire planté ?
 Oh ! que de fois l'impie a crié : « qu'on l'arrache !
 « Il étend sur la terre une ombre qui nous cache
 « Du vrai soleil moral la sublime clarté.

« A l'œuvre ! » Et, vers sa fin , chaque siècle emporté ,
 A son tour, en passant le frappe de sa hâche,
 Tombe et se dit : « Un autre achèvera ma tâche. »
 Mais le temps que peut-il contre l'éternité ?

On l'abat, il renaît ; on le renverse encore
 Et son front, de nouveau, s'élève, se décore
 De rameaux atteignant les plus lointains séjours.

Nul effort ne l'ébranle, au fond de ses racines,
 Qu'entretiennent les eaux de nos saintes piscines
 Et que le sang du Christ fécondera toujours.

P. BATLLE.

A M. J. CARCASSONNE.

Oh ! ne l'éveillez pas cette lyre endormie,
Dont le dernier accord s'est éteint dans les pleurs ;
D'un passé lumineux, que votre voix amie
N'évoque plus les chants et les suaves fleurs !...

Une tombe a fermé ce gracieux poème,
Eclos sous les rayons d'un sourire d'amour ;
Et mon cœur, déchiré par un adieu suprême,
N'a plus de souvenir pour ces biens sans retour.

Ne demandez donc plus à la fleur effeuillée
Son parfum, doux trésor par l'orage emporté !
Car cette frêle tige , encor de pleurs mouillée ,
Ne doit plus refleurir que dans l'éternité !...

ANAÏS FAURE, née BIV.

Avril, 1848.



DÉPART.

A Monsieur et Madame ***.

Lyre, écho de mon âme, en ses jours de tempête,
Lyre qui sommeillas si long-temps sous mes doigts,
Pour un couple charmant, dont le départ s'apprête,
Retrouve quelques sons de ta débile voix.

Dis à l'heureux époux, dis à la jeune mère,
Cœur tendre où toujours veille un inquiet amour,
Tout ce que de regrets, de pleurs, de peine amère,
Doit nous coûter, hélas ! ce départ, sans retour.

De notre vie en deuil adieu donc tous les charmes !
Adieu, doux entretiens sous nos liserons verts,
Musique de famille et sympathiques larmes
Que nous versions ensemble en lisant de beaux vers !

Nous ne prêterons plus une oreille attentive
A cette habile voix, si légère en son vol,
Qui, d'une humble fauvette encor toute craintive,
Sut faire, par ses chants, un divin rossignol ;

Et la vermeille enfant, de chacun admirée,
Qui des traits de son père est le vivant miroir,
Grandira, de vertus et de grâces parée,
Sans que jamais, jamais, nous puissions la revoir !

Ah ! du moins, dans ce cœur où rien ne germe encore,
Semez des souvenirs ; qu'elle n'ignore pas
Qu'aux champs roussillonnais où Dieu la fit éclore
Elle fut, en naissant, bercée entre nos bras.

Répétez-lui souvent notre nom ; à le dire
Façonnez cette lèvre, avide encor de lait,
Qui ne sut, près de nous, que pleurer ou sourire,
Car c'est du regard seul que l'enfant nous parlait.

Plus tard, vous lui direz nos ennuis, nos souffrances,
Mon printemps effeuillé, dès sa première fleur ;
Mon fils, surtout, mon fils, mon trésor d'espérances
Jeté dans une tombe.... où le suivit mon cœur !

Vous sûtes quelquefois, vous, ami, vous, Madame,
Endormir des regrets, si vifs quand je suis seul ;
Mais, il le faut, partez et laissez, sur mon âme,
De toutes mes douleurs retomber le linceul.

P. BATLLE.



Fig. 1.





1875

1876

1877

1878

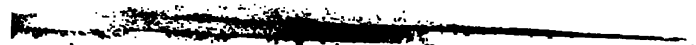
1879

1880

1881

1882

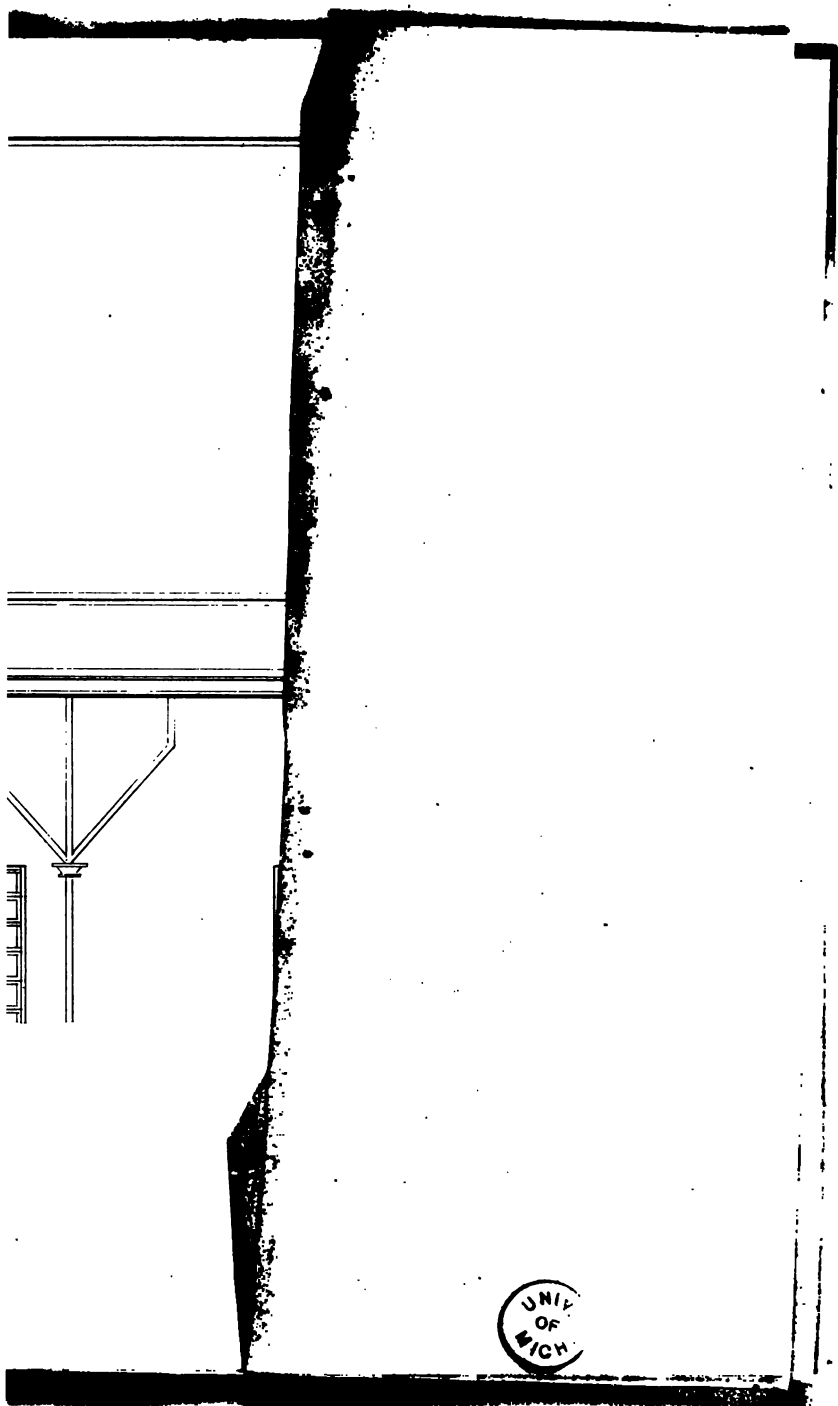


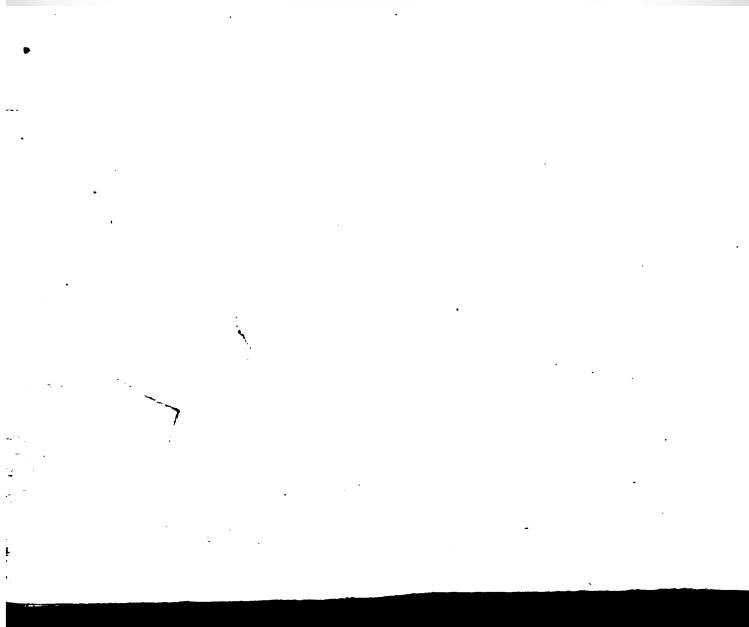


100

100

100





PROGRAMME DES PRIX

PROPOSÉS

par la Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales,
pour l'année 1848.

Agriculture.

1^o Une médaille d'or, du prix de 100 francs, à l'auteur du meilleur manuel complet d'Agriculture, appliquée au département ;

2^o Une médaille d'argent à l'auteur du meilleur mémoire sur la culture de l'olivier : on traitera des maladies et des insectes qui lui nuisent ; on indiquera le remède et le moyen de l'en préserver ;

3^o Une médaille d'argent à celui qui aura cultivé, sur cent cinquante ares de terrain, une plante oléagineuse ou tinctoriale, inconnue dans le département ;

4^o Une médaille d'argent à celui qui aura envoyé à la Société le meilleur mémoire sur le débordement des rivières de notre département. L'auteur devra traiter du reboisement des montagnes, et indiquer des moyens peu coûteux pour garantir les propriétés des riverains des effets dévastateurs des inondations ;

5^o Une médaille d'argent à l'auteur du meilleur mémoire sur l'état actuel de l'agriculture du département, comparé à celui des départements voisins.

6^o Une médaille d'argent à celui qui aura le mieux cultivé, dans le département, quinze ares, au moins, de ter-

rain en sparte , et qui offrira à la Société un kilogramme de graine de cette plante pour être distribuée ;

7° Une médaille d'argent à l'auteur de la meilleure nomenclature des espèces de vigne , cultivées dans le département, avec leurs noms botaniques et leurs synonymes dans les départements de l'Aude et de l'Hérault. Les différences qui existent entre les divers plants , quant à la production et à la qualité , devront être traitées ;

8° Une médaille d'argent pour la destruction des insectes nuisibles à la culture , et notamment la taupe-grillon , dont la multiplication devient effrayante.

9° Une médaille de bronze au jardinier qui présentera des primeurs en fruits et légumes , ou les plus beaux produits aux époques ordinaires ;

10° Une médaille de bronze pour la meilleure tenue de comptabilité agricole , présentant des notes journalières raisonnées sur l'exploitation d'une propriété d'au moins vingt hectares ;

11° Une médaille de bronze pour la fidélité domestique et les longs services des valets de ferme dans la même propriété.

Industrie

12° Une médaille d'argent au fabricant du département qui présentera le drap le mieux confectionné ;

13° Une médaille d'argent à l'ouvrier qui présentera le plus beau travail d'ébénisterie , de serrurerie , comme balances , romaines les plus précises et autres objets ;

14° Une médaille de bronze à celui qui aura introduit dans le département la fabrication d'objets utiles en sparte ou en fil d'agavé.

Beaux-Arts.

15° Une médaille d'argent et une de bronze pour les deux meilleures compositions en peinture à l'huile.

Sciences. Belles-Lettres.

16° Une médaille d'argent à l'auteur des deux meilleures

pièces historiques en prose ou en vers, sur Hyacinthe Rigaud, peintre, né à Perpignan, et sur dom Brial, aussi de Perpignan, bénédictin de Saint-Maur et ancien membre de l'Institut ;

17° Une médaille d'argent à l'auteur du meilleur mémoire sur l'importance du Roman roussillonnais, pour l'intelligence de nos documents historiques, de notre législation locale et de nos anciens titres de propriété ;

18° Une médaille d'argent pour un mémoire sur nos archives publiques et privées, importantes surtout, afin d'extraire les actes de concession d'eaux d'arrosage, et de recueillir la collection des concessions des bois et pasquiers communaux ;

19° Traité de l'Irrigation dans nos contrées, des lois et des réglemens qui l'ont régie à différentes époques ;

20° Histoire des Beaux-Arts, en Roussillon, dans le moyen âge et jusqu'à ce jour ;

21° Quelles furent les conséquences, sous le rapport matériel et politique, de la réunion du Roussillon à la France ?

Conditions à remplir par les concurrents.

1° Les auteurs de manuels, mémoires, et ceux qui enverront à la Société des modèles, des échantillons, etc., n'y apposeront pas leurs noms : ils y mettront seulement une devise, et ils y joindront un billet cacheté portant la même devise à l'extérieur ; et, à l'intérieur, leur nom et l'indication de leur domicile ;

2° Les produits d'agriculture et d'horticulture seront envoyés à la Société en temps opportun ;

3° La Société conservera, dans ses archives, les manuels et mémoires qui n'auront pas été couronnés, en permettant toutefois aux auteurs d'en prendre copie. Les modèles et les produits d'agriculture et d'horticulture, seront rendus aux personnes qui les auront présentés ;

4° Les mémoires, modèles, échantillons, devront être adressés, *franc de port*, au secrétaire de la Société, avant le 31 août de l'année du concours ;

3° Les prix seront décernés en séance publique, à la fin du mois d'octobre 1848.

Les objets destinés à l'exposition doivent être envoyés, *franco*, à la Société, avant le 1^{er} octobre, terme de rigueur.

6° Les concurrents pour les primes du gouvernement et les prix à décerner par la Société, devront s'adresser, avant le 31 juillet, au secrétaire, afin qu'on nomme une Commission, qui se rendra sur les lieux et fera un rapport. Ils remettront un état indicatif de leurs titres à l'obtention de la prime ou du prix auquel ils prétendront.

La Société se plaît à penser qu'elle sera secondée, dans ses efforts constants, pour le progrès de l'agriculture, de l'industrie et des arts.

Primes allouées par le Ministre de l'agriculture.

1° Pour la meilleure confection des fumiers	100 fr.
2° Pour le fauchage des céréales	100
3° Pour l'exploitation la mieux conduite et ayant le plus grand nombre de bestiaux bien tenus	500
4° Pour l'extension de la culture des fourrages dans les aspres (terrains non arrosés)	300
5° Pour le perfectionnement de la taille de l'olivier	200
6° Primes aux taureaux	2.000
7° Reboisement	1.000

Total :	<u>4.200 fr.</u>
---------	------------------

Perpignan, le 20 mars 1848

Le Président,

R^d GUIRAUD-DE-ST-MARSAL.

RÉCAPITULATION DES QUANTITÉS D'EAU DE PLUIE TOMBÉES A PERPIGNAN DE 1834 A 1845,
c'est-à-dire dans une période de douze années.

MOIS.	HAUTEUR											
	EN 1834.	EN 1835.	EN 1836.	EN 1837.	EN 1838.	EN 1839.	EN 1840.	EN 1841.	EN 1842.	EN 1843.	EN 1844.	EN 1845.
Janvier...	m. 0,00380	m. 0,08244	m. 0,03410	m. 0,04530	m. 0,07375	m. 0,05802	m. 0,00505	m. 0,01245	m. 0,04225	m. 0,02584	m. 0,09495	m. 0,08880
Février...	0,06760	0,00640	0,00510	0,04415	0,06478	0,00446	0,05701	0,05158	0,07200	0,05359	0,04098	0,02572
Mars....	0,00170	0,01680	0,02240	0,08019	0,05885	0,00576	0,00046	0,04549	0,00869	0,04880	0,02000	0,05868
Avril....	0,00610	0,02800	0,08580	0,03750	0,04077	0,02425	0,26478	0,01704	0,46202	0,05653	0,03959	0,04158
Mai.....	0,04940	0,07450	0,14475	0,00890	0,06528	0,05564	0,09954	0,05466	0,06024	0,05150	0,07140	0,03901
Juin.....	0,07580	0,00950	0,03270	0,00128	0,01768	0,00598	0,00777	0,01218	0,02272	0,01809	0,05398	0,05578
Juillet...	0,04950	0,00700	0,00210	0,05475	0,01997	0,01002	0,01466	0,01284	0,00285	0,02005	0,02722	0,00954
Août.....	0,07860	0,09060	0,01490	0,04595		0,05885	0,06064	0,00644	0,14144	0,00758	0,03720	0,06127
Septembre.	0,00760	0,06770	0,05065	0,10039	0,04580	0,05194	0,08066	0,05706	0,02564	0,14259	0,09874	0,08044
Octobre...	0,02520	0,00650	0,03770	0,00217	0,00374	0,21064	0,00442	0,04522	0,05699	0,04572	0,14655	0,04522
Novembre.	0,19460	0,00890	0,02475	0,08462	0,04827	0,04354	0,00446	0,00295	0,00602	0,06669	0,01645	0,18150
Décembre.	0,00010	0,03440	0,00140	0,07345	0,08379	0,04485	0,56268	0,00782	0,17577	0,00880	0,07217	0,04615
TOTAL.	0,55680	0,45190	0,42205	0,49484	0,50068	0,48890	0,95295	0,28575	0,72255	0,47557	0,66904	0,69894
TOTAL GÉNÉRAL... 6 mètres 71545. { Moyenne annuelle..... 0 mètre 55962. Ou en mesures anciennes... 20 pouces 8 lignes.												

Note. M. le Commandant du Génie militaire, auquel nous devons ce relevé, ne l'a pas continué au-delà de 1845, le regardant comme suffisant pour établir le chiffre moyen de la chute des pluies dans cette localité centrale de la plaine du Roussillon.

RÈGLEMENT DE LA SOCIÉTÉ.

Note. Les statuts de la Société ont été publiés dans le 6^e volume, 2^e partie page 299. Il y a été apporté depuis cette époque les modifications suivantes :

Paragraphe ajouté à l'art. 13.

Le bulletin n'est composé que de publications faites dans l'année, et reconnues d'une utilité générale. Si les mémoires à imprimer renferment des planches, le comité de rédaction ne peut les comprendre dans le bulletin sans avoir consulté la Société, qui sera convoquée à cet effet, et qui votera au scrutin secret.

SÉANCES PUBLIQUES.

Chapitre III.

Art. 29.

La Société pourra se réunir en séance publique et extraordinaire ; l'époque de ces solennités et leur opportunité sera réglée ultérieurement et annuellement.

ART. 30.

La Société met annuellement au concours des questions intéressant l'agriculture, les sciences et les arts. Elle fait connaître par un programme les conditions de ce concours.

ART. 31.

Elle distribue les prix obtenus en séance publique dans le courant de septembre.

ART 32.

Il ne peut être donné de médailles que pour les objets mis au concours. Le bureau peut toutefois, pour des cas non prévus, disposer de deux médailles de bronze ou d'argent et de deux mentions honorables ; mais ce droit ne lui est conféré que dans des circonstances extraordinaires et pour des objets reconnus utiles.

ART. 33.

Si le bureau jugeait nécessaire de décerner en dehors du concours d'autres médailles que celles que l'art. précédent l'autorise à donner directement, il ne pourrait le faire qu'en consultant la Société, qui voterait au scrutin secret, après avoir entendu le rapport d'une Commission.

ADMINISTRATION.

Chapitre IV.**ART. 34.**

Le Secrétaire est chargé spécialement de la rédac-

tion du procès-verbal de chaque séance et de la correspondance courante. Il tient un registre des procès-verbaux adoptés par la Société ; il y inscrit le titre des ouvrages reçus, et appose sur chaque volume ou pièce le timbre de la Société.

ART. 35.

Dans la séance de décembre, avant les élections, le Secrétaire présente le résumé des travaux de la Société pour l'année expirée.

ART. 36.

La correspondance officielle est conservée dans les archives de la Société ainsi que les notes, mémoires qu'on aura lus ; mais, au préalable, ces pièces sont revêtues du timbre de la Société.

ART. 37.

L'Archiviste est chargé de la conservation de toutes les pièces ; il inscrit sur un registre spécial tous les ouvrages reçus ; mais ils restent sur la table du cabinet des archives, jusqu'à la séance suivante, afin que chaque membre de la Société puisse en prendre connaissance, sans déplacement.

ART. 38.

Si un ouvrage venait à manquer, il en instruirait la Société, qui prescrirait une enquête.

ART. 39.

Le déplacement des ouvrages ne pourra avoir lieu qu'après l'intervalle fixé par l'art. 37. Alors seulement il sera facultatif à chaque sociétaire de les emporter, après toutefois en avoir reconnu la remise sur le registre de l'Archiviste.

ART. 40.

Ces ouvrages sont rendus dans un délai qui ne

pourra excéder un mois; l'archiviste devra en accuser réception. Tout ouvrage perdu par un sociétaire sera remplacé à ses frais.

ART. 41.

Le Trésorier est chargé de la rentrée des cotisations; il est tenu de prévenir par écrit, au moins deux fois, les membres qui négligeraient de s'acquitter. Il tient un livre journal où sont inscrites les recettes et les dépenses, avec leur nature; il propose le budget de l'année suivante à la séance du mois de décembre, après le compte-rendu du Secrétaire.

ART. 42.

Aucune dépense ne peut être faite sans avoir été votée par la Société.

ART. 43.

Les membres de la Société correspondants pourront devenir résidants, en se conformant à l'art. 15, après que le bureau a reconnu qu'on peut les dispenser des conditions imposées par l'art. 9, s'ils n'y ont pas satisfait.

ART. 44.

Tout membre résidant qui, à la fin de l'année, n'a pas acquitté sa cotisation, est censé démissionnaire, et, comme tel, rayé de la liste des membres de la Société, après, toutefois, qu'il a été invité par les membres du bureau à se conformer au règlement.

ART. 45.

Aucun membre démissionnaire ne peut réclamer le remboursement de sa cotisation versée.

ART. 46.

Les membres résidants et correspondants reçoivent



LISTE DES MEMBRES

DE

LA SOCIÉTÉ AGRICOLE, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

Des Pyrénées-Orientales.

—

Président honoraire.

1833. M. F. ARAGO, C *, secrétaire perpétuel de l'*Académie des Sciences*, représentant du peuple.

Membres honoraires.

1835. M. MATHIEU, O *, membre de l'Institut.
 1836. M. GUIZOT, G O *, membre de l'Académie française.
 1841. M. HÉNAUT, Pierre, *, ancien préfet des Pyrénées-Orientales.

Membres résidents.

1833. M. ALZINE, imprimeur-libraire. (F)*.
 1833. M. BATLLE, Pierre, négociant, homme de lettres. (F).

* Les fondateurs de la Société sont désignés par la lettre F.

1833. M. BÉGUIN, directeur de l'école normale. (F).
 1833. M. CAFFE, archit. de la ville de Perpignan. (F).
 1833. M. CROVA, professeur de mathématiques spéciales et de physique. (F).
 1833. M. Fauvèlle, ingénieur, membre du conseil-municipal. (F).
 1833. M. FRAISSE, directeur des postes, à Narbonne. (F).
 1833. M. De GAFFARD, propriétaire.
 1833. M. GROSSET, contrôleur au change près la Monnaie de Bordeaux. (F).
 1833. M. RIBELL, *, docteur en médecine.
 1834. M. JACOMET, propriétaire.
 1834. M. LLOUBES, Auguste, négociant, maire de la ville de Perpignan.
 1834. M. TASTU-JAUBERT, avocat.
 1835. M. AYMÉRICH, agent d'affaires.
 1835. M. BASSAL, pharmacien à Rivesaltes.
 1835. M. BOUIS, pharmacien, professeur de chimie.
 1835. M. COMPANYO, docteur-médecin, directeur du muséum d'histoire naturelle.
 1835. M. DURAND, Eugène, banquier.
 1835. M. GUITER, notaire, représentant du peuple.
 1835. M. MASSOT, Paul, docteur-médecin, membre du Conseil-Général.
 1835. M. MOUCHOUS, Théodore, pharmacien, membre du comité de surveillance des écoles primaires.
 1835. M. PASSAMA, docteur-médecin, membre du conseil-municipal.
 1836. M. BRESSON, propriétaire.
 1836. M. LACOMBE-SAINT-MICHEL, propriétaire, conseiller de préfecture.

1836. M. LACROIX, *, président du tribunal civil.
1836. M. MÉRIC, François, homme de lettres, juge de paix.
1836. M. PICAS, Hippolyte, représentant du peuple.
1836. M. VIMORT-MAUX, manufacturier.
1838. M. AUGÉ, *, capitaine en retraite.
1838. M. FALIP, géomètre de 1^{re} classe, adjoint au maire.
1840. M. Bonafos, docteur-médecin, professeur de botanique.
1840. M. CARCASSONNE-FRIGOLA, négoc., membre du comité de surveillance des écoles primaires.
1841. M. Domenech, François, avocat.
1841. M. EYCHENNE, aîné, propriétaire.
1841. M. HURET, *, ancien principal du collège de Perpignan.
1841. M. LAZERME, Charles, propriétaire.
1841. M. MATTES, sous-directeur de l'école normale.
1841. M. ROCAMIR-DE-LA-TORRE, peintre d'histoire, expert honoraire des musées de Paris.
1841. M. VIADER, docteur en médecine.
1841. M. VILLALONGUE, Sylvestre, négociant.
1842. M. SOUCAILLE, conduct. des ponts-et-chaussées.
1843. M. GUIRAUD-DE-SAINT-MARSAL, C *, colonel du génie en retraite.
1843. M. TRIQUERA, instituteur, propriétaire, à Prats-de-Molló
1845. M. CAMPS, négociant, homme de lettres.
1845. M. JAUBERT-DE-PASSA, *, propriétaire, correspondant de l'Institut, membre du conseil général.
1845. M. PAGÈS, *, Bonaventure, ancien préfet.
1845. M. PAGÈS, Sébastien, propriétaire, à Palau.

1845. M. PUIGGARI, homme de lettres, ancien principal du collège de Perpignan.
1846. M. AZÉMAR, propriétaire, vice-consul d'Espagne.
1846. M. De GINESTOUS, propriétaire, à Caladroy.
1847. M. D'AUBERJEON, propriétaire
1847. M. De BONNEFOI, Louis, homme de lettres.
1847. M. CARCASSONNE, Jean, propriétaire.
1847. M. CUILLÉ, Germain, négociant, conseiller de préfecture.
1847. M. GIRVÈS, Sauveur, propriétaire, à Lló.
1847. M. RENARD-DE-ST-MALO, *, correspondant du Ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques.
1847. M. VALLARINO, Antoine, négociant.
1847. M. VILLANOVA, docteur-médecin, naturaliste, à Arles.
1848. M. DESPRÈS, Antonin, propriétaire.
1848. M. GARAU, Joseph, avocat.
1848. M. GOUELL, Pierre, docteur en médecine.
1848. M. LEFRANC, Pierre, homme de lettres, représentant du peuple.
1848. M. MORER, Joseph, archiviste du département.

Membres correspondants

admis depuis le 1^{er} janvier 1843.

(Voir la liste générale dans le 6^e volume, 4^{re} partie).

1845. M. Carl. RITTER, professeur à l'Académie de Berlin.
1845. M. MANIEL, professeur d'entomologie à Montpellier.
1846. M. AYMAR DE BRESSON, de Paris.

1846. M. JULIAN BASSOU, lieutenant colonel d'infanterie de marine.
1846. M. GUILLAUME, Alexandre, chef de bureau au ministère du commerce.
1847. M. DUPUY, prêtre, professeur d'histoire naturelle à Auch.
1847. M. IRAT, avocat à Paris.
1847. M. De ST-MALO, fils, avocat à la cour de cassation.
1847. M. Le Marq. DE BELPUIG à Palma (Mayorque).
1847. Don JOACHIM MARIA BOVER de Roselló (Mayorque).
1847. Don N^m BRONDO Y ZAFORTEZA à Palma (id).
1847. M. CABARRUS (de), consul de France à Palma (id).
1847. M. SCHAEERER, naturaliste, pasteur à Berne.
1847. Don BASILIO SEBASTIAN CASTELLANOS, C^r de l'ordre de Charles III, bibliothécaire à Madrid, président de l'Académie nationale d'histoire et d'archéologie.
1847. Don LUIS MARIA RAMIREZ LAS CASAS-DEZA de Cordoue, président de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres.
1847. Don MODESTO LAFUENTE, homme de lettres, à Madrid.
1847. M. ISIDORE CHAUSSE de Palma (Mayorque).
1847. M. G^e MOLÉON (de), publiciste, à Paris.
1848. Don RAMON MEDEL de Palma (Mayorque).
1848. Don ANTONIO MARTINEZ de Palma (id.)

TABLE DES MATIÈRES.

303

Aperçu des travaux de la <i>Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales</i> , de 1845 à 1848, par le Secrétaire,	page 5.
---	-------------------

Année 1845.

Discours de M. Companyo, président, dans la séance publique du 28 septembre 1845.	Pages 1.
Discours de M. Lloubes, sur les objets d'agriculture qu'il importe le plus d'encourager.	8.
Rapport de M. Companyo, sur l'éducation des vers-à-soie trévolini.	13.
Rapport de M. Eugène Durand, sur le concours pour la fabrication des dentelles.	16.
Rapport de M. Lloubes, sur le concours de peinture en 1845.	19.

Année 1846.

Discours de M. Paul Massot, président, dans la séance publique du 25 octobre 1846.	22.
Etudes sur le reboisement des terrains en pente, par M. Falip.	27.
Rapport de M. Companyo, sur les plantations d'olivier et de mûrier.	62.
Notice sur le commerce catalan de la côte de Barbarie, par M. Renard-de-Saint-Malo.	73.
Notice sur l'ancienne abbaye de St-Martin de Canigo, par M. Puiggari.	119

Année 1847.

Discours de M. Guiraud-de-Saint-Marsal, président, dans la séance publique du 7 novembre 1847.	Pages 177.
Rapport de M. Companyo, sur la greffe du chêne-liège sur le chêne-vert.	192.
Rapport de M. Charles Lazerne, sur le concours pour l'exploitation la mieux dirigée.	198.
Rapport de M. Fraisse aîné, sur la culture du mûrier et de l'olivier.	211.
Rapport de M. Guiraud-de-Saint-Marsal, sur les mines de houille de Ségure.	215.
Prix et encouragements décernés par la Société dans la séance publique de 1847.	220.
Primes du gouvernement proclamées dans la même séance.	221.
Exposition de 1847.	222.
Notice sur l'altération des pommes de terre, par M. Vilaseca.	225.
Notice sur l'emploi de l'éther, comme nouvel agent thérapeutique, par M. Paul Massot.	235.
Démonstration de deux théorèmes de géométrie, par M. Crova.	252.
Démonstration du principe fondamental de la trigonométrie sphérique, par M. Crova.	255.
Notice sur une pierre tumulaire, par M. R. de St-Malo.	256.
Notice sur divers objets d'archéologie locale, par M. Puiggari.	261.
Notice sur l'ancienne culture de la garance en Roussillon, par M. Renard-de-Saint-Malo.	269.
Hydrologie, par M. Bouis.	283.
Description de deux nouvelles plantes de la famille des Géraniacées, par M. Companyo.	313.
Rapport de M. Paul Massot, sur les eaux minérales de St-Martin-de-Fenouilla.	321.
Note sur les bâtiments de la Loge de Mer, par M. Guiraud-de-Saint-Marsal.	326.

Belles-lettres.

Un Saint-Simonien à Perpignan, souvenir de 1834, par M. Carcassonne-Frigola.	329.
---	-------------

Déception, par M ^{me} Anaïs Faure née Biu, m. correspond. . .	337.
Première page, par M. Pierre Batlle.	341.
Dernier chant : aux poètes chrétiens, par M ^{me} Anaïs Faure, née Biu.	344.
Trois sonnets par M. Pierre Batlle :	
Les couvents.	347.
Souvenir d'un soir.	348.
L'arbre de la croix.	349.
A M. Jean Carcassonne-Frigola, par M ^{me} Anaïs Faure, née Biu.	350.
Départ à M. et M ^{me} ***, par M. Pierre Batlle.	351.

Programme des prix que se propose de décerner la Société en 1848, et des primes accordées par le gouvernement. . .	353
Météorologie, tableau des quantités de pluie tombée pendant douze années à Perpignan. Moyenne annuelle. . .	357.
Modifications au règlement de la Société des Pyr.-Or. . .	358.
Composition du bureau en 1846, 1847, et 1848.	363.
Liste des membres résidents de la <i>Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales</i>	364.
Liste des membres correspondants, admis depuis 1845. . .	367.

ERRATA.

- Page 22, Discours de M. P. Massot, président, lire en tête : 1846.
 — 139, ligne 7, du, lisez au.
 — 137, — 22, ses, lisez ces.
 — 176, — 3, 1778, lisez 1788.
 — 264, — 9. C'est d'abord, etc. Effacez cette phrase.

FIN.